



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 007
Le mardi 30 novembre 2021

Présidence de l'honorable Anthony Rota

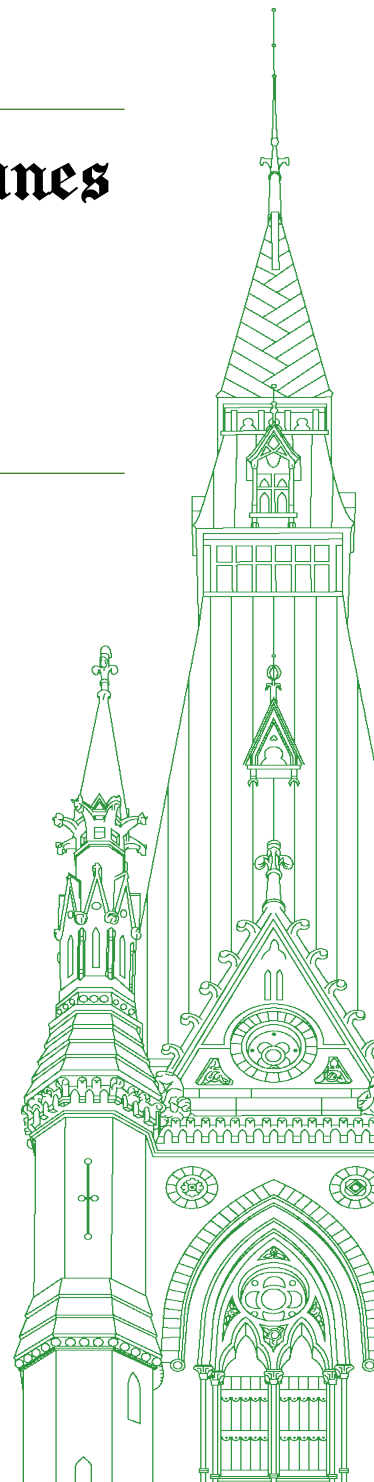


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 30 novembre 2021

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LOI SUR LE MOIS DU PATRIMOINE UKRAINIEN

M. Yvan Baker (Etobicoke-Centre, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-204, Loi instituant le Mois du patrimoine ukrainien.

— Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter de nouveau un projet de loi intitulé Loi instituant le Mois du patrimoine ukrainien. S'il est adopté, le projet de loi fera du mois de septembre de chaque année le mois du patrimoine ukrainien au Canada. Je tiens à remercier le député d'Etobicoke—Lake-shore de coparrainer le projet de loi avec moi et j'espère que les députés de tous les partis l'appuieront.

Les premiers immigrants ukrainiens au Canada sont arrivés il y a 130 ans. Vasyl Eleniak et Ivan Pylypiw sont arrivés le 7 septembre 1891. Aujourd'hui, le Canada compte près de 1,4 million de Canadiens d'origine ukrainienne.

Les Canadiens d'origine ukrainienne ont eu une influence importante sur le pays. Ils apportent une contribution notable à la vie économique, politique, culturelle et sociale des collectivités d'un bout à l'autre du pays et de chaque circonscription représentée à la Chambre.

Parallèlement, le Canada a accueilli et soutenu les Canadiens d'origine ukrainienne. Le Canada est le premier pays à avoir reconnu l'indépendance de l'Ukraine en 1991 et il a reconnu que l'Holodomor était un génocide. Il continue de soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour sa souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

Le mois du patrimoine ukrainien serait une belle occasion pour nous de célébrer le patrimoine ukrainien, le rôle que le Canada a joué en appuyant les Canadiens d'origine ukrainienne et les contributions que ceux-ci ont apportées au Canada.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

• (1005)

[Français]

PÉTITIONS

LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition au sujet de la pandémie.

[Traduction]

Cette pétition est électronique.

Les pétitionnaires affirment que les expériences vécues dans diverses régions du Canada sont différentes et que les décisions prises varient d'une province et d'un territoire à un autre. Les pétitionnaires ont l'impression que certains Canadiens ont été mieux protégés que d'autres et soulignent qu'à moins que nous ne soyons tous protégés, nous ne verrons jamais la fin de la pandémie.

Ils réclament que le gouvernement fédéral déploie les moyens et ressources nécessaires pour garantir des outils, stratégies, services et politiques de santé publique et d'intervention équivalents. La pétition propose d'innover, par exemple, en établissant des centres de dépistage rapide sur les terres fédérales afin d'assurer à tous les Canadiens l'accès à des services adéquats en matière de dépistage et de suivi et pour garantir que les mesures sanitaires prises par les provinces reflètent les recommandations scientifiques fédérales.

Je présente cette pétition au nom de citoyens que l'actuelle pandémie inquiète.

[Français]

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Mme Rachel Bendayan (Outremont, Lib.): Monsieur le Président, je souhaite présenter aujourd'hui une pétition signée par les membres de ma communauté, dans Outremont et le Mile End.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'agir plus vite et plus fermement afin de réduire nos émissions et de faire la transition juste et verte que nous souhaitons tous.

[Traduction]

Je suis très fière de présenter cette pétition au nom de l'organisme For Our Kids. Il s'agit de grands-parents et de parents qui demandent au gouvernement de réduire, d'ici 2030, les émissions d'au moins 60 % par rapport aux niveaux de 2005, tout en créant de bons emplois bien rémunérés à faibles émissions de carbone pour les Canadiens de partout au pays. Ils demandent également que cette juste transition soit financée en imposant davantage les riches. Je suis extrêmement fière de présenter cette pétition à la Chambre des communes.

L'Adresse

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Mona Fortier (présidente du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 23 novembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le Parlement a repris ses travaux après que des élections eurent été tenues au beau milieu de la pandémie de COVID-19, en dépit du fait que les partis de l'opposition avaient demandé au premier ministre d'attendre que la crise soit terminée. Ces élections ont également été déclenchées au moment même de la chute de l'Afghanistan et alors même que la Colombie-Britannique était la proie des flammes et se sentait coupée d'Ottawa.

Le premier ministre a justifié le déclenchement d'élections en pleine pandémie en disant que le pays était à un moment décisif de son histoire. En effet, nous traversons une période si critique que le premier ministre a pris tout son temps pour convoquer de nouveau la Chambre des communes afin de rendre des comptes aux Canadiens. Le moment était si crucial que, trois mois après la tenue des élections, il n'a toujours pas mis en place l'intégralité de la structure du gouvernement, des comités et du Parlement. Les temps étaient si déterminants pour le Canada que même le premier ministre a fléchi et convoqué de nouveau le Parlement après des mois de retard, puis s'est immédiatement mis à se soustraire à l'examen de la Chambre et à la reddition de comptes, exactement comme il le faisait à la fin de la législature précédente. L'une des premières choses que le gouvernement libéral a faites a été de conclure un partenariat avec le NPD pour éviter d'avoir à rendre des comptes en faisant en sorte que le Parlement fonctionne de nouveau par vidéoconférence.

[Français]

Le premier ministre ignore la grande responsabilité qui accompagne notre Parlement. Il ignore aussi les vraies conséquences de ses nombreux échecs, de ses échecs économiques sur les familles, les aînés et les petites entreprises partout au pays.

• (1010)

[Traduction]

La Chambre des communes a repris ses travaux, mais le premier ministre continue d'oublier qu'être premier ministre du Canada, ce n'est pas seulement des séances de photos et des annonces. La Chambre est censée être le reflet de ce grand pays: ses espoirs, ses craintes et ses aspirations pour l'avenir. La Chambre est censée refléter la volonté de la population de ce grand pays.

Or, le gouvernement libéral semble déterminé à ne gouverner que pour quelques privilégiés. C'était évident dans le discours du

Trône, qui a totalement fait fi de la plupart des problèmes cruciaux auxquels le Canada est confronté en ce moment. Je songe notamment à la crise de l'inflation et du coût de la vie, à l'incertitude économique, aux graves pénuries de main-d'œuvre, à l'aliénation de l'Ouest, à l'érosion de la confiance dans le gouvernement et à l'effondrement total de la réputation du Canada sur la scène mondiale.

Le premier ministre demeure totalement déconnecté des besoins réels des Canadiens, ce qui nuit à la prospérité de notre pays et accentue la division. Trop de voix au Canada ont l'impression qu'on ne les écoute pas. En tant que chef de l'opposition conservatrice, je serai le porte-parole des nombreux Canadiens qui souhaitent que le gouvernement prenne des mesures concrètes. Les conservateurs fédéraux seront les porte-parole de tous les Canadiens que le gouvernement libéral oublie ou laisse pour compte.

Si les députés libéraux et néo-démocrates sont prêts à retourner se cacher dans leur sous-sol pour travailler par Zoom, les conservateurs, eux, seront présents à la Chambre pour représenter ceux qu'on n'écoute pas et pour se battre pour le pays, alors qu'il n'a jamais été aussi divisé. Nous servirons de voix aux millions de Canadiens qui croient en notre pays et qui veulent que les élus règlent les problèmes qui préoccupent vraiment la population, notamment celle de la Nouvelle-Écosse.

J'ai discuté avec Peter Richardson, un propriétaire d'entreprise de la Nouvelle-Écosse. Il possède depuis de nombreuses années une entreprise de location de bateaux et un restaurant qui sert des guêdilles au homard près du célèbre village de Peggy's Cove. Dans les meilleures années, Peter embauchait dix personnes pour l'aider pendant la saison pour faire des visites guidées du paradis maritime du Canada auxquelles prenaient part des gens de partout au Canada et de partout sur la planète.

Cependant, lorsque j'ai discuté avec Peter, il m'a dit qu'il se demandait pourquoi le gouvernement fédéral n'a jamais écouté les propriétaires de petites entreprises du secteur du tourisme pour l'élaboration des mesures de réponse à la COVID. Il sait que des milliards de dollars ont été dépensés. Il sait que des entreprises qui ont engrangé des profits records ont reçu de l'aide des programmes d'urgence, alors que son entreprise et d'autres petites entreprises ont été abandonnées à leur sort.

Peter, en vaillant Canadien qu'il est, a trouvé un travail et a même participé au pilotage de l'emblématique remorqueur Theodore du port d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, jusqu'en Ontario, en passant par le Saint-Laurent. Il considère qu'Ottawa n'a pas tenu compte de l'avis des petits exploitants du secteur du tourisme et des voyages. Je veux que Peter et toutes les personnes des secteurs durement touchés comme le voyage, le tourisme et l'hôtellerie sachent que le Parti conservateur du Canada sera là pour les défendre pendant la présente législature.

[Français]

J'ai aussi parlé avec Germain Blais, président-directeur général de Beauce Atlas, une entreprise située en Beauce, au Québec.

Germain, sa famille et ses employés ont bâti une entreprise de fabrication de structures en acier qui est mondialement reconnue et qui dépend de l'accès au marché américain pour réussir. Son entreprise a construit de grands projets, comme le magnifique Glacier Skywalk, dans le parc national Jasper, et l'aéroport Logan, à Boston.

L'Adresse

Malheureusement, Beauce Atlas est une autre entreprise que le gouvernement actuel a oubliée. Il s'agit du même gouvernement qui n'a pas réussi à régler les problèmes liés à la politique Buy America, aux tarifs injustes sur l'acier et aux pénuries de main-d'œuvre.

Germain m'a dit que plusieurs de ses travailleurs étrangers étaient originaires des Philippines. Ceux-ci ont travaillé fort et ont appris le français. Ces travailleurs sont essentiels pour son entreprise, mais ils pourraient être obligés de partir, en raison des délais d'attente liés à leur permis de travail.

Dans le discours du Trône, le gouvernement libéral n'a rien dit au sujet de la pénurie de main-d'œuvre. Pour le gouvernement libéral, ce n'est pas une priorité.

Je veux que les entreprises du Québec, comme Beauce Atlas et bien d'autres, sachent que les conservateurs vont être leur voix et qu'ils vont remédier aux pénuries de main-d'œuvre.

• (1015)

[Traduction]

Une autre voix que je veux faire entendre à la Chambre est celle de Clifford Martin, un habitant de Trochu, en Alberta. J'ai eu une excellente conversation avec Clifford. Il est un parfait exemple des millions d'ainés du Canada qui ont travaillé fort afin de contribuer à la croissance du pays, et il mérite de prendre sa retraite dans la dignité. Clifford et de nombreux autres aînés comme lui partout au Canada se sentent complètement abandonnés par le gouvernement.

Clifford était chauffeur de camion et a eu plusieurs emplois au cours de sa carrière de 40 ans, jusqu'à ce qu'il arrête de travailler à 63 ans à cause d'une blessure. Pendant la pandémie, il a présenté une demande de soutien financier au gouvernement. Clifford a demandé très précisément à l'agent si le fait de recevoir un soutien lié à la pandémie aurait une incidence sur sa pension ou son admissibilité au Supplément de revenu garanti. Le gouvernement lui a dit directement que cela n'aurait aucune incidence, mais, sans préavis, ses prestations ont été interrompues en juillet et maintenant, il a du mal à joindre les deux bouts. Il constate également que des milliers d'autres familles albertaines ont des difficultés financières et qu'elles perdent confiance non seulement dans le gouvernement, mais dans le Canada.

Comment en est-on arrivé au point de perdre la confiance de Canadiens parmi les plus fiers? Comment se fait-il que des gens vulnérables comme Clifford, qui ont demandé l'aide du gouvernement, qui ont fourni leur numéro d'assurance sociale et qui ont posé des questions précises, aient reçu de mauvaises informations? Comment le gouvernement a-t-il pu les laisser tomber à ce point? Comment a-t-il pu concevoir des programmes qui ont laissé en plan des gens comme Clifford?

Voilà un autre exemple qui montre que le Parlement devait recommencer à siéger et que nous devons reformer les comités. Ainsi, les gens ne seront pas de nouveau laissés en plan. À maintes reprises, le gouvernement a failli à la tâche. Le Parlement doit siéger pour réparer les dégâts au nom des Canadiens comme Clifford.

Clifford m'a dit qu'en raison des coupes faites en juillet, son garde-manger est vide à la fin du mois. Il dépend des banques alimentaires. Clifford, un Canadien rempli de compassion, m'a aussi dit ceci: « J'essaie de ne pas prendre l'habitude d'aller dans les banques alimentaires, car d'autres personnes sont dans une situation pire que la mienne. »

Ces propos m'inspirent, car ils montrent ce qui motive notre pays et ses citoyens qui, même quand ils vivent eux-mêmes des difficultés, pensent encore aux autres. La générosité de Clifford et le grand cœur des gens de l'Alberta peuvent nous servir d'exemple ici, à la Chambre.

Clifford n'est pas le seul dans sa situation. J'ai parlé à l'organisateur de Banques alimentaires Canada, un organisme qui relie un réseau de banques alimentaires situées d'un bout à l'autre du pays, dans des petites localités, des grandes villes, des communautés éloignées et des communautés autochtones. Selon l'organisateur de Banques alimentaires Canada, Clifford n'est pas le seul dans sa situation. Les banques alimentaires du pays voient, dans leur clientèle, beaucoup plus de familles locataires qu'auparavant, en raison de la hausse du prix du loyer. Ces familles qui ont des enfants doivent avoir recours aux banques alimentaires pour nourrir tout le monde. Un autre groupe qui fréquente davantage les banques alimentaires est celui des aînés qui vivent seuls et qui ont du mal à joindre les deux bouts à la fin du mois à cause de la hausse du coût de la vie. Clifford, qui vit à Trochu, en Alberta, en est l'exemple.

Les banques alimentaires de partout au pays font de leur mieux pour répondre à la demande de plus en plus forte. Nous savons que l'inflation — la crise du coût de la vie que le gouvernement tente de passer sous silence — augmentera encore plus la pression sur tous ces organismes importants dans nos collectivités. C'est pourquoi la question de l'inflation est importante. C'est pourquoi, comme je le souligne au premier ministre, la politique monétaire est importante. C'est pourquoi le budget, la dette, les déficits, la création d'emplois, la compétitivité et l'avenir économique du Canada sont tous importants, ce qui échappe complètement à un premier ministre qui nous rend moins prospères et qui fait grimper le coût de la vie.

Des Canadiens sont laissés pour compte, et je tiens à remercier les généreuses personnes et les généreux organismes, comme les banques alimentaires, qui donnent un coup de pouce aux gens. Je salue les banques alimentaires de partout au pays et remercie leurs bénévoles, leurs donateurs et leurs employés, y compris Feed the Need, à Durham, dans ma région, et la Daily Bread Food Bank, dans la région du Grand Toronto. Je profite de l'occasion pour inviter les Canadiens et l'ensemble des collectivités à soutenir les banques alimentaires pendant la période de Noël. Nous devrions nous inspirer de Clifford: pensons aux personnes qui nous entourent et soutenons les banques alimentaires en cette période des Fêtes.

Ce ne sont là que quelques exemples de gens des quatre coins du pays dont j'ai pu entendre parler grâce aux députés conservateurs, des familles et des entreprises qui sont en difficulté alors que le pays fait face à une crise du coût de la vie, à une crise du logement, à des défis économiques et à de fortes pressions sur la santé mentale et le bien-être. Rares sont les familles qui n'ont pas été directement touchées par les répercussions de la pandémie sur la santé mentale.

Les Canadiens ressentent la pression et ils n'ont plus les moyens de maintenir leur rythme de vie. Ils craignent que la dette pèse sur les épaules de leurs enfants. Ils aiment notre pays et ils se demandent comment un premier ministre qui décide de prendre congé lors de la journée consacrée à la réconciliation peut aussi utiliser le drapeau national comme un accessoire politique.

L'Adresse

• (1020)

[Français]

Notre pays traverse une grave crise. Les Canadiens sont plus divisés que jamais. Les familles ont toujours plus de défis et de stress. Notre économie est faible et notre prospérité est menacée.

Pendant ce temps, les Canadiens voient un gouvernement libéral complètement déconnecté de ces réalités, un gouvernement tellement déconnecté qu'ils aggravent ces défis.

[Traduction]

Les hausses d'impôt et l'augmentation du déficit préconisées par le premier ministre paralyseront l'économie canadienne, qui est déjà chancelante. Le programme idéologique et activiste du premier ministre érodera encore plus notre unité nationale, qui est déjà soumise à d'énormes pressions.

Le gouvernement se contente de beaux discours et de promesses creuses, alors que les Canadiens ont désespérément besoin de progrès. Après six ans de règne libéral, l'ambition a supplanté la réalisation, le symbolisme a remplacé l'action, et la division a éclipsé l'unité.

Or, il est clair que mes collègues néo-démocrates n'exigeront pas des comptes des libéraux. En effet, quelques jours après avoir fait campagne contre les libéraux lors des élections, les néo-démocrates ont fait campagne pour former une coalition avec eux, ce qui aggravera encore plus la situation et permettra aux libéraux de gouverner sans rendre de comptes. Eh bien, le Parti conservateur du Canada ne demeurera pas silencieux alors que notre prospérité collective est menacée.

Mes collègues du NPD ont oublié qui ils sont censés représenter. Les conservateurs du Canada sont les véritables porte-parole des travailleurs canadiens. Nous sommes les véritables porte-parole des propriétaires de petites entreprises, des métallurgistes, des travailleurs de l'automobile, des familles d'agriculteurs, ainsi que des parents et des aînés. À titre d'opposition officielle, nous continuerons à nous battre pour que tous les Canadiens, peu importe la région où ils vivent et le secteur dans lequel ils travaillent, puissent bénéficier de la relance économique, pas seulement les amis du premier ministre.

C'est la raison de notre présence ici. Nous sommes à la Chambre des communes du Canada et, après la COVID-19, c'est-à-dire après presque deux ans, ce sont toutes les familles canadiennes qui méritent de profiter d'une reprise et d'un retour à une vie aussi normale que possible, et non seulement quelques privilégiés jugés dignes d'attention par le gouvernement libéral.

Or, la relance de l'économie après la pandémie est en péril. Nombre d'entreprises, d'investisseurs, d'employeurs et d'entrepreneurs ont déjà commencé à renoncer au Canada. Au cours des deux dernières années, le gouvernement libéral a dépensé la somme colossale de 400 milliards de dollars de plus que ce qu'il aurait dû dépenser. Il ne faut pas non plus oublier qu'au cours des quatre années antérieures, pendant une période économique favorable où le taux d'emploi était élevé, il a aussi ajouté 100 millions de dollars à la dette. Le gouvernement a donc accumulé 500 milliards de dollars de dettes alors que l'économie enregistrait seulement une croissance modérée. Le pays croule maintenant sous le poids de la dette, ce qui alimente l'inflation et l'incertitude.

Qu'on me comprenne bien. La pandémie était une crise qui exigeait une intervention et, chaque fois qu'il a fallu faire passer les intérêts du pays avant tout, c'est toujours ce qu'ont fait les conservateurs du Canada, de la première vague jusqu'à maintenant. Les répercussions de la COVID-19, surtout au début de la pandémie, ont rendu nécessaire la mise en place rapide d'un grand nombre de mesures de soutien pour aider les familles et les entreprises à se maintenir à flot. Il fallait dépenser de l'argent, certes, mais il n'était pas nécessaire de dépenser davantage que pratiquement tous les autres pays de la planète. Il n'était pas nécessaire de doubler la dette nationale. Il n'était pas nécessaire de payer des étudiants qui habitaient chez leurs parents pour qu'ils ne travaillent pas. Il n'était pas nécessaire non plus de rester sourds, comme l'a fait le gouvernement, aux petites entreprises comme celle de Peter, en Nouvelle-Écosse, dans le secteur du tourisme, de l'accueil et de la restauration. Ces entreprises avaient besoin d'aide et elles nous ont répété maintes fois qu'elles se sentaient abandonnées. Le gouvernement libéral ne s'est pas contenté d'être lent à réagir et désorganisé; il a gaspillé de l'argent pour des dépenses qui ne favorisaient ni la croissance économique ni la préservation de l'avenir. Au lieu de se concentrer sur des investissements et des mesures de stimulation pour donner le coup d'envoi à la relance et au renforcement de l'économie, le gouvernement a mis l'accent sur l'avancement de son propre programme partisan.

La vice-première ministre elle-même a affirmé que la pandémie avait créé « une fenêtre de possibilités sur le plan politique ». Eh bien, elle a certainement créé des possibilités pour l'organisme UNIS, pour d'anciens députés libéraux, comme Frank Baylis, et pour des lobbyistes libéraux et ceux qui en ont profité pour dissimuler des milliers de documents afin que nous ne puissions pas voir dans quelle mesure ils avaient bénéficié des mesures de soutien.

• (1025)

Même lorsque le gouvernement était en crise, le premier ministre et sa garde rapprochée ont accordé un accès spécial à leurs amis et à leurs proches, tandis que des gens comme Peter, dans le secteur du tourisme, et des restaurateurs n'arrivaient pas à recevoir de réponse à leurs appels téléphoniques. Ce type d'accès spécial réservé aux amis et aux proches du premier ministre existe depuis le début de son entrée en fonction, et on se demande pourquoi le cynisme à l'égard de la vie publique, du Parlement et des politiciens ne cesse de croître. Le premier ministre a donné le ton de la corruption dès le premier jour, et cette corruption s'est infiltrée à tous les échelons de son gouvernement.

Les conservateurs du Canada ont, à maintes reprises, mis en garde le gouvernement contre les dépenses inconsidérées et les tractations internes, ainsi que leurs répercussions sur la prospérité et l'unité de notre pays. Pendant plus d'un an, nous avons mis en garde le gouvernement contre l'afflux d'argent versé dans le système et la prolongation répétée de programmes, dont la PCU et d'autres prestations en période de pénuries de main-d'œuvre. Nous l'avons averti que cela attiserait l'inflation, surtout si les dépenses n'étaient pas ciblées et limitées dans le temps. Nous voyons maintenant, en temps réel, les conséquences des mesures prises par le gouvernement.

Il est plus coûteux de se chauffer et le coût du gaz naturel a augmenté de 20 %. Depuis que le premier ministre est au pouvoir, le prix du plein d'essence a augmenté de 42 %. Il en coûte plus cher pour nourrir sa famille, car le prix des aliments nutritifs a grimpé de 10 à 20 %. Tout cela s'ajoute à l'inflation dans le secteur du logement qui a été provoquée par l'inaction du premier ministre au cours des cinq dernières années, ce qui a pour effet de chasser les Canadiens de leurs propres quartiers puisqu'ils n'ont plus les moyens d'y vivre. Cette année seulement, les loyers ont augmenté de 20 % dans certaines villes canadiennes, tandis que les salaires ont stagné ou diminué. Tout est à la hausse, sauf l'optimisme avec lequel les familles canadiennes entendent les perspectives d'avenir du pays. Le Canada est le seul pays du G7 où le taux d'inflation s'élève considérablement chaque trimestre, alors que son PIB stagne ou même diminue dans certains trimestres.

Le premier ministre et la ministre des Finances ignoreront les gens qui nous mettent en garde contre la crise du coût de la vie et prétendront que la situation est transitoire, qu'elle est temporaire. Les Canadiens savent cependant que les prix ne vont pas baisser. Ils ne voient aucun plan pour lutter contre la pénurie de main-d'œuvre. Ils savent que ce n'est pas vrai. Ils savent que le premier ministre ne comprend pas les pressions qui s'exercent sur les familles, car jamais dans sa vie il n'a dû y faire face.

Même si une certaine inflation sévit aussi dans d'autres pays, seule l'économie du Canada est marquée par un déclin à long terme. Les États-Unis connaissent de l'inflation, mais, d'un trimestre à l'autre, leur PIB bondit.

Avec les libéraux au pouvoir, le Canada est le pays qui a dépensé le plus par habitant pour les mesures d'aide liées à la COVID par rapport à ses alliés. Or, il est aussi celui qui a obtenu les pires résultats. Malgré les centaines de milliards de dollars dépensés, le taux de chômage au pays dépasse de près de 2 % la moyenne des pays du G7. L'inflation a monté quant à elle en flèche pour atteindre 4,7 % et elle poursuit sur cette lancée alors que le salaire horaire a augmenté de 2 % à peine par rapport à l'année dernière. Autrement dit, le travailleur canadien moyen subit une baisse de salaire de 3 % au pire moment qui soit.

Les familles canadiennes se voient confrontées à des choix difficiles. Les familles ayant des enfants et les aînés, surtout les aînés qui vivent seuls et qui disposent d'un revenu fixe, doivent en faire plus avec moins, et ils s'inquiètent. Ils ne considèrent pas que la situation est transitoire ou temporaire. Ils constatent que la situation entraîne des conséquences négatives qui se répercutent sur leur vie. Bien que le gouvernement libéral et certains commentateurs vendus à sa cause persistent à minimiser les risques à long terme pour notre économie et les défis que l'inflation impose aux familles, les résultats parlent d'eux-mêmes.

• (1030)

[Français]

C'est bien de créer des emplois; cela a toujours été l'un de mes objectifs. Cependant, on doit aussi s'attaquer aux problèmes de la pénurie de main-d'œuvre. Ce n'est plus un problème, mais une crise qui touche tous les secteurs du Canada, comme les restaurants, les chantiers de construction, les fermes et les usines.

Partout, on voit toujours la même chose sur les portes des commerces ou des entreprises: des affiches sur lesquelles on peut lire « nous embauchons ». Chaque jour, des millions de dollars sont

L'Adresse

perdus. Des milliers d'entreprises ont fermé leurs portes ou ont déménagé à l'étranger à cause des problèmes de main-d'œuvre.

Les entreprises souffrent. Le premier ministre doit le réaliser. Il doit les protéger. La solution est de faciliter l'entrée des travailleurs immigrants, investir dans les programmes de formation spécialisée et recruter les étudiants et les retraités pour faire carrière dans les métiers et réduire les dépenses sans limites.

Quand le premier ministre va-t-il enfin les écouter?

[Traduction]

Pendant la pandémie, le Canada est le pays du G7 qui a dépensé le plus par habitant, pour finalement obtenir les pires résultats économiques. Notre taux d'emploi le montre, et ce ne sont pas là de simples chiffres. Derrière ces chiffres se cachent les destins de personnes en chair et en os, comme cette mère qui a perdu son emploi dans le tourisme à Victoria, cet étudiant d'Hamilton qui compte sur son emploi de serveur pour payer ses études, ou ce travailleur du secteur de l'énergie de St. John's ou de Fort McMurray. Aujourd'hui, l'administration Biden, avec ses mesures favorisant de plus en plus l'achat américain, ses politiques de plus en plus protectionnistes et ses tarifs douaniers de plus en plus élevés, risque de coûter des milliers d'emplois au Canada.

Sous l'égide de l'actuel premier ministre, les relations canado-américaines ont connu leur détérioration la plus marquée de l'époque moderne. Puisque trois administrations se sont succédé chez nos voisins du Sud, on ne peut tout mettre sur le dos de la deuxième. En trois présidences américaines, notre partenariat avec les États-Unis pour ce qui est du commerce, de la diplomatie et de la sécurité s'est réduit comme peau de chagrin. Avec l'actuel premier ministre, cette relation, si unique pendant des centaines d'années, n'a désormais plus rien de spécial.

Le président Biden est allé jusqu'à admettre la semaine dernière que les relations avec le Canada étaient les relations les plus « faciles » que les États-Unis avaient avec un pays étranger. Il est vrai qu'il est simple d'emprunter une voie à sens unique. Avec le premier ministre et son gouvernement libéral, il est en effet simple pour les États-Unis de nous dominer, d'obtenir ce qu'ils veulent et de ne pas écouter le Canada.

En ce qui concerne les relations canado-américaines, le bilan des six dernières années du premier ministre pourrait à lui seul faire l'objet d'un discours d'une heure. Son approche en est une de symbolisme et d'image, et il est incapable d'exprimer une vision commune pour notre continent et nos valeurs démocratiques. Avec le temps, l'influence du Canada à Washington a diminué à un point tel que le Canada ne mérite même plus un appel téléphonique.

L'Adresse

Il a été facile pour le président américain de stopper le projet Keystone XL, car il sait que le premier ministre ne se soucie pas de notre secteur énergétique. Il était facile pour le président de passer par-dessus les actions de la gouverneure du Michigan concernant la fermeture de la ligne 5, parce qu'elle s'alignait sur la voie tracée par le premier ministre. Ce n'est pas difficile pour les États-Unis de doubler les droits de douane sur le bois d'œuvre, car le premier ministre n'a pas réussi à défendre ce secteur il y a six ans, lorsque le président actuel était vice-président. Il est facile pour les États-Unis de mettre le Canada à l'écart lorsqu'il règle la crise de sa chaîne d'approvisionnement et lorsqu'il rééquilibre le commerce mondial avec la Chine, car le premier ministre a ignoré les avertissements des États-Unis concernant Huawei et d'autres prises de contrôle étrangères; le premier ministre a montré à plusieurs reprises que le Canada sous la gouverne libérale actuelle n'est plus un allié digne de confiance.

Il est désormais facile pour les États-Unis de faire fi de l'industrie automobile canado-américaine qui, depuis les années 1960 et le pacte de l'automobile, fonctionne de manière intégrée.

• (1035)

Il est facile pour le président Biden de promettre d'imposants incitatifs pour les véhicules électriques fabriqués exclusivement aux États-Unis, puisque le premier ministre n'a jamais défendu adéquatement les intérêts des secteurs forestier, de l'automobile ou de l'énergie, voire de quelque secteur que ce soit, à Washington.

Qu'est-ce que le premier ministre a à dire aux travailleurs du secteur de l'automobile à Windsor, à St. Catharines, à Oshawa et dans d'autres collectivités en Ontario, sinon à l'échelle du pays, devant de tels risques? Le premier ministre a déclaré être « un peu préoccupé ».

Nous cumulons les échecs dans nos relations économiques les plus importantes, et après six ans de déconvenues, la seule chose que le premier ministre trouve à dire, c'est qu'il est un peu préoccupé. Les conservateurs sont très préoccupés par la prospérité économique de notre pays et par nos relations futures avec les États-Unis. Nos relations avec les États-Unis sont au plus mal et sur le point d'empirer, et notre premier ministre déclare enfin qu'il est un peu préoccupé.

Nous allons continuer de nous battre pour rétablir l'influence que nous avons perdue sous la gouverne du premier ministre, à l'aide de notre porte-parole et de toute l'équipe conservatrice, puisque nous comprenons les besoins des travailleurs canadiens, les besoins des secteurs de l'énergie, de l'acier et de l'automobile, les besoins des familles agricoles. Nous nous battons pour assurer notre sécurité et défendre nos valeurs sur la scène internationale. Les conservateurs vont travailler dur pour rétablir la relation importante du Canada avec les États-Unis, puisqu'on ne peut pas compter sur le gouvernement.

• (1040)

[Français]

À un moment où le pays est plus divisé que jamais, le premier ministre doit respecter les provinces. Il doit évoluer et changer sa position à leur endroit. Il doit travailler de concert avec elles, agir en partenaire, non pas en paternaliste. En tant que premier ministre, il devrait se concentrer sur l'unité du pays au lieu de le diviser.

Moi, j'ai une approche différente. Ce n'est pas l'approche « Ottawa sait tout », comme celle du premier ministre. C'est l'approche

conservatrice, une approche respectueuse, d'écoute, de dialogue et de terrain d'entente.

Le gouvernement libéral doit aussi régler le dossier de la langue française une fois pour toutes. Il est temps d'avoir une Loi sur les langues officielles modernisée, avec plus de mordant et à l'écoute des communautés francophones vivant en milieu minoritaire. Malgré de belles paroles, les libéraux n'ont rien fait depuis 2015. Ils doivent arrêter de faire de la petite politique. La langue française n'est pas seulement menacée à Montréal, elle l'est aussi ailleurs au Québec et au Canada. C'est maintenant une priorité et c'est ma priorité.

Je l'ai dit et je le répète: sous mon leadership, le Parti conservateur va défendre les intérêts du Québec, son identité et sa culture. Pour le premier ministre, le Canada n'a pas d'identité. Il veut que les Canadiens vivent dans la honte, la honte de leur passé, la honte de leur identité et la honte de leur culture. Il favorise les accusations, les divisions et les conflits au lieu de favoriser l'écoute, l'échange, le dialogue ou la réconciliation. Pour lui, le patriotisme est un problème. Le fait d'aimer son pays est un problème. J'ai consacré ma vie à la défense de mon pays. Je l'ai servi et je continue de le servir. J'en suis très fier, et c'est pourquoi je continue à me battre pour le Canada.

[Traduction]

Le premier ministre n'arrive tout simplement pas à se donner les moyens de ses ambitions. C'est on ne peut plus vrai en ce qui concerne la réconciliation avec les peuples autochtones. Le premier ministre, qui a déjà dit que cette relation était la plus importante à ses yeux, a tout bonnement tourné en ridicule les manifestants autochtones en allant faire du surf au lieu d'exprimer sa solidarité.

La réconciliation constitue un autre enjeu pour lequel le gouvernement libéral favorise le symbolisme au détriment des mesures concrètes. J'ai discuté avec de nombreux dirigeants autochtones, et ils en ont assez des beaux discours, du symbolisme et de l'inaction du gouvernement libéral. Ils en ont assez de l'ambition dépourvue de plan. Ils en ont assez d'attendre encore une autre étude, un autre examen ou une autre analyse d'un politicien libéral à la retraite. Ils en ont assez des ministres qui promettent d'agir, mais qui ne font rien.

La réconciliation, c'est avant tout rétablir la confiance entre les peuples autochtones et le gouvernement fédéral. Elle suppose qu'on rétablisse le respect et qu'on agisse. Elle suppose aussi qu'on forge des partenariats avec les dirigeants, les nations et les entreprises autochtones afin de faire progresser ensemble la relation. Par-dessus tout, elle suppose qu'on fasse preuve d'honnêteté, qu'on s'efforce d'être à la hauteur et qu'on arrête de faire des promesses excessives. La promesse d'éliminer les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable n'est qu'un discours creux sans un plan et un délai ferme pour y parvenir. La promesse faite par le premier ministre en 2015 de donner suite à tous les appels à l'action lancés dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation est tout aussi creuse sans un processus transparent permettant de hiérarchiser les actions et d'en répondre.

La douloureuse découverte de tombes sur les lieux de l'ancien pensionnat de Kamloops a fait la une des journaux dans tout le pays il y a quelques mois. Mon fils de 10 ans, Jack, et moi-même en avons parlé. Il m'a dit: « Les enfants ne sont pas censés mourir à l'école, papa. » Ce sont les conversations qu'il faut avoir pour en arriver à la réconciliation. Ce sont les conversations difficiles, mais combien importantes, que doivent avoir toutes les familles canadiennes. Je suis sûr que de nombreuses familles et de nombreuses communautés ont tenu ces conversations difficiles. Ce que j'ai dit à Jack, c'est que le Canada a un plan pour aider ces familles à guérir. Notre pays a un plan pour ramener ces enfants disparus chez eux. Notre pays a un plan et une feuille de route pour corriger les erreurs d'hier et d'aujourd'hui.

Je sais que cette question tient à cœur au premier ministre autant qu'à moi. Je l'ai répété à maintes reprises. Je sais également que l'ensemble des députés souhaitent s'engager activement sur la voie de la réconciliation. Tous les députés et leurs familles ont partagé la douleur des gens de Kamloops, de Cowessess, de Kootenay et de nombreuses autres collectivités. Voilà pourquoi, en juin, l'opposition conservatrice s'est engagée à appuyer tous les partis pour rapidement donner suite aux appels à l'action 71 à 76. Nous nous sommes engagés à montrer, avant la fête du Canada, aux survivants, aux communautés autochtones et à l'ensemble des Canadiens qu'il est possible de faire avancer la réconciliation. Nous pouvons transformer les larmes et la douleur en actions concrètes.

Six mois après avoir gardé le drapeau canadien en berne, personne ne sait où en est la réponse aux appels à l'action concernant les enfants disparus sur les lieux des anciens pensionnats autochtones. Encore une fois, on constate que le gouvernement tarde à agir — s'il agit — et ne fait preuve d'aucune transparence. En dépit du fait que la situation lui tient à cœur et de ses promesses, le premier ministre ne fait montre d'aucun leadership dans ce dossier.

Les conservateurs du Canada souhaitent voir des progrès constants et mesurables en ce qui concerne la réconciliation avec les Premières Nations. Nous voulons sortir de la pauvreté les familles autochtones, qu'elles vivent en milieu urbain ou rural, dans une réserve ou hors réserve. Nous souhaitons que le prochain transfert intergénérationnel apporte aux peuples autochtones la richesse et des possibilités plutôt que davantage de décennies de traumatisme.

• (1045)

Compte tenu de la crise liée au coût de la vie qui frappe le Canada, il est plus important que jamais de soutenir les communautés et les familles des Premières Nations. Il faut faire tomber les barrières qui empêchent trop de jeunes Autochtones de trouver un emploi, de parfaire leurs compétences et de poursuivre des études postsecondaires. Si on veut aider les communautés et les entreprises des Premières Nations à l'échelle du pays, il faut créer des partenariats, des chaînes d'approvisionnement autochtones, notamment dans le secteur de l'énergie, et des modèles de partage des recettes. Les dirigeants et les entreprises des Premières Nations sont prêts, mais le gouvernement manque à l'appel. Il faut également agir dans le secteur du logement et mobiliser les efforts pour offrir des services de soutien en santé mentale et en traitement de la toxicomanie.

[Français]

Je tiens à féliciter le gouvernement libéral pour avoir créé le poste de ministre responsable de la santé mentale. J'aime croire que nos politiques et nos activités y ont aidé, mais, encore une fois,

L'Adresse

j'espère que ce ne sera pas seulement symbolique comme d'habitude. Comme moi, les Canadiens veulent des mesures concrètes.

[Traduction]

Nous allons continuer de demander l'affectation de fonds substantiels à des services culturellement adaptés de traitement des dépendances, de même qu'à l'épidémie de problèmes de santé mentale, tant dans les réserves qu'à l'extérieur de celles-ci, pour les Autochtones du pays.

Je souhaite que l'injustice et la discrimination soient chose du passé et que les Autochtones soient des partenaires à part entière de la prospérité nationale. Quand le gouvernement libéral prend des mesures idéologiques qui nuisent à la prospérité du Canada et se dresse contre le secteur des ressources naturelles, que ce soit par l'imposition d'un plafond ou l'adoption de mesures destinées à freiner l'exploitation des ressources, les Canadiens doivent savoir qu'il nuit également à la réconciliation. Le gouvernement a maintes et maintes fois bafoué son devoir constitutionnel de consulter les Premières Nations et il empêche les peuples autochtones de se prévaloir de partenariats et d'occasions pouvant leur apporter la prospérité.

Des millions de Canadiens ne profitent pas de ces politiques idéologiques, ce qui fragilise l'unité nationale. Le monde connaît actuellement une crise énergétique. Nous le voyons bien en nous rendant à la station-service, où l'essence coûte presque 50 % plus cher. Le président Biden demande à l'OPEP et à d'autres producteurs d'énergie d'accroître leur production de pétrole et de gaz naturel afin d'atténuer la flambée des prix, ce qui pourrait nuire à la relance mondiale postpandémie.

Rien n'illustre de façon plus éloquente à quel point la politique du gouvernement en matière de ressources naturelles est idéologiquement douteuse et déconnectée de la réalité que ce qui se passe actuellement à Washington. Notre plus grand allié, les États-Unis, demande aux pays membres de l'OPEP de produire davantage de pétrole et de gaz naturel tout en freinant le secteur canadien de l'énergie, d'abord en annulant le projet Keystone XL, puis en menaçant l'avenir de la canalisation 5.

Comment le premier ministre va-t-il réagir? N'est-il pas aussi quelque peu inquiet de cette situation? Sous la direction du premier ministre, il est facile pour les États-Unis de diminuer leur demande au Canada et d'augmenter leur demande à des pays comme l'Angola, la Libye et le Venezuela. Pourtant, la production d'énergie du Canada repose sur des critères parmi les plus élevés au monde en matière d'éthique, de protection environnementale, de réglementation et de transparence. Nous sommes l'un des leaders mondiaux en matière de respect des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, aussi appelés « ESG ». Nous sommes également le chef de file mondial en ce qui a trait au respect des critères ESG et à la participation des Autochtones. Le Canada est la puissance mondiale à cet égard dans le secteur de l'énergie, et nous devrions tirer parti de ces points forts pour aider les familles canadiennes et notre pays, en plus de faciliter le processus de réconciliation.

L'Adresse

Le Canada est un leader parmi les pays démocratiques riches en ressources naturelles et il devrait, à ce titre, prendre les devants et augmenter la production d'énergie pour atténuer la crise énergétique. Nous pouvons combler le vide et aider les familles canadiennes ainsi que nos partenaires commerciaux. Le monde entier peut avoir confiance en l'engagement de notre industrie envers la carboneutralité et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En revanche, personne ne devrait croire aux belles paroles des pays membres de l'OPEP.

● (1050)

Partout au pays, il y a des syndicats, des dirigeants syndicaux et des syndiqués qui n'ont pas peur de mouiller leur chemise et qui ont ainsi contribué à faire du secteur canadien de l'énergie et des ressources naturelles un chef de file mondial qui offre des centaines de milliers d'emplois stables et bien rémunérés à ces travailleurs. Contrairement au Nouveau Parti démocratique et au Parti libéral, le Parti conservateur se battra pour assurer l'avenir de ces familles de travailleurs.

Cependant, le premier ministre et son nouveau ministre de l'Environnement, qui se dirige probablement vers Ottawa à vélo en ce moment, veulent empêcher le secteur canadien de l'énergie de contribuer à l'approvisionnement mondial et de combler cette lacune avec de l'énergie canadienne à faibles émissions produite de façon éthique dont le monde a désespérément besoin. Le gouvernement préfère qu'on fasse venir du pétrole brut saoudien ou vénézuélien par bateau sur le fleuve Saint-Laurent au lieu de permettre à un travailleur d'Edmonton ou d'une communauté autochtone de subvenir aux besoins de sa famille, et c'est un fiasco.

Le premier ministre aime laisser entendre qu'on ne peut pas soutenir le secteur canadien de l'énergie tout en remplissant nos engagements en matière de lutte contre les changements climatiques et de réduction des émissions. D'après ses récentes nominations au Cabinet, il semble vouloir récompenser le militantisme au détriment du pragmatisme. L'astronaute est cloué au sol tandis que le militant prend son envol. On valorise davantage celui qui s'est fait passer les menottes après un coup de publicité que celui qui a passé du temps dans l'espace en représentant son pays, et ce n'est pas normal. On pourrait dire: « Houston, nous avons un problème. »

Sur la scène internationale, nous avons un autre exemple de prises de position ambitieuses et de gestes purement symboliques de la part du premier ministre plutôt que de réalisations et de prises de mesures concrètes. Malgré les gazouillis et les slogans accrocheurs, le premier ministre n'a jamais atteint un seul de ses objectifs de réduction des émissions. Certes, il tient un beau discours. De la même manière qu'il croit que les budgets s'équilibrent d'eux-mêmes, il croit que les émissions diminueront d'elles-mêmes. Il n'a concrétisé aucune des mesures qui figuraient à son programme législatif en 2015, hormis la légalisation de la marijuana. Je suppose que c'est un dossier qui lui tenait particulièrement à cœur.

Le premier ministre a échoué sur toute la ligne. Il a augmenté nos impôts et n'a pas réduit nos émissions. Nous sommes le seul pays du G7 dont les émissions ont augmenté au cours des cinq dernières années, période où le pays était dirigé par le premier ministre. Voilà que le premier ministre en rajoute en triplant sa taxe sur le carbone.

Les conservateurs savent, comme en témoignent nos discours et nos plans concrets, qu'il est possible de protéger l'environnement, de réduire nos émissions et de respecter nos obligations et nos en-

gagements internationaux sans sacrifier notre économie, sans abandonner Clifford, de Trochu, en Alberta, et sans abandonner à leur sort les familles de Terre-Neuve-et-Labrador, comme le font les députés libéraux depuis six ans.

Nous savons qu'il est possible de collaborer avec le secteur canadien de l'énergie pour réduire les émissions tout en créant des emplois et des débouchés ici même au pays et tout en fournissant des produits durables, extraits de manière éthique, aux pays en développement et à nos alliés démocratiques. Ces derniers devraient d'ailleurs privilégier l'approvisionnement en énergie auprès d'un pays comme le Canada dans leur transition vers un avenir à faibles émissions de carbone. Les libéraux veulent que le café provienne d'un commerce équitable. Ils devraient souhaiter la même chose pour l'énergie.

Nous pouvons réduire les émissions. Nous pouvons promouvoir les technologies vertes et générer de l'électricité sans émettre de gaz à effet de serre en combinant l'exploitation de centrales nucléaires et hydroélectriques au captage et à la séquestration du carbone, tout cela en protégeant les emplois en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario, à Terre-Neuve-et-Labrador et partout ailleurs au pays.

● (1055)

[Français]

Les investissements dans l'énergie propre, comme l'hydrogène et les petits réacteurs modulaires peuvent nous aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada et dans le monde entier. Toutefois, les Canadiens voient plutôt le contraire: ils voient le gouvernement libéral se pavaner devant les groupes militants au lieu de faire le véritable travail pour promouvoir l'innovation et créer des emplois au pays.

[Traduction]

Il est temps que le gouvernement s'occupe sérieusement de l'avenir économique et environnemental du Canada parce que son bilan est épouvantable dans les deux cas. Il faillit à la tâche à ces deux égards tout en divisant le pays.

Parlant de diviser le pays, nous avons vu que les élections tenues lors de la pandémie visaient cet objectif. Inutile de le nier. Rien ne justifiait la tenue d'élections. En fait, tout le monde a demandé au premier ministre de ne pas en tenir. Il avait prévu de diviser l'Est et l'Ouest et les vaccinés et les non-vaccinés, augmentant ainsi la pression alors qu'il fallait plutôt la réduire pour lutter contre la réticence face à la vaccination.

Nous savons que la pandémie de COVID-19 représente une période extrêmement difficile pour le pays. Elle exige de ne pas exploiter ces difficultés et ces divisions. C'est une honte que le premier ministre n'ait pas été à la hauteur de la situation, à l'instar de son whip dernièrement. Cette période difficile a souvent incité les gens à l'extérieur du Parlement à donner le meilleur d'eux-mêmes, surtout les travailleurs de la santé de première ligne, à qui nous devons tous une fière chandelle.

Nous devrions aussi remercier chaleureusement les milliers de travailleurs essentiels, de camionneurs et de personnes qui ont répondu à l'appel pour travailler, surtout en des temps incertains. Ces gens se sont mobilisés pour aider leurs amis et leurs voisins dans le besoin. Notre pays avait besoin d'être uni. Or, le premier ministre a utilisé la vaccination comme une pomme de discorde avant et pendant la campagne électorale.

L'Adresse

Les recherches montrent que le meilleur moyen d'augmenter le taux de vaccination, c'est de passer par l'incitation, l'information et la persuasion. Au lieu de travailler d'arrache-pied pour lutter contre la réticence face à la vaccination et la désinformation afin d'encourager les gens à se faire vacciner, le premier ministre a ajouté à la confusion et a attisé la division qui régnaient au pays à un moment où il aurait plutôt dû faire baisser la pression. Il fallait qu'il collabore avec les provinces, qui dispensent les services de santé, et non qu'il s'en serve comme boucs émissaires.

Les questions de santé sont très personnelles. Elles sont essentielles au bien-être de chaque Canadien, de leur famille et de leur collectivité. Les questions de santé et de bien-être personnels ne devraient jamais être utilisées pour diviser ou effrayer les Canadiens. Si quelqu'un, notamment les gens qui écoutent actuellement mon discours, a des questions au sujet des vaccins, il doit les poser à son médecin ou à une personne de confiance parce qu'il faut se faire vacciner.

Cette division a ajouté au sentiment d'isolement et aux coûts liés à la santé mentale que nous connaissons. Il est triste d'entendre les libéraux se gausser alors que j'aborde la santé mentale. Ils devraient écouter. C'est une question qui devrait être indépendante des considérations politiques, car toutes les familles ont pu constater les effets de la pandémie sur la santé mentale et le bien-être de toutes les générations, des enfants aux grands-parents. La solitude et l'instabilité ont eu de lourdes conséquences sur le bien-être mental de tous.

Nous avons observé une augmentation des taux de dépression chez les jeunes. Les troubles alimentaires sont devenus incontrôlables. Nous devons en discuter sérieusement et calmer les esprits pour que les gens puissent obtenir l'aide dont ils ont besoin. Cette aide est disponible pour eux, et les conservateurs veilleront à être rassembleurs à ce sujet.

Aucune famille à laquelle j'ai parlé l'an dernier, y compris la mienne, n'a été épargnée par cette crise. Notre pays s'est retrouvé obnubilé par les décès causés par la COVID, mais aussi par la peur de perdre d'autres vies. L'an dernier seulement, en Colombie-Britannique, plus de 60 % des décès étaient attribuables à la crise des opioïdes plutôt qu'à la COVID. La dépendance aux opioïdes a empiré pendant la pandémie.

Plus tôt cette année, le *Globe and Mail* a publié une édition de fin de semaine dont la couverture représentait une mosaïque de visages de Canadiens victimes de la crise des opioïdes ces deux dernières années. Notre famille a été tellement touchée par cette couverture que Rebecca et moi l'avons utilisée pour parler avec Mollie et Jack des dangers des opioïdes.

• (1100)

Sur ces photos à déchirer le cœur figuraient des jeunes dont la vie s'est arrêtée trop tôt, parfois après leur première dose, des Canadiens comme Elliot Eurchuck, de Victoria, décédé à l'âge de 16 ans il y a deux ans, ou encore Ally Londono, de la même ville, décédé en avril dernier à l'âge de 12 ans.

Nous devons aux familles touchées de collaborer à la Chambre, peu importe nos allégeances politiques, afin de soutenir les Premières Nations et d'aider le pays à lutter contre la crise des opioïdes et c'est ce que nous entendons faire.

Il faut créer des solutions en matière de traitement. Il faut travailler avec les collectivités où les problèmes de santé mentale et de

dépendance sont en train de transformer le centre-ville. J'en ai parlé avec des gens de Victoria il y a quelques semaines.

Les Canadiens vulnérables, ceux qui souffrent et qui, dans bien des cas, ont des problèmes de santé mentale passent inaperçus dans nos villes, parce que nous sommes maintenant habitués aux campelements de fortune. Nous sommes de plus en plus insensibles à la misère que nous croisons sur notre chemin. Nous avons pris l'habitude de simplement traverser la rue pour éviter cette misère. Faisons ce qu'il faut pour empêcher que le Canada devienne un pays où les gens se contentent de traverser la rue.

Nous devons trouver des solutions afin que les personnes aux prises avec des problèmes de dépression et de dépendance sachent où s'adresser pour obtenir de l'aide. Nous devons nous assurer que les listes d'attente ne nuisent pas à l'accès à un véritable traitement. De plus, le traitement ne doit pas se limiter à la réduction des méfaits. Nous devons aussi faire savoir clairement que nous voulons entendre toutes les voix. Voilà pourquoi le Parti conservateur a proposé la création d'une ligne téléphonique nationale, le 988, destinée à la prévention du suicide au cours de la dernière législature. Voilà pourquoi nous n'avons cessé de demander des investissements majeurs dans les lits pour le traitement et pourquoi nous allons talonner le gouvernement pour qu'il mette enfin en place le 988 pour aider les Canadiens.

J'espère pouvoir dire un jour que les mesures prises dans ce domaine ont été à la hauteur des ambitions. Travaillons ensemble pour aider les plus vulnérables de notre société. Je ferai des éloges lorsqu'ils seront mérités. Je sais que mes collègues d'en face sont aussi bouleversés par les images de ces jeunes de Victoria ou de toute autre ville que n'importe quel parent. Ils ressentent de la tristesse et veulent agir. Je dis donc ceci à l'intention des députés de l'arrière-ban du gouvernement libéral. Voilà six ans que leurs voix ne sont pas entendues. Ils devraient presser leur premier ministre d'agir en matière de santé mentale et de toxicomanie.

Partout au pays, il y a des défis à surmonter, mais également des occasions incroyables à saisir. Le Canada a la chance d'avoir toutes ces ressources et tous ces gens. Ne l'oublions jamais. Nous devons nous battre pour que les salaires augmentent. Nous devons lutter contre l'inflation, et être conscients que des gens souffrent. Il y a toutefois une lueur d'espoir à l'horizon. Le rôle du Parlement est de susciter de l'espoir par des mesures concrètes, et non par des paroles.

Je rencontre fréquemment des jeunes dans la région du Grand Toronto ou dans la vallée du Bas Fraser, en Colombie-Britannique. Il y a une génération de jeunes Canadiens aux études ou en début de carrière qui est en train de renoncer à l'idée d'acheter une maison. Ils ne croient même pas que c'est une option. Il faut agir.

C'est à peine si les banlieusards ont les moyens de faire le plein pour aller travailler. Les aînés essaient d'étirer chaque dollar parce que l'inflation réduit leur revenu fixe. Les petites entreprises, aux prises avec l'inflation, les taxes élevées et les pénuries de la chaîne d'approvisionnement, voient fondre leurs marges bénéficiaires.

À l'approche des Fêtes, de nombreuses familles se tourneront vers les banques alimentaires, comme je l'ai déjà dit, et elles craignent de ne pas pouvoir mettre de cadeaux pour leurs enfants sous l'arbre de Noël.

L'Adresse

Chaque mois apporte son lot de nouveaux défis et c'est pour cette raison que nous devrions être ici tous ensemble au Parlement en train de nous battre pour aider les Canadiens à relever ces défis. Les dépenses du gouvernement libéral alimentent l'inflation. L'idéologie du gouvernement sème la division. Les belles paroles du gouvernement sont trop souvent un obstacle à la prise de mesures concrètes.

• (1105)

L'opposition conservatrice est ici pour se battre pour les Canadiens, et j'en ai d'ailleurs mentionné quelques-uns dans mon discours d'aujourd'hui. Nous sommes fiers de notre pays et nous sommes ici pour le défendre. Nous sommes ici pour nous battre pour un plan de prospérité et d'unité. Nous nous concentrerons sans relâche sur la reprise économique après cette pandémie. Je l'ai déjà dit et je le répète: nous souhaitons une reprise dans tous les secteurs de notre économie et dans toutes les régions de notre grand pays.

En ce qui concerne l'inflation, le budget, les impôts, le soutien aux travailleurs, la réconciliation, les changements climatiques, la santé mentale et l'avenir, je veux que les Canadiens sachent qu'ils ont une voix à Ottawa avec l'opposition conservatrice. Nous serons ici et nous serons une voix forte.

Je veux que les Canadiens sachent qu'ils auront un choix à faire à l'avenir. Ils devront choisir entre d'autres paroles creuses, toujours plus de cette coalition officielle ou non officielle entre les libéraux et les néo-démocrates, toujours plus de belles paroles, encore plus de divisions idéologiques qui déchirent notre pays et d'autres scandales éthiques et de camouflage, qui deviennent la marque de commerce du gouvernement du premier ministre, ou des députés de l'opposition conservatrice du Canada qui vont défendre tous les Canadiens et se faire les porte-parole de ceux qui travaillent fort pour subvenir aux besoins de leur famille.

Dans toutes les régions de notre grand pays, nous serons leur voix, la voix des Canadiens qui veulent un environnement propre et un avenir à faibles émissions de carbone, mais qui veulent quand même tirer parti de l'énergie et de l'innovation. Nous serons la voix des Canadiens qui sont fiers de ce que nous construisons et de ce que nous inventons au Canada, des minéraux essentiels pour les véhicules électriques jusqu'à l'acier, l'aluminium et les gens qui les fabriquent; la voix des Canadiens qui sont fiers de leur pays et qui veulent voir de véritables progrès sur la voie de la réconciliation, et pas seulement des gestes symboliques.

• (1110)

[Français]

Les Québécois en ont assez d'attendre et de recevoir des miettes du gouvernement libéral. Ils veulent se faire respecter par Ottawa. Ils veulent d'un gouvernement fédéral efficace qui va s'attaquer au problème de la pénurie de main-d'œuvre et à la crise de l'inflation, tout en préservant leur identité et leur autonomie. Seuls les conservateurs vont y arriver. Seule l'équipe conservatrice va faire le nécessaire et défendre les intérêts du Québec.

[Traduction]

Je veux que les Canadiens sachent que nous les avons entendus pendant la campagne électorale. Ils ne voulaient pas d'élections pendant la pandémie et ils ont élu un autre gouvernement minoritaire pour qu'il se remette au travail. Ils ont vérifié de quoi il retournait avec le Parti conservateur ou même avec moi, mais leur choix est allé ailleurs. Je veux qu'ils sachent que nous n'arrêterons jamais

de nous battre pour gagner leur confiance, et nous voulons qu'ils optent pour la solution bleue la prochaine fois.

Je suis fier de diriger une équipe de femmes et d'hommes passionnés, expérimentés et compétents de toutes les régions du pays, qui sont ici au Parlement parce qu'ils aiment leur pays et qu'ils sont déterminés à en assurer l'unité et la prospérité. Nous nous consacrerons tous à assurer la paix, l'ordre et le bon gouvernement, ainsi qu'à venir à bout des divisions qui existent dans notre pays. Lorsque nous aurons la possibilité de travailler avec les autres partis à la Chambre pour rendre le Canada plus prospère et plus uni, nous le ferons.

Nous ferons également preuve de ténacité dans nos efforts pour obliger le gouvernement à rendre des comptes; pour exiger la reddition de comptes et la transparence. Nous proposerons des solutions pour relancer le Canada, et c'est ce dont notre pays a besoin. En tant qu'opposition, nous allons jouer notre rôle et nous opposer, parce que c'est notre travail, mais nous allons aussi proposer des plans pour l'avenir, parce que c'est ce qui nous passionne. Nous lutterons sans relâche pour les Canadiens au pays, afin d'établir des relations solides et de rétablir notre réputation à l'étranger.

Nous travaillerons avec des dirigeants autochtones, des chefs syndicaux, des entreprises et des bénévoles pour créer des possibilités pour nos enfants et nos petits enfants. Les conservateurs seront la véritable voix des travailleurs canadiens, des familles et des aînés à Ottawa parce que les libéraux et les néo-démocrates laissent tomber des millions de personnes.

Nous allons lutter contre la discrimination, parce que dans un pays aussi extraordinaire que le Canada, nous devons nous efforcer de faire de notre pays un endroit encore meilleur. Il n'y a pas de place pour le racisme, l'intolérance, l'antisémitisme, l'islamophobie ou l'extrémisme. Aucun Canadien ne devrait se heurter à des obstacles à cause de sa croyance religieuse, son sexe, son orientation sexuelle ou la couleur de sa peau. Je veux que ces personnes sachent que les conservateurs du Canada vont se battre pour l'ensemble des Canadiens.

Mon véritable amour patriotique est aussi fort aujourd'hui qu'il l'était en 1991, quand j'ai revêtu pour la première fois l'uniforme de service, à l'époque où Brian Mulroney dirigeait ce pays. En tant que député, j'ai servi dans le gouvernement de Stephen Harper qui nous a donné des budgets équilibrés et taillé une place dans le monde. J'ai servi le pays tant en uniforme qu'au Parlement, bravant les risques tant à bord d'hélicoptères Sea King que sur Twitter. C'est la grande fierté de ma vie. J'ai l'honneur de diriger le parti qui a fondé notre grand pays et d'avoir une équipe à mes côtés pour le sauver.

C'est un honneur pour moi de représenter mes concitoyens de Durham et de siéger ici en tant que mari de Rebecca et père de Mollie et Jack. Je leur parle souvent des défis et des possibilités de notre pays.

Au moment où nous émergeons de la pandémie et que ces défis et ces possibilités sont un sujet de conversation dans les familles de tout le pays, les gens doivent avoir l'assurance que la 44^e législature relèvera ces défis et aura à cœur l'avenir de notre pays. Ils ne veulent plus de belles paroles et de promesses; ils veulent des gestes concrets et des résultats. Ma foi dans le Canada est illimitée, ma confiance dans son peuple est sans bornes et mon dévouement à son service est incommensurable.

• (1115)

[Français]

Je crois au Canada. Je crois en mon pays. Ma confiance en ses gens n'a pas de limite et mon dévouement envers ce pays est sans mesure.

L'opposition conservatrice est là pour servir le Canada. C'est notre travail, et nous allons le faire.

[Traduction]

Nous ne ménagerons aucun effort pour placer les intérêts du pays, son unité et sa prospérité au premier plan de tout ce que nous faisons au Parlement. Nous serons le reflet du pays, de sa population, de ses espoirs, de ses peurs et de ses aspirations. Tout au long de la présente législature, nous travaillerons sans relâche pour nous montrer dignes de ce que le premier ministre Borden a déjà décrit comme « la grande responsabilité [qui] nous échoit en tant qu'héritiers du passé et gardiens de l'avenir ».

Dans cet esprit et pour ces raisons, je propose:

Que la motion soit modifiée par adjonction de ce qui suit:

a) la crise du coût de la vie, responsable d'une réduction de 2,7 % le chèque de paye du travailleur canadien moyen, pour laquelle le gouvernement doit de toute urgence (i) présenter un plan visant à limiter les dépenses et à cibler des politiques favorables à la croissance, (ii) maintenir la cible d'inflation de la Banque du Canada à 2 %, (iii) augmenter la production d'énergie canadienne pour stimuler l'offre et réduire les prix de l'essence, (iv) agir afin d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement canadiennes;

b) une économie stagnante, dont la croissance du produit intérieur brut réel est maintenant la plus faible des pays du G7 et affiche un recul de 1,1 % au second trimestre, qui requiert une intervention immédiate du gouvernement pour (i) alléger les fardeaux fiscal et réglementaire et faire en sorte que le Canada redevienne un endroit attrayant pour les investissements et les affaires, (ii) présenter un plan visant à stimuler la croissance dans tous les secteurs d'activité économique et à augmenter les salaires réels, (iii) encourager l'innovation et les avancées technologiques grâce à une refonte des programmes canadiens de recherche et développement;

c) une crise du logement qui a entraîné une hausse du coût des maisons de 30 % par rapport à l'an dernier et exclu des milliers de jeunes familles du marché immobilier en raison des prix prohibitifs, une situation qui nécessite des politiques visant la construction d'un million de maisons additionnelles au cours des trois prochaines années en (i) libérant 15 % du portefeuille immobilier du gouvernement fédéral pour le logement, (ii) éliminant les obstacles réglementaires responsables de la hausse des coûts de construction, (iii) liant les fonds d'infrastructure aux zones à forte densité, (iv) s'engageant à ne pas imposer les gains en capital sur les résidences principales;

[Français]

d) une grave pénurie de main-d'œuvre qui touche 60 % des entreprises au Canada et 82 % des manufacturiers canadiens, nécessitant que le gouvernement (i) améliore l'adaptation des critères d'immigration au besoin des employeurs, (ii) simplifie les règles du Programme des travailleurs étrangers temporaires, et (iii) améliore l'acquisition des compétences et donne plus de pouvoirs aux provinces;

[Traduction]

e) une crise d'unité nationale, qui oblige le gouvernement à (i) respecter les compétences provinciales, (ii) appuyer et à stimuler tous les secteurs d'activité économique, ce qui comprend le secteur énergétique, (iii) rétablir la confiance dans les institutions nationales par le retour des principes d'éthique et de reddition de comptes au sein du gouvernement.

• (1120)

Le vice-président: L'amendement est recevable.

Nous passons aux questions et observations. La députée d'Outremont a la parole.

Mme Rachel Bendayan (Outremont, Lib.): Monsieur le Président, dans le discours du Trône, notre gouvernement a énoncé des mesures pour assurer une relance économique forte. Nous avons

L'Adresse

également pris des mesures pour protéger les Canadiens contre la COVID-19, mais aussi contre le fléau de la violence armée qui frappe nos villes. Nous nous sommes engagés à renforcer l'interdiction des armes d'assaut, à instituer un rachat obligatoire et à sévir contre la contrebande d'armes à la frontière.

[Français]

Je comprends que le leader des conservateurs n'aime pas parler du contrôle des armes à feu. Sa performance était totalement désastreuse pendant la campagne électorale à ce sujet. Toutefois, nous sommes à quelques jours à peine de l'anniversaire du féminicide de Polytechnique. Les proches et les familles des victimes ont droit à une réponse.

Est-ce que le leader des conservateurs peut nous dire aujourd'hui s'il est en faveur de renforcer l'interdiction des armes d'assaut au Canada, oui ou non?

L'hon. Erin O'Toole: Monsieur le Président, c'est une question importante. On doit agir particulièrement à la frontière, parce que le gouvernement libéral a ignoré le problème de ce côté. Il y a 10 jours, on a vu le meurtre de Thomas Trudel à Montréal. C'est un autre exemple de crime dû aux gangs de rue. Nous sommes prêts à agir avec les policiers, les municipalités et les familles des victimes pour arrêter la contrebande, parce que c'est cela le problème. Malheureusement, l'inaction du gouvernement libéral qui a ignoré le problème fait que cela empire. C'est le temps d'agir sur le vrai problème.

[Traduction]

Il est temps de passer à l'action, comme nous l'avons vu récemment avec Thomas Trudel, la plus récente jeune victime de la montée de la violence des gangs dans les villes. Ces événements mettent en cause des armes de contrebande en provenance des États-Unis, un phénomène auquel il faut mettre fin dans toutes nos grandes villes, comme le sait toute personne sérieuse qui se respecte.

J'aimerais que la députée d'Outremont écoute ce que j'ai dit dans mon discours. Les belles paroles qui ne sont pas accompagnées de mesures concrètes à la frontière ne constituent qu'un autre exemple d'un gouvernement qui nuit à la sécurité publique dans nos villes.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, je sais que de nombreux membres du caucus conservateur sont portés à croire aux théories du complot. Je vois que le chef de l'opposition officielle n'y fait pas exception, mais ce dont il omet de parler, c'est de l'autre coalition qui se manifeste parfois ici, à savoir la collaboration entre les conservateurs et les libéraux.

L'Adresse

Par exemple, au cours de la dernière législature, lorsque nous avons proposé un programme national d'assurance-médicaments et une mesure législative pour le mettre en œuvre, nous avons vu les libéraux et les conservateurs collaborer pour y mettre fin. Quand on parle de paradis fiscaux et d'équité fiscale, on voit que les libéraux et les conservateurs collaborent pour s'assurer qu'on ne pose pas de gestes concrets pour que les mieux nantis paient leur juste part. Quand on parle de lois de retour au travail, de bafouer les droits des travailleurs, les conservateurs sont les premiers à se lever et à voter avec les libéraux pour adopter un projet de loi de retour au travail. Même sur la question de la prorogation et de la dissolution du Parlement lors de la dernière législature, au comité de la procédure et des affaires de la Chambre, lorsque nous avons dit que le premier ministre ne devrait plus avoir le droit et le privilège de proroger la Chambre et de dissoudre le Parlement sans consulter la Chambre, ce sont les conservateurs qui se sont rangés du côté des libéraux pour défendre la prérogative du premier ministre.

En ce qui concerne la pénurie de main-d'œuvre, le chef de l'opposition officielle dit que les libéraux n'ont pas de plan, mais ils en ont un, et il consiste à mettre fin à la PCRE, qui était la principale recommandation des conservateurs. Il reste encore un mois. La pénurie de main-d'œuvre n'a pas diminué, mais près de 900 000 travailleurs canadiens ont été laissés pour compte...

• (1125)

Le vice-président: Le chef de l'opposition officielle a la parole.

L'hon. Erin O'Toole: Monsieur le Président, je dois dire que le député d'Elmwood—Transcona a bien du courage de prendre la parole à la Chambre pour parler de coalitions. Je sais que son chef ne l'a probablement pas consulté au sujet de la coalition qu'il a proposée avec le gouvernement libéral. C'était une coalition pour dépenser plus et obtenir moins et une coalition pour dissimuler des choses, ce qui n'est pas le travail de l'opposition.

Je sais que ce député vient d'une longue lignée de néo-démocrates qui défendaient autrefois les travailleurs canadiens. Ils ne le font plus aujourd'hui. Notre collègue sait que certains députés néo-démocrates ont participé à des manifestations appelées « Shut Down Canada », ou « Paralysons le Canada ». Les députés savent-ils qui cela blesse? Cela blesse les travailleurs canadiens. Cela nuit aux communautés autochtones. Cela freine notre économie.

C'est pourquoi nous nous visons les circonscriptions de Timmins et de Winnipeg, où les familles de travailleurs veulent plus que des discours *wokes*. Elles veulent des actions concrètes pour assurer des emplois pour leurs familles et un avenir pour leurs enfants. Il n'y a plus de NPD pour défendre les familles de travailleurs. Celles-ci devraient s'unir derrière les conservateurs. Nous nous battons pour elles.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je tiens à vous remercier de donner la parole au deuxième parti de l'opposition.

Je dois dire que je ne savais plus par quel bout prendre le discours du chef de l'opposition officielle, notamment la partie qui portait sur l'environnement, tellement j'avais des questions à lui poser. Je lui dirai tout d'abord que le pétrole éthique et le pétrole propre, cela n'existe pas.

Le chef de l'opposition officielle a également mentionné que le Canada pourrait avoir un rôle de leader. Je vais dire en quoi le Canada est un leader.

Le Canada est un leader en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre. Il est au premier rang de tous les pays du G7. Le Canada est un leader en matière de subventions à l'énergie issue du pétrole et quant au fait d'avoir, par exemple, les voitures les plus polluantes. Le Canada est le troisième pays au monde à contribuer le plus au réchauffement planétaire par habitant.

Quand le chef de l'opposition officielle parle d'améliorer le bilan environnemental — on conçoit qu'il y a du travail à faire —, est-ce que cela signifie, pour lui et son parti, de passer du pétrole à encore plus de pétrole?

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je suis fier du secteur énergétique au Canada. Je suis fier de nos travailleurs au Québec et d'un océan à l'autre. Je suis fier de l'énergie propre, c'est-à-dire l'hydroélectricité au Québec. Je suis fier d'Hydro-Québec. Je suis également fier du nucléaire et des petits réacteurs modulaires. Je suis fier aussi de nos entreprises dans l'Ouest qui sont en train de réduire leurs émissions.

Tous les députés à la Chambre utilisent de l'essence. C'est la réalité. Il est difficile de se déplacer à bicyclette entre le Saguenay et Ottawa. On doit utiliser l'énergie canadienne, particulièrement pour les prochaines décennies, parce qu'elle est plus propre que l'essence et l'énergie de l'Arabie saoudite. C'est pourquoi je suis fier de tous les travailleurs canadiens et de tous les travailleurs québécois. On doit travailler ensemble pour une relance économique au Québec et partout au pays.

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, c'est une joie de voir le chef de la loyale opposition de Sa Majesté de retour à la Chambre. C'est formidable de le voir occuper le même siège que durant la 43^e législature. Il a mentionné dans son discours 400 milliards de dollars que le gouvernement avait peut-être dépensés en trop. Je n'ai pas les mots sous les yeux. Si je fais un calcul approximatif, cela représente environ les deux tiers de ce que le gouvernement a dépensé au plus fort de la pandémie pour soutenir les Canadiens avec la subvention salariale, le compte d'urgence pour les entreprises et la PCU.

À mon avis, il est important qu'il précise aux Canadiens quels programmes il n'aurait pas appuyés. Le problème que j'ai, si je peux me permettre de lui adresser une question en tant que député d'arrière-ban, c'est que j'entends à certains moments ses collègues dire que nous devrions en faire plus, que nous n'en faisons pas assez et, l'instant d'après, que nous en avons trop fait et qu'il y a des déficits et des dettes.

Quelle est la position du député? Il y a eu des volte-face, que ce soit sur les armes à feu ou sur les vaccins. Les Canadiens ne savent plus ce que défend son parti. Nous avons parlé du tourisme et des petites entreprises. Le parti du député appuiera-t-il le projet de loi C-2, les mesures visant à protéger nos secteurs liés au tourisme et les plus durement touchés, dans les jours à venir?

• (1130)

L'hon. Erin O'Toole: Monsieur le Président, je suis heureux qu'un député d'arrière-ban du gouvernement me pose une question. Dans mon parti, tout le monde peut me parler, ce qui n'est pas le cas dans le sien.

L'Adresse

L'ironie pour le député de Kings—Hants, qui a dit que j'occupe le même siège qu'avant et qu'il en était heureux, c'est qu'il occupe lui-même le même siège qu'avant en tant que député d'arrière-ban du gouvernement. Peter Richardson, le propriétaire d'une petite entreprise à Peggy's Cove dont j'ai déjà parlé, lui a demandé son aide. Il m'a dit qu'il pouvait recevoir des appels, mais qu'il n'existait aucun programme pour les petites entreprises, que les entrepreneurs n'étaient pas entendus. Son député n'avait pas d'influence.

Je mets ce député au défi, comme je l'ai fait avec tous ses collègues d'arrière-ban. Après six années passées à être ignoré par le premier ministre, six années à voir notre économie menacée et notre unité en danger, le temps est venu pour ce député de se lever et d'être entendu.

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Beaches—East York.

Je commencerai par souligner que la Chambre est située sur un territoire algonquin anishinabe non cédé. Je profite également de l'occasion pour remercier la population de Fredericton pour la confiance qu'elle m'a une fois de plus accordée.

[Français]

Je les remercie du fond du cœur.

[Traduction]

Le retour à la Chambre a certainement été une aventure. Les chemins qui nous ont menés ici sont uniques. Nous avons tous livré nos propres batailles. Nous apprenons, nous grandissons et nous continuons d'avancer. Je félicite mes collègues députés qui ont été élus et qui ont le privilège de représenter les Canadiens à la Chambre.

Je tiens aussi à féliciter Mme Mary Simon de sa nomination historique et de sa carrière remarquable qui l'a conduite jusqu'au poste de représentante de la reine. Elle me fait sentir humble et fière d'être canadienne et reconnaissante de vivre dans ce pays, qui se trouve sur des terres autochtones. Ce fait doit être reconnu tous les jours pour servir de base à la réconciliation. Dans les mots de la gouverneure générale, Mme Simon:

Cette reconnaissance du territoire n'est pas une simple déclaration symbolique. Elle fait partie de notre véritable histoire. Je vous propose un petit exercice dans chacune de vos circonscriptions: cherchez la vérité et apprenez à connaître les réalités du quotidien des communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Nous savons que chaque communauté est distincte, mais on ressent une volonté commune de cheminer ensemble sur la voie de la réconciliation.

Dans le discours du Trône, j'étais à la recherche d'une forme de leadership dans le dossier de la réconciliation et d'un passage axé sur l'éducation pour ceux à qui on doit rappeler les relations fondées sur les traités ou ceux qui désirent trouver des façons d'être de meilleurs alliés. La gouverneure générale nous dit de continuer de discuter, d'apprendre, d'échanger, de tendre la main, de bâtir des ponts et de faire le travail — et il reste beaucoup de travail à faire. L'application des droits issus des traités est accueillie avec violence dans l'Est, les droits juridiques et héréditaires sont remis en question dans l'Ouest, une crise de l'eau potable secoue le Nord, une crise du logement a lieu dans les collectivités et les villes de partout au pays et des enquêtes sont menées sur les anciens pensionnats autochtones. Nous avons été confrontés à l'horreur du racisme systémique et du génocide à maintes reprises. Mary Simon l'a fait remarquer: « Nous ne pouvons pas ignorer ces découvertes: elles causent des blessures profondes. »

Pour garantir notre réussite et notre bien-être collectif, il est impératif de faire face aux traumatismes dans la société canadienne. La Commission de vérité et réconciliation du Canada nous sensibilise aux traumatismes intergénérationnels qui se répercutent encore aujourd'hui sur des communautés, au sous-financement de l'éducation et des services d'aide à l'enfance, ainsi qu'à la discrimination. Tous ceux qui ont été surpris par la découverte de tombes anonymes devraient lire le rapport de la CVR. Je les en implore.

La CVR nous parle également du travail qui a été accompli et de celui qui est en cours. Cela a contribué à l'épanouissement et à la guérison de manière considérable, et j'ai eu l'immense honneur d'en être témoin à bien des égards: des enfants se réapproprient leurs noms traditionnels, leurs danses et leurs cérémonies de tambour; des aînés en résidence transmettent leurs connaissances à des institutions qui prônent la décolonisation; on observe aussi de meilleurs résultats scolaires et des capacités accrues dans les domaines de la santé, des sciences et des affaires; enfin, cela se manifeste dans l'art et l'expression culturelle autochtones.

Depuis 2015, des projets de revitalisation des langues autochtones sont menés de façon efficace dans les écoles du Nouveau-Brunswick où l'on enseigne le wolastoqey latuwewakon. Ces efforts ont d'ailleurs empêché l'extinction prévue de la langue wolastoqey.

[La députée s'exprime en wolastoqey et fournit le texte suivant:]

Ktahcuwi kilun mecimi-te wehkanen ktolatuwewakonon weci skat kshikahtuwohq.

[La députée fournit un texte en anglais dont voici la traduction:]

Nous devons sans cesse utiliser notre langue afin de ne pas la perdre.

[Traduction]

Le discours du Trône a également été lu en inuktitut. Il s'agit d'une étape importante pour le Canada, et nous devrions tous en être fiers. Ce que j'ai entendu dans le discours du Trône, c'est l'intention d'assurer des « [a]ctions en faveur de la réconciliation », des « [a]ctions en faveur de notre santé et de notre bien-être collectifs » et des « [a]ctions contre [la crise des] changements climatiques ». Ces priorités, je les ai également entendues lorsque je faisais du porte-à-porte. Je veux pouvoir retourner dans ma circonscription, au terme de la 44^e législature, et montrer à mes concitoyens les résultats obtenus. Je sais que c'est ce que nous voulons tous.

Nous avons l'énorme responsabilité d'agir dès maintenant pour affronter les plus grands défis de notre époque, et ce, au nom des prochaines générations. Nous entendons les jeunes qui manifestent dans les rues chaque vendredi et les étudiants qui font la grève au nom de notre avenir collectif. J'ai en tête tous ces slogans et ces affiches que j'ai vus lors de manifestations sur le climat au fil des ans: « Il n'y a pas de planète B », « Notre maison brûle » et « Changez les politiques, pas le climat ». Ce sont des appels à l'action.

On a entendu dans le discours du Trône que notre planète est en danger, que nous devons nous adapter, que nous avons largement dépassé le point de non-retour et que nous ne pouvons plus rejeter le blâme sur qui que ce soit ou nous quereller au sujet des mesures à prendre pour atténuer les dommages. Toutes les collectivités du globe doivent se préparer à ce qui s'en vient.

L'Adresse

Les millions de personnes qui ont signé des pétitions, écrit des lettres, organisé des manifestations, rédigé des résolutions et lancé des campagnes de désinvestissement changent les choses. Leurs voix ont incité de grandes sociétés à s'attaquer à leur empreinte carbone, à élaborer des stratégies de durabilité et à abandonner les plastiques à usage unique. L'énergie renouvelable et les véhicules électriques n'ont jamais été aussi accessibles, et les consommateurs peuvent maintenant faire des choix responsables, ce qui rend le marché plus concurrentiel. Nous avons fait cela. Il ne faut jamais douter que les gestes, même les plus anodins, peuvent avoir un effet d'entraînement et transformer le monde qui nous entoure.

• (1140)

Le gouvernement s'est engagé à protéger 30 % des côtes et des cours d'eau d'ici 2030, à accroître la conservation dans les parcs nationaux, à favoriser le transport actif, à mettre en place des infrastructures communautaires vertes, à mettre fin aux subventions aux combustibles fossiles, à interdire le charbon et à limiter l'expansion des pipelines.

Je veux que les enfants canadiens soient heureux de retourner à l'école et de planifier leur avenir. Nous avons besoin qu'ils étudient l'ingénierie, les sciences, l'agriculture durable et la théorie critique de la race. Nous avons besoin qu'ils acceptent leur rôle dans la transition en cours. Je veux qu'ils aient confiance en leur gouvernement et que nos actions manifestes les rassurent.

Nous avons besoin d'un calendrier plus ambitieux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et je serai la première à l'admettre. Nous devons protéger les océans, les baleines et les espèces séquestrant le carbone et soutenir activement la biodiversité. Nous devons revoir l'utilisation des pesticides et des herbicides, abandonner l'agriculture industrialisée et continuer à développer les énergies renouvelables, tout en donnant aux municipalités les moyens d'être au cœur de cette transformation.

Nous devons également nous préparer aux phénomènes météorologiques extrêmes, atténuer les inondations, mettre en place des coupe-feu et faire appel au savoir autochtone, car nous savons trop bien que les répercussions de la crise climatique se font déjà gravement ressentir dans nos vies, quel que soit l'endroit où nous ou nos proches vivons dans ce pays. La nature a une façon bien à elle de nous rappeler son pouvoir, et la pandémie ne fait pas exception.

Voici un extrait du discours : « La pandémie nous a aussi fait comprendre que la santé mentale et la santé physique vont de pair. » Ce qui m'a conduit ici, c'est notamment la volonté de me battre pour l'accès à la santé mentale dans ma collectivité pour les jeunes, les femmes et les mères autochtones. La COVID-19 a aggravé une crise qui existait déjà. À l'heure actuelle, dans ma province natale, nous avons une quatrième vague du virus. De plus, les services d'urgence ferment, les travailleurs de la santé sont en grève, les droits génésiques continuent d'être restreints, et 18 000 personnes, rien que dans le centre-ville de Fredericton, n'ont pas accès à un médecin de famille.

Le gouvernement fédéral et ses partenaires provinciaux ont besoin les uns des autres pour combler ces lacunes. Moderniser signifie investir dans la cybersanté, les ressources humaines, le logement et l'immigration, s'attaquer à la crise des opioïdes et mettre l'accent sur la prévention. Tout est lié, et sans les éléments de base nécessaires à la survie, nul ne peut réussir. Pour retenir les médecins et les infirmières, il faut d'abord les écouter et leur demander pourquoi ils sont épuisés. Une meilleure collecte de données, une

meilleure planification et une meilleure stratégie peuvent permettre de mieux répartir les ressources dont nous disposons déjà.

J'ai été élue pour la première fois en 2019. Il y avait à peine cinq mois que j'avais commencé ma carrière politique quand la pandémie a frappé; le monde s'est arrêté, nos enfants ne pouvaient pas aller à l'école, les lieux de travail étaient fermés et les avions étaient cloués au sol. D'un seul coup, il est devenu évident que rien d'autre ne compte si nous n'avons pas la santé. J'ai passé les deux dernières années à parler au nom de ma collectivité et à faire entendre sa voix dans cette Chambre pour apporter des changements. Fredericton est un endroit formidable où vivent des citoyens informés et engagés. Chaque fois que je prends la parole, je le fais avec leurs voix à l'oreille. Leur principale préoccupation est l'accès aux soins de santé.

Malgré les difficultés auxquelles nous sommes confrontés en ce moment, je suis plus optimiste que jamais. Le message que j'adresse aux Canadiens aujourd'hui en est un de force et de foi en des jours meilleurs à venir. Je le dis en sachant qu'il est urgent d'apporter des changements et que la disparité est trop souvent ressentie dans notre pays. Moi aussi, je l'ai ressentie. Les gens ne sont pas seuls.

Les règles du jeu ont changé et nous aussi. En regardant dans cette salle, dans les allées et dans les coulisses, je sais que nous sommes prêts à relever le défi. Il faudra que nous soyons tous ensemble: un gouvernement fort et uni, une opposition saine et pragmatique et un engagement réel envers la collaboration.

Je vais lire une fois de plus un extrait du discours. « Il ne sera pas toujours facile ou agréable d'aborder les questions difficiles, et il vous faudra faire preuve de conviction, mais cette démarche est nécessaire. Comme résultat, nous aurons un Canada durable et solidaire, pour vous, pour moi, pour nos enfants et pour les générations à venir. » Le message que j'ai entendu était clair: il faut miser sur l'unité et s'engager à agir. J'appuierai toujours cela.

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, la députée a parlé de la lutte contre les changements climatiques. Je sais que c'est un dossier qui lui tient extrêmement à cœur, mais je constate que le Canada est le plus important émetteur de gaz à effet de serre parmi les pays du G7. Je crois savoir qu'il n'a respecté aucune des cibles climatiques qu'il s'était fixées jusqu'à présent, malgré ses attaques contre l'industrie canadienne et le secteur canadien de l'énergie en particulier.

Je sais que la députée est une nouvelle venue au gouvernement, mais je me demande si elle peut indiquer à la Chambre et aux Canadiens si le gouvernement, compte tenu de son piètre bilan jusqu'à présent en matière de lutte contre les changements climatiques, prévoit repenser sa stratégie environnementale.

Mme Jenica Atwin: Madame la Présidente, c'est vraiment agréable de voir mon collègue de retour à la Chambre. Je suis une nouvelle députée du côté du gouvernement, et je suis venue ici surtout parce que je veux être efficace, je veux aborder l'urgence de la crise climatique et je veux être une voix forte pour le gouvernement à l'avenir.

Il est important de noter que notre plan a été le mieux coté de tous les partis de la Chambre en matière de lutte contre la crise climatique. Je pense donc qu'il nous incombe à tous de soutenir ce plan, de travailler ensemble à sa mise en œuvre et de prendre des mesures concrètes pour les Canadiens.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours.

Je vais rester sur le même sujet, parce que la stratégie libérale m'interpelle. Elle vise à plafonner les émissions du secteur pétrolier, alors qu'il faudrait plutôt plafonner la production et éliminer graduellement les émissions totales.

J'aimerais savoir la chose suivante: en tant qu'ancienne députée du Parti vert, comment ma collègue se sent-elle à ce sujet et que va-t-elle faire de l'intérieur de son nouveau parti? On aura beau dire qu'on veut être là pour influencer les choses, cela prend des actions concrètes et la planète n'attend pas: la Colombie-Britannique et le pays tout entier nous le disent présentement.

Comment ma collègue se positionne-t-elle par rapport à cela? Quelles sont les actions concrètes? Va-t-on changer le plan libéral et réellement agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre?

Mme Jenica Atwin: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

[Traduction]

Je suis ici pour insister sur l'urgence de la situation. Je crois vraiment que nos échéances doivent être beaucoup plus rapprochées. Je veux voir une réduction de 60 % des émissions de gaz à effet de serre plutôt que les 45 % auxquels nous nous sommes engagés précédemment.

Encore une fois, c'est ce que je suis venue faire, communiquer cette passion pour l'environnement et l'urgence d'agir et pour rassurer les Canadiens que des voix fortes du côté du gouvernement se soucient profondément de ce que nous devons faire pour protéger l'environnement. Je me réjouis de votre collaboration à cet égard. Il nous incombe à tous ici de tendre activement vers ces échéances et d'assurer une action immédiate.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle à la députée qu'elle doit adresser ses questions et observations à la présidence, et non à des députés en particulier.

Nous passons aux questions et observations. La députée d'Edmonton Strathcona a la parole.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, l'une des choses les plus importantes que nous puissions faire en tant que députés, c'est de protéger les aînés de nos collectivités et de protéger les Canadiens au sortir de la pandémie. Dans ma collectivité, des personnes âgées sont touchées par la récupération, par le gouvernement, d'argent versé au titre du Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées. Les députés savent que ces personnes âgées vivent dans les circonstances les plus difficiles. Ce sont elles qui sont les plus vulnérables, et ce sont souvent les femmes qui sont le plus touchées. Le refus très cynique de fournir ce supplément de revenu garanti a été incroyablement problématique pour ma collectivité et les habitants de ma circonscription.

Pourquoi le gouvernement choisit-il de ne pas prendre les mesures, très simples, pour réduire les sommes récupérées et donner à nos aînés à faible revenu et vulnérables l'aide dont ils ont besoin pour traverser la crise de la COVID-19?

• (1145)

Mme Jenica Atwin: Madame la Présidente, je suis très heureuse de revoir la députée à la Chambre.

L'Adresse

Les aînés sont incroyablement importants pour nous au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Nous avons les populations les plus âgées du Canada. C'est un problème dont nous entendons parler dans tout le pays, mais je pense que cela vient en partie de la PCU. Lorsqu'elle a été conçue et que les gens ont présenté leur demande, j'ai été très franche avec les électeurs de ma circonscription sur les conséquences de cette mesure. Il est important de comprendre que de nombreuses personnes qui ont demandé la PCU n'auraient pas été dans le rouge. Elles ont reçu plus d'argent au cours de la dernière période que si elles avaient reçu seulement le Supplément de revenu garanti.

Je pense que c'est une question d'optique et d'éclaircissement des renseignements sur ces programmes et prestations, et j'ai hâte de soutenir la députée et qu'on en parle peut-être avec ses électeurs, car je pense que c'est une question essentielle. Nous ne voulons pas de récupération d'argent versé, mais nous voulons aussi que nos prestations soient utilisées de la façon dont elles ont été prévues.

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Madame la Présidente, comme c'est la première fois que je prends la parole à la 44^e législature, je tiens à remercier tous les habitants de Beaches-East York qui m'ont envoyé ici à nouveau ainsi que mon association de circonscription et les nombreuses personnes qui m'ont soutenu et vraiment aidé à faire ce travail au cours des six dernières années. Je tiens à remercier tout particulièrement ma famille qui m'a appuyé, notamment mon épouse, Amy.

Mon engagement envers Beaches-East York reste le même. Je continuerai à travailler avec tous les partis. Je maintiendrai un sentiment d'indépendance, en demandant à notre gouvernement de tenir les promesses que nous avons faites et l'encourageant à viser plus haut.

Une grande partie du travail à venir nécessitera une plus grande ambition, mais le discours du Trône mentionne à juste titre que la priorité absolue reste de maîtriser la pandémie. Il faut plusieurs strates de protection; c'est donc à juste titre que le discours du Trône mentionne la vaccination, les rappels et les vaccins pour nos enfants. Mon enfant de cinq ans recevra son vaccin plus tard aujourd'hui, et j'encourage tout le monde à se faire vacciner et à faire vacciner sa famille.

Cependant, on a également besoin d'autres strates de protection. Lorsqu'on constate que les tests rapides sont omniprésents dans d'autres pays, on se dit qu'il faut que ces tests rapides soient largement disponibles au Canada aussi. Le discours du Trône souligne à juste titre l'importance de l'équité en matière de vaccins. Partout dans le monde, les gens sont préoccupés par les variants, et il faut mieux favoriser l'équité en matière de vaccins pour relever ce défi mondial. À certains égards, le Canada a été un chef de file dans ce domaine, mais il y a encore beaucoup à faire, non seulement au Canada, mais aussi dans le monde entier. Il était important de voir le gouvernement s'engager, dans le discours du Trône, à augmenter l'aide étrangère qu'il fournit chaque année, mais on a vraiment besoin d'en faire plus. Que ce soit à l'aide d'une dérogation à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ou d'un transfert de technologie, il faut vraiment relever ces défis pour le monde entier.

L'Adresse

Au-delà de la pandémie, mais en lien avec elle, nous devons renforcer notre filet de sécurité sociale. Je dis que c'est en lien avec la pandémie parce que l'administratrice en chef de la santé publique a souligné que les communautés racialisées ont été plus durement touchées dans ma collectivité, Toronto, au cours de cette pandémie. Elle dit ceci :

Les membres des communautés racialisées sont plus susceptibles d'avoir des conditions de vie et de travail inéquitables qui les rendent plus vulnérables à la COVID-19, comme des revenus plus faibles, des emplois précaires, des logements surpeuplés et un accès limité aux services sociaux et de santé.

La réponse pour nous, la leçon tirée de cette crise, c'est un filet de sécurité sociale plus fort, soutenant les plus vulnérables dans nos collectivités et contribuant à réduire la pauvreté. Nous avons vu de grands progrès et une réduction significative de la pauvreté depuis 2015, mais encore une fois, ce n'est pas suffisant. S'il y a un thème à mon discours, ce sera que nous avons fait des progrès importants, mais pas assez, et qu'il faut en faire plus; il y a donc des engagements à l'égard de la réforme de l'assurance-emploi et de la prestation canadienne pour les personnes handicapées. Ce que je demande au gouvernement, c'est simplement que nous concrétisions ces promesses de la manière la plus audacieuse possible.

Cela permettrait aux communautés les plus vulnérables de surmonter le défi du coût de la vie. Je sais que le gouvernement veillera à la mise en place de services de garde d'enfants. Je m'attends à ce que le gouvernement de l'Ontario se présente enfin à la table, sachant que ses propres élections approchent, en juin, mais nous devons aussi nous assurer de relever le défi du logement pour les plus vulnérables. Nous devons poursuivre le travail pour mettre fin à l'itinérance et élargir l'Initiative pour la création rapide de logements, et il reste encore beaucoup à faire pour renforcer notre filet de sécurité sociale et s'attaquer au coût de la vie, surtout pour les plus vulnérables.

Je tiens à souligner, en passant, que nous avons augmenté considérablement l'Allocation canadienne pour les travailleurs dans le budget de 2021, mais il existe une possibilité de collaboration entre les partis. Le programme des conservateurs, qui met l'accent sur l'Allocation canadienne pour les travailleurs, est un exemple de mesure qui s'attaque sérieusement au coût de la vie pour les personnes les plus vulnérables.

Il y a une autre leçon importante, une leçon clé et une priorité importante dans le discours du Trône, et c'est l'amélioration des soins de santé. J'ai parlé de la pauvreté, et c'est un élément crucial de cette conversation lorsque nous pensons aux déterminants sociaux de la santé, mais il en va de même pour de meilleurs soins de santé pour nos aînés grâce à des soins à domicile et des soins de longue durée, une stratégie solide en matière de maladies rares, dont les détails sont à venir, des aliments sains dans nos écoles pour nos enfants, de meilleurs soins de santé mentale et des normes solides en matière de soins de santé mentale.

L'une des questions qui me tiennent à cœur et sur lesquelles j'ai beaucoup travaillé au cours des dernières années, c'est la nécessité de traiter la consommation de drogues comme un problème de santé. Nous avons écouté nos experts en santé publique au cours de cette pandémie et nous devons les écouter au cours de la crise des opioïdes. Voici ce que disent les experts d'un comité consultatif spécial de l'Agence de la santé publique du Canada :

Un certain nombre de facteurs ont probablement contribué à l'aggravation de la crise des surdoses, notamment un approvisionnement en drogues de plus en plus toxiques, un sentiment accru d'isolement, de stress et d'anxiété ainsi que la disponi-

bilité et l'accessibilité limitée des services offerts aux personnes qui utilisent des drogues.

Essentiellement, nous devons stopper la criminalisation des personnes qui consomment des drogues et travailler à leur assurer le traitement dont elles ont besoin. Les députés noteront que les experts pointent du doigt l'approvisionnement en drogues toxiques qui tue les gens. Si nous tenons vraiment à agir en fonction des preuves que nous avons, il faudra miser sur l'instauration d'un approvisionnement strictement réglementé et plus sécuritaire afin d'éviter que des gens meurent.

● (1150)

Le discours du Trône parle également de collectivités plus sécuritaires, ce qui est lié au dossier de la crise des opioïdes et à nos efforts pour sauver des vies, mais aussi au renforcement du contrôle des armes à feu. Noor, une jeune libérale de ma collectivité, m'accompagne depuis mes débuts en politique. C'est lors de sa fête d'anniversaire que Reese Fallon a été abattue — c'était l'une de ses meilleures amies — dans ce qu'on a appelé la fusillade de Danforth. Lorsque je lui ai parlé récemment à la réunion de notre conseil des jeunes, elle m'a encouragé, lorsque je serais à Ottawa, à revenir à la charge avec la question d'un contrôle plus strict des armes à feu. Je suis heureux de constater que le gouvernement accorde la priorité à cette question dans le discours du Trône. Encore une fois, cependant, nous avons pris des engagements forts, mais sont-ils suffisants? Je dirais que non. Il n'est pas logique de confier cette responsabilité aux villes. En ce qui concerne les armes de poing, nous devons exercer un leadership à l'échelle nationale.

Nous devons également protéger les personnes dans nos communautés en ligne, et c'est une question sur laquelle je continuerai à travailler au cours de cette législature, et ce, au-delà des lignes de parti. Je salue le travail que mon collègue de Timmins—Baie James a fait à cet égard. J'ai moi aussi travaillé sur ce dossier avec les conservateurs, et force est de constater que nous devons nous assurer d'avoir une gouvernance plus robuste des plateformes. Comme les Canadiens vivent de plus en plus leur vie en ligne, il faudra que nos règles soient plus rigoureusement alignées sur cette réalité.

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage à lutter contre les inégalités sur plusieurs fronts, notamment en ce qui concerne les services de garde d'enfants et l'itinérance, mais un autre dossier est parfois source de dissensions à la Chambre. Les données sont claires et convaincantes, et le projet de loi C-22 offre une solution. Nous devons tenir compte de la diversité et de l'inclusion en rehaussant le niveau de vie des gens, mais aussi en réformant notre système de justice pénale dépassé et inefficace. Autrement dit, il faut réformer les services de police et reconnaître que nous jetons des personnes en prison d'une façon vraiment injuste et disproportionnée, avec des conséquences démesurées pour les communautés noires et autochtones. Nous devons changer ces règles. Le projet de loi C-22 marque une première étape importante, mais nous devons aller plus loin en matière de peines minimales obligatoires.

L'Adresse

Je me demande, entre autres, ce que nous allons accomplir avec ce gouvernement minoritaire. Les gouvernements minoritaires ont un énorme potentiel. Je l'ai dit en 2019, puis la pandémie a frappé. Nous avons été témoins de grands moments et d'une collaboration pour offrir des mesures de soutien et des prestations liées à la pandémie, mais pas assez. Quand nous pensons à cette législature, s'il y a deux grandes questions qu'il faut examiner, en dehors de la création de services de garde d'enfants à prix abordable, ce sont certainement la réconciliation et l'établissement d'un processus crédible pour que le Canada atteigne la carboneutralité, afin que l'on puisse s'attaquer très sérieusement aux changements climatiques.

Pour favoriser la réconciliation, il faut remédier au manque de fonds fédéraux. Il faut, évidemment, régler le problème de l'eau potable. Nous avons adopté la loi et il nous faut maintenant nous atteler à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. À Toronto, en fait, les représentants des centres urbains doivent défendre les Autochtones qui vivent en milieu urbain et faire en sorte que l'aide fédérale soit acheminée. Elle l'a été pendant la pandémie, et nous devons veiller à ce qu'elle le soit de façon plus permanente pour les organismes de services aux Autochtones en milieu urbain.

En ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, le discours du Trône dit que nous devons aller plus vite et plus loin. Les partis de l'opposition nous reprochent couramment de n'avoir atteint aucun de nos objectifs. L'objectif initial pour 2030 était de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30 % au-dessous des niveaux de 2005, ce qui correspond à 512 mégatonnes, pour être précis. Si nous regardons le budget de 2021, où cet objectif figure-t-il? Si un gouvernement conservateur n'est pas élu dans le futur et que toutes les politiques demeurent en place, nous en sommes à 468 mégatonnes. Effectivement, nous avons fixé un nouvel objectif, mais avec les mêmes politiques en place, nous aurions tout de même atteint notre objectif initial. Le nouvel objectif est important. Il nous obligera à être plus ambitieux. Or, nous voyons plus d'ambition dans le discours du Trône et dans notre programme en ce qui concerne le plafonnement des émissions dans le secteur pétrolier et gazier et l'électrification, mais il faut en faire plus encore.

Encore une fois, je ne saurais trop insister, mais nous avons parcouru beaucoup de chemin et s'il y a matière à se réjouir à certains égards, je dois insister sur la nécessité de critiques continues et constructives et sur le fait qu'il reste encore du travail à faire.

Pour terminer, je dirai que nous reconnaissons les progrès accomplis, mais que j'espère que nous pourrions collaborer avec les autres partis pour inciter le gouvernement à faire plus, parce que nous devons en faire davantage dans bon nombre de ces dossiers importants.

• (1155)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, je suis gré au député d'avoir parlé de ces sujets. En fait, il en a abordé plusieurs, dont le logement, qui est très important pour les habitants de la circonscription de Kenora et de tout le Nord de l'Ontario, notamment en ce qui concerne l'offre de logements. Il s'agit, semble-t-il, d'une question qui touche les citoyens de tous niveaux de revenus et de tous âges.

Aux dernières élections, notre parti a présenté des plans concernant précisément l'offre, afin d'encourager le développement et de libérer plus de terrains constructibles. Le député pense-t-il que ces mesures aideraient à améliorer l'offre de logements? Serait-il prêt à travailler avec notre parti de l'opposition pour les concrétiser?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, je remercie le député de mentionner un autre domaine de collaboration possible.

Nous devons, indubitablement, travailler de concert pour améliorer l'offre. Notre programme électoral, par exemple, prévoyait un programme d'accélération de 4 milliards de dollars en vertu duquel les villes savent que nous leur donnerons des fonds si elles résistent au nombrilisme, augmentent l'offre et adoptent un zonage inclusif et favorisent l'abordabilité. C'est très important, et cette enveloppe est probablement insuffisante, vu l'ampleur de la crise.

Je dirai aussi que nous devrions également travailler de concert sur d'autres mesures, y compris en ce qui concerne la financiarisation excessive du marché du logement. La Nouvelle-Zélande, par exemple, a pris des mesures qui imposent à tout investisseur une mise de fonds de 40 % et un test de résistance pour les prêts hypothécaires beaucoup plus strict. Nous pouvons nous inspirer d'un certain nombre de mesures prises dans le monde qui se révèlent très efficaces et qui protégeraient la stabilité de notre marché du logement. C'est d'une importance capitale lorsqu'on voit la hausse vertigineuse des prix depuis quelques années.

Je serais heureux de travailler dans ce dossier avec les députés d'en face afin d'arriver à des résultats.

[Français]

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la Présidente, on ne se fera pas de cachettes: le discours du Trône, c'est un peu comme de la peinture à numéros. Il y a trois ou quatre grandes lignes, mais cela manque de couleurs. Puisque mon honorable collègue veut travailler avec les autres partis, je vais profiter de l'occasion pour parler du financement en matière de santé.

On parle de soigner des gens. Le Québec et les provinces demandent que les transferts en matière de santé — y compris de santé mentale — soient augmentés de façon inconditionnelle afin de couvrir 35 % des coûts de système. Cela implique d'agir maintenant, d'être à l'écoute et de respecter la Constitution, parce que la santé est une compétence exclusive des provinces.

Mon collègue est-il disposé à aider son gouvernement à comprendre qu'il s'agit d'une compétence exclusive du Québec et des provinces?

[Traduction]

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, je comprends le désir du Bloc de ne pas se voir imposer de conditions. Selon moi, toutefois, lorsque des fonds fédéraux aident les provinces et les municipalités, il est tout à fait juste que nous établissions des normes qui correspondent aux priorités fédérales.

Si je prends les ententes sur les garderies, je vois que l'accent est mis, avec les provinces qui n'avaient pas auparavant de services de garde d'enfants, sur l'accessibilité et l'abordabilité. Si je prends les nouveaux transferts en matière de santé que le gouvernement fédéral entend faire, je vois que l'accent est mis sur la santé mentale et sur les soins de longue durée. Si je prends l'engagement envers une politique nationale sur l'alimentation en milieu scolaire, avec une enveloppe de 1 milliard de dollars sur cinq ans, il y aura un engagement pour une alimentation saine.

Il est important d'insister sur des normes. Certaines provinces veulent peut-être déjà appliquer ces normes, mais d'autres, peut-être pas. Il est important que le gouvernement fédéral fixe des priorités par rapport aux fonds fédéraux.

L'Adresse

• (1200)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, nous savons que pendant la crise de la COVID-19, pendant la pandémie, les libéraux ont écouté les professionnels de la santé les plus renommés pour savoir comment orienter les politiques, puis ils ont agi.

Quant à la crise des surdoses, ces mêmes professionnels ont fortement suggéré au gouvernement de décriminaliser les drogues et de fournir un approvisionnement sécuritaire. Malheureusement, le gouvernement libéral n'a pas eu le courage de suivre ces conseils. Le premier ministre dit reconnaître que la crise des surdoses est un problème de santé, mais il refuse d'écouter les conseils de ces professionnels de la santé. Il n'en a pas le courage. Il se place ainsi à l'origine de cette crise.

Mon collègue partage-t-il mon point de vue?

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, je conviens qu'il faut décriminaliser toutes les drogues, traiter la consommation de drogues comme un problème de santé et assurer un approvisionnement plus sécuritaire.

Je dirais que le gouvernement a fait beaucoup de chemin en peu de temps. Je l'ai vu répondre à mon propre plaidoyer sur cette question et à celui d'autres personnes. Avons-nous atteint notre but? Non. Toutefois, dans son programme électoral, le parti s'engage à injecter 500 millions de dollars pour dispenser des traitements et des soutiens fondés sur des données probantes. Il promet aussi de mettre en place une nouvelle stratégie sur la consommation problématique de substances. Dans cette stratégie, nous avons déjà rétabli le pilier de la réduction des méfaits. Dans ma propre collectivité, le centre de santé communautaire de South Riverdale reçoit des fonds fédéraux pour assurer un approvisionnement sécuritaire.

Nous nous sommes attaqués au problème, mais en faisons-nous assez? Non.

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloil—Chambly, BQ): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je reprends la parole à la Chambre maintenant, au début d'une législature dont on ne manquera pas de rappeler qu'elle ne devrait pas exister. Nous devrions être dans la continuité de la législature précédente. De toute évidence, c'était l'opinion tant des Québécois que des Canadiens.

Nous tentons désespérément, tous gouvernements confondus, tous pays confondus, tous hôpitaux confondus et toutes résidences pour aînés confondus, de sortir réellement, pour vrai et une fois pour toutes d'une crise dont le principal enjeu, au-delà de l'économie et de la pression que la crise exerce sur le système de santé, reste humain: la peur, l'anxiété, la maladie et la détresse des proches. Nous semblons avoir grand mal à en émerger, encore une fois tous gouvernements confondus, mais cela ne nous libère pas de l'obligation solennelle de faire tout en notre pouvoir, tout le temps, pour sortir de là meilleurs et, disons-le ainsi, aussi nombreux que possible.

C'est dans la foulée de ce drame humain avec un poids et une portée économiques majeurs que le premier ministre du Canada a décidé inopinément, bien que ce n'ait été une surprise pour absolument personne tellement le dessein était écrit depuis longtemps, de déclencher des élections en plein été. Il a eu la gentillesse de nous expliquer la notion d'urgence. Il fallait évidemment donner un man-

dat fort à cet être fort parmi tous pour prendre à bras-le-corps la pandémie et nous sortir de là une fois pour toutes.

J'avais des doutes et il faut croire qu'un certain nombre de gens avaient des doutes, au lendemain de cette élection déclenchée à un bien mauvais moment, gravement désorganisée et toute croche. Il y avait des bureaux de scrutin où il manquait du personnel, il y avait des affaires précipitées, des risques, des mesures sanitaires un peu à l'avenant, des directives pas claires administrées différemment d'un bureau de scrutin à l'autre. Si cela avait été une élection urgente et nécessaire, on aurait pu comprendre. Or, c'était une élection qui ne s'est avérée ni urgente ni nécessaire. On a un peu mis à mal la crédibilité de notre système démocratique avec des annonces à des députés à qui on a dit qu'ils étaient élus avant de leur dire qu'ils ne l'étaient plus. C'était du n'importe quoi massif.

En plus de cela, les Canadiennes, les Canadiens, les Québécoises et les Québécois ont demandé ce qu'étaient ces carabistouilles et ces niaiserie-là. Ils en étaient tellement convaincus qu'ils ont réélu le même Parlement. Au Québec, c'est très similaire. Les gens ont dit qu'ils avaient donné un mandat au gouvernement, que celui-ci devait faire son travail et ne plus les achaler. Le gouvernement ne doit pas trahir ou pervertir son mandat par pure ambition en disant qu'il souhaiterait être plus nombreux que l'autre parti. De toute évidence, ce n'est pas ce que les électeurs voulaient.

On s'est dit qu'on allait avoir l'explication de tout cela lors du discours du Trône. Ce n'est pas le discours du Trône, c'est le discours de la petite chaise droite dans le coin; c'est quasiment la chaise des pénitences. Je me suis permis de dire que, même lu lentement, il était très court et que des étudiants de cégep ou d'université, notamment les anciens étudiants de mon estimé collègue de Mirabel qui est parmi nous, auraient pu être plus créatifs, clairs et intéressants.

C'est donc le discours du Trône; c'est ce qui explique pourquoi nous sommes allés dépenser 600 millions de dollars. C'est pourquoi le Parlement n'a pas fonctionné pendant cinq mois. C'est pourquoi il a fallu prendre deux mois pour écrire quelque chose qui aurait dû prendre et qui a probablement pris deux heures à écrire.

• (1205)

Est-ce qu'on s'étonne par la suite du désengagement de la population à l'endroit de notre démocratie, quand elle a un peu l'impression qu'on lui rit au visage?

C'est un travail d'amateur, un discours qui n'a rien à dire. Il n'y a pas de sortie de pandémie, pas de programme particulier dans le discours du Trône. Attention, après ou en parallèle, on en reparlera. Il n'y a pas de vision, pas d'énoncé d'intention. Ma foi, c'est un énorme pas grand-chose.

Il y a un contenu dont on parlait déjà: le projet de loi C-2 sur les programmes de sortie de pandémie. C'est déjà beaucoup plus clair, beaucoup plus précis. Il y a plus de contenu dans le premier projet de loi déposé que dans le discours du Trône qui est censé nous mettre sur le chemin de la gloire, de la prospérité et de la santé pour quatre ans, comme on doit le croire. C'est quand même un peu singulier.

Quand on nous présente quelque chose d'intéressant, on le regarde avec une approche positive. Le projet de loi C-2 est un projet de loi qui commande une collaboration à laquelle nous sommes disposés à nous prêter. Bien sûr, le projet de loi pourrait être amélioré, c'est l'exercice démocratique, législatif qui le suggère et le commande.

L'Adresse

Dans l'intervalle, le mandat du gouvernement qui était de gérer, de sortir de la crise et de faire adopter, par exemple, cette loi bien auparavant, n'a pas été accompli et les gens lui ont dit d'aller faire son travail.

Le discours du Trône contient le mot au goût du jour: « collaboration ».

Il n'y a pas si longtemps, il y avait des expressions comme « nous marchons main dans la main avec le Québec et les provinces ». Mon Dieu, j'espère qu'il y avait des menottes, parce que les mains n'auraient pas été proches longtemps.

On a tout sauf de la collaboration. Le mot « collaboration » dans le discours du Trône savamment lu en plusieurs langues veut-il dire « nous serons à l'écoute de ce que les provinces veulent »?

Ce que les provinces et le Québec veulent a la vertu d'être simple: c'est le transfert immédiat, inconditionnel, à hauteur de 35 % des coûts du système de santé. Sans ce transfert, à court terme, les provinces et le Québec doivent détourner vers le système de santé des ressources devant être octroyées à autre chose et, à moyen terme, certaines provinces doivent carrément « péter au frette », elles doivent carrément faire faillite. C'est ainsi parce que la grande tradition fédérale, en particulier libérale, c'est essayer de mettre les provinces — territoires conquis, s'il en fut — à genoux, en échange d'un peu d'argent.

« Vendez-vous vos compétences », c'est l'approche libérale, et cela fait que le discours du Trône ne dit absolument rien ou dit rapidement que collaborer veut dire donnant-donnant des deux bords. Cela nous a laissés dangereusement sur notre faim et c'est révélateur de quelque chose d'un peu odieux. Dans les derniers jours et les dernières semaines, on a vu que beaucoup d'attention a été accordée à l'ampleur du drame, au diagnostic qui doit être fait quant à ce qui a mené à un nombre dramatique de décès.

Comme on le voit aussi parfois dans l'appareil médiatique, on voit là une tentative politique d'attribuer la responsabilité...

Des voix: Oh, oh!

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, j'aimerais que les députés me disent si je les dérange. C'est un peu tannant. Les petites conversations peuvent se faire en dehors de l'enceinte.

• (1210)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. Il semble qu'il y a des conversations qui dérangent l'orateur. Je demande aux députés qui veulent avoir des discussions de le faire en dehors de la Chambre; ils pourraient aller dans l'antichambre.

Je redonne la parole à l'honorable député de Beloeil—Chambly.

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, je vous remercie d'être intervenue.

On a eu la tentation de dire que ce devait être la faute du Québec ou de n'importe quelle autre province ayant vécu un drame comparable, et ça m'a beaucoup heurté.

Le système de santé relève de la compétence exclusive du Québec et des provinces. S'il avait été correctement financé, depuis le temps et à la hauteur où il était supposé l'être, nous aurions eu un système et des ressources qui nous auraient permis d'affronter la situation.

Je ne vise personne en particulier, mais plutôt un système: le fédéralisme. Le principal responsable est Ottawa, qui a retenu l'argent dont les provinces avaient besoin jusqu'à ce qu'il éclate au visage. Il n'existe aucune autre explication.

Cela dérange de se le dire, ce qui prouve qu'il faut se le dire: il ne faut pas essayer de pelleter sa responsabilité dans la cour d'autrui. Il ne faut pas entretenir cette affabulation saugrenue. Voici un ordre de gouvernement qui n'administre pas de système de santé, même s'il affirme qu'il y a des médecins dans l'armée. Soyons sérieux: il y a plus de médecins à Laval que dans l'armée canadienne. Ce gouvernement n'a ni compétence au sens constitutionnel ni la compétence pour cela. Il devrait donc laisser faire les gens qui ont le désir et la responsabilité de le faire, surtout si sa responsabilité est d'accorder le financement adéquat. Il ne saurait en être autrement.

Ce gouvernement veut nous donner l'impression qu'il est un tatinet transparent ou, à tout le moins, qu'il n'est pas complètement opaque. Nous lui avons fait une proposition, à savoir qu'au lieu de parler simplement et crûment de transferts en santé, nous allions élargir le débat en parlant du financement des soins de santé, mais en le faisant publiquement et ouvertement dans le cadre d'un sommet.

À la différence d'une conférence des premiers ministres, qui se déroule derrière des portes closes et d'où l'on sort sans donner d'explications complètes et en faisant semblant d'être de bonne ou de mauvaise humeur, la discussion va se dérouler devant les caméras et les microphones en présence du premier ministre et de son ministre de la Santé. L'autre ministre de la Santé d'une province n'a pas besoin d'être là. Il y aura les premiers ministres et les ministres de la Santé du Québec et des provinces, les chefs des partis de l'opposition, leurs porte-parole en matière de santé et peut-être des gens de la société civile, qui voudront venir s'adresser à ces personnes selon des formules tout à fait envisageables. Ce sera un sommet sur le financement des soins en santé, où le premier ministre pourra venir nous dire devant tout le monde quelle est sa vision. Il n'a pas été élu pour être caché. On n'est pas dans un Parlement pour ne rien dire, règle n° 1 non comprise de l'autre bord. C'est donc la proposition que nous faisons.

Je suis aussi indigné que je le suis depuis 2019 face au mépris et au manque de considération rudimentaire à l'endroit — voire l'encontre — des aînés de notre société. Comme je l'ai dit à de nombreuses reprises, ils sont ceux qui auront le plus souffert de l'isolement, de détresse psychologique et de l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat.

Que l'on ne me chante plus la chanson qui dit qu'il n'y a plus d'inflation, car personne de sérieux ne le dira. On n'a pas augmenté de façon le moins significative le pouvoir d'achat des aînés alors que l'inflation s'emballe mensuellement à des rythmes qu'on n'a pas vus depuis terriblement longtemps. Pourtant, le gouvernement continue de faire la sourde oreille. Il met en place des programmes compliqués que les aînés ont de la misère à appliquer, qui se contredisent selon par où l'on passe pour y entrer et qui, en plus, réduisent le revenu de ceux qui touchaient le Supplément de revenu garanti ou qui bénéficiaient d'une exemption fiscale pour les premiers 5 000 \$. C'est une aberration complète, ça se situe entre le manque de respect et le manque de compétence. C'est une bataille que nous n'abandonnerons pas.

L'Adresse

● (1215)

Si on me le permet, je vais bien sûr revenir sur le pétrole. Il y a quelques jours, j'ai été un peu pris à partie par un collègue conservateur de façon peu sympathique. Il m'a sorti des fariboles selon lesquelles le robinet serait fermé et le Québec n'aurait plus de pétrole. Terrifié, je l'ai envoyé se faire voir, mais en des mots plus crus que ceux que je dis maintenant parce qu'il pourrait y avoir des enfants à l'écoute.

Le Bloc québécois estime qu'il faut faire deux choses, y compris d'abord celle de ne pas essayer de fuir l'évidence. Si l'on continue dans la voie où l'on est présentement, la planète ne sera même pas proche d'éviter un réchauffement allant bien au-delà de deux degrés Celsius. Les moyens sont connus, mais la volonté est absente. Le Bloc québécois va dire cette vérité.

Lorsque le gouvernement nous dit — je suis content de voir que le commissaire à l'environnement et au développement durable est arrivé à une conclusion presque à 100 % similaire — que si l'on plafonne les émissions de l'industrie et que celle-ci performe en réduisant ses émissions par baril, elle peut augmenter sa production à partir d'argent fourni par le gouvernement fédéral pour baisser les émissions. Le fédéral fait indirectement ce qu'il ne peut pas faire directement selon, en théorie, ses propres engagements. Il encourage, notamment avec l'argent des Québécois, l'augmentation de la production, de la consommation et de l'exportation de pétrole toxique pour la planète. C'est aussi simple que cela.

La deuxième chose que le Bloc québécois va faire — ou, par la négative, ce qu'il ne fera pas — est de dire aux gens qui vivent de l'industrie pétrolière de s'arranger avec leurs maudits problèmes. Il y a maintenant fort longtemps que le Bloc québécois propose un ensemble de mesures, dont celle de dire que, par exemple, l'argent de cette aberration qu'est Trans Mountain pourrait rester dans l'Ouest canadien et en Alberta pour financer une transition énergétique et économique dont ils auront besoin. Nous sommes les premiers à dire qu'il ne faut pas laisser tomber les travailleurs. Nous ne prenons pas, dans un coin, les gens qui ne pensent pas comme nous pour leur dire des bêtises en anglais et trouver cela drôle.

Nous cherchons des solutions qui font preuve de compassion et je pense qu'il faudra l'envisager. Je pense que le discours du Trône, sur cet élément comme sur le reste, est d'un vide intersidéral. Nous nous ferons un devoir et un plaisir de le ramener.

Dans tous les scénarios, le Québec ne peut que gagner. De deux choses l'une: soit le Bloc québécois fera des gains pour le Québec en vertu de ce que sont les souhaits de l'Assemblée nationale du Québec, et, dans ce cas, le Québec gagne; soit nous ne ferons pas de gain assez significatif et nous ferons alors la démonstration que nous n'avons pas notre place dans cette fédération qui ne nous sert pas.

Je propose donc le sous-amendement suivant:

Que l'amendement soit modifié:

- a) au paragraphe a), par suppression des mots « (iii) augmenter la production d'énergie canadienne pour stimuler l'offre et réduire les prix de l'essence »;
- b) au paragraphe e), par suppression des mots « ce qui comprend le secteur énergétique, »;
- c) par adjonction de ce qui suit:
- « f) une crise de santé publique, qui nécessite
 - (i) un investissement majeur jusqu'à couvrir 35 % des coûts de santé au Québec et dans les provinces de la part du gouvernement fédéral à travers le Transfert canadien sur la santé (TCS) avec une indexation annuelle subéquivalente de 6 %,

(ii) l'abandon de l'idée d'imposer des normes nationales en matière de santé,

(iii) de s'assurer que les provinces qui ne veulent pas d'aide conditionnelle en matière de santé de la part du gouvernement fédéral reçoivent un droit de retrait avec pleine compensation financière pour chacune des initiatives proposées, le tout négocié dans le cadre d'un Sommet sur le financement des soins de santé;

g) la création de deux classes d'ainés qui peut être résolue par l'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 65 à 74 ans »

● (1220)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le sous-amendement est recevable.

Nous passons aux questions et aux observations. L'honorable député de Kings—Hants a la parole.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais féliciter le député pour sa réélection à la Chambre.

Le chef du Bloc québécois a mentionné dans son discours l'importance des soins de santé. Bien sûr, une augmentation des transferts fédéraux en santé nécessite des revenus supplémentaires pour s'assurer que les programmes sont durables.

Le chef du Bloc québécois serait-il favorable à l'élimination des barrières commerciales interprovinciales au Canada afin de soutenir la création de revenus pour payer l'augmentation des transferts en santé?

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, cette question comporte plusieurs éléments. D'abord, l'élimination des barrières commerciales est souhaitable. Ces restrictions sont peu désirables. L'incidence de cela, c'est-à-dire la possibilité de générer les revenus nécessaires pour les transferts en santé, me semble néanmoins une vue de l'esprit, comme disait le père de l'autre.

Cependant, un programme demande évidemment de l'argent pour être financé. L'argent doit venir de quelque part. Ultimement, cela vient toujours d'un certain élan de prospérité économique, qui fait qu'il y a moins de dépenses et plus de revenus pour l'État. Dans le cas présent, et même si ce n'était pas le cas, ce qu'on observe, c'est ce bon vieux déséquilibre fiscal, qui est aussi récurrent que le père Noël. On a peut-être arrêté de le nommer, mais il ne se cache pas très loin. Il permet au fédéral de garder l'argent selon ses intérêts et son pouvoir, à l'encontre des provinces et du Québec, laissant celles-ci dans une situation financière précaire.

Équilibrons tout cela et les transferts en santé vont suivre facilement.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours de mon collègue, le chef du Bloc québécois.

Le NPD partage la même analyse: le gouvernement a certainement été irresponsable de déclencher des élections cet été. Le seul but des libéraux était d'obtenir la majorité, mais la population canadienne en a décidé autrement en choisissant le même Parlement qu'auparavant. Malgré ce risque, le gouvernement a quand même décidé de déclencher ces élections.

Cela a pris deux mois avant que nous puissions revenir à la Chambre. Les personnes âgées qui ont touché une aide d'urgence pendant la pandémie se retrouvent maintenant à perdre leur Supplément de revenu garanti. Chez moi, comme partout au pays, des personnes âgées ont recours aux banques alimentaires et perdent parfois leur logement.

Le chef du Bloc peut-il parler de cette énorme erreur du gouvernement, qui fait que les personnes âgées en arrachent, en pleine pandémie?

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je ferai quelques commentaires. Cela me permettra d'en dire davantage sur le thème que j'abordais un peu plus tôt.

Dans l'adversité, il faut essayer de se mettre à la place de l'autre. En principe, c'est ce que j'ai essayé de faire, mais il n'est pas facile de se mettre dans la peau d'un premier ministre libéral du Canada.

Dans un contexte où la marge de manœuvre financière dégagee était gigantesque, pourquoi y a-t-il eu ce manque de considération envers les victimes les plus gravement touchées par la pandémie pour ce qui est de l'isolement, de la détresse psychologique, du pouvoir d'achat, et j'ajouterais même de la capacité à démêler la complexité des programmes que les experts ont de la misère à développer et à appliquer?

Pourquoi ce manque de considération à l'endroit des aînés alors que cela aurait pu coûter relativement peu en clarté et en financement?

• (1225)

[Traduction]

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Madame la Présidente, comme c'est la première fois que j'ai le privilège de prendre la parole à la Chambre, je tiens à remercier les électeurs de Battlefords—Lloydminster qui m'ont élu.

Je représente des milliers de travailleurs du secteur de l'énergie. Je suis très fière du travail qu'ils accomplissent et de la façon dont ils fournissent de l'énergie canadienne aux Canadiens, aux familles canadiennes et au monde entier en respectant des normes environnementales parmi les plus élevées au monde. Les besoins en énergie ne disparaissent pas. Nous avons besoin d'énergie pour nous rendre là où l'on nous attend. Nous avons besoin d'énergie pour transporter la nourriture et chauffer nos maisons. Nous avons besoin d'énergie fiable.

Ma question au chef du parti séparatiste est la suivante: pourquoi appuie-t-il une production énergétique qui est contraire à l'éthique et qui est loin de respecter les normes environnementales comme notre secteur de l'énergie qui peut être qualifié d'éthique?

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, il ne faut pas faire des compliments comme ça aux gens. Je suis flatté et je suis tout mêlé. Je suis le chef du parti séparatiste et député de Beauce—Chambly et c'est un honneur extraordinaire.

Si les plus hautes normes en environnement ne nous protégeaient pas contre l'énergie la plus polluante au monde, mon Dieu, qu'est-ce que ce serait? Nous avons le gros bon sens de ne pas dire aux travailleurs du pétrole de l'Ouest canadien de s'arranger avec leurs maudits problèmes. Nous voulons travailler avec eux, nous voulons leur laisser du financement, nous voulons même contribuer à ce financement pour que, dans leur intérêt et dans l'intérêt de toute la planète, on puisse se sortir la tête du sable, je dirais même du sable bitumineux, et affronter les véritables défis ensemble, solidairement.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle aux députés qu'ils ont eu l'occasion de poser une question et qu'ils

L'Adresse

devraient écouter la réponse. S'ils ont d'autres interventions à faire, ils devraient demander de nouveau la parole et non interrompre la personne qui parle.

Questions et observations. La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

[Français]

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je remercie mon collègue le chef du Bloc québécois.

Je pense que la COP26 a clarifié que le seul gouvernement au Canada qui fait montre de leadership est celui du Québec, qui est membre de la Beyond Oil and Gas Coalition. Le nom n'existe qu'en anglais, je l'ai trouvé sur le site Web du gouvernement de la France. Cette coalition est coprésidée par les gouvernements du Costa Rica et du Danemark et regroupe aussi la France, l'Italie, la Suède et le Québec.

Je veux aussi dire merci à mon collègue parce qu'il est le chef de son parti, tout comme je veux remercier la députée de Repentigny et la députée d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia de leur leadership ici, à la Chambre.

Je vais poser une seule question. Le Québec a l'expérience d'avoir éliminé une industrie dangereuse, celle de l'amiante. Y a-t-il des similitudes entre l'énergie fossile et la production d'amiante?

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, je dirais deux choses.

D'abord, il faut en effet déployer un effort économique pour se débarrasser de quelque chose de dangereux. J'ai été très impliqué dans le dossier de la fermeture de la centrale Gentilly, le gouvernement du Québec a dû investir beaucoup d'argent à l'époque et cela a très bien fonctionné. Je pense que c'est comparable, je pense que c'est faisable et je pense qu'il faut le considérer.

En parlant plus globalement, je dirais que le Québec a l'avantage, sans trop de mérite, d'être dans une position favorable en matière d'environnement. Nous avons l'énergie propre, nous avons le vent, nous avons l'espace et les ressources naturelles, nous avons la chance d'avoir tout cela. Le Québec a la capacité d'être un modèle en matière d'environnement. S'il peut créer plus de richesse grâce à des technologies environnementales, il a le devoir de le faire. Malheureusement, ou heureusement, cela ne se fera pas au sein d'un Canada pétrolier.

• (1230)

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais expliquer le scénario dans lequel nous nous trouvons actuellement. Dans le contexte du discours du Trône, où le gouvernement a exposé sa vision pour le Canada, je veux exposer certaines des réalités auxquelles les Canadiens sont confrontés.

Nous sommes confrontés à une crise d'abordabilité, ce qui signifie que les gens ont de la difficulté à joindre les deux bouts, à payer leurs factures et, surtout, à trouver un logement. Cette crise de l'abordabilité touche tous les Canadiens, particulièrement en ce qui concerne la crise du logement. Des gens qui ont de bons emplois ne peuvent pas trouver de logement. Les gens qui ont des emplois à faible revenu, ceux qui n'ont pas de revenu et des Canadiens d'un bout à l'autre du pays sont aux prises avec des problèmes de logement, et nous vivons une véritable crise.

L'Adresse

En outre, nous sommes confrontés à une crise climatique, et nous voyons les effets directs en Colombie-Britannique, où nous ressentons actuellement les effets dévastateurs des conditions météorologiques extrêmes. Les inondations qui se sont produites en Colombie-Britannique ont eu d'énormes répercussions sur la vie des gens. Des concitoyens ont perdu leur maison et leur ferme. D'autres ont perdu la vie.

Nous savons que la crise climatique a souvent été qualifiée de problème pour l'avenir, et nous souhaitons protéger l'environnement pour nos enfants. Nous sommes confrontés à une crise en ce qui concerne la protection immédiate de l'environnement, et nous devons agir dès maintenant pour notre survie.

En dépit de l'urgence de la situation en matière de logement, d'abordabilité et de changements climatiques, on ne voit pas le gouvernement réagir avec empressement à la gravité des problèmes. On ne constate aucun sentiment d'urgence dans ses décisions; il ne suffit pas de souligner qu'il y a une crise. Si on reconnaît qu'il y a une crise, on doit agir en conséquence. En ce qui concerne la crise climatique, la crise du logement et la crise de l'abordabilité, le gouvernement ne réagit tout simplement pas, et le discours du Trône n'a pas présenté la vision d'un gouvernement qui propose des solutions concrètes face aux problèmes auxquels les Canadiens sont maintenant confrontés.

[Français]

Nous sommes de toute évidence maintenant confrontés à des crises qui nous frappent durement. La crise climatique frappe fort en Colombie-Britannique, mais pas seulement en Colombie-Britannique. Depuis des années, nous observons au pays des températures extrêmes: des canicules, des feux de forêt et maintenant des inondations. La question de la crise climatique n'est pas une question préoccupante seulement pour l'avenir. Cette question nous concerne aujourd'hui même, et nous avons besoin d'une réponse urgente et rapide dès maintenant.

J'ai parlé de la crise du logement qui frappe fort d'un bout à l'autre du pays et je veux donner un exemple de ce qui se passe à Montréal, au Québec. On sait que les familles ont de la misère à joindre les deux bouts. L'augmentation du coût de la vie rend les choses difficiles. Qui plus est, le logement coûte de plus en plus cher, et ce gouvernement ne comprend pas ce qu'est un « logement abordable ». Selon le gouvernement, un loyer de 2 225 \$ par mois à Montréal est abordable, mais ce ne l'est pas du tout.

• (1235)

[Traduction]

Ce dont les Canadiens ont besoin en cette période difficile, c'est d'un gouvernement qui comprend que la seule façon d'aller de l'avant en période de crise, c'est d'adopter des mesures concrètes, et non pas de proposer des gestes symboliques, de se contenter de belles paroles ou de dire que l'on comprend la situation, mais plutôt de présenter un plan concret pour régler le problème. Voilà ce dont nous avons besoin, mais le discours du Trône ne contient pas cet engagement envers les Canadiens. Le gouvernement n'a pas pris l'engagement de s'attaquer aux problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés comme l'aurait exigé l'urgence de la situation.

En ce moment, les Canadiens sont confrontés à la pandémie également, et ils sont frustrés, effrayés et inquiets. Ils ont un sentiment d'incertitude quant à l'avenir. Le variant Omicron intensifie évidemment cette incertitude. Les gens luttent pour se remettre sur pied et nous nous dirigeons vers une reprise, mais ils veulent s'as-

surer que cette reprise est réellement axée sur eux et non sur ceux qui sont au sommet de l'échelle. Nous avons déjà vu cela, et il est important de souligner pourquoi les gens sont inquiets.

Ils sont inquiets parce qu'ils ont vu les gouvernements précédents, en période de crise financière difficile, piloter des reprises qui n'ont pas été à l'avantage des travailleurs, des particuliers et des familles, mais dont ceux qui sont au sommet de l'échelle, les riches et les puissantes sociétés ont certainement profité. Bref, ces reprises ne se sont pas traduites par une véritable relance pour les travailleurs et les particuliers. C'est la même crainte que les gens éprouvent en ce moment. Ils craignent que le gouvernement ne se concentre pas sur une reprise pour tous, mais sur une reprise qui sera à l'avantage de ceux qui sont tout en haut de l'échelle.

On a déjà vu cela se produire. La reprise prend déjà la forme d'un K, où ceux qui étaient bien lotis ou étaient en bonne position auparavant continuent de l'être, et ceux qui avaient des difficultés sont maintenant dans une situation plus difficile. Il faut des mesures concrètes. Qu'est-ce que cela signifie? Quelles sont les mesures concrètes souhaitées?

Commençons par l'environnement. Les Canadiens réclament des mesures concrètes face aux crises qui les assaillent. Ils veulent une vision et un plan pour faire face aux crises auxquelles ils sont confrontés de façon tangible et significative. En ce qui concerne la crise climatique, on sait qu'il faut s'y attaquer de manière globale. Il faut réduire les émissions. On ne peut pas voir le gouvernement continuer à fixer des objectifs pour ensuite ne pas les atteindre. Il faut une véritable responsabilisation, une réelle transparence, et des cibles réelles et audacieuses pour réduire les émissions afin de contribuer à la lutte contre la crise climatique mondiale.

Nous devons nous orienter vers un avenir fondé sur les énergies renouvelables. Cela ne fait aucun doute. Il faut investir dans cet avenir énergétique renouvelable. L'une des façons d'y parvenir, une façon concrète et substantielle de le faire, est de mettre fin de façon permanente et définitive à toutes les subventions aux combustibles fossiles.

Nous avons beaucoup entendu les libéraux. Ils parlent de mettre fin aux subventions aux combustibles fossiles depuis des années. Ils ont promis de le faire pendant des années, mais au lieu de réduire les subventions aux combustibles fossiles ou de les éliminer, ils les ont en fait augmentées comme jamais auparavant dans l'histoire de notre pays. En fait, ils les ont augmentées bien plus que le gouvernement conservateur dirigé par Harper. Ce gouvernement prétend se soucier de l'environnement, mais son bilan en ce qui concerne sa propre promesse d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles est pire que celui des conservateurs de Harper.

La COP26 vient d'avoir lieu, et tous les pays conviennent qu'il faut éliminer les subventions aux combustibles fossiles. Cette position tient au fait que les fonds publics ne devraient pas servir à subventionner le secteur des combustibles fossiles, mais plutôt à investir dans les énergies renouvelables qui ne font pas augmenter l'empreinte carbone. Nous devons investir des fonds publics dans les technologies de l'avenir afin qu'il y ait un double effet.

On sait aussi qu'on ne peut pas lutter contre la crise climatique si on laisse tomber des travailleurs. D'ailleurs, quand on envisage un avenir où on combat la crise climatique, le mouvement syndical n'a pas ménagé ses efforts pour assurer une transition qui soit juste. Cela s'applique à beaucoup de domaines.

Une juste transition signifie que les travailleurs sont au cœur des politiques pour faire face aux changements et à la crise climatiques. Cela signifie que les travailleurs ont toujours une importance primordiale, qu'ils savent à quoi ressemble leur avenir, qu'il y a un vrai plan pour eux afin qu'ils ne soient pas confrontés à l'incertitude de la hausse et de la baisse des marchés mondiaux, notamment du cours des produits de base. Il leur faut un plan clair. Le gouvernement a le devoir de présenter aux travailleurs un plan clair de ce que leur quotidien sera et aussi de ce que l'avenir leur réserve.

Une juste transition est équitable pour les travailleurs et leur donne la priorité. Il est essentiel que le plan soit clair. Pour l'instant, ce plan n'existe ni dans le discours du Trône ni dans les propos du gouvernement. Les travailleurs sont laissés pour compte, sans certitude quant à leur avenir.

• (1240)

S'attaquer à la crise climatique veut aussi dire aider les collectivités actuellement aux prises avec les conséquences de phénomènes météorologiques extrêmes. Malheureusement, nous savons qu'avec la crise climatique, ces phénomènes deviendront de plus en plus fréquents. Si tel est le cas, il faut investir dans les infrastructures des collectivités qui sont déjà durement frappées, et qui risquent de l'être encore dans l'avenir, afin de s'assurer qu'elles seront résilientes.

Il faut non seulement intervenir en cas de crise, mais aussi agir de façon proactive afin d'empêcher que de telles catastrophes se produisent. Voilà une de nos demandes. Les mesures préventives offrent l'occasion de créer de bons emplois, d'investir dans des collectivités aux infrastructures vieillissantes et de bâtir des collectivités plus résilientes. De telles mesures figurent dans notre plan et nous aurions voulu qu'il en soit question dans le discours du Trône, parce qu'elles répondent aux besoins des Canadiens.

[Français]

J'ai assisté à la COP26 et il est manifeste qu'il faut éliminer les subventions aux entreprises pétrolières. Tout le monde est d'accord. Cependant, le bilan du gouvernement libéral est le pire du G20. Il a augmenté les subventions aux entreprises pétrolières alors qu'il s'était engagé à les éliminer.

Il faut éliminer ces subventions et investir dans l'énergie renouvelable. Il faut promouvoir l'énergie propre et c'est exactement ce que nous allons continuer de promouvoir puisque c'est essentiel. Il faut aussi investir dans les communautés qui affrontent des extrêmes de température — qui sont de plus en plus la norme — pour créer des infrastructures plus résilientes et plus durables.

[Traduction]

Nous devons agir immédiatement pour remédier à la crise du logement. L'ancien gouverneur de la Banque du Canada, M. Poloz, a déclaré très clairement que, face à cette crise du logement, le gouvernement fédéral a assurément un rôle à jouer. Nous le croyons aussi. Nous sommes d'accord que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour régler la crise du logement, et il doit prendre des mesures tout de suite. Il doit prendre deux mesures clés, que nous aurions prévues dans un discours du Trône néo-démocrate.

Premièrement, il doit s'attaquer à la spéculation et aux pressions qui font augmenter le coût des logements. L'augmentation du prix des logements est astronomique. Des mesures claires doivent être mises en place pour réduire ces pressions. Il pourrait s'agir d'une taxe nationale imposée aux acheteurs étrangers. Il faut des mesures

L'Adresse

pour arrêter les reventes rapides de propriétés qui font augmenter le coût des logements. Il faut que de vraies mesures soient prises pour réduire les forces spéculatives qui font augmenter le prix des logements.

Deuxièmement, nous avons un problème d'offre. Il est évident qu'il n'y a pas assez de logements disponibles correspondant au budget de nos concitoyens. Le gouvernement doit se mobiliser massivement afin de travailler avec les provinces et les municipalités pour construire plus de logements qui correspondent au budget des Canadiens. Il y a beaucoup de choses que le gouvernement fédéral peut faire. Il y a dans tout le pays des terres fédérales sur lesquelles des logements pourraient être construits.

Il est possible de travailler avec les municipalités, de même qu'avec les provinces et les territoires, afin d'investir massivement dans le logement. Nous devons faire en sorte de construire au moins un demi-million de logements neufs. Nous devons investir dans le logement à but non lucratif et coopératif. Nous devons investir massivement dans le logement dès maintenant et nous devons aider ceux qui veulent accéder à la propriété à le faire.

Nous devons aussi répondre tout particulièrement aux besoins des communautés autochtones, ce qui comprend les Autochtones qui vivent en milieu urbain et les communautés autochtones dans les réserves et les collectivités rurales ou éloignées. Il faut un plan de logement particulier « pour les Autochtones, par les Autochtones » qui répond aux besoins des Autochtones, et il le faut immédiatement.

• (1245)

[Français]

Il est manifeste qu'il faut investir dans le logement abordable et le logement social, et ce, immédiatement. Nous allons continuer de faire pression sur le gouvernement pour qu'il pose des gestes concrets et immédiats afin de régler cette crise.

[Traduction]

En ce qui concerne les soins de santé, nous faisons face aux conséquences de la pandémie. Les Canadiens ont vu comment elle a mis en lumière les problèmes préexistants de notre système de santé. Un de ces problèmes fondamentaux est, en fait, que le gouvernement libéral ainsi que les gouvernements conservateurs et libéraux précédents n'ont cessé de réduire l'aide dont la population et les provinces ont besoin en réduisant les transferts en matière de santé.

Ces réductions nuisent aux provinces, elles nuisent aux Canadiens et elles doivent être annulées. Toutes les provinces et tous les territoires sont d'accord que nous devons augmenter les transferts en matière de santé, et le gouvernement doit faire le nécessaire à cet égard de façon durable.

Nous faisons face à des pénuries de personnel infirmier et de travailleurs de la santé de première ligne. Nous savons que nous devons élargir notre système de santé aux soins dentaires, à l'assurance-médicaments et aux services de soutien en santé mentale. Les Canadiens sont très fiers de leur système de santé public, mais il faut le protéger. Nous devons être vigilants et nous devons investir dans ce système pour qu'il reste public. Nous devons aussi l'élargir afin d'offrir les soins dont les citoyens ont besoin, ce à quoi les néo-démocrates sont attachés.

L'Adresse

Nous entendons réaliser la vision et le rêve de Tommy Douglas, qui croyait que tous nos soins de santé devaient être couverts. Quand il a été imaginé, notre système de santé devait inclure la couverture des médicaments, des soins dentaires et des services de santé mentale. Nous voulons réaliser ce rêve et concrétiser cette vision.

[Français]

Il est essentiel de bien financer nos soins de santé pour les garder publics et universels. Toutes les provinces et tous les territoires sont d'accord, il faut augmenter les transferts en santé. Les néo-démocrates vont continuer à pousser en ce sens, car notre parti croit profondément en nos soins de santé publics et universels.

Nous voulons qu'ils soient bien financés et nous voulons les accroître avec l'assurance-médicaments universelle, les soins dentaires et les soins de santé mentale. Nous allons le réaliser et compléter le rêve de Tommy Douglas d'avoir des soins de santé qui couvrent toutes les parties du corps.

[Traduction]

Pour ce qui est d'agir immédiatement, nous avons besoin de mesures immédiates en matière de justice pour les peuples autochtones. Nous entendons le gouvernement parler de réconciliation et faire des promesses, mais il ne les a pas tenues. Il continue de traîner les enfants autochtones devant les tribunaux et il se bat contre les enfants autochtones devant les tribunaux. Il s'agit d'enfants de survivants des pensionnats, et ce même héritage de discrimination se poursuit. Nous voulons voir la fin de ces batailles judiciaires contre les enfants autochtones. Il faut que justice soit faite pour les premiers peuples de ce pays.

Nous continuons à voir de la violence policière contre les peuples autochtones. Plus précisément, nous avons demandé à plusieurs reprises à la GRC de se pencher là-dessus, en particulier en ce qui concerne les autochtones et les personnes racialisées. À l'heure actuelle, on emploie une force extrême contre les défenseurs des terres à Wet'suwet'en. Nous sommes profondément préoccupés par l'usage de la force. Nous avons déjà demandé une révision de ces actions et nous continuerons à demander des réformes dans les services de police pour nous assurer que les Autochtones et les personnes racialisées ne sont pas victimes de violence et ne meurent pas aux mains de la police. Nous voulons que le système soit revu et corrigé, et nous continuerons à faire pression en ce sens.

Il faut qu'il y ait une véritable réconciliation, ce qui signifie des logements de qualité disponibles dans toutes les collectivités autochtones. Cela signifie aussi de l'eau potable, ce que le gouvernement a promis mais n'a pas réussi à procurer. Nous continuerons à nous battre pour que tous les habitants de ce pays, en particulier les Autochtones, aient accès à l'eau potable. C'est un droit fondamental de la personne, et nous continuerons à nous battre pour cela.

Je terminerai par quelques mesures que le gouvernement peut prendre immédiatement. J'ai mentionné l'arrêt des batailles judiciaires contre les enfants autochtones, mais il pourrait aussi prendre des mesures immédiates pour régler certains des problèmes courants.

À l'heure actuelle, il y a récupération de sommes versées au titre du Supplément de revenu garanti et des prestations pour enfants. Des personnes âgées et des familles vulnérables ne reçoivent pas les fonds dont elles ont besoin parce qu'elles ont eu besoin d'aide pendant la pandémie. Il faut que cela cesse immédiatement. Il nous

faut également réformer le système d'assurance-emploi, qui ne convient manifestement pas à la majorité des Canadiens. En outre, il faut que les projets de loi accordant les congés de maladie et interdisant les thérapies de conversion soient adoptés avant que la Chambre ne s'ajourne. Ce sont des choses concrètes que nous pouvons faire tout de suite.

La grande question est de savoir qui va payer pour la reprise de l'économie. Nous avons toujours pensé que ce sont les super riches, ceux qui sont au sommet, qui doivent payer leur juste part. Le fardeau ne doit pas retomber sur la population.

Nous devons agir immédiatement, et les néo-démocrates s'y engagent. Les Canadiens peuvent nous faire confiance pour lutter en leur faveur et pour faire en sorte que le Parlement travaille pour eux. Notre vision est celle d'un Canada où personne n'est laissé pour compte et où nous nous soutenons mutuellement. Voilà ce pour quoi nous allons nous battre.

• (1250)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les commentaires du chef du NPD aujourd'hui, et j'ai remarqué qu'il a beaucoup parlé de l'abordabilité, en particulier pour les familles. J'ai remarqué qu'il a omis une chose, qui figurait dans le discours du Trône, à savoir les services de garde d'enfants à 10 \$ par jour.

Je soulève cette question parce que l'année dernière, pendant le budget, j'ai demandé au chef de l'opposition s'il appuierait le budget parce qu'il contenait cette mesure. Il m'a répondu que cela n'arriverait probablement jamais parce que les libéraux l'avaient promis pendant des décennies.

Nous en sommes maintenant au point où presque toutes les provinces et tous les territoires ont signé l'entente sur la garde d'enfants à 10 \$ par jour. Je me pose la question suivante. Peut-il nous dire quelle sera l'incidence de cette mesure sur les familles?

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, le gouvernement a fait cette promesse il y a 25 ans. Les enfants de l'époque ont grandi et ont des enfants à leur tour. Maintenant, ils ont enfin reçu ce que le gouvernement avait promis de leur donner. Je ne sais pas si le gouvernement peut en être fier.

Les libéraux ont fait cette promesse pendant 25 ans. Il ne leur a fallu que 25 ans pour la réaliser et ils veulent qu'on les félicite. Ces enfants ont grandi. Ils ont maintenant leurs propres enfants et le gouvernement fait enfin ce qu'il avait promis de faire il y a 25 ans.

Ce que je veux que les Canadiens sachent, c'est que nous ne pensons pas qu'attendre 25 ans pour quelque chose soit acceptable. Nous croyons absolument que les services de garde d'enfants sont essentiels et importants. Nous ne voulons pas nous contenter de signer des ententes à court terme, mais voulons faire en sorte que ces mesures deviennent permanentes et durables afin que tous les Canadiens aient accès à des services de garde d'enfants.

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais savoir si le chef du NPD partage ma déception quant au fait que le discours ne mentionne pas du tout l'agriculture, compte tenu du rôle important que les agriculteurs et l'industrie agricole jouent dans cette pandémie et dans la relance économique. Le discours ne mentionne pas non plus nos militaires et ne reconnaît pas le travail incroyablement que les Forces armées canadiennes ont accompli pour aider les Canadiens dans le besoin tout au long de la pandémie.

L'Adresse

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, je veux reconnaître que nos forces armées ont fait un travail très important durant la pandémie. Elles ont fait un travail incroyable, notamment pour soutenir nos proches dans les établissements de soins de longue durée. La crise qui a touché les établissements de soins de longue durée n'aurait jamais dû se produire. Les forces armées se sont certainement mobilisées et ont fourni un service incroyable, et je tiens à le souligner.

Je veux également reconnaître que, lorsque nous parlons des Forces armées canadiennes, un grand nombre de membres actifs et de personnes qui ont travaillé dans les forces armées ont été négligés par le gouvernement. Le gouvernement n'a pas su régler les problèmes de violence et d'agression sexuelles en donnant suite aux recommandations fondamentales formulées en 2015 — il y a six ans — visant à mettre en place un processus indépendant.

Nous venons d'entendre l'histoire déchirante d'une femme qui a déposé une plainte et qui n'a reçu aucun soutien. Une mesure législative adoptée il y a deux ans aurait dû fournir à cette femme un soutien pour naviguer dans le système, mais elle a dû se débrouiller seule pour avoir accès à des services juridiques et faire part de ses préoccupations.

De même, l'agriculture est d'une importance cruciale. Une chose dont nous sommes fiers en tant que pays, c'est que nous avons des agriculteurs et un secteur agricole incroyables. C'est quelque chose que nous devons renforcer et soutenir davantage. Les néo-démocrates sont depuis longtemps des défenseurs des agriculteurs et du secteur agricole, et nous continuerons de l'être.

• (1255)

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais entendre le point de vue de mon collègue et savoir si son parti appuierait la proposition du Bloc québécois de tenir un sommet sur le financement de la santé, plutôt que de permettre au fédéral de dicter des conditions aux provinces, lesquelles ont pourtant compétence en matière de santé selon la Constitution. Ce sommet permettrait de discuter du rétablissement d'un financement adéquat et durable pour que les provinces puissent s'occuper convenablement de la santé avec les moyens nécessaires.

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, nous convenons de l'importance de parler et de travailler ensemble.

Nous, les néo-démocrates, croyons fermement qu'il faut bien financer les soins de santé, c'est-à-dire augmenter les transferts en santé. Le gouvernement réduit ces transferts depuis des décennies. Nous sommes en faveur d'un système public et universel, ce qui implique que nous devons bien le financer. Nous sommes en faveur de l'augmentation des transferts en santé pour défendre notre système public et universel.

[Traduction]

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Madame la Présidente, je remercie le député de Burnaby-Sud d'avoir rappelé l'urgence de la situation à la Chambre et d'avoir mis en lumière la réalité pour les gens dans nos collectivités. Vous avez parlé de peur et d'incertitude, et je le constate certainement dans ma circonscription, Port Moody-Coquitlam. Les gens sont inquiets pour leur avenir et ils ont besoin d'un logement.

Que puis-je leur dire pour apaiser ces inquiétudes?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle à la députée qu'elle doit adresser toutes ses questions et observations à la présidence et non directement au député.

Le député de Burnaby-Sud a la parole.

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, je tiens à remercier la députée de Port Moody-Coquitlam de son action pour le logement et de son engagement auprès de ses concitoyens. Je pense qu'ils seront très bien servis avec elle à la Chambre.

Nous sommes profondément préoccupés par le logement. Je comprends que les gens de la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique, et de partout au Canada soient profondément inquiets. Ce que je veux que les gens sachent, c'est que nous les voyons, que nous les entendons et que nous nous battons pour eux. Nous savons que le gouvernement fédéral a un rôle incroyablement important à jouer dans la lutte contre la crise du logement, et nous allons nous battre de toutes nos forces pour faire en sorte que le logement soit abordable, pour nous attaquer aux prix spéculatifs et aux forces qui font monter les prix, et pour qu'on investisse dans la construction d'un plus grand nombre de logements à la portée du budget des gens. Nous pouvons le faire. Nous savons que c'est réalisable. Nous devons mobiliser toutes les ressources possibles, et je veux que les Canadiens sachent que nous allons nous battre pour eux.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je remercie le chef du Nouveau Parti démocratique pour sa réponse au discours du Trône. Je suis d'accord avec lui sur la plupart de ses propos.

Je suis toutefois préoccupée, et c'est une question difficile. La température moyenne de la planète a augmenté de 1,1 degré par rapport à ce qu'elle était avant la révolution industrielle, et 1,5 degré n'est pas une terre sûre. Le danger augmentera de plus en plus.

Le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique, comme les libéraux fédéraux, dit une chose et en fait une autre. Il a augmenté les subventions aux combustibles fossiles et a favorisé la fracturation et le gaz naturel liquéfié. Je n'ai pas entendu le chef du NPD interpellé le NPD de l'Alberta et dire qu'il est temps d'arrêter la construction de l'oléoduc Trans Mountain et de prendre ces travailleurs, qui travaillent maintenant pour nous et sont payés par nous, et tout l'équipement qu'ils utilisent justement dans les régions de la Colombie-Britannique où nous avons besoin de travail en matière de prévention des inondations et de reconstruction, et de convertir la société d'État Trans Mountain en une opération d'action climatique et de résilience. Ils doivent arrêter le projet Trans Mountain.

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, les néo-démocrates sont fermement convaincus de l'importance de mettre fin aux subventions pour les combustibles fossiles, tout comme de l'importance d'investir dans les énergies renouvelables.

Nous avons une occasion incroyable d'investir dans l'avenir. Nous pourrions investir dans de bons emplois pour aujourd'hui et pour demain, et nous pourrions créer de bons emplois pour des travailleurs qui se demandent de quoi sera fait leur avenir. En ces temps très difficiles, nous avons une occasion incroyable d'investir dans ce qui garantira aux travailleurs de bons débouchés maintenant et demain, et dans des mesures grâce auxquelles nous serons certains de contribuer à la lutte contre la crise climatique. C'est ce que nous nous engageons à faire.

L'Adresse

Nous voulons une juste transition qui s'appuie sur un plan réel et clair pour les travailleurs. Nous voulons voir le Canada faire sa part dans la lutte contre la crise climatique avec de vrais investissements, réduire les émissions et investir dans les énergies renouvelables. Voilà ce pour quoi nous allons nous battre.

[Français]

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, je voudrais poser la question suivante à mon collègue le député de Burnaby-Sud, concernant l'impact sur les personnes âgées, et le refus du gouvernement jusqu'à maintenant de cesser de mettre fin au Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées qui ont également reçu des prestations d'urgence pendant la pandémie.

A-t-il vu un impact? Il a beaucoup parlé à ce sujet. Quel est donc l'impact du refus du gouvernement de corriger son erreur?

• (1300)

M. Jagmeet Singh: Madame la Présidente, la décision du gouvernement fédéral a vraiment eu un fort impact sur nos aînés.

Ce sont des aînés vulnérables, qui ont partagé des histoires horribles dans lesquelles ils ne peuvent pas payer leurs factures ou ont peur de perdre leur maison ou leur logement. L'impact de la décision du gouvernement frappe donc fort, et il doit corriger la situation.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Avant de reprendre le débat, nous avons un recours au Règlement.

Le député de New Westminster—Burnaby a la parole.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, pendant que le chef du NPD faisait son discours, le député de Jonquière est passé entre vous et notre collègue le député de Burnaby-Sud.

[Traduction]

Comme vous le savez, madame la Présidente, c'est de toute évidence contraire au Règlement. Les députés ne peuvent pas passer entre la présidence et la personne qui a la parole. Je demande qu'à la période des questions, vous rappeliez à tous les députés qu'il est important de respecter le Règlement. Nous sommes peut-être un peu rouillés, à cause de la COVID. Tous les députés doivent respecter cet article du Règlement et ne pas passer entre le Président et la personne qui a la parole.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je remercie beaucoup le député de son recours au Règlement. Je rappellerai cette règle aux députés et je veillerai à ce que le Président, qui sera présent pendant la période des questions, en soit avisé.

Je tiens à rappeler aux députés qu'interrompre les orateurs ou parler pendant que quelqu'un d'autre a la parole n'est pas acceptable. De plus, passer devant une personne qui a la parole n'est pas convenable. Je demande aux députés de garder à l'esprit le Règlement de la Chambre et de le respecter.

La députée d'Hochelega a la parole.

[Français]

Mme Soraya Martínez Ferrada (Hochelega, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Don Valley-Est.

Tout d'abord, j'aimerais saluer et les citoyens et les citoyennes d'Hochelega et les remercier de la confiance qu'ils m'ont accordée pour ce deuxième mandat. En sillonnant les rues d'Hochelega au

cours de mon dernier mandat, j'ai rencontré des femmes, des hommes, des entrepreneurs, des commerçants, des représentants d'organismes communautaires qui nous ont remerciés de toute l'aide qui leur a été apportée durant la pandémie.

Maintenant que nous sommes dans une période de relance, les demandes sont claires et les citoyens et les citoyennes souhaitent qu'on augmente l'offre de logement et l'accessibilité à la propriété, qu'on lutte avec audace contre les changements climatiques, qu'on assure une croissance économique verte, résiliente et inclusive, qu'on défende la diversité et l'inclusion, et qu'on assure la survie de la langue française. C'est exactement ce que nous avons présenté dans le discours du Trône.

Nous sommes dans une crise du logement au Québec et partout au Canada. Se loger est un besoin essentiel, c'est un droit fondamental. D'ailleurs, j'aimerais rappeler à la Chambre que notre gouvernement a mis en place la toute première Stratégie nationale sur le logement.

Quand j'étais une jeune adulte, je me suis retrouvée dans un quatre et demi, au troisième étage, avec ma mère et mes deux frères, dont l'un est en fauteuil roulant. On peut imaginer la lourde tâche de ma mère de monter trois étages tous les jours pendant des années.

Aujourd'hui, je pense à Fatima, à Ali, à Joanne, qui sont sur des listes d'attente d'un logement abordable et social. Je pense que nous avons le devoir de travailler ensemble, car cette situation ne s'est manifestement pas améliorée. Pour les familles, le stress et l'anxiété de trouver un logement répondant à leurs besoins sont bien réels.

Prenons l'exemple des étudiants. Ma circonscription compte un nombre important d'étudiants...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): L'honorable députée de Beauport—Limoilou souhaite invoquer le Règlement.

Mme Julie Vignola: Madame la Présidente, nous sommes tous ici afin d'écouter les discours et de voir les précisions qui sont apportées.

Il y a une marque de respect que nous devrions tous être capables de démontrer en tant qu'adultes. Même mes élèves adolescents du secondaire le savent: il s'agit de se taire et d'écouter lorsqu'une personne parle. C'est une question de respect.

• (1305)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je remercie l'honorable députée de Beauport—Limoilou de son intervention.

Je viens tout juste d'aviser les députés du respect qu'ils doivent démontrer à la Chambre. Si certains députés ont besoin d'avoir des discussions, je les encourage fortement à sortir de l'enceinte, démontrant ainsi leur respect pour les orateurs.

La parole est à l'honorable députée d'Hochelega pour la reprise du débat.

Mme Soraya Martínez Ferrada: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de l'opposition de son intervention.

Comme je le disais, dans ma circonscription, un nombre important d'étudiants se voient dans l'obligation de cohabiter dans des logements petits et de plus en plus chers.

L'Adresse

Il y a aussi un réel enjeu d'itinérance et offrir plus de logements est une solution indéniable. Je pense à l'organisme l'Anonyme qui, grâce au financement du programme Vers un chez-soi, a pu lancer une offre d'hébergement pour les personnes qui ne se qualifient pas pour l'obtention d'un logement social, ou à l'organisme CAP-CARE qui, grâce à un financement de 1 million de dollars, a offert plus de 22 000 nuitées aux personnes en situation d'itinérance. Aujourd'hui, ces personnes vivent dans l'incertitude de trouver un lieu permanent pour répondre à un besoin urgent.

Je tiens aussi à souligner le lien étroit entre pauvreté, accès au logement et dépendance aux drogues. La pauvreté et l'itinérance figurent parmi les principales causes de la crise des opioïdes. Partout au Canada, cela représente environ 17 décès par jour, et 14 décès par mois rien qu'à Montréal.

La Direction régionale de santé publique de Montréal compte une augmentation de 25 % des décès liés à la consommation de drogues entre mars 2020 et mars 2021. Des organismes tels que l'Anonyme, Dopamine ou CAP-CARE sont en première ligne dans la lutte contre les opioïdes. Je tiens d'ailleurs à les remercier pour leur engagement, leur dévouement et tout le travail qu'ils font tous les jours sur le terrain.

Je suis consciente, ainsi que le gouvernement, qu'il reste encore beaucoup de travail à faire, notamment dans la circonscription d'Hochelaga. D'un océan à l'autre, notre gouvernement travaillera avec acharnement et en collaboration avec les provinces et les territoires pour améliorer l'accès au logement, débloquer des fonds pour plus de logements et protéger le droit des citoyens et des citoyennes.

L'accès à un logement est essentiel, mais l'accès à des espaces verts de qualité à proximité de chez-soi est porteur de santé physique et psychologique. Vivre dans un milieu de vie de qualité est aussi un droit. Notre gouvernement investit plus de 60 millions de dollars pour réduire la pollution, s'adapter aux changements climatiques et soutenir la croissance économique propre. Nous en avons fait une priorité.

Dans Hochelaga et l'Est de Montréal, la lutte contre les changements climatiques nous touche particulièrement. Le passé industriel a laissé un lourd héritage: des terrains extrêmement contaminés, des îlots de chaleur, un manque d'infrastructure de transport, de pistes cyclables et, bien sûr, un manque flagrant de verdure.

D'ailleurs, un collectif de médecins disait dernièrement ceci dans une lettre ouverte publiée dans *La Presse*:

[...] les quartiers avec un plus haut degré de défavorisation socioéconomique, comme c'est le cas pour Hochelaga-Maisonneuve, enregistrent un plus grand déficit de verdure et un taux plus élevé d'îlots de chaleur.

Qu'on le dise clairement: cette combinaison est mortelle.

Il est impératif que nous allions tous de l'avant avec des mesures à la fois vigoureuses et audacieuses. C'est pourquoi le gouvernement souhaite notamment plafonner et réduire les émissions du secteur pétrolier et gazier, investir massivement dans le transport en commun et rendre obligatoire la vente de véhicules carboneutres.

Nous devons appuyer des mesures locales afin que toutes les communautés partout au pays contribuent à la lutte contre les changements climatiques. Un exemple concret dans ma circonscription est le financement d'une serre verticale dans un secteur industriel important. C'est une première dans l'Est de Montréal. À terme, cette ferme va pouvoir produire 80 tonnes de légumes pour les banques alimentaires et pour les citoyens et les citoyennes. Non seulement il

faut un toit et un milieu de vie vert de qualité, mais il faut aussi un réfrigérateur bien plein.

J'en profite pour saluer le travail des organismes qui œuvrent dans les banques alimentaires et qui ont été au front de la première ligne. C'est une chance qu'ils aient été là pour soutenir l'ensemble des citoyens, les aînés, les familles et les gens en situation d'itinérance. Je leur dis un gros merci.

Quand on parle d'une économie résiliente et inclusive, cela suppose que nous soyons là, comme gouvernement, pour soutenir les familles, les travailleurs et les entreprises à passer à travers cette pandémie.

Nous sommes des gens d'action. On sait d'ailleurs que ma collègue la ministre des Finances a déposé le projet de loi C-2 pour la prolongation de certains programmes pour la relance économique.

Pour les travailleurs, nous continuerons de nous assurer que personne ne sera laissé pour compte, en établissant la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement et en prolongeant la prestation pour proches aidants et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique.

Il n'y a pas un jour sans que des employés, des employeurs et des organismes communautaires m'affirment que, par les mesures que nous avons prises durant la pandémie, ils ont été sauvés, ainsi que leur entreprise.

L'une des mesures importantes du discours du Trône est le premier système d'apprentissage et de garde d'enfants pancanadien. Il va non seulement soutenir l'économie, mais aussi le retour des femmes au travail. On le sait, elles ont été durement touchées par cette pandémie.

• (1310)

C'est inacceptable que des familles aient de la difficulté à trouver un endroit abordable pour leurs enfants. C'est inacceptable que des pères et des mères aient à choisir entre leur carrière et leurs enfants. Notre gouvernement a d'ailleurs conclu une entente avec le gouvernement du Québec. Il s'agit d'une entente historique de 6 milliards de dollars qui permettra d'améliorer le réseau de garderies québécois, réseau dont nous sommes très fiers depuis plus de 20 ans.

Plusieurs députés à la Chambre sont issus de l'immigration. Nous comptons sur plusieurs entrepreneurs, artistes, restaurateurs, scientifiques, professeurs émérites ou travailleurs étrangers, pour ne nommer que ceux-là. Ces personnes ont contribué à construire un pays résilient et compétitif, et elles continuent à le faire.

La vitalité de notre économie reposera sur une capacité de recevoir de nouveaux citoyens et citoyennes, et notre gouvernement est déterminé à faciliter ce processus. Je tiens à féliciter mon équipe de circonscription et celles de mes collègues pour leur travail. Dans le cas de mon équipe, elle a travaillé sur plus de 400 dossiers d'immigration depuis mon arrivée.

L'Adresse

Pour notre gouvernement, le plus important est la lutte contre la COVID-19, et je pense que c'est le plus important pour nous tous. Avec les variants, nous voyons bien que nous devons toujours rester vigilants. C'est ce que nous devons et allons faire en collaboration avec les différents paliers de gouvernement. Nous avons donné les outils aux travailleurs de la santé partout au pays pour y arriver. Je n'ai pas de mots assez forts pour remercier les travailleurs de la santé et les travailleurs de première ligne de leur travail. Nous pouvons maintenant être fiers que 85 % des Canadiens et des Canadiennes âgés de 12 ans et plus soient vaccinés. Voilà un exemple qui illustre bien que lorsqu'on travaille et qu'on collabore, on peut y arriver. Nous sommes conscients qu'il y a encore du travail à faire en ce qui concerne l'accessibilité des soins de santé. Nous devons travailler avec les provinces et les territoires afin de renforcer le système de santé et de trouver des solutions à des problèmes spécifiques, notamment la question de la santé mentale.

En tant que femme racisée, j'ai été victime de profilage. Mes enfants, nés au Québec, sont aussi victimes de profilage. Nous devons reconnaître que le racisme systémique existe, et il faut s'y attaquer. Il est temps que cela change et qu'on s'assure que les gens sont protégés de la discrimination. Cela commence par la réforme des systèmes de police et de justice pénale.

En tant que fière francophone, je suis heureuse de voir que la modernisation de la Loi sur les langues officielles fait partie des priorités de nos gouvernements. Nous devons protéger et promouvoir le français, langue minoritaire en Amérique du Nord.

Je vais terminer mon allocution en parlant de la Loi sur la radiodiffusion. S'il y a une urgence climatique, il y a aussi une vraie urgence culturelle francophone. J'invite tous mes collègues de la Chambre à voter en faveur des prochains projets de loi qui viseront à sauvegarder la langue française au pays.

[Traduction]

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, beaucoup d'habitants de la circonscription de Kenora et de tout le Nord de l'Ontario me disent qu'ils subissent les effets de l'augmentation du coût de la vie. L'inflation monte en flèche. Il est important que le gouvernement dépense de façon responsable, qu'il contrôle les dépenses et qu'il réduise le déficit pour améliorer cette situation. Le déficit et la dette ne sont manifestement pas des priorités dans le discours du Trône. La députée peut-elle nous éclairer et nous dire quand le gouvernement compte, le cas échéant, équilibrer le budget?

[Français]

Mme Soraya Martinez Ferrada: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de l'opposition de sa question.

J'aimerais lui poser une question. Ce que les députés de l'opposition nous disent aujourd'hui, c'est que, pendant la pandémie, nous aurions dû laisser à eux-mêmes les citoyens et les citoyennes de partout au pays.

Les gens de ma circonscription nous remercient, parce que les mesures que nous avons prises ont permis de sauver leurs industries et leurs emplois, et elles ont permis aux gens de payer leur loyer en plus de payer la nourriture.

La question que j'aimerais poser à mon collègue de l'opposition est la suivante. Quelles mesures auraient-ils éliminées?

• (1315)

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, le discours de ma collègue du gouvernement contient plusieurs éléments sur lesquels j'aurais des questions à poser.

Cela dit, je vais m'attarder à la question du français. Il est important de valoriser et de préserver notre langue, en plus de faire en sorte qu'elle rayonne. Un des moyens de la préserver, de la valoriser et de la faire rayonner, c'est d'accepter les étudiants francophones qui viennent étudier ici et qui, ensuite, s'investissent dans notre communauté. Or on apprend qu'un logiciel rejette systématiquement plus de 80 % des demandes de visas d'étudiants francophones.

Comment peut-on agir pour protéger le français lorsqu'un logiciel rejette systématiquement les demandes des personnes francophones? On met le tort sur le dos du logiciel, mais il ne faut pas oublier que ce dernier a été programmé par un humain et qu'une décision finale est ensuite prise par un fonctionnaire.

Mme Soraya Martinez Ferrada: Madame la Présidente, au début du dernier mandat, j'ai eu l'honneur et le privilège de servir à titre de secrétaire parlementaire à l'immigration, et je peux assurer à ma collègue que l'ensemble du travail du gouvernement vise à améliorer le processus d'immigration. Ce processus est un pilier vital de la relance économique qui s'en vient, et cela me va faire plaisir de travailler avec ma collègue afin d'assurer plus d'immigration francophone au Canada, pas seulement pour le Québec, mais partout au pays pour contribuer à la vitalité francophone en Amérique du Nord.

[Traduction]

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais d'abord féliciter la députée d'Hochelega de sa réélection à la Chambre et aussi profiter de cette première occasion de m'exprimer pour remercier les électeurs d'Esquimalt-Saanich-Sooke de m'avoir réélu pour un quatrième mandat afin que je défende leurs intérêts à la Chambre.

Je suis très heureux d'entendre la députée d'Hochelega soulever les problèmes du logement et de l'itinérance à Montréal. Nous avons les mêmes problèmes dans ma circonscription. J'étais également heureux de l'entendre parler de la crise des opioïdes et de voir qu'elle sait combien les familles ont du mal à joindre les deux bouts au jour le jour.

Ce dont elle n'a pas parlé et dont il n'est question nulle part dans le discours du Trône, c'est de l'inquiétude que suscitent les mesures de recouvrement liées au Supplément de revenu garanti pour les aînés qui ont perçu la Prestation canadienne d'urgence et les mesures de recouvrement liées à l'Allocation canadienne pour enfants. Nous avons affaire à une mesure gouvernementale qui retire littéralement la nourriture de la table de familles et d'aînés et qui les expose à perdre leur toit dans nos deux circonscriptions.

La ministre a-t-elle fait part au gouvernement de cette inquiétude au sujet des recouvrements auprès des aînés et pour l'Allocation canadienne pour enfants?

L'Adresse

[Français]

Mme Soraya Martinez Ferrada: Madame la Présidente, le gouvernement s'est donné pour priorité le soutien non seulement des familles, mais aussi des aînés. Je ne peux pas deviner ce que contiendront les futurs budgets du gouvernement, mais je peux assurer que nous avons pris des engagements lors de la dernière campagne électorale. Je serai l'une des personnes qui porteront haut et fort la question des aînés. Ayant moi-même une maman de 73 ans, j'avoue qu'elle m'en parle tous les jours.

[Traduction]

M. Michael Coteau (Don Valley-Est, Lib.): Madame la Présidente, c'est un réel honneur pour moi d'être ici aujourd'hui. J'ai pour la première fois l'occasion de prendre la parole à la Chambre et j'en suis très reconnaissant. Je tiens à vous souhaiter, madame la Présidente, ainsi qu'à tous les députés, tout le succès possible, et vous assurer que je me réjouis à l'idée de collaborer avec toutes et tous.

La vision exposée dans le discours du Trône correspond vraiment à la campagne que j'ai faite, à ce que j'ai dit à mes concitoyens quand je suis allé à leur rencontre. C'est de ces sujets qu'ils m'ont parlé. Je tiens à profiter de ce moment, parce que c'est ma première intervention à la Chambre, pour remercier les habitants de Don Valley-Est de la confiance qu'ils m'accordent. Je crois qu'ils m'ont élu parce que je représente leurs valeurs et leurs intérêts. Je leur suis sincèrement reconnaissant de m'avoir élu député afin que je parle en leur nom.

Quand j'ai discuté avec mes concitoyens à leur porte, les questions exposées dans le discours du Trône revenaient constamment. La sécurité publique, la réconciliation, l'abordabilité, le logement, bâtir une économie équitable, les changements climatiques ainsi que l'inclusion et la diversité sont autant de sujets qui étaient prioritaires pour les habitants de Don Valley-Est et de tout le pays.

J'aime aller frapper aux portes. J'aime parler avec mes concitoyens pendant une campagne. Ce n'est pas à cause de la perspective d'une victoire, mais parce que cela me rapproche des gens. Nous en apprenons plus au sujet des membres de notre collectivité, nous découvrons quelles sont leurs valeurs, comment ils vivent, quelles difficultés ils connaissent, leurs idées, leurs rêves et aussi leurs aspirations, ce qu'ils aspirent à faire. Il arrive que nous n'adhérons pas à la même philosophie ou idéologie politique ou même que nous ne soyons pas du même avis sur les solutions à certains problèmes, mais au fond, nous voulons une chose. Nous voulons ce qu'il y a de mieux pour notre collectivité et pour notre pays.

Le discours du Trône expose une vision sur laquelle le gouvernement a fait campagne, une vision pour laquelle les Canadiens ont voté et une vision qui tient compte des priorités de ce magnifique pays et de ma collectivité. La réconciliation fait partie des principaux enjeux mentionnés durant la campagne. Il n'était pas facile de parler de réconciliation sur les pas de porte. Souvent, le sujet les touchait personnellement ou les citoyens déclaraient en avoir assez que les choses n'avancent pas assez vite dans l'histoire de ce pays pour réparer les torts du passé.

Une chose était claire. Les Canadiens veulent que le gouvernement aille plus vite et ils veulent que nous prenions d'autres mesures concrètes pour réussir à renforcer les relations avec les Autochtones et atténuer les conséquences du colonialisme et de ses effets dévastateurs sur les Autochtones. Peu leur importe l'ordre de gouvernement ou s'il s'agit d'un conseil scolaire, d'une collectivité

ou d'une entreprise; ils veulent que tout le monde soit au diapason et travaille de concert pour arriver à des résultats. Le gouvernement, comme moi, souhaite se rapprocher des objectifs de la réconciliation et de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. La tâche n'est pas aisée, mais en collaborant, en faisant preuve de transparence et de confiance, je crois que nous y parviendrons.

La COVID et la sécurité publique sont évidemment d'autres sujets dont il a été question. Je pense que le discours du Trône renouvelle et recentre vraiment notre engagement en matière de sécurité publique. Pendant 21 mois, des familles ont été dévastées, les entreprises et les collectivités ont souffert, et beaucoup de mes concitoyens ont éprouvé de grosses difficultés financières à cause de la COVID. Ils n'ont plus touché de salaire. Des entreprises ont dû fermer leurs portes sans savoir quand elles pourraient rouvrir. C'est pour cette raison que le gouvernement a agi sans tarder pour mettre en œuvre des mesures d'aide pour les Canadiens et les entreprises de tout le pays.

Le gouvernement a fait des investissements sans précédent, et c'était la chose à faire dans une période aussi difficile. Les Canadiens ont reçu de l'aide; les entreprises ont pu payer les factures et, en contrepartie, l'économie a survécu. En octobre, les 3 millions d'emplois perdus pendant la crise de la COVID avaient été retrouvés. Le discours du Trône disait clairement que la lutte contre la COVID n'est pas terminée et qu'il y a encore beaucoup à faire. C'est pourquoi le gouvernement continuera de faire des investissements ciblés dans les personnes et les entreprises aux prises avec des difficultés, de renforcer le système de santé et de s'associer aux provinces, aux territoires et aux municipalités pour mener à bien le travail. Je suis fier aujourd'hui de savoir que, quand la situation est devenue vraiment difficile pour les Canadiens, le gouvernement était là pour les soutenir.

● (1320)

Nous savons également qu'avant la COVID, il y avait beaucoup d'autres problèmes. Certains d'entre eux n'ont pas disparu et, en fait, la COVID en a peut-être exacerbé quelques-uns. Du prix de l'essence à la pompe au prix de l'épicerie, il est de plus en plus difficile pour les Canadiens de s'en sortir avec le coût de la vie. Comme l'indique le discours du Trône, le gouvernement prend des mesures. En tant que députés, nous avons l'obligation de trouver des moyens de rendre la vie plus abordable pour nos électeurs, et je suis convaincu que les priorités énoncées dans le discours du Trône permettront de faire un pas en ce sens.

À Don Valley-Est, où j'habite, le prix moyen d'une maison est d'environ 1,3 à 1,5 million de dollars. Cela a forcé beaucoup de mes amis avec qui j'ai grandi, beaucoup de gens, à aller ailleurs. Il y a des quartiers plus abordables en Ontario, mais ils restent hors de portée pour beaucoup de gens aujourd'hui, en raison de la hausse radicale du prix des maisons dans la province. Les gens sont aussi en concurrence avec les investisseurs. J'ai lu récemment que les gens qui vivent dans la région du Grand Toronto, où se trouve la circonscription que je représente, et qui veulent accéder au marché immobilier doivent gagner environ 200 000 \$ par année. Ce n'est pas à la portée de beaucoup de gens dans ma collectivité. Le gouvernement a réagi pour relever certains des défis liés à ce problème. Il va créer un incitatif plus souple pour l'achat d'une première maison, mettre en œuvre un programme de location avec option d'achat et investir 4 milliards de dollars dans un fonds pour accélérer la construction de logements.

L'Adresse

J'ai aussi entendu dire que la garde d'enfants est devenue une préoccupation croissante pour les Canadiens. C'est pourquoi, dans le discours du Trône, le gouvernement a présenté le programme national de garderies à 10 \$ par jour, qui aidera beaucoup les familles de ma collectivité et de tout le pays. Les frais de garde d'enfants qui sont si élevés en Ontario et ailleurs au Canada obligent les familles à prendre des décisions difficiles. Aucun parent ne devrait avoir à choisir entre la qualité des services de garde et son retour au travail.

Un autre problème qui revient constamment, et c'est probablement l'un des principaux problèmes qui ont été soulevés lorsque je faisais du porte-à-porte, est celui des changements climatiques. Les Canadiens ne veulent pas lâcher prise. Ils veulent mettre le Canada sur une voie durable pour protéger notre pays et la prochaine génération. Les libéraux croient que le rôle du gouvernement est d'être à l'affût des changements qui s'annoncent et qui sont nécessaires, d'être à l'avant-garde de ces changements et d'utiliser les changements climatiques comme une occasion de faire croître notre économie. Le discours du Trône énonce un programme ambitieux et réalisable, qui consiste à bâtir une économie plus juste et plus verte et à fournir aux jeunes les compétences dont ils ont besoin pour aller de l'avant. C'est pourquoi j'ai été heureux de voir les investissements dans le transport en commun et les exigences liées à la vente de véhicules zéro émission, qui nous aideront à respirer un air plus pur. Cela signifie toutefois de travailler en collaboration avec les provinces et les municipalités et de renforcer notre partenariat avec les communautés autochtones pour protéger la nature et nous concentrer sur notre avenir.

Enfin, j'aimerais parler d'une autre priorité du gouvernement qui figurait dans le discours du Trône, soit la diversité. J'ai passé la plus grande partie de ma vie à lutter pour la diversité, l'équité et l'inclusion, à chercher des moyens d'uniformiser les règles du jeu. C'est ce qui m'a attiré en politique. J'ai toujours cherché des moyens d'éliminer les obstacles et de créer des possibilités. En libérant le plein potentiel des personnes, on peut vraiment libérer le plein potentiel de notre pays. Nous devons travailler ensemble, peu importe nos allégeances politiques, afin de nous assurer que notre pays demeure concurrentiel et de maximiser notre potentiel. Nous voulons vivre dans un pays où les gens se sentent en sécurité et où ils sentent que leurs droits sont protégés; un pays où ils travaillent fort en sachant qu'au bout du compte, ce travail acharné sera payant. C'est ce dont il est question dans le discours du Trône. Il s'agit d'ouvrir des possibilités et d'éliminer les obstacles, car c'est ensemble que nous pouvons réussir. C'est sur cette base que notre pays a été bâti.

La vision présentée par le gouvernement dans le discours du Trône est ambitieuse et elle ne se concrétisera pas du jour au lendemain, mais si nous nous y engageons, et j'y suis engagé, nous y arriverons. Nous ne pouvons pas nous permettre de passer à côté de cela.

• (1325)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de son élection. J'ai hâte d'apprendre à le connaître et de travailler avec lui.

Comme beaucoup de députés ministériels l'ont fait au cours des dernières semaines, mon collègue a parlé des garderies. J'aimerais souligner que les libéraux font de telles promesses concernant les garderies depuis avant ma naissance. Cela montre à quel point ils prennent cette question au sérieux. Avec tout le respect que je dois

au député d'en face, pourquoi les Canadiens devraient-ils croire que les libéraux vont vraiment tenir parole cette fois-ci?

M. Michael Coteau: Madame la Présidente, je ne sais pas si le député connaît mon histoire, mais je viens de l'Assemblée législative de l'Ontario, dont j'ai démissionné pour me porter candidat aux élections fédérales.

L'Ontario n'a pas encore d'entente parce que les conservateurs de cette province la bloquent. En tant que représentant de l'Ontario, j'espère que nous pourrions mettre ce régime en place. C'est ce qui s'est produit dans la majeure partie du pays, mais les conservateurs s'y opposent en Ontario. Je souhaite que le premier ministre de la province et ses collègues de l'Assemblée législative de l'Ontario aillent de l'avant avec un plan visant à soutenir les services de garde à 10 \$ par jour.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, redémarrer l'économie n'est pas une mince affaire: il est urgent de le faire, mais il faut procéder avec beaucoup de doigté pour ne pas augmenter l'inflation.

Il existe plusieurs façons d'y parvenir, notamment en favorisant l'immigration et en facilitant l'accès à la citoyenneté et à la résidence permanente. Cela pourrait régler beaucoup de problèmes. Cependant, certaines personnes dans ma circonscription attendent leur résidence permanente depuis deux, trois ou quatre ans, alors que d'autres attendent depuis 10 mois leur cérémonie de citoyenneté.

On veut redémarrer l'économie. Des gens qui sont déjà ici sont prêts à travailler dans plusieurs domaines, mais on les ralentit. Quand et comment arrêtera-t-on de faire cela?

• (1330)

[Traduction]

M. Michael Coteau: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord pour dire que l'immigration contribue non seulement à notre reprise économique post-COVID, mais aussi à notre compétitivité à l'échelle internationale. Nous devons améliorer le système d'immigration dans lequel, malheureusement, la COVID a occasionné beaucoup de retards.

Je suis tout à fait d'accord pour dire que l'immigration joue un rôle important dans la mise en valeur du plein potentiel de notre pays. En tant que député de Don Valley-Est, je ferai tout en mon pouvoir pour trouver des moyens de contribuer à cette réussite économique.

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Qujannamiik, Uqaqtittiji.* Je tiens à féliciter le député de Don Valley-Est de son élection et d'avoir souligné l'importance de la réconciliation.

J'aimerais toutefois corriger le député au sujet des communautés des Premières Nations, des Métis et des Inuits, et de leur souci de travailler avec tous les ordres de gouvernement. Elles s'en soucient. Elles s'en soucient même énormément. Il est important, lorsque nous parlons des communautés des Premières Nations, des Métis et des Inuits, de toujours reconnaître que notre relation et notre réconciliation avec elles sont extrêmement importantes, et que l'on doit travailler dans un esprit de réconciliation et toujours montrer que nous nous soucions énormément de la réconciliation.

Cela dit, j'aimerais demander au député quel engagement il peut prendre pour faire en sorte que le gouvernement libéral fasse une priorité du travail accompli par le NPD pour assurer la mise en place d'un mécanisme du logement dirigé par les Autochtones.

M. Michael Coteau: Madame la Présidente, lorsqu'il est question de réconciliation, ce n'est pas une initiative d'un parti, mais bien un mécanisme non partisan. Quel que soit le parti politique auquel on adhère, et c'est le principe directeur que j'utilise lorsqu'il s'agit d'aller de l'avant avec la réconciliation, à moins de trouver le chemin de la réconciliation, le pays n'atteindra jamais son plein potentiel en tant que nation. C'est le problème auquel nous devons nous attaquer comme Canadiens pour aller de l'avant.

M. Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Carleton.

Je tiens à remercier les électeurs de Simcoe-Nord de m'avoir fait confiance pour défendre leurs intérêts en cette Chambre. Je remercie tous les bénévoles qui ont contribué à ma campagne.

Je tiens à remercier mes collègues candidats et leurs bénévoles d'appuyer le processus politique et de renforcer notre démocratie.

Je n'oublierai jamais que je représente ici le point de vue de tous mes électeurs et que je défendrai tous les points de vue dans l'intérêt de ma collectivité et de notre pays. Les derniers mois, pendant lesquels j'ai frappé à des milliers de portes et parlé à un grand nombre d'électeurs, ont éclairé ma compréhension de notre démocratie.

Je tiens également à remercier la classe de cinquième année de Mme Downer, qui m'a souhaité la bienvenue dans mes nouvelles fonctions en me rappelant qu'il faut continuer à travailler à la vérité et à la réconciliation avec les peuples autochtones.

J'ai beaucoup de pain sur la planche. Des gens formidables de divers partis ont pris la parole avant moi, notamment Paul Devillers, qui a été un excellent représentant de Simcoe-Nord, et, bien sûr, le grand Doug Lewis, qui m'a guidé tout au long de ma campagne d'investiture et de ma campagne électorale. Plus récemment, Bruce Stanton, un homme intègre qui a un immense respect pour cette institution, a admirablement servi Simcoe-Nord pendant près de 16 ans.

Beaucoup d'entre nous ne seraient pas ici sans l'amour et le soutien de notre famille et de nos amis. Je tiens donc à remercier mes parents, qui m'ont offert un environnement propice à chaque occasion, ma joyeuse bande et, bien sûr, Jane, ma formidable épouse. J'aime d'ailleurs dire que je suis déjà un expert en compromis bipartisan, car si ma conjointe était dans cette Chambre, elle serait assise de l'autre côté de l'allée. Il y a également de nombreuses personnes qui se sont intéressées à l'évolution de ma carrière professionnelle au fil des ans, comme Hugh Moncrieff, ce dont je suis reconnaissant.

Mon mentor politique était le regretté Jim Flaherty, un homme bien connu dans cette enceinte pour sa loyauté farouche, son grand talent d'orateur, son habileté à gérer les crises et son engagement indéfectible envers le service public. Dans une lettre, le ministre Flaherty m'a un jour mis au défi de ne pas oublier l'importance des enjeux publics et de saisir l'occasion de changer le monde pour le mieux, parfois pour des particuliers et d'autres fois pour la population. Il m'a enseigné la valeur de la responsabilité financière et du service public.

L'Adresse

C'est dans ce contexte que je suis fier de siéger à la Chambre en cette 44^e législature et de discuter du discours du Trône.

J'ai l'avantage d'avoir été au ministère des Finances pendant la dernière grande crise économique, la grande récession. À cette époque, nous avons appris que les dépenses de relance doivent être temporaires, ciblées et opportunes. Avec le gouvernement libéral, nous n'avons qu'un critère sur trois. Même le grand musicien Meatloaf ne serait pas satisfait.

À l'heure actuelle, on prévoit que la croissance économique sera de 5 % en 2021 et de 5 % en 2022. Ce n'est pas le moment de faire des dépenses supplémentaires. Le discours du Trône prévoit 100 milliards de dollars de nouvelles dépenses, qui seront financées par le déficit. La vérité, en ce qui concerne la dette, c'est que nous ne pouvons pas dire non et que nous ne pouvons tout simplement pas nous en empêcher. Tous les ordres de gouvernement, les particuliers et les entreprises n'ont jamais été aussi endettés. Si la dette était une drogue, nous serions des toxicomanes. Nous devrions nous en préoccuper en raison de ce qu'il en coûte pour assurer le service de la dette et de l'incidence que cela a sur notre capacité à fournir des services aux Canadiens.

Si les taux d'intérêt atteignent les niveaux de 2019, les coûts du service de la dette fédérale augmenteront de près de 60 %, soit environ 13 milliards de dollars par année, et ce, avant d'inclure toute mesure prévue dans le discours du Trône. Cet argent doit venir de quelque part. Soit il sera imposé dans l'économie, soit les services seront réduits, soit nous devons nous endetter davantage.

Ces dépenses supplémentaires créent un risque important pour notre économie et pour les générations futures. J'ai deux jeunes enfants, Davie et Cooper. Je crains que le gouvernement dont ils hériteront ne soit définitivement incapable de relever les défis de leur époque. Les décisions que nous prenons aujourd'hui en matière de dépenses auront des répercussions sur les générations futures, qui auront à payer les services sociaux sur lesquels tous les Canadiens comptent, comme les soins de santé, l'éducation, le soutien aux aînés ou même la préparation à la prochaine pandémie ou catastrophe environnementale.

Je demande à mes collègues d'imaginer un instant ce qui serait arrivé si le gouvernement avait été au pouvoir pendant la grande récession. Nous aurions dépensé plusieurs fois ce qui l'a été, avec pour résultat que nous aurions moins eu la capacité financière d'affronter la pandémie actuelle. En fait, le gouvernement a dépensé avant la pandémie près de 100 milliards de dollars que nous n'avions pas. Il a dépensé cet argent, alors que le chômage était presque au plus bas et que nous affichions une belle croissance économique.

Quand la conjoncture est favorable, il semble que la réponse soit de dépenser. Quand les temps sont durs, la réponse est de dépenser davantage. Le gouvernement dépense sans penser aux conséquences pour l'avenir. Certains économistes lui conseillent de mettre un frein en expliquant qu'il n'est pas nécessaire de continuer à dépenser, car on risque d'alimenter l'inflation.

● (1335)

Évidemment, le gouvernement devait intervenir pour aider les Canadiens pendant la pandémie. Il a eu raison de le faire et de soutenir les Canadiens les plus touchés. Cependant, il y avait un temps pour dépenser. L'heure est maintenant venue de se recentrer sur la croissance économique et sur l'augmentation de la capacité de production des Canadiens et des entreprises.

L'Adresse

Nous pourrions renforcer les services à large bande dans les régions rurales beaucoup plus vite que le plan actuel ne le prévoit, mettre en œuvre une réforme fiscale complète et mettre l'accent sur la productivité, la croissance économique, la pénurie de main-d'œuvre ou même sur l'abaissement des obstacles au commerce intérieur. Voilà autant de moteurs économiques importants dont il n'est pas fait mention dans le discours du Trône. Il est malheureux que nous ne débattions pas pour savoir quels programmes fonctionnent et quels autres sont à présent inutiles. Si le gouvernement proposait des réductions dans certains domaines afin de financer ces nouveaux domaines prioritaires, nous nous réjouissons d'avoir cette discussion.

Nous devons être prêts à faire certains sacrifices et à renoncer à certaines choses pour nous concentrer sur nos priorités. Il est facile de gouverner en dépensant à tout va, mais c'est politiquement opportuniste.

On penserait qu'avec tout l'argent dépensé, personne n'est laissé de côté. Cependant, dans ma circonscription, des propriétaires de petite entreprise, y compris d'une salle de quilles, sont laissés pour compte. Ils voient d'autres personnes et d'autres entreprises et, dans certains cas, ils entendent même parler de membres du crime organisé qui profitent des programmes d'aide liés à la COVID, mais Andy et Kathy n'arrivent pas à obtenir le soutien dont ils ont besoin pour que leur entreprise continue de tourner.

Les agents de voyage indépendants sont un autre exemple. On en compte environ 12 000 au Canada et ce sont, dans 85 % des cas, des femmes. Pendant cette pandémie, ils ont été laissés pour compte. Apparemment, ils n'ont pas droit aux nouvelles mesures d'aide financière liées à la COVID, même si le gouvernement décourage les gens de prendre l'avion. Ils font partie des oubliés depuis le début.

Le gouvernement a versé des milliards de dollars à des entreprises cotées en bourse. Il a donné des centaines de millions à des transporteurs aériens. Cependant, il a dit à certaines de nos plus petites entreprises qu'elles n'étaient pas assez importantes. Donc, quand le gouvernement dépense, il semble qu'il ne le fasse pas si bien. Il est important que les décisions du gouvernement soient réfléchies, ciblées et efficaces. Malheureusement, le gouvernement n'a guère de plan.

Si mes collègues ne sont pas convaincus par mes arguments, je citerai un célèbre chroniqueur du *Globe and Mail* qui a déclaré « ne soyez pas dupes ». Le discours du Trône « contient beaucoup de choses, mais il y manque une vision pour reconstruire l'économie ».

Nous devons tout faire pour stimuler les débouchés économiques pour les Canadiens mais nous devons dépenser dans la mesure de nos moyens. Si nous proposons une vision économique cohérente pour le Canada, la relance dépendra beaucoup moins des dépenses publiques.

C'est grâce à une activité économique accrue du secteur privé, des petites entreprises et des innovateurs que nous créerons de la richesse et de la prospérité pour les Canadiens. Nous ne le ferons pas en misant sur des dépenses gouvernementales excessives qui ne feront que limiter les générations futures. L'avenir de nos enfants en dépend. En fait, à maintes reprises dans cette enceinte, nous avons parlé d'équité intergénérationnelle en matière d'environnement. Je soutiens que cette même passion devrait nous animer lorsque nous parlons de responsabilité financière.

Je suis convaincu que tous les députés souhaitent la même chose. Nous voulons laisser notre pays dans un meilleur état pour nos enfants et nos petits-enfants. J'ai hâte de travailler à cet objectif commun avec les députés de tous les partis à la Chambre.

● (1340)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté les commentaires du chef de l'opposition officielle puis ceux du député d'en face. Ce qui m'inquiète, c'est que je m'attends à ce que les conservateurs votent contre le discours du Trône, ce qui ne me surprendrait pas, et je ne pense pas que cela surprendrait qui que ce soit au Canada.

En fin de compte, nous avons devant nous des plans très concrets. L'un d'entre eux est le projet de loi C-2, qui doit permettre de continuer à aider les Canadiens à traverser la pandémie, qu'il s'agisse de particuliers ou de petites entreprises, en particulier.

Sachant que le député votera contre le discours du Trône, pourrait-il nous dire ce qu'il compte faire du plan concret dont il est question dans le projet de loi C-2?

M. James Bezan: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Conformément à l'article 43(2)a) du Règlement, je voudrais indiquer que les temps de parole seront divisés en deux pour toutes les réponses restantes des députés du caucus conservateur au discours du Trône.

M. Adam Chambers: Madame la Présidente, ce serait bien de parler du projet de loi C-2 au comité, si nous pouvions le constituer pour qu'il reprenne ses travaux.

Bien entendu, nous devons venir en aide aux Canadiens. Cependant, nous devons aussi veiller à ce que ceux qui ont le plus besoin d'aide soient aussi ceux qui reçoivent cette aide. Nous le saurions si nous pouvions discuter du projet de loi C-2 afin de voir qui n'y sont pas inclus. Dans mon discours, j'ai mentionné quelques personnes, notamment les agents de voyage indépendants qui ne semblent pas être visés par le projet de loi C-2. Nous aimerions avoir des précisions à ce sujet. Je crois qu'il serait important de comprendre à fond le projet de loi avant de décider de l'appuyer ou non.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, une autre question qui a fait surface dans ma circonscription, Vancouver-Est, concerne les entreprises en démarrage. Elles ont été exclues du soutien pendant la pandémie et bon nombre d'entre elles éprouvent des difficultés. Nous avons maintenant l'occasion, avec le projet de loi C-2, d'apporter des changements afin que les entreprises en démarrage puissent obtenir le soutien dont elles ont besoin pour survivre à la pandémie.

Les conservateurs appuieraient-ils un tel changement?

M. Adam Chambers: Madame la Présidente, c'est exactement le genre de débat que nous devons avoir au sujet d'un projet de loi comme le projet de loi C-2 afin de pouvoir parler de ceux qui sont laissés pour compte. Les entreprises en démarrage et les personnes qui ne peuvent pas prouver qu'elles avaient des revenus avant 2019 ou 2020 ont et ont eu de la difficulté à obtenir un soutien du gouvernement pendant la pandémie. Je suis d'accord avec ma collègue pour ce qui est du point qu'elle a soulevé et j'aimerais que nous puissions en discuter davantage avec le gouvernement.

• (1345)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux d'être ici. Je tiens à remercier le député pour son excellent exposé. Je suis sûr que ses électeurs sont très fiers de ce qu'il a à dire.

Le député a soulevé un certain nombre de points en ce qui concerne la nécessité pour le gouvernement d'établir des priorités. Le gouvernement libéral, avant même que la pandémie ne frappe, a éprouvé des difficultés lorsqu'il a fait une analyse des économies et des coûts et qu'il a dit qu'il fallait dépenser davantage. Le député a parlé de la nécessité d'avoir un œil attentif. Il y a certains secteurs qui souffrent de la maladie des coûts. Par exemple, le secteur des budgets provinciaux axés sur la main-d'œuvre, comme les soins de santé, a besoin de nouvelles technologies et est fortement axé sur les gens. Si le gouvernement n'est pas en mesure de prioriser ses dépenses dans les secteurs où elles iront le plus loin, nous perdrons le contrôle de ces choses parce qu'il est incapable de budgétiser.

Les libéraux appellent souvent cela de l'austérité. Pour moi, cela s'appelle établir des priorités. J'aimerais entendre ce que le député a à dire sur l'établissement de priorités et sur la nécessité de s'assurer que nous avons de l'argent pour les choses importantes dans la vie.

M. Adam Chambers: Madame la Présidente, ceux qui ont trop de priorités n'en ont probablement pas du tout. Je suppose que l'ancien chef du Parti libéral avait raison lorsqu'il a dit qu'il était très difficile d'établir des priorités. C'est pourquoi nous devons choisir judicieusement ce à quoi nous voulons consacrer notre argent. Si nous parlions de la possibilité de réduire les dépenses dans un secteur parce que nous pensons que les services de garde d'enfants sont vraiment importants et qu'il est important d'investir dans d'autres secteurs du gouvernement, nous serions évidemment heureux d'avoir un tel débat.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Madame la Présidente, j'ai l'habitude de considérer ma réponse au discours du Trône comme mon premier discours au cours de chaque législature, et je veux commencer par remercier les bonnes gens de Carleton de m'avoir élu une septième fois à la Chambre. Ils m'ont accordé leur confiance, et j'en suis profondément touché.

Je veux remercier ma femme Anaida, ma fille Valentina et notre nouveau bébé, le petit Cruz. Cruz est né huit jours avant les élections. Il est né prématurément. Il s'est dépêché d'arriver, puis on lui a dit qu'il devait attendre 18 ans avant de pouvoir voter. C'est un autre exemple de la paperasserie et des règles qui freinent les gens. Le pauvre petit ne pouvait même pas voter pour son papa. Nous espérons remédier à cela lorsque nous serons au pouvoir. L'autre chose qu'il a découverte, c'est qu'il a une dette fédérale d'environ 60 000 \$.

Ce sont là deux mauvaises nouvelles, mais tout le reste a été une bonne nouvelle pour lui. Il a une mère merveilleuse et aimante, et il a la chance de lui ressembler plus qu'à son père, ce qui, tous les députés en conviendront, est une bonne chose. Comme les membres peuvent le constater, je n'ai pas été élu pour mes beaux yeux, mais je suis très reconnaissant à ma famille de son soutien.

Je tiens également à remercier mon père Don, ma mère Marlene et mon frère Patrick, ainsi que les innombrables bénévoles, travailleurs et autres partisans qui m'ont soutenu contre vents et marées. Je suis très heureux d'être de retour sur le parquet de la

L'Adresse

Chambre des communes pour travailler avec tout le monde ici au service des gens ordinaires.

Aujourd'hui, j'aimerais parler de la question que tout le monde pose.

[Français]

Pourquoi tout coûte-t-il tellement cher? Peu importe où l'on va, c'est plus cher. Les jeunes qui habitent toujours dans le sous-sol de leurs parents se demandent pourquoi le prix de l'immobilier a tant augmenté. La mère monoparentale qui fait l'épicerie se demande pourquoi il coûte si cher d'acheter de la nourriture pour ses enfants. Le travailleur qui essaie de faire le plein se demande pourquoi il ne peut pas se permettre plus que le quart du réservoir de son camion.

La réponse est claire: l'inflation. Trop d'argent existe pour trop peu de produits et de services. Comment cela est-il arrivé? Les libéraux essaient de blâmer la COVID-19 et les blocages qui en résultent.

C'est bizarre parce que tant la ministre des Finances que les actuel et précédent gouverneurs de la Banque du Canada ont dit que la COVID-19 allait causer une déflation. Pourtant, cette semaine, on a entendu M. Stephen Poloz prétendre que la COVID-19 cause l'inflation, alors que c'est lui qui avait dit que le problème que nous aurions serait la déflation. Les mêmes personnes qui ont dit qu'il y aurait une déflation à cause de la COVID-19 blâment maintenant cette dernière pour l'inflation.

La COVID-19 n'est évidemment pas la cause principale. On le sait parce que beaucoup d'autres pays ont aussi eu la COVID-19, mais ont un taux d'inflation beaucoup plus bas qu'ici, au Canada parce qu'ils ont imprimé moins d'argent qu'ici. Je pense ici à des pays comme l'Arabie saoudite, la Suisse, l'Australie, Singapour, la Corée du Sud, l'Inde, la Chine, le Japon, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie, la France et le Royaume-Uni. Pour sa part, le gouvernement du Canada a pris la décision de suivre la politique désastreuse des États-Unis et d'imprimer de l'argent pour financer un déficit.

• (1350)

Aux États-Unis, on a pu voir le résultat de cette politique: les riches sont devenus beaucoup plus riches. Leurs actifs ont augmenté. Or, le salaire des pauvres et de la classe ouvrière perd de la valeur. Leur dollar achète moins à cause de l'offre de cette monnaie. Évidemment, aux États-Unis, les deux partis principaux, les républicains et les démocrates, sont d'accord sur une chose, et seulement une. Les deux partis aiment imprimer l'argent. En effet, les républicains aiment financer Wall Street et les démocrates aiment financer Washington. Un parti aime les grandes entreprises et l'autre aime le grand gouvernement. Pour financer les deux, ils impriment beaucoup d'argent et cela a causé des effets très négatifs pour les pauvres; cela a augmenté l'écart entre les riches et les pauvres.

Ici, au Canada, nous n'avons pas suivi cette approche. Pendant les années Harper, il n'y a eu presque aucune inflation. Après la grande récession de 2008-2009, nous avons eu la meilleure reprise économique et nous avons éliminé le déficit en cinq ans. Nous y sommes parvenus parce que nous n'avons pas imprimé d'argent. Nous avons dépensé de vrais dollars afin d'aider les Canadiens pendant la crise et nous avons retrouvé l'équilibre budgétaire peu après.

Déclarations de députés

Soudainement, en 2020, pendant la crise de la COVID-19, le gouvernement a décidé de commencer à suivre l'approche de la Réserve fédérale américaine, c'est-à-dire d'imprimer de l'argent afin de payer les factures parce que les déficits du Canada étaient les plus élevés au sein du G20 et que le gouvernement n'était pas capable de trouver le financement requis dans le marché obligataire normal. Le résultat est qu'on a augmenté le montant d'argent en circulation de 400 milliards de dollars, une augmentation d'à peu près 25 %.

Depuis ce temps, on a observé une inflation exorbitante. Par exemple, en immobilier, le prix d'une maison a augmenté de 30 %. C'est bizarre, parce qu'en pleine crise de la COVID-19, on aurait pensé que les prix auraient baissé. Il n'y a pas d'immigration, ce qui réduit la demande. Les salaires ont diminué, ce qui réduit l'argent avec lequel les gens peuvent acheter des maisons. Les gens avaient peur; normalement, cela a pour effet de faire hésiter les gens à faire des achats.

Cependant, les prix n'ont pas juste augmenté, ils ont augmenté à la vitesse la plus grande de l'histoire moderne de la propriété au Canada. On ne peut pas blâmer les chaînes d'approvisionnement internationales puisque le terrain n'a pas de chaîne d'approvisionnement. Le terrain est ici depuis des milliers, peut-être des millions d'années; on n'ajoute pas, on n'enlève pas le terrain. Donc, quand la valeur du terrain brut augmente de 20 % en un an, cela n'a rien à voir avec un virus ou avec la livraison de biens. Encore une fois, on ne met pas le terrain sur un navire pour l'emmener ici au Canada. C'est donc un phénomène de demande. Qu'est-ce qui a causé cette demande?

Quand le gouvernement a imprimé les 400 milliards de dollars, il n'a pas jeté cet argent d'un avion. Il serait peut-être plus juste de faire comme cela plutôt qu'utiliser l'argent comme il le fait. Le gouvernement donne cet argent aux banques et ces banques le prêtent aux acheteurs de maison qui augmentent les prix de l'immobilier.

• (1355)

Le phénomène est donc causé par le gouvernement, et cela crée une grande injustice. Il faut arrêter d'imprimer de l'argent, éliminer ces déficits et permettre aux constructeurs de bâtir des maisons. Ainsi, les Canadiens pourront avoir une vie digne et respectable.

[Traduction]

M. Yasir Naqvi (Ottawa-Centre, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon ami de Carleton pour son intervention d'aujourd'hui. J'ai eu l'impression d'entendre un discours de leadership de sa part. J'ai eu la chance de travailler avec lui pendant de nombreuses années. Il a parlé de la famille; il y avait un peu d'humour et beaucoup de français. C'est un bon exercice pour lui. Il se débrouille très bien.

Le député parle souvent de l'économie, et à juste titre. C'est un sujet de conversation très important pour nous tous, surtout au moment où nous relançons notre économie après une pandémie. Cependant, je ne l'ai pas entendu parler de la garde d'enfants et de sa valeur en tant que politique économique qui permettrait aux femmes de participer pleinement à notre économie. J'aimerais beaucoup entendre son point de vue à ce sujet.

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, je remercie le député de ses bons mots. J'ai bien aimé les conversations avec lui. J'ai d'ailleurs eu la chance de rencontrer ses charmants enfants, qui étaient sur la Colline du Parlement la semaine dernière. Je pense qu'il les prépare à se présenter aux élections, mais il devrait faire attention, car il pourrait ne pas rester longtemps à son siège si l'un

d'eux est trop ambitieux. Cela dit, je le félicite pour son élection et pour sa merveilleuse famille.

La question sur les services de garde d'enfants est particulièrement pertinente, car, comme le gouvernement ne cesse de nous le rappeler, les services de garde d'enfants sont plus coûteux que jamais après six années de gouvernement libéral. C'est ironique, car chaque fois que les libéraux disent qu'ils vont dépenser de l'argent pour une chose en particulier, cette chose devient beaucoup plus chère. Ils ont dit qu'ils allaient dépenser 70 milliards de dollars pour le logement, et qu'est-il arrivé au logement? Il est devenu beaucoup plus cher. La maison moyenne est passée de 450 000 \$ à 716 000 \$. Maintenant, les acheteurs de maisons paient plus cher et les contribuables paient plus cher pour la même chose qui, auparavant, coûtait moins cher pour les deux.

J'espère simplement que les libéraux n'obtiendront pas les mêmes résultats en matière de garde d'enfants qu'en matière de logement, car Dieu sait que les parents paient déjà trop cher.

Le Président: Le député de Carleton disposera de trois minutes pour répondre aux questions à la reprise du débat. Pour l'instant, nous passons aux déclarations de députés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LES AÎNÉS

Mme Jean Yip (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier les habitants de Scarborough—Agincourt de m'avoir encore une fois accordé leur confiance pour les représenter à Ottawa. Je suis particulièrement reconnaissante envers mes trois fils et les nombreux bénévoles qui m'ont appuyée sans réserve. Je vais défendre les intérêts des habitants de ma circonscription à l'égard des enjeux qui les préoccupent le plus: la reprise après la pandémie ainsi que le soutien aux familles, aux travailleurs et aux petites entreprises, sans oublier les aînés, car ils méritent de pouvoir vieillir dans les meilleures conditions possible une fois à la retraite.

Récemment, nous avons accueilli la nouvelle ministre des Aînés dans ma circonscription pour aller visiter l'organisme Senior Persons Living Connected. Cet organisme à but non lucratif fait de l'excellent travail pour répondre aux besoins de plus de 2 500 aînés et aidants naturels de notre communauté. Nous avons personnellement constaté les bienfaits du programme Nouveaux Horizons pour les aînés, notamment des séances d'activité physique auxquelles les aînés pouvaient participer en groupe, que ce soit en personne ou en ligne. Je me réjouis de constater qu'une nouvelle période d'inscription pour ce programme a débuté la semaine dernière.

Ce sont des initiatives comme celles-ci qui représentent l'engagement du gouvernement à appuyer les Canadiens, et j'ai très hâte de pouvoir continuer d'offrir ce soutien aux habitants de Scarborough—Agincourt.

• (1400)

LE DÉPUTÉ DE NIAGARA FALLS

M. Tony Baldinelli (Niagara Falls, PCC): Monsieur le Président, c'est un immense honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois à la Chambre des communes au cours de cette 44^e législature, après avoir été réélu à titre de député de la magnifique circonscription de Niagara Falls. Je tiens à remercier sincèrement les habitants de Niagara-on-the-Lake, Niagara Falls et Fort Erie de continuer à me faire confiance en me renvoyant dans cette incroyable enceinte, la Chambre du peuple, pour les représenter et défendre leurs intérêts. Je tiens également à prendre un moment pour remercier les bénévoles dévoués qui m'ont soutenu pendant la campagne. Ce que nous avons accompli le soir des élections n'a été possible que grâce au travail acharné de toutes les personnes concernées.

Je tiens également à remercier toute ma famille, notamment ma magnifique conjointe, Carol, et mon fils, Daniel. Je ne serais pas ici aujourd'hui sans leur amour et leur soutien constants.

Enfin, je profite de l'occasion pour féliciter le Président pour sa récente élection. Je me réjouis à la perspective de travailler avec tous mes collègues parlementaires des deux chambres afin de résoudre les nombreux problèmes urgents auxquels les Canadiens sont confrontés aujourd'hui.

Mettons-nous au travail.

* * *

FREDERICK B. ROWE

M. Churence Rogers (Bonavista—Burin—Trinity, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour rendre hommage à un grand homme de Terre-Neuve-et-Labrador décédé dernièrement, M. Frederick B. Rowe.

Père, grand-père, éducateur et politicien, il était fêru de politique et a consacré sa vie à l'amélioration de la démocratie populaire dans notre province. Il a beaucoup contribué au développement communautaire et laisse donc un solide héritage.

M. Rowe a longtemps fait carrière en politique. Il a notamment été député provincial dans deux districts avant de devenir directeur du Parti libéral pour Terre-Neuve-et-Labrador, un poste qu'il a longtemps occupé. Il était reconnu comme un fidèle libéral doté d'une grande ténacité. Au fil des ans, il a tissé de nombreux liens d'amitié et de collaboration. Il adorait les histoires d'explorations marines et les histoires drôles, et il aimait profondément ses enfants et ses petits-enfants. Il incarnait plusieurs des caractéristiques qui font la fierté et la particularité de Terre-Neuve-et-Labrador.

Au nom de l'ensemble du Parlement, je transmets mes condoléances à celle qui a été son épouse pendant 61 ans, Sandra, ainsi qu'à toute sa famille et à tous ceux dont il a touché la vie pendant les décennies où il a été au service de la population.

* * *

[Français]

L'ENTRAIDE DANS MIRABEL

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, au Québec seulement, 600 000 citoyens ont recours à l'aide alimentaire chaque mois, selon l'organisme Les Banques alimentaires du Québec.

Déclarations de députés

Je me permets de souligner, à l'approche de la période des Fêtes, l'importante solidarité dont font preuve les citoyennes et les citoyens de ma circonscription. Pas moins de huit guignolées s'organisent actuellement sur le territoire.

Je remercie la Maison de la famille de Mirabel, les Chevaliers de Colomb de Sainte-Anne-des-Plaines, de Pointe-Calumet et de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, le Club Optimiste d'Oka, le Comité d'action sociale de Saint-Joseph-du-Lac, ainsi que les pompiers de la ville de Saint-Placide.

Accompagnés de leurs précieux bénévoles, ils font une différence majeure dans la vie de centaines de familles. Je remercie chacune et chacun d'entre eux de cette magnifique preuve d'entraide. En ce sens, j'invite l'ensemble des citoyennes et des citoyens de Mirabel à rejoindre ce grand mouvement de solidarité et à donner généreusement.

* * *

LA DÉPUTÉE DE SAINT-LAURENT

Mme Emmanuella Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de me lever à la Chambre pour la première fois, en cette session parlementaire, afin de dire un grand merci à tous les citoyens et toutes les citoyennes de Saint-Laurent. Ils ont encore une fois, pour un troisième mandat, mis leur confiance en moi pour les représenter à la Chambre des communes.

[Traduction]

Je vais continuer de faire tout en mon pouvoir pour les représenter du mieux possible à Ottawa.

Je veux aussi remercier mon équipe d'infatigables bénévoles, qui ont su transmettre notre message et inciter les gens à aller voter. Je n'aurai pas pu réussir sans eux. J'aimerais saluer en particulier trois personnes qui se sont présentées jour après jour: Yasmine, Aldo et Kuddian. Je les remercie de leurs efforts et de leur bonne humeur.

Je remercie ma directrice de campagne, Pina, de tout le temps et les efforts qu'elle a consacrés à la campagne. Merci d'avoir offert un soutien moral sans égal au cours des jours plus difficiles. Mon dernier remerciement, et non le moindre, va à ma famille, pour leur soutien indéfectible au cours des derniers quatre ans et demi. Merci à maman et à papa, à Gianni et à yiayia, qui ont toujours été mes plus fervents partisans.

* * *

• (1405)

L'AGRIBITION DE L'OUEST CANADIEN

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière s'est tenue à Regina l'Agribition de l'Ouest canadien, dont c'est le 50^e anniversaire cette année. Souvent qualifié de meilleure exposition de bétail du monde, l'Agribition est le plus grand événement du genre au Canada et constitue un carrefour de commerce agricole pour les exploitants de ranch et les entreprises agricoles.

Depuis la création de l'événement, Evraz Place à Regina a été le lieu de retombées économiques de millions de dollars. Les producteurs s'y rendent pour mettre en commun des pratiques exemplaires, des innovations en technologie agroalimentaire et, surtout, la génétique du bétail d'origine canadienne, de réputation internationale.

Déclarations de députés

Ceux qui ont assisté à l'événement cette année affirment que ce fut un franc succès et une excellente occasion de rencontrer de nouveau en personne des amis, anciens et nouveaux, après l'annulation de l'édition de l'an dernier.

J'invite les députés à se joindre à moi pour remercier le PDG de l'Agribition, Chris Lane, son équipe de direction et les bénévoles dévoués qui ont veillé au bon déroulement de l'événement.

* * *

MARDI JE DONNE

M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.): Monsieur le Président, la journée d'aujourd'hui, le 30 novembre, est spéciale. Après le Vendredi fou et le Cyberlundi, c'est le Mardi je donne, un mouvement mondial de générosité.

Dans ma circonscription, Dartmouth—Cole Harbour, nous voyons des actes de gentillesse tous les jours. Nous en voyons chez les organismes de bienfaisance et les organismes sans but lucratif qui améliorent le sort de nos concitoyens, chez nos travailleurs de première ligne courageux et altruistes qui continuent de nous aider à traverser la pandémie, et chez les merveilleux bénévoles qui organisent des programmes et des activités communautaires, y compris les entraîneurs qui assistent aux pratiques de hockey de nos enfants à 6 heures.

En ce Mardi je donne, nous devrions tous trouver un moyen de faire preuve de générosité et faire tout en notre pouvoir pour que nos collectivités demeurent formidables. Je demande aux gens d'envisager de faire du bénévolat auprès d'un de leurs organismes préférés ou de verser un don. Ils pourraient même accomplir des actes de bonté spontanés dans leur collectivité.

Je demande à tous les Canadiens d'inspirer d'autres à faire le bien en ce Mardi je donne et toute l'année.

* * *

LE DÉPUTÉ DE RICHMOND-CENTRE

M. Wilson Miao (Richmond-Centre, Lib.): Monsieur le Président, en tant que nouveau député, j'ai l'honneur de prendre la parole pour la première fois au nom des résidents de Richmond-Centre.

Je souhaite remercier les gens de ma collectivité qui ont exercé leur droit de vote et qui m'ont fait confiance pour les représenter à Ottawa. C'est grâce à eux si je me trouve ici.

Je veux aussi remercier mes amis, les bénévoles et tous ceux qui m'ont aidé durant la campagne électorale, ainsi que ma famille, en particulier ma mère Lisa, mes deux sœurs Jenny et Connie, ma partenaire Zoe et mon père Michael qui nous observe de tout là-haut.

Je félicite les députés de tous les partis qui ont été élus ou réélus et j'aimerais féliciter le Président de sa réélection.

Je me réjouis à la perspective de travailler paisiblement avec tous les députés pour résoudre les enjeux les plus fondamentaux aux yeux des Canadiens et des résidents de Richmond-Centre. Alors que nous traversons des temps difficiles, les collectivités souhaitent que la Chambre soit plus unie que jamais afin d'apporter de réels changements et d'établir un dialogue sérieux.

HANOUKA

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Monsieur le Président, partout au Canada, les communautés juives célèbrent le début de Hanouka. Pendant huit nuits, les familles juives du pays se réuniront pour allumer une menorah et raconter l'histoire du miracle de Hanouka. Cette fête des lumières célébrée pendant huit jours commémore la victoire que les Maccabées ont remportée contre leurs oppresseurs il y a plus de deux millénaires. Cette semaine, les communautés juives illumineront leurs foyers et célébreront les miracles qui ont permis au peuple juif de survivre pendant des siècles.

La fête de Hanouka est une occasion de penser aux bienfaits apportés par la vie et de rendre hommage à la résilience du peuple juif face aux immenses épreuves qu'il a dû surmonter. C'est aussi l'occasion de souligner les difficultés auxquelles les communautés juives doivent encore faire face, y compris les actes antisémites inacceptables qui sont encore commis dans nos collectivités.

Le Canada a la chance de compter une communauté juive dynamique qui a contribué à enrichir sa société. Au nom de ma famille, je souhaite une très joyeuse Hanouka à toutes les familles qui prendront part aux célébrations ce soir.

Chag Chanukah sameach.

* * *

● (1410)

JOSÉE FOREST-NIESING

M. Marc Serré (Nickel Belt, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec énormément de tristesse que nous avons appris le décès tragique de notre collègue et amie l'honorable sénatrice Josée Forest-Niesing. La volonté d'aider les autres faisait partie de son ADN. Elle a milité avec ardeur pour défendre les plus vulnérables, aider les gens à réaliser leur potentiel et protéger l'environnement.

[Français]

Elle partageait la passion de ses parents, Normand et Marie-Paule, pour la protection de la langue française et du patrimoine. Ses incroyables réalisations, sa générosité, l'abondance de personnes qu'elle a touchées et aidées ne seront jamais oubliées.

Un fonds a été créé à la mémoire de Josée Forest-Niesing à la Place des Arts du Grand Sudbury. Nous allons toujours nous souvenir de son beau sourire et de sa joie de vivre.

J'offre mes sincères condoléances à son époux, Robert, à ses enfants, Véronique et Philippe, à sa mère, Marie-Paule, à ses sœurs, Sylvie et Dominique, ainsi qu'à tous ceux et celles qui l'aimaient et la connaissaient.

Repose en paix Josée, chère amie de tous.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le président, quand j'étais enfant, la foresterie faisait vivre ma famille. Cette industrie demeure vitale pour les habitants de Kamloops-Thompson-Cariboo.

Six jours après la visite du premier ministre à Washington, les États-Unis ont doublé les tarifs douaniers sur le bois d'œuvre résineux canadien. Cet incident démontre ce que nous avons appris ces six dernières années: le premier ministre n'a aucune influence sur notre principal partenaire commercial. Il n'est pas respecté sur la scène mondiale et il se moque de nos ressources naturelles.

Des milliers de personnes de ma communauté vivent de la foresterie et ces tarifs mettent en péril leur domicile, leur famille et leur moyen de subsistance. Nos travailleurs forestiers méritent que quelqu'un les défende, et je veux que les gens de ma collectivité sachent que les conservateurs se battraient pour leur emploi et leur famille, même si le gouvernement ne le fait pas.

* * *

LES INONDATIONS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, une autre rivière atmosphérique atteint actuellement la Colombie-Britannique. Nous nous préparons à subir de nouvelles inondations. J'insisterai auprès du comité fédéral-provincial de rétablissement après les inondations, qui vient d'être formé, pour qu'il fournisse les infrastructures essentielles que les petites collectivités n'ont pas les moyens de payer, qu'il répare les digues et qu'il remanie la politique d'intervention en cas d'urgence, afin de tirer des leçons de nos erreurs.

Il va sans dire que des autoroutes et des voies ferrées sont toujours inondées, et que de nombreux habitants de nos communautés rurales et majoritairement autochtones se retrouvent isolés, alors que l'on annonce encore des conditions météorologiques imprévisibles. Ce manque de contrôle peut provoquer un sentiment de désespoir, mais nous ne devons pas nous laisser abattre. Nos efforts sont mieux coordonnés que la semaine dernière, et ils le seront encore mieux la semaine prochaine. Je remercie les bénévoles, les travailleurs des services d'urgence, les militaires et toutes les personnes qui ont fait des dons en argent partout au Canada. Ce sont ces Canadiens qui s'unissent pour s'entraider qui font du Canada le meilleur pays au monde.

Je travaillerai sans relâche pour obtenir les ressources dont la Colombie-Britannique a besoin aujourd'hui et dans l'avenir.

* * *

AUSTIN HUNT ET GORDON WAINDUBENCE

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapuskasing, NPD): Monsieur le Président, la collectivité de l'île Manitoulin a récemment perdu deux géants du monde politique.

Plus tôt ce mois-ci, le canton de Billings a perdu un grand leader municipal: monsieur Austin Hunt. Dès ses débuts comme chauffeur de Lester B. Pearson, jusqu'à la fin de sa carrière municipale qui s'est échelonnée sur 65 ans, cet homme a été une vraie force de la nature. Au moment de sa retraite, il a été reconnu comme le politicien qui a siégé le plus longtemps dans tout le Canada. Sa vision en matière de politique municipale a eu des échos partout dans le Nord de l'Ontario, notamment dans le cadre de ses fonctions de membre de la Fédération des municipalités du nord de l'Ontario.

En outre, Gordon Waindubence, chef de la nation anishinabe, a entrepris son voyage dans le monde des esprits la semaine dernière. Gordon faisait partie de la Première Nation de Sheguiandah et son travail portait sur l'unification de la nation anishinabe ainsi que sur la préservation de l'héritage culturel et de la langue. Il avait à cœur

Déclarations de députés

de rétablir les systèmes traditionnels des clans et de créer la Constitution anishinabe afin de renforcer la structure de gouvernance traditionnelle. Reginald Niganobe, le grand chef anishinabe, a déclaré que les enseignements de Gordon et sa bonté continueront de faire leur œuvre pendant encore longtemps.

J'offre mes plus sincères condoléances aux familles et aux communautés de ces grands leaders qui ont laissé un héritage intemporel dans la culture politique de Manitoulin.

* * *

● (1415)

[Français]

LA BATAILLE DE LA CÔTE 355

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, nous avons souligné la semaine dernière le 70^e anniversaire de la bataille de la côte 355, qui s'est déroulée en 1951 durant la guerre de Corée. La côte 355 était le point stratégique à défendre. Menée dans la boue, la neige et le froid, cette longue et très pénible bataille n'aurait pu s'appeler victoire sans la participation héroïque des soldats canadiens-français du 22^e Régiment, dont un certain Léo Major.

En effet, seulement quelques années après avoir libéré une ville à lui seul et fait prisonniers 93 soldats ennemis durant la Seconde Guerre mondiale, notre Rambo québécois y va d'un nouvel exploit militaire. Grâce à son courage, à son savoir-faire et à son entêtement, Léo Major a guidé ses troupes vers un autre succès militaire à la colline 355.

On appelle peut-être ce conflit la guerre oubliée, mais, au Québec, nous nous souvenons.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Ryan Williams (Baie de Quinte, PCC): Monsieur le Président, alors que la saison des Fêtes est à nos portes, les Canadiens découvrent que le pays est frappé par l'inflation et que le coût du logement arrive au second rang parmi les plus élevés au monde. Dans la circonscription de Baie de Quinte, une aînée récemment retraitée a communiqué avec mon bureau cette semaine pour qu'on l'aide à obtenir des fonds additionnels parce que son rêve de retraite a tourné au cauchemar. Cette dame vit dans une maison modeste mais, compte tenu de la hausse des prix, elle n'arrive pas à joindre les deux bouts avec les prestations du Régime de pensions du Canada et de la Sécurité de la vieillesse. Elle touche plus de 820 \$ par mois, mais ne sait pas si elle aura les moyens de rester dans sa maison encore longtemps à cause du taux d'inflation dans le secteur du logement. Voici ce que m'a écrit Mme Hannah: « Les prix ont augmenté partout, et nous n'avons plus les moyens d'acheter certains aliments et de chauffer la maison. » Elle craint d'en arriver à l'itinérance.

Il est injuste d'affirmer que cette situation dans le secteur du logement est attribuable uniquement à l'inflation et qu'il s'agit d'un problème mondial alors que les Canadiens ont le droit de se loger et d'avoir une maison. Nous devons unir nos efforts pour lutter contre l'inflation dans le secteur du logement pour permettre à l'ensemble des Canadiens, y compris les aînés, de se loger. Voilà le cadeau que les Canadiens attendent de leur gouvernement en ce temps des Fêtes.

Questions orales

[Français]

L'OPÉRATION NEZ ROUGE

M. Peter Schiefke (Vaudreuil—Soulanges, Lib.): Monsieur le Président, avec les Fêtes qui approchent à grands pas, le service de transport sécuritaire de l'Opération Nez rouge contribuera encore une fois à assurer la sécurité sur nos routes.

Cette année, l'Opération Nez rouge de Vaudreuil—Soulanges est de nouveau à la recherche d'équipes de trois bénévoles dévoués pour assurer le transport sécuritaire tous les vendredis et samedis soirs du mois de décembre.

Une fois de plus, l'équipe de mon bureau et moi-même serons parmi eux. J'invite tous les Vaudreuil-Soulangeois à se joindre à nous en s'inscrivant comme bénévoles à operationnezrouge.com.

[Traduction]

J'invite également tous les habitants de Vaudreuil—Soulanges qui organisent une réunion avec des collègues, ou qui envisagent simplement de recevoir quelques parents ou amis à l'occasion des Fêtes, à bien vouloir continuer de fournir leur part d'efforts et de s'y prendre d'avance. Il est plus facile que jamais de réserver le soir même un accompagnement de l'Opération Nez rouge grâce à l'application gratuite Nez rouge.

Faisons passer le mot et répandons la joie. Ensemble, nous pouvons profiter de la saison des Fêtes en toute sécurité.

Le Président: Avant de passer aux questions orales, je tiens à rappeler aux députés que leurs déclarations sont limitées à 60 secondes. Ce sont de belles déclarations empreintes de bonne volonté et je ne voudrais pas être obligé d'interrompre les députés. Je leur saurais donc gré d'en tenir compte lors des prochaines déclarations de députés.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, depuis des mois, toutes les familles canadiennes souffrent du coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. On appelle ça l'inflation et, malheureusement, ça ne va pas en s'améliorant. Ce matin, à Washington, le président de la banque centrale américaine a parlé d'inflation persistante. Ça suffit, le pelletage en avant. La réalité nous frappe de plein fouet.

Le premier geste que le gouvernement doit poser, c'est ce qu'il n'a pas fait depuis six ans, c'est-à-dire contrôler les dépenses. Est-ce qu'il va le faire maintenant?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la principale priorité économique pour le Canada, c'est de mettre derrière nous cette pandémie, c'est de faire tout ce qu'on peut pour en finir avec la COVID-19, parce qu'elle cause des dégâts partout dans notre économie et dans le monde.

Les deux dernières années ont été difficiles pour les Canadiens. La COVID-19 a bouleversé nos vies, nos familles et nos entreprises. En raison de l'inflation causée par les chaînes d'approvisionnement mondiales et cette pandémie, les Canadiens font face à des coûts croissants, ce qui est particulièrement difficile à l'ap-

proche du temps des Fêtes. Nous allons être là pour les Canadiens pendant ces moments difficiles.

• (1420)

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, les moments difficiles, les Canadiens les vivent actuellement avec l'inflation galopante et le fait que les prix augmentent.

Je vais être bon joueur et reconnaître une chose au premier ministre. Il a dit quelque chose de vrai il y a quelques mois. Je le cite: « [...] je ne pense pas à la politique monétaire. » Il a dit la vérité, mais ce n'était pas la chose à faire.

Si on veut vraiment aider les familles canadiennes, si on veut vraiment juguler l'inflation, ce que nous lui demandons, ce n'est pas d'arrêter de dépenser, mais de faire ce qu'il n'a jamais fait depuis six ans: contrôler les dépenses du gouvernement. Va-t-il enfin le faire?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, la meilleure chose à faire pour aider la croissance de l'économie canadienne et pour aider les familles canadiennes, c'est justement de contrôler la COVID-19. C'est ce que nous faisons depuis le début avec des investissements, auxquels les conservateurs se sont opposés, pour appuyer les étudiants, pour appuyer les familles et pour appuyer les travailleurs.

Nous allons continuer d'être là pour les gens qui en ont besoin et nous allons continuer d'aller de l'avant avec la vaccination, un outil qui va nous permettre de nous en sortir. Évidemment, on sait presque tous que c'est la vaccination qui va nous permettre de surmonter la COVID-19, mais, malheureusement, les conservateurs continuent de ne pas comprendre cela.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, malheureusement pour les Canadiens, les politiques inflationnistes de ce gouvernement ne mènent à rien, sinon à une augmentation des prix. L'Allemagne, l'Australie, l'Angleterre, la France et le Japon sont aussi aux prises avec la COVID-19, mais n'ont pas, eux, une inflation aussi forte que celle dont les Canadiens ont à souffrir actuellement.

Je pose à nouveau une question toute simple: est-ce que le gouvernement va enfin faire ce que tout bon responsable devrait faire, c'est-à-dire contrôler les dépenses, ce qu'il n'a pas fait depuis six ans?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, ces pays que l'honorable député vient de citer font eux aussi face à une crise d'inflation, parce qu'elle est justement mondiale et qu'elle est causée par des dérangements à nos chaînes d'approvisionnement qui résultent de la COVID-19.

Le Canada est bien positionné pour aider les familles, comme nous l'avons fait pendant cette pandémie, en luttant contre la crise du logement, en aidant pour les garderies et en investissant pour aider les familles à surmonter cette crise et rebâtir l'économie.

Questions orales

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Et c'est reparti, monsieur le Président. Le premier ministre parle du lien entre le prix des terres et la chaîne d'approvisionnement. Les coûts des chaînes d'approvisionnement n'affectent pas le prix de nos terres. La plus importante hausse des prix des maisons et des terrains de l'histoire du pays s'est produite sous la gouverne du premier ministre. Cette hausse, qui pousse l'accession à la propriété hors de la portée des Canadiens, fait également augmenter le prix des loyers, ce qui signifie que les Canadiens n'ont plus les moyens de nourrir leur famille ou de mettre de l'essence dans leur véhicule pour se rendre au travail, et encore moins d'économiser pour l'avenir.

Ma question à l'intention du premier ministre est très simple: va-t-il se défilé devant cette bulle immobilière ou reconnaîtra-t-il enfin qu'il s'agit purement d'inflation?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les chaînes d'approvisionnement jouent effectivement un rôle important dans la crise inflationniste mondiale actuelle, mais la pandémie que nous venons de traverser aussi. C'est un point dont le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes n'a pas du tout parlé. Nous savons que la pandémie a eu un effet significatif sur les prix des logements et les défis auxquels les familles sont confrontées. C'est pourquoi il faut mettre définitivement fin à la pandémie si on veut lutter contre l'inflation et stimuler l'économie. Comme la grande majorité des Canadiens le comprennent bien, cela passe par la vaccination. Malheureusement, les conservateurs ne semblent pas comprendre cela.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi d'informer le premier ministre que c'est chez les gens qui m'ont élu, moi, le député conservateur de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lake, que le taux de vaccination est le plus élevé non seulement dans la province, mais au pays. Si le premier ministre veut se livrer à de petits jeux, il devrait penser à la politique monétaire, mais ce n'est pas ce qu'il fait.

Je vais poser une question au premier ministre. Elle est très simple. Va-t-il se défilé et se livrer à des jeux politiques, ou reconnaîtra-t-il enfin qu'il s'agit purement d'inflation?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je n'ai nullement l'intention de me livrer à des jeux politiques ou de jouer sur les mots comme le fait l'opposition. Nous allons continuer de concentrer nos efforts sur les Canadiens.

En effet, la meilleure façon d'aider les Canadiens à surmonter les difficultés qu'ils éprouvent en ce moment est de mettre fin à la pandémie une fois pour toutes. Autrement dit, il faut veiller à ce que tout le monde soit vacciné. Je félicite les habitants de la circonscription du député d'en face de s'être fait vacciner en si grand nombre. Peut-être que le député pourrait demander à quelques-uns de ses concitoyens de convaincre certains de ses collègues d'en faire autant?

• (1425)

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le 18 novembre, le premier ministre participait à la rencontre des « Trois Amigos ». On doit s'attendre d'une relation entre « amigos » qu'elle soit franche et sincère et que cela ne soit pas complaisant et faiblard. Or, le 24 novembre, les États-Unis doublaient les tarifs punitifs sur le bois d'œuvre canadien.

J'ai une question assez simple à poser au premier ministre: de quoi ont-ils parlé?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, lors de la rencontre avec les États-Unis, nous avons parlé de bien des enjeux importants pour les Canadiens, dont la COVID-19, les automobiles, le bois d'œuvre et les pommes de terre. Nous avons parlé de toutes sortes d'enjeux mutuels sur lesquels nous allons pouvoir travailler ensemble et régler nos différends.

Nous avons souligné encore une fois que l'imposition de tarifs injustes en ce qui concerne le bois d'œuvre ne fonctionne ni pour les Canadiens ni pour les consommateurs américains. Nous allons continuer à être présents et à lutter pour l'intérêt de notre industrie forestière.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, de toute évidence, le premier ministre est moins bon dans le bois d'œuvre que dans les patates. Je conviens de la difficulté de commercer avec un géant, mais le géant veut quand même notre bois, notre électricité et notre lithium.

La faiblesse internationale du Canada, à l'heure actuelle, est tout à fait déplorable. Ce serait évidemment mieux pour le Québec de parler seul et de sa propre voix à l'échelle internationale, mais, en attendant, le premier ministre va-t-il exiger du président américain le retrait des tarifs punitifs?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les droits de douane sur le bois d'œuvre sont injustifiés et nuisent aux travailleurs et aux entreprises des deux côtés de la frontière. La ministre du Commerce international a soulevé cette question auprès des États-Unis.

Nous allons toujours défendre avec vigueur notre industrie du bois d'œuvre et ses travailleurs, comme nous avons pu défendre notre industrie de l'acier et nos travailleurs de l'aluminium lorsque les États-Unis allaient instaurer des tarifs punitifs sur le secteur. Nous serons toujours là pour défendre les intérêts des Canadiens et pour faire avancer nos intérêts économiques.

Questions orales

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, nous connaissons une crise du logement qui affecte gravement tous les Canadiens au pays. Quiconque cherche à se loger sans se ruiner a terriblement de mal. L'ancien gouverneur de la Banque du Canada a déclaré sans équivoque que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la crise du logement. Nous sommes d'accord. Le gouvernement fédéral doit remédier aux pressions qui sont responsables de la montée des prix et de la spéculation, et agir aussi du côté de l'offre en construisant plus de logements que les gens peuvent vraiment se payer.

La population a désespérément besoin d'aide. Pourquoi le premier ministre ne réagit-il pas à cette crise avec toute l'urgence qui s'impose?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je vous dirais que, au contraire, comme le précise le discours du Trône, le logement est une priorité majeure. Le gouvernement va proposer des programmes tels que le Fonds pour accélérer la construction de logements, qui aidera les municipalités à bâtir plus, à bâtir mieux, et à bâtir plus rapidement.

Qu'il s'agisse de construire davantage de logements chaque année ou d'augmenter le nombre de logements abordables, le gouvernement travaillera avec ses partenaires afin d'obtenir des résultats concrets pour les familles canadiennes. Le gouvernement aidera également les familles à acheter plus tôt leur première propriété en assouplissant l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, en créant un programme de location avec option d'achat et en réduisant les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs. Nous réagirons à la crise du logement de façon à soutenir les Canadiens.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, la crise du logement frappe fort. Les gens ne peuvent pas trouver de logement abordable.

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada dit clairement que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour régler le problème, et nous sommes d'accord. Le gouvernement doit régler les pressions qui font monter les prix du logement. Le fédéral doit aussi bâtir plus de logements abordables et sociaux.

Les gens sont désespérés. Pourquoi le premier ministre ne répond-il pas à la crise avec l'urgence nécessaire pour régler ce problème?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, il est énoncé dans le discours du Trône que le logement est une importante priorité pour notre gouvernement.

Nous allons respecter nos engagements au moyen de programmes comme le fonds d'accélération du logement, qui aidera les municipalités à construire davantage, mieux et plus rapidement. Que ce soit en construisant plus de logements par année ou en augmentant le nombre de logements abordables, nous allons travailler avec nos partenaires afin d'obtenir de vrais résultats pour les familles canadiennes.

J'encourage tous les députés de la Chambre à travailler avec nous pour contrer la crise du logement avec des investissements ciblés pour aider les Canadiens.

• (1430)

Mme Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le prix des logements a augmenté de 22 % au Canada depuis que cette ministre a été nommée aux Finances. Ce n'est pas seulement dû à la pandémie ou à des problèmes de chaîne d'approvisionnement, parce que les prix des terrains continuent d'augmenter.

Pourquoi le gouvernement ne reconnaît-il pas que c'est juste l'inflation?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, les conservateurs ont dévoilé un plan sur le logement qui aurait rendu les maisons plus chères pour les Canadiens.

Passons en revue leur proposition: une réduction d'impôt pour la vente de propriété locative qui aurait encouragé la spéculation et créé un avantage fiscal pour les Canadiens riches afin de transformer les maisons en véhicule d'investissement plutôt qu'en lieu de vie.

De ce côté-ci de la Chambre, nous avons un plan clair.

[Traduction]

Mme Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le problème est le suivant: il n'y a pas de chaîne d'approvisionnement pour les terrains. Ceux-ci se trouvent sous nos pieds et, pourtant, leur prix a augmenté de 20 % au cours d'une année, ce qui alimente l'inflation dans le secteur du logement.

D'autres pays ont connu des perturbations à cause de la COVID-19, mais selon Bloomberg, c'est au Canada qu'on trouve la deuxième bulle immobilière en importance. Le prix des propriétés à Toronto et Vancouver est plus exorbitant que presque partout ailleurs dans le monde. Pourquoi la deuxième bulle immobilière en importance au monde se trouve-t-elle au Canada? Est-ce que c'est seulement à cause de l'inflation?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, les conservateurs ont présenté un plan en matière de logement qui aurait fait grimper le coût des maisons pour les Canadiens. En effet, ils ont proposé un allègement fiscal à la vente d'immeubles locatifs, ce qui aurait encouragé la spéculation et créé pour les Canadiens fortunés un incitatif fiscal à transformer des propriétés en instruments de placement et non en lieux d'habitation.

Les politiciens qui vivent dans une maison de verre seraient bien avisés de ne pas lancer de pierres.

Mme Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le défi qui se pose, c'est que si les subventions et l'aide gouvernementales sont les seules solutions au problème, le gouvernement fausse encore plus le marché et donc, pour chaque famille qu'il aide, il rend le prix des maisons inaccessible pour une autre famille. Les libéraux dépensent des sommes énormes afin de rendre le logement plus coûteux pour les contribuables et les acheteurs de maison.

Pourquoi la deuxième bulle immobilière en importance au monde se trouve-t-elle au Canada, un des pays où il y a le plus de terrains disponibles? Est-ce que c'est seulement à cause de l'inflation?

Questions orales

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, voici les faits. Pendant les six années où nous avons formé le gouvernement, nous avons consacré 4,5 milliards de dollars par année à la construction de logements pour les Canadiens. Le bilan des conservateurs est de 250 millions de dollars par année. Voilà les faits...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je veux entendre la réponse, car il s'agit d'une bonne question. Le ministre pourrait peut-être reprendre sa réponse du début, pour que nous puissions l'entendre.

L'hon. Ahmed Hussen: Monsieur le Président, à chacune des six années où nous avons été au pouvoir, nous avons investi 4,5 milliards de dollars pour offrir plus de logements aux Canadiens. Quel est le bilan des conservateurs? Il se chiffre à 250 millions de dollars.

Deuxièmement, lorsque nous avons présenté l'Allocation canadienne pour le logement afin de mettre de l'argent directement dans les poches des Canadiens et leur permettre de payer le loyer, les conservateurs ont voté contre. Lorsque nous avons proposé de l'aide pour les coopératives, la meilleure forme de logement pour les Canadiens de la classe moyenne, ils ont voté contre. Lorsque nous avons mis de l'avant des initiatives pour la création rapide de logements pour que les villes se dotent de solutions permanentes en matière de logement pour les plus vulnérables, ils ont voté contre.

• (1435)

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Parlons franchement, monsieur le Président. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, selon le député, ils ont dépensé 250 millions de dollars pour le logement, alors que le prix moyen des maisons se chiffrait à 450 000 \$. Maintenant que les libéraux sont au pouvoir, ils dépensent 27 milliards de dollars puisés à même les fonds publics, et le prix moyen des maisons s'élève à 720 000 \$. Le logement est maintenant plus cher, tant pour les contribuables que pour les acheteurs de maison. Échouer est déplorable en soi, mais échouer à grands frais, c'est encore pire.

Pourquoi le Canada se place-t-il au deuxième rang des pires bulles immobilières au monde?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, ce genre de discours partisan ne dupe pas les Canadiens. En vérité, les conservateurs n'ont pas investi un sou dans les coopératives de logement et ils ont refilé aux municipalités et aux provinces les coûts du logement. Nous avons une crise du logement parce que personne n'était responsable du logement à l'époque où ils étaient au pouvoir.

Voici d'autres faits: nous avons établi un leadership fédéral en matière de logement. Nous avons lancé la Stratégie nationale sur le logement. Nous collaborons plus que jamais avec les municipalités et nous avons instauré l'Incitatif à l'achat d'une première propriété pour que les Canadiens aient accès à la propriété.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le député semble se vanter d'être le ministre du Logement à un moment où les maisons n'ont jamais coûté aussi cher dans l'histoire du Canada. Non seulement les Canadiens dépensent plus lorsqu'ils achètent une maison, mais ils doivent maintenant payer plus d'impôts pour les programmes ratés que ce ministre et le gouvernement ont mis en place et qui ont ainsi fait gonfler la bulle immobilière. Le Canada a la deuxième bulle immobilière en importance au monde, derrière une petite île du Pacifique Sud appelée Nouvelle-

Zélande. Tous les autres pays connaissent une inflation moins élevée dans le secteur du logement.

Quelle est la cause de cette énorme bulle? Est-ce seulement l'inflation?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, puisque le député de Carleton a parlé d'inflation, vérifions un peu l'exactitude de ce qui a été dit à la Chambre plus tôt aujourd'hui. Le député de Louis-Saint-Laurent a affirmé que l'Allemagne avait un taux d'inflation plus élevé que celui du Canada. J'invite les députés à vérifier les faits avant de prendre la parole à la Chambre, car ce matin, l'Allemagne a fait état d'une inflation de 6 %. La zone euro a rapporté ce matin une inflation de 4,9 %.

Même le chef de l'opposition a reconnu que l'inflation est un phénomène mondial. J'aimerais bien que les autres députés de son parti l'écoutent parfois.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, peut-être que le premier ministre écouterait la version audio du livre de la vice-première ministre, dans lequel elle pourrait expliquer de quelle façon elle s'y est prise pour créer la deuxième bulle immobilière en importance au monde. En fait, Vancouver arrive au deuxième rang mondial pour le prix de ses logements, puis Toronto, au cinquième rang. Il coûte moins cher de se loger dans Manhattan, à San Francisco, à Londres et dans d'autres endroits du monde où les terres sont beaucoup moins vastes, la population beaucoup plus nombreuse et les portefeuilles beaucoup mieux garnis. Le torrent de nouveaux billets que le gouvernement a déversés dans l'économie est au cœur de cette bulle immobilière.

Est-ce que la ministre des Finances va enfin nous dire ce qui cause la bulle immobilière? Est-elle seulement due à l'inflation?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, si les conservateurs sont vraiment en désaccord avec Stephen Poloz, nommé à la barre de la Banque du Canada par Stephen Harper, et croient vraiment que la pandémie était propice à l'austérité, il est temps pour eux de l'avouer aux Canadiens et de leur dire où auraient été les économies.

Est-ce qu'ils auraient sabré la PCU, qui a aidé 9 millions de Canadiens se retrouvant sans emploi? Est-ce qu'ils auraient sabré la subvention salariale, qui a aidé 450 000 employeurs et maintenu 5,3 millions de vaillants travailleurs en poste? Est-ce qu'ils auraient plutôt sabré le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui a aidé près de 900 000 entreprises? Les Canadiens doivent le savoir.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, l'industrie des énergies fossiles prévoit 1 363 nouveaux forages en 2022. Pour l'essentiel, c'est du pétrole. Pourtant, le Canada est entièrement approvisionné; il n'y a aucune demande pour plus de pétrole. On comprend donc que le pétrole est destiné à l'exportation et que cela va prendre un pipeline pour rejoindre les marchés mondiaux. Or, le seul nouveau projet de pipeline visant l'exportation est Trans Mountain, dont le gouvernement est propriétaire.

Questions orales

En pleine urgence climatique, le ministre va-t-il dénoncer la hausse de production pétrolière et confirmer que son gouvernement n'en sera pas le promoteur par le truchement de son pipeline?

● (1440)

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, on sait très bien que le monde veut mettre fin aux changements climatiques, y compris les émissions de gaz à effet de serre. Comme Son Excellence la gouverneure générale a mentionné dans le discours du Trône, notre gouvernement plafonnera les émissions provenant du secteur énergétique d'une façon qui va protéger à la fois les emplois et l'environnement. Nous nous engageons à plafonner et réduire les émissions d'ici 2050 dans le secteur énergétique et le pays au complet sera bien sûr carboneutre.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, on voit qu'on est capable de justifier l'injustifiable. Continuons quand même de parler de Trans Mountain. Les inondations qui ont cours en Colombie-Britannique ont déterré et exposé des portions entières du pipeline aux débris. On constate donc que Trans Mountain est à risque accru de fuite dans le contexte des changements climatiques. C'est donc un projet doublement nuisible. D'une part, il accélère les changements climatiques et, d'autre part, ces mêmes changements climatiques augmentent les risques de déversement. C'est perdant-perdant pour l'environnement.

Comment le ministre peut-il cautionner une hausse des exportations de pétrole sale par le truchement de son pipeline doublement nuisible?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement travaille avec l'industrie, y compris avec Trans Mountain, afin de décarboniser le secteur énergétique et plafonner les émissions tout en maintenant la compétitivité, la sécurité énergétique, l'abordabilité et l'accès au marché. L'expansion de Trans Mountain nous permet d'utiliser les ressources que nous avons aujourd'hui et les revenus générés pour financer les solutions d'énergie verte de demain. Nous devons travailler ensemble, avec tous les Canadiens et toutes les régions du Canada.

* * *

[Traduction]

LES RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, traditionnellement, le bois d'œuvre de la Nouvelle-Écosse était exonéré des droits de douane imposés par les États-Unis parce que toute exemption obtenue dans le cadre de procédures judiciaires était reportée dans les accords ultérieurs. Le Canada a toujours défendu ces exemptions, du moins jusqu'à maintenant, car le gouvernement n'a pris aucun engagement formel envers la Nouvelle-Écosse quant au maintien de cette exemption.

Le gouvernement s'engagera-t-il envers les travailleurs du secteur du bois d'œuvre de la Nouvelle-Écosse à défendre cette exemption?

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, nous défendons toujours les intérêts du secteur forestier et de ses travailleurs. Dans le cadre d'une relation aussi importante que celle que nous entretenons avec les États-Unis, nous allons toujours collaborer pour résoudre les problèmes. Plus tard cet après-midi, je dois m'entre-

nir avec mon homologue, la représentante américaine au Commerce, et je me réjouis de diriger demain une délégation canadienne composée de députés de tous les partis à la Chambre qui se rendra à Washington pour continuer de défendre et de promouvoir les intérêts des Canadiens au nom du gouvernement.

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ont encore une fois été pris au dépourvu par le doublement des droits de douane sur le bois d'œuvre canadien. C'est un autre exemple de situation dans laquelle le premier ministre a manqué à ses obligations envers les Canadiens et envers le secteur des ressources naturelles du Canada. Dans ma propre circonscription, il y a des usines qui paient le prix de la faiblesse du premier ministre en matière de commerce international. Le Nouveau-Brunswick a traditionnellement été exempté de ces tarifs, et les exploitants estiment qu'ils devraient encore l'être.

Quand le premier ministre arrêtera-t-il de s'en prendre aux travailleurs canadiens, y compris ceux des secteurs des ressources naturelles et de la foresterie, pour défendre leurs intérêts, y compris ceux du Nouveau-Brunswick?

● (1445)

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, le bois d'œuvre résineux canadien est une priorité absolue pour le gouvernement fédéral. Je me réjouis à l'idée d'emmener demain une équipe canadienne à Washington, où nous défendrons les intérêts du Canada. Nous continuerons à défendre les entreprises canadiennes, le secteur forestier et les travailleurs qu'il emploie. Nous l'avons déjà fait et nous continuerons à défendre les intérêts des Canadiens.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, la représentante américaine au Commerce, Katherine Tai, attend le début des négociations sur le bois d'œuvre depuis le mois de mai. Hier, la ministre du Commerce international a déclaré à la Chambre que l'industrie du bois d'œuvre lui donnera un mandat pour négocier avec les États-Unis.

Les droits de douane américains sur le bois d'œuvre sont en place depuis 2015, donc depuis six ans. Qu'on ne me dise pas que la ministre ne sait pas encore ce que veut l'industrie.

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, le Canada a soulevé cette question dans le cadre de l'ACEUM, auprès du groupe spécial de l'ALENA et auprès de l'OMC. En 2020, on a jugé que le Canada était bel et bien un partenaire commercial équitable. Nous continuerons à défendre les droits du secteur forestier canadien et de ses travailleurs.

J'ai dit à la représentante au Commerce des États-Unis et à mes interlocuteurs américains que nous serions bien sûr ouverts à conclure un accord qui apporterait de la prévisibilité et de la stabilité, mais que nous n'accepterions pas n'importe quel accord. Nous négocierons un bon accord pour le Canada.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je pense que l'accord qui est en vigueur est très mauvais pour le Canada. Je veux dire, les États-Unis ont doublé les droits de douane.

Étant donné que l'événement commercial le plus marquant auquel le ministre a participé a eu lieu dans un bar laitier à Pékin, aurait-elle l'obligance d'informer la Chambre si elle prévoit aviser les Américains de notre intention de recourir au mécanisme de règlement des différends prévu au chapitre 10 de l'ACEUM concernant les droits de douane ou si elle prévoit les aviser d'autres mesures de rétorsion? Si c'est la deuxième option qui s'applique, quelles sont ces mesures de rétorsion? Six ans se sont écoulés. Il est temps d'agir.

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons toujours défendu le secteur forestier, que ce soit par l'intermédiaire du groupe spécial de l'ALENA ou dans le cadre de l'ACEUM. Je rappelle à la députée que nous n'avons que le chapitre 10 dans l'ACEUM parce que nous avons cherché à préserver le mécanisme de règlement des différends aux termes de l'accord.

Nous allons nous battre pour les entreprises canadiennes et l'industrie du bois d'œuvre. Nous avons fait un assez bon travail pour défendre l'acier et l'aluminium contre les tarifs douaniers. Nous allons continuer à défendre ce secteur et les industries de tout le pays.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens sont scandalisés par l'incapacité du gouvernement libéral à protéger nos alliés ainsi que les femmes, les minorités religieuses et les personnes les plus vulnérables en Afghanistan. Des experts ont déclaré que la situation en Afghanistan fait désormais partie des pires crises humanitaires au monde. Il y a 23 millions d'Afghans qui risquent de mourir de faim. Or, les responsables du Programme alimentaire mondial des Nations unies ont déclaré que la réponse du gouvernement était une goutte d'eau dans l'océan.

Le ministre agira-t-il avec l'urgence et l'ampleur requises pour éviter une catastrophe humanitaire en Afghanistan?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, Lib.): Monsieur le Président, je suis très préoccupé par l'escalade de la crise humanitaire en Afghanistan. À l'approche de l'hiver, il est essentiel que la communauté internationale unisse ses efforts pour répondre aux besoins des Afghans vulnérables.

Le Canada continue de collaborer avec ses alliés et d'autres pays de la région pour faire face à la crise humanitaire. En fait, j'ai téléphoné aujourd'hui à la représentante spéciale, Deborah Lyons, afin d'examiner les prochaines étapes que la communauté internationale pourrait envisager pour la suite des choses.

* * *

L'AIDE AUX SINISTRÉS

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, récemment, j'ai parlé au maire de Princeton, dont la collectivité de 2 800 habitants a subi des dommages quand la rivière Tulameen est sortie de son lit. Il est très inquiet que la collectivité ne soit pas en mesure de reconstruire dans le cadre des programmes traditionnels d'aide d'urgence, qui exigent que les municipalités assument 20 % des coûts. Des travaux de restauration de 10 millions de dollars coûteraient 2 millions de dollars

Questions orales

à Princeton. C'est une facture que la petite municipalité aurait de la peine à rembourser.

Les effets de la crise climatique empirent de jour en jour. Le gouvernement aidera-t-il les petites collectivités en éliminant ou en réduisant cette exigence?

L'hon. Bill Blair (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, c'est une question très importante. Pas plus tard que la semaine dernière, le premier ministre et moi, nous nous sommes rendus en Colombie-Britannique et avons visité nombre des collectivités touchées. Il est très clair que cela exigera des efforts extraordinaires des collectivités pour reconstruire et se remettre des inondations dévastatrices qui ont frappé la Colombie-Britannique.

Nous avons annoncé la création d'un comité mixte fédéral-provincial, auquel participeront des dirigeants autochtones. La communication et la coordination avec les dirigeants municipaux seront des parties essentielles de notre intervention.

Nous savons qu'il y a beaucoup à faire et nous sommes prêts à aider les gens de la Colombie-Britannique pour qu'ils reconstruisent et qu'ils se remettent de ces inondations dévastatrices.

* * *

• (1450)

LE LOGEMENT

Mme Lena Metlege Diab (Halifax-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, quand j'ai fait du porte-à-porte dans Halifax-Ouest, les gens m'ont dit clairement que le logement était un problème urgent.

[Français]

Selon les chiffres de l'Association canadienne de l'immeuble, le coût moyen d'une maison a augmenté d'environ 20 % en Nouvelle-Écosse au cours de la dernière année. C'est un grand défi, surtout avec la croissance impressionnante qu'on voit dans ma circonscription.

[Traduction]

Nous savons qu'il faut bâtir plus de logements et voir à ce qu'il soit à la portée des jeunes et des néo-Canadiens d'acheter une première maison. Le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion pourrait-il renseigner la Chambre sur ce que planifie le gouvernement pour élargir le parc de logements, voir à ce qu'ils restent abordables et faciliter l'achat d'une première maison?

[Français]

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue la députée d'Halifax-Ouest de sa question et je la félicite pour son élection.

[Traduction]

Nous savons que de nombreux Canadiens ont du mal à trouver un logis sûr et abordable. C'est pourquoi nous présentons un plan ambitieux qui vise à rendre le logement encore plus abordable. Nous mettrons en place un fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements; nous améliorerons l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et nous instaurerons un programme novateur et avant-gardiste de location avec option d'achat, qui permettra aux locataires canadiens de devenir propriétaires.

Questions orales

[Français]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, la vague de violence meurtrière à Montréal a coûté la vie à trois jeunes adolescents sans histoire dans les dernières semaines. Le premier ministre du Québec et sa ministre de la Sécurité publique demandent à ce que le gouvernement libéral prenne ses responsabilités.

Cela fait des années que nous essayons de convaincre le premier ministre du Canada que les meurtres violents sont commis par des gangs de rue et des groupes criminels et non pas par des gens respectueux de la loi. Il faut cesser de s'attaquer aux chasseurs et aux tireurs sportifs.

Quand va-t-il agir contre la vraie cause de ce problème?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, nous avons pris des mesures importantes pour lutter contre la violence armée. Nous avons fait des investissements importants pour améliorer les capacités d'enquête. Nous avons établi un groupe de travail avec les États-Unis. Voilà le travail que nous avons fait la semaine dernière quand j'ai eu l'occasion de rencontrer mon homologue américain et de discuter, de façon très constructive, avec lui. Nous allons travailler avec le gouvernement du Québec afin de lutter contre la violence causée par les armes.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, j'aimerais que le ministre de la Sécurité publique confirme que le problème actuel au Canada est un problème d'armes illégales, des armes qui traversent la frontière, entre autres les armes fantômes comme on les appelle, et non pas les chasseurs et les tireurs sportifs qui sont respectueux de la loi.

Le ministre est-il prêt à annoncer clairement que ce sont ces gens-là qui sont le problème, les criminels?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, ce dossier comporte beaucoup de défis. Voilà la raison pour laquelle notre gouvernement a pris des actions concrètes. Nous continuons de trouver et de mettre en œuvre des solutions concrètes, comme bannir les armes de guerre, investir à la frontière pour améliorer nos ressources policières, ou investir dans nos communautés afin de créer des espaces. Il faut prévenir ce problème et nous allons continuer de cette façon.

* * *

[Traduction]

L'ÉTHIQUE

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, pendant une entrevue qu'il a accordée à CBC Calgary vendredi matin, le député de Calgary Skyview a laissé entendre que lui-même et son équipe faisaient l'objet d'une enquête menée par le commissaire aux élections fédérales parce qu'ils auraient volé du matériel de campagne de la candidate conservatrice Jag Sahota. L'intervention du député à la radio fournit un nouvel élément: elle laisse supposer que l'équipe aurait fait un effort concerté pour organiser le vol généralisé du matériel de campagne de Mme Sahota.

La question que j'adresse au premier ministre est simple: si le député de Calgary Skyview est reconnu coupable, le premier ministre l'expulsera-t-il du caucus?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le député s'est excusé. Il collabore pleinement avec Élections Canada pendant ce processus, qui est toujours en cours.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, la réponse est très simple, c'est « oui ».

Encore une fois, nous sommes en mesure de constater l'hypocrisie du premier ministre, qui applique des règles différentes. Jody Wilson-Raybould a été expulsée du caucus pour avoir refusé d'intervenir dans des poursuites criminelles. Pourtant, en dépit de son propre aveu et d'une preuve vidéo accablante montrant le député de Calgary Skyview en train de voler des documents de campagne pour les remplacer par des faux, on lui permet de demeurer membre du caucus.

Je le demande à nouveau: le député de Calgary Skyview sera-t-il expulsé du caucus s'il est déclaré coupable?

• (1455)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le député a présenté ses excuses. Il collabore avec Élections Canada dans le cadre du processus. Il est extrêmement important que ce processus puisse aller de l'avant, et, de toute évidence, le député continuera d'y collaborer.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, nous partageons tous la responsabilité d'agir contre les fusillades qui affligent Montréal. C'est pourquoi, hier, ma collègue en matière de sécurité publique a proposé la création d'une escouade mixte pour lutter contre le trafic d'armes.

Devant la main tendue de ma collègue, le ministre de la Sécurité publique a plutôt saisi l'occasion pour se livrer à une attaque partisane. Est-ce cela, une approche responsable?

Nos jeunes se font tuer à Montréal en pleine rue, dans la circonscription du premier ministre, et en plein jour.

Le ministre pourrait-il prendre un peu de hauteur et saisir la main tendue par ma collègue?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je veux commencer par dire que mon cœur est avec la famille et les amis de Thomas Trudel, ainsi qu'avec toutes les familles endeuillées par la violence causée par les armes de guerre.

Nous restons très concentrés en promettant d'investir au moins 1 milliard de dollars pour aider les provinces, et même les municipalités, à interdire les armes de poing.

Absolument, je suis toujours prêt à travailler avec mes collègues du Bloc québécois.

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, malgré toutes les mesures dont parle le ministre, la réalité est que les armes illégales continuent de circuler dans les rues de Montréal. C'est cela, la réalité sur le terrain.

Questions orales

Le ministre ne peut pas nous dire que son gouvernement fait tout pour lutter contre le trafic des armes aux frontières, tout comme je n'ai jamais affirmé qu'il ne fait rien.

Son gouvernement doit en faire plus, c'est cela, la réalité. Il peut compter sur notre soutien, car ce n'est pas une question de partisanerie, c'est une question de sécurité publique.

Qu'est-ce qui l'empêche de saisir notre proposition et de créer une escouade mixte de lutte contre le trafic des armes aux frontières?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, voici les faits: pour lutter contre la contrebande, nous avons investi 125 millions de dollars. En plus, nous avons transféré 46 millions de dollars au Québec.

Comme je l'ai déjà dit, nous continuons notre étroite collaboration avec les États-Unis, et même avec le gouvernement du Québec. Ma porte est toujours ouverte pour travailler avec tous les députés de la Chambre.

* * *

[Traduction]

L'INFRASTRUCTURE

M. Tako Van Popta (Langley—Aldergrove, PCC): Monsieur le Président, il y a environ un mois, le maire Braun a convié à une réunion les députés dont les circonscriptions sont situées à proximité de sa ville, Abbotsford, pour discuter du réseau vieillissant de digues de la prairie Sumas. Il a expliqué que les coûts de réparation s'élèveraient à environ 500 millions de dollars, mais qu'une brèche dans ces digues coûterait des milliards de dollars, ce qui aurait des conséquences économiques dévastatrices. Il y a environ deux semaines, son cauchemar est devenu réalité.

Le ministre de la Protection civile peut-il nous dire comment on empêchera une telle situation de se reproduire?

L'hon. Bill Blair (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, pas plus tard que vendredi dernier, j'ai de nouveau rendu visite au maire Braun, en compagnie du premier ministre, et il nous a parlé des problèmes que sa ville éprouvait. Tout comme le premier ministre de la Colombie-Britannique, il a reconnu ce jour-là que la responsabilité de l'entretien des digues avait été transférée aux municipalités, qui n'avaient pas la capacité de l'assumer. Nous avons promis à la Colombie-Britannique, ainsi qu'aux personnes touchées par les inondations, que nous serons là pour elles lors de la reconstruction. Nous nous assurerons de nous adapter en conséquence et d'accroître la résilience de ces collectivités, qui seront reconstruites en tenant compte des répercussions que de si nombreux événements climatiques ont sur elles.

* * *

L'AIDE AUX SINISTRÉS

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, en ce qui concerne l'aide aux victimes des inondations, le premier ministre a annoncé que le gouvernement n'égalerait que les dons versés à la Croix-Rouge. Des organismes locaux qui sont sur le terrain pour aider les familles déplacées se sont vu refuser une telle contribution. L'Armée du Salut, le Comité central mennonite, Archway ainsi que des églises contribuent à offrir des aliments et un toit aux victimes et à nettoyer les dégâts causés par les inondations, mais

aucun de ces intervenants n'a obtenu de fonds de contrepartie. Pourquoi?

Le premier ministre s'engagera-t-il dès maintenant à verser des fonds de contrepartie à tous ces organismes qualifiés qui prêtent main-forte aux victimes des inondations?

• (1500)

L'hon. Bill Blair (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, c'est une question importante qui me donne l'occasion de souligner la générosité extraordinaire des Canadiens qui sont allés sur place pour aider les Britanno-Colombiens touchés par ces inondations. Nous leur sommes très reconnaissants et nous tenons à souligner leur générosité.

Pas plus tard que la semaine dernière, le premier ministre a annoncé que les gouvernements fédéral et provincial allaient verser une somme équivalente aux dons recueillis par la Croix-Rouge canadienne. L'organisme a amassé jusqu'à présent 14 millions de dollars. Il y aura donc 42 millions de dollars pour aider les Britanno-Colombiens. La Croix-Rouge canadienne utilisera ces fonds pour soutenir les familles évacuées, comme elle l'a déjà fait pour nous, à Fort McMurray. Cet organisme est bien placé pour répondre aux besoins...

Le Président: Le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon a la parole.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, deux fois en deux semaines, les gens de ma circonscription dans la vallée du Fraser et dans le canyon du Fraser ont été touchés par des inondations généralisées. Les autoroutes emportées par les flots, les champs submergés et les granges inondées ont tous eu un effet sur la production agricole. Les Canadiens subissent d'énormes pertes de tous ordres. La sécurité alimentaire et le gagne-pain de bien des gens dépendent de l'aide fédérale.

Le ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique peut-il décrire les mesures concrètes que la nouvelle agence mettra en œuvre pour soutenir la reconstruction des routes, des digues et d'autres infrastructures essentielles en Colombie-Britannique?

L'hon. Bill Blair (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, je sais que bien des gens touchés par les inondations se posent cette question. C'est pourquoi nous avons mis en place, de concert avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, un comité mixte pour que tous les ministres dont le portefeuille est touché par ces terribles inondations soient impliqués et collaborent. Cela nous donne également l'occasion de reconnaître l'importance de la participation des leaders autochtones à ces discussions.

Nous nous assurerons que tous les ordres de gouvernement et que les leaders autochtones soient impliqués afin de donner aux Britanno-Colombiens toute l'aide et tout le soutien dont ils ont besoin pour reconstruire et se rétablir.

Questions orales

[Français]

LA JUSTICE

Mme Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoyne, Lib.): Monsieur le Président, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne ne peut pas et ne doit pas être modifiée selon un idéal étroit de ce qui est considéré comme normal.

Le ministre de la Justice peut-il expliquer à la Chambre pourquoi l'interdiction de ces pratiques cruelles et dégradantes connues sous le nom de thérapies de conversion est une priorité pour le gouvernement et doit être appliquée rapidement?

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, la députée de Longueuil—Charles-LeMoyne a tout à fait raison. De nombreux survivants nous ont décrit ce processus déchirant et les terribles conséquences sur leur santé physique et mentale.

J'espère que tous les députés à la Chambre sont d'accord: aucun Canadien ne devrait subir de torture dans le but de changer qui il est ou qui il aime. C'est pourquoi nous avons déposé un projet de loi pour interdire les thérapies de conversion et j'espère que nous pourrions compter sur le soutien de tous les partis à la Chambre afin d'appuyer le projet de loi C-4.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, des projets énergétiques intéressants, durables et novateurs voient le jour partout dans les Prairies. Je pense notamment à des projets équipés de dispositifs de séquestration du carbone, au nouvel hydrogène à faible teneur en carbone, aux installations de production d'hélium et à une entreprise à Regina qui extrait du lithium de puits de pétrole parvenus à maturité. Les conservateurs sont déterminés à voir au-delà du discours environnemental des libéraux et à obtenir des résultats concrets pour les Canadiens.

Je demande au ministre de l'Environnement militant de répondre à ma question par oui ou par non. Viendra-t-il avec moi visiter certaines de ces installations ou gardera-t-il la tête dans le sable et continuera-t-il à diaboliser à tort le secteur énergétique de l'Ouest canadien?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement travaille sans relâche depuis 2015 pour appuyer la transformation des secteurs de l'énergie, des transports et de l'industrie au Canada afin de faire la transition vers une économie à faible émission de carbone pour tous les Canadiens et tous les secteurs de l'économie, ainsi que pour le pays.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Ryan Williams (Baie de Quinte, PCC): Monsieur le Président, alors que de nombreux enfants partout au Canada attendent impatiemment la visite du père Noël dans moins d'un mois, bon nombre de parents ont déjà découvert ce que contient leur bas de Noël: du charbon, plutôt qu'une maison. Les parents qui rêvent de recevoir de grosses sommes d'argent pour se loger sont confrontés à une hausse des frais de chauffage. Pour leur part, les propriétaires de petites entreprises sont aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre. Les uns comme les autres constatent que ce n'est que l'in-

flation qui fait que le coût du logement au Canada arrive au deuxième rang en haut de la liste mondiale à cause de la faiblesse de l'offre.

Les libéraux augmentent-ils l'offre pour freiner l'inflation qui frappe le secteur du logement plutôt que de laisser les prix grimper, ou seront-ils les Grincheux qui gâcheront Noël?

• (1505)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous croyons fermement que l'accroissement de l'offre est une mesure importante pour juguler la crise du logement. Nous avons tous beaucoup parlé d'économie aujourd'hui, ce qui est tout à fait approprié. Je me permets donc de proposer quelque chose que nous pouvons tous faire pour soutenir les Canadiens en ce moment difficile auquel s'ajoute l'apparition du variant Omicron. En appuyant le projet de loi C-2, nous fournirions une aide ciblée essentielle aux secteurs du tourisme et de l'hôtellerie ainsi qu'un soutien crucial en cas de confinement, si cette éventualité devait se présenter. Mettons de côté la partisanerie et appuyons cette mesure législative essentielle et urgente.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Mme Lianne Rood (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Monsieur le Président, nous constatons, dans le discours du Trône, que le gouvernement laisse tomber les Canadiens des régions rurales. Il n'a pas tenu compte de leurs inquiétudes, par exemple des pénuries de main-d'œuvre, de l'inflation galopante et de la hausse vertigineuse du prix des biens essentiels comme l'essence, les denrées alimentaires et le chauffage pour leur domicile et leurs bâtiments de ferme. Les Canadiens des régions rurales, y compris ceux de Lambton—Kent—Middlesex, méritent qu'on leur accorde la priorité.

Pourquoi le gouvernement libéral laisse-t-il toujours tomber les Canadiens qui vivent dans les régions rurales en ne tenant pas compte de leurs besoins?

L'hon. Gudie Hutchings (ministre du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour la première fois depuis le début de la 44^e législature. J'aimerais féliciter le Président d'avoir été élu à ce poste ainsi que tous mes collègues dans cette enceinte, notamment la députée d'en face pour son nouveau rôle. Bien entendu, je remercie les habitants de Long Range Mountains de m'avoir élu pour une troisième fois.

Nous comprenons la réalité des Canadiens qui vivent dans les régions rurales. La promesse la plus importante que nous leur avons faite est d'accorder la priorité à la connectivité dans ces régions de notre pays. Nous avons mis en place un plan pour brancher 98 % des Canadiens à Internet haute vitesse d'ici 2026. Nous sommes en bonne voie d'y parvenir.

* * *

LA SANTÉ

Mme Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, pour souligner le 100^e anniversaire de la découverte de l'insuline au Canada, nous avons hissé le drapeau de la Journée mondiale du diabète à Brampton en vue de sensibiliser les gens à cette maladie. En juin, la Chambre a adopté le projet de loi C-237, qui aboutira à la mise en œuvre d'une stratégie nationale sur le diabète.

Questions orales

Le ministre de la Santé peut-il nous dire comment le gouvernement entend faire du Canada un chef de file dans la lutte contre le diabète?

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier la députée de Brampton-Sud de défendre si ardemment les personnes diabétiques au Canada. Nous tenons à reconnaître les graves répercussions de cette maladie sur les 3 millions de Canadiens qui en sont atteints et sur leur famille.

Grâce, en bonne partie, au travail acharné de la députée de Brampton-Sud et à son projet de loi C-237, nous élaborons maintenant un cadre national sur le diabète, d'autant plus que le budget de 2021 prévoit un investissement de 25 millions de dollars à cet égard. Il reste encore beaucoup de travail à faire, mais grâce à la députée et aux mesures que nous comptons prendre pour prévenir le diabète et soigner les gens, nous allons y arriver.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NDP): Monsieur le Président, aujourd'hui dans la presse on pouvait lire que l'actuel gouvernement libéral n'a pas pleinement mis en œuvre de loi protégeant les droits des survivants d'agression sexuelle dans les forces armées. Pendant six ans, le gouvernement n'a pas tenu compte du rapport Deschamps, qui proposait des mesures concrètes pour lutter contre la culture toxique dans les forces armées. Au cours de cette période, des milliers de militaires ont signalé des cas d'inconduite sexuelle.

Combien d'autres victimes avant que le gouvernement n'agisse? Le premier ministre s'engage-t-il à mettre en œuvre toutes les recommandations du rapport Deschamps d'ici la fin de l'année prochaine?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais commencer par dire que le gouvernement prend très au sérieux toutes les allégations d'inconduite sexuelle. Les Forces armées canadiennes doivent être une institution où chacun se sent en sécurité, respecté et protégé. Comme le sait la députée d'en face, j'ai accepté le 4 novembre la recommandation provisoire de la juge Arbour de transférer ces cas du système de justice militaire au système de justice civile. Nous sommes en plein travail préliminaire pour accepter les recommandations que la juge Arbour nous présentera l'an prochain.

* * *

LA DIVERSITÉ ET L'INCLUSION

M. Kevin Vuong (Spadina—Fort York, Ind.): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Patrimoine canadien.

Dans ma circonscription, Spadina—Fort York, les gens s'inquiètent de la montée du racisme dans la région. Ils sont préoccupés par la violence et le harcèlement dont ils sont témoins en ligne et en personne. Étant moi-même de descendance asiatique, je sais que la haine envers les Asiatiques fait malheureusement partie de la réalité. D'ailleurs, bon nombre de mes voisins de Spadina—Fort York ne le savent que trop bien. C'est inacceptable. Toutefois, qu'elle prenne la forme de racisme anti-Asiatiques, d'antisémitisme, d'islamophobie ou une autre forme, la haine demeure de la haine, et toute stratégie élaborée doit l'éradiquer dès qu'elle survient, où qu'elle surgisse.

Le ministre pourrait-il informer la Chambre du travail vital qui est fait pour combattre le racisme et la haine envers les Asiatiques?

• (1510)

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, depuis 2019, le gouvernement a consacré près de 100 millions de dollars à cette cause dans le cadre de la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme, dont 70 millions de dollars pour appuyer les organismes communautaires partout au pays qui luttent contre le racisme et encouragent le multiculturalisme. Nous sommes le premier gouvernement de l'histoire du Canada à avoir accédé aux demandes de financement des Canadiens noirs en vue de renforcer les capacités et d'améliorer les infrastructures.

Je suis donc heureux de déclarer que, grâce à l'initiative Appuyer les communautés noires du Canada et à d'autres initiatives, nous investissons, pour la première fois, en vue de renforcer les capacités d'organismes qui font tant depuis si longtemps avec si peu de moyens.

[Français]

Le Président: C'est tout le temps que nous avons pour la période des questions orales.

L'honorable député de Lac-Saint-Jean invoque le Règlement.

M. Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur le Président, il y a eu consultation des partis et j'espère de tout cœur que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Compte tenu des rapports et des témoignages crédibles selon lesquels le gouvernement chinois détiendrait arbitrairement plus de 1 million de personnes dans la région du Xinjiang, se rendant responsable de crime contre l'humanité envers la minorité ouïghoure et les peuples turciques présents sur son territoire, et violant ainsi chacune des dispositions de la Convention des Nations unies sur le génocide; étant donné que la Chine nie l'existence de toute forme de crime commis à l'endroit des Ouïghours et des peuples turciques du Turkestan oriental; étant donné qu'un accès immédiat significatif et sans entrave au Xinjiang à des observateurs indépendants, y compris la haute-commissaire des Nations unies, a été demandé à la Chine par la communauté internationale, notamment lors de la 47^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en juin 2021; étant donné que, dans le passé, d'autres Jeux olympiques ont été reportés pour des motifs raisonnables tels qu'une pandémie ou une guerre; et étant donné que la 7^e assemblée générale du Congrès mondial ouïghour a résolu le 14 novembre dernier à Prague de demander au Comité international olympique de repousser ou de déplacer les Jeux olympiques de Pékin en 2022, la Chambre des communes demande donc au Comité international olympique de 1) reporter les Jeux olympiques de Pékin en 2022 d'un an, soit jusqu'en 2023, afin qu'une mission d'observation internationale indépendante puisse se rendre dans la région du Xinjiang; 2) trouver une solution de rechange et relocaliser les Jeux olympiques de Pékin en 2022 à l'extérieur de la Chine si a) la Chine refusait d'accueillir une mission d'observation internationale indépendante; b) si une mission internationale indépendante en arrivait au constat de l'existence de la violation des droits de la personne envers la minorité ouïghoure ou envers les autres peuples turciques.

Le Président: Je rappellerais aux députés d'être les plus concis possible lorsqu'ils présentent quelque chose. C'est une simple observation.

L'Adresse

Puisqu'il s'agit d'une séance hybride de la Chambre, par souci de clarté, je demanderais seulement à ceux qui s'opposent à la demande d'exprimer leur désaccord.

Des voix: Non.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Le Président: Il reste trois minutes au député de Carleton pour les questions et observations.

Nous reprenons les questions et observations. Le député de Louis-Saint-Laurent a la parole.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, comme tout le monde, juste avant la période des questions orales, j'ai écouté attentivement le propos du député de Carleton, et nous avons posé beaucoup de questions au gouvernement sur l'action qu'il entend entreprendre pour faire face à l'inflation. Malheureusement, il y a eu beaucoup de paroles, mais pas d'actions concrètes.

Nous constatons tous que le gouvernement fédéral n'a strictement aucun plan d'action concernant l'inflation. Pire, lorsqu'on lui met la vérité en pleine face, c'est-à-dire que les familles canadiennes souffrent toutes autant que nous sommes d'une inflation de 4,7 %, et que cette inflation est l'une des pires dans le monde, particulièrement pour nos partenaires, le gouvernement nous rappelle toujours qu'il se compare aux États-Unis; or, les États-Unis ont un taux d'inflation plus élevé que le Canada.

J'aimerais que le député de Carleton nous explique comment il perçoit la politique économique du gouvernement actuel par rapport à celle du gouvernement américain.

• (1515)

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, il s'agit d'une très bonne question. Quelle est la cause de l'inflation immobilière?

Premièrement, ce n'est pas la COVID-19. Au contraire, elle aurait dû réduire le prix des maisons. Il n'y a pas d'immigration, il y a donc moins de consommateurs qui achètent des maisons; il a moins de salaires, parce que les gens ont perdu leur emploi; et il y a beaucoup plus d'incertitude, ce qui incite normalement les gens à ne rien acheter, mais les prix ont augmenté.

Deuxièmement, les chaînes d'approvisionnement internationales ne sont pas en cause, parce que les terrains n'en font pas partie, ils sont déjà ici.

Troisièmement, l'inflation immobilière au Canada est la deuxième en importance au monde. Nous avons la deuxième plus grosse bulle après la Nouvelle-Zélande. Les autres pays ont également la COVID-19, mais l'inflation immobilière n'y est pas aussi élevée.

Quelle en est la cause? Le gouvernement a fait imprimer 400 milliards de dollars dans la dernière année et demie. L'argent est allé aux banques et a été prêté aux acheteurs, en particulier les investisseurs très riches, pour faire gonfler le prix de l'immobilier et nier le rêve de plusieurs Canadiens de posséder une maison.

Il faut donc arrêter d'imprimer de l'argent pour éliminer l'inflation, et commencer à construire des maisons au lieu d'imprimer de l'argent.

[Traduction]

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, le député de Carleton et moi pouvons au moins nous entendre sur un point: l'inflation est un problème pour les personnes vulnérables financièrement, et des mesures pourraient être prises par le gouvernement fédéral à ce chapitre. Cependant, nous sommes en désaccord sur de nombreux aspects de son analyse.

Je me demande pourquoi le député ne parle pas de certaines forces du marché, comme les Canadiens qui ont conservé leurs revenus et qui ont décidé d'investir dans l'immobilier au lieu de voyager, ce qui a contribué à l'inflation. Je pourrais continuer, mais, malheureusement, ses collègues et lui ont épuisé le temps qu'il restait.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, si le député pense que l'annulation de vacances d'une valeur de 3 000 \$ est ce qui a causé la hausse de 25 % des prix des maisons en une année, dont le tiers depuis l'arrivée de la COVID, il doit sortir sa calculatrice et faire quelques calculs.

Ce qui s'est vraiment passé, c'est que les prêts hypothécaires ont augmenté de 41 %, la plupart consentis à des personnes riches et à des propriétaires fortunés, après que la Banque du Canada a commencé à imprimer quelque 400 milliards de dollars. Trop d'argent pour trop peu de maisons entraîne l'inflation des prix de l'immobilier.

[Français]

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais commencer en remerciant l'honorable chef de l'opposition de son intervention de ce matin au sujet du discours du Trône.

En septembre, la direction que les Canadiens ont indiquée au gouvernement a été très claire. Ils veulent qu'on en finisse une fois pour toutes avec notre lutte contre la COVID-19 et qu'on mette de l'avant des solutions concrètes et audacieuses pour faire face à nos autres défis. Comme il en a été question dans le discours du Trône, c'est exactement ce que nous allons continuer de faire.

Au cours de cette campagne électorale, nous avons présenté aux Canadiens une vision claire, celle de lutter encore plus fort contre la COVID-19 en nous assurant que tout le monde, dans un avion ou dans un train, soit vacciné, ce qui est d'ailleurs devenu réalité, en plus d'amener la même intensité, le même savoir-faire et la même énergie pour faire face aux autres défis, c'est-à-dire la crise du logement, celle des changements climatiques, l'intolérance et la réconciliation. C'est exactement ce que nous avons promis aux Canadiens et c'est exactement ce que nous avons élaboré dans notre discours du Trône.

[Traduction]

Bien sûr, la grande priorité demeure de mettre fin à la pandémie. Nous ferons toujours passer la santé des Canadiens en premier. Dès le premier jour de la pandémie, nous avons un message très clair pour les Canadiens: ils allaient pouvoir compter sur nous. C'est ce qui nous a guidés à toutes les étapes.

Soutenir les gens ne se résumait pas à gérer la crise sanitaire. Il fallait aussi offrir aux Canadiens les mesures d'aide économique dont ils avaient désespérément besoin alors que nous assurions leur sécurité tout au long de la première vague de la pandémie. À chaque instant et lors des vagues subséquentes, le même principe directeur s'appliquait: être là pour soutenir les Canadiens, leur permettre de prendre les mesures nécessaires pour se protéger et protéger leur famille contre la crise sanitaire et pour traverser la crise économique. Il fallait donc être toujours présent pour soutenir les Canadiens.

Les politiciens conservateurs n'ont cessé de nous dire à la Chambre que nous en faisons trop, que nous faisons une erreur en investissant autant pour soutenir les Canadiens: pour soutenir les familles, pour soutenir les travailleurs, pour soutenir les petites entreprises et pour soutenir les étudiants. Cependant, non seulement nous savions que le fait d'investir dans les Canadiens serait la bonne façon de s'assurer que notre économie se rétablirait le plus rapidement possible alors que nous traversons le pire de la pandémie, mais nous savions aussi que le fait de montrer aux Canadiens qu'ils avaient un gouvernement sur lequel ils pouvaient compter, qui les soutenait et qui était en mesure d'offrir un soutien au revenu, un soutien à la santé et les vaccins nécessaires, donnerait aux gens la confiance qu'il fallait pour rester fidèles à nos valeurs en tant que Canadiens.

Lorsqu'une tempête frappe, il est facile de vouloir faire le dos rond et juste prendre soin de soi, mais les Canadiens sont vraiment, vraiment bons pour intervenir en cas de crise. C'est ce qu'ils ont fait parce qu'ils savaient que les gouvernements étaient là pour les soutenir. Le gouvernement fédéral n'était pas le seul à le faire, même s'il a fourni huit dollars sur dix versés aux Canadiens pour les aider à traverser la pandémie. Les provinces et les municipalités ont toutes travaillé main dans la main pour s'assurer que nous répondions aux besoins de la population. Le fait que les Canadiens aient pu être rassurés sur le fait que leurs institutions étaient là pour les soutenir, que nos professionnels de la santé travaillaient dur pour eux et que les dirigeants politiques de tous les ordres de gouvernement étaient là pour eux leur a donné la confiance nécessaire pour faire ce qu'il fallait et continuer d'être là les uns pour les autres.

Alors même que les Canadiens voyaient leurs gouvernements et leurs travailleurs de première ligne jouer les héros pour assurer leur sécurité pendant la pandémie, les Canadiens eux-mêmes, des propriétaires de petites entreprises aux jeunes en passant par les personnes âgées, étaient là pour s'entraider pendant cette période. Voilà, très franchement, l'histoire de la pandémie: les Canadiens ont été là les uns pour les autres.

Alors que nous continuons de composer avec la pandémie, qui passe maintenant par de nouvelles phases, et même si une grande partie de notre économie a pu se rétablir et que de nombreuses personnes sont maintenant vaccinées en toute sécurité et se sentent beaucoup plus confiantes quant à leur santé et celle de leur famille, nous savons qu'il y a encore beaucoup à faire. C'est pourquoi, dans le discours du Trône, nous avons parlé de tout, de la mise en place

L'Adresse

de mesures frontalières renforcées pour faire face aux variants préoccupants, de l'acquisition de vaccins de rappel, de doses pour les enfants et de la prochaine génération de vaccins contre la COVID-19, ainsi que de l'investissement dans plus de possibilités de créer des vaccins et des produits de santé au Canada.

● (1520)

Voilà le genre de choses que nous devons faire, non seulement pour en finir le plus rapidement possible avec la pandémie, mais également pour que les Canadiens puissent continuer à prospérer dans les mois et les années à venir. C'est la raison pour laquelle nous devons terminer cette lutte contre la pandémie. La chose la plus importante que nous puissions faire pour aider les Canadiens à faire croître l'économie et à créer des possibilités pour eux-mêmes et pour leurs enfants est d'en finir pour de bon avec la pandémie. C'est pour cette raison que nous sommes si déterminés à veiller à ce que les gens aient accès aux vaccins qui peuvent leur sauver la vie, à nous fonder à chaque étape sur les données scientifiques et à collaborer avec les provinces et avec les territoires de façon à ce que, si des mesures de confinement et d'autres mesures de santé publique sont nécessaires, le gouvernement fédéral soit là pour aider les petites entreprises, les familles et les personnes ayant besoin d'aide pour traverser la pandémie. C'est de cette manière que nous pourrions continuer à bien nous porter.

C'est le plan que le Canada a établi dès le début, mais pas seul. Nous ne pouvons pas nous attribuer tout le mérite d'avoir compris qu'investir dans les Canadiens était le meilleur moyen de traverser la pandémie. Le plan découlait des recommandations d'organisations économiques internationales telles que le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et diverses autres organisations, qui ont indiqué que les pays qui ont la capacité financière d'aider leurs citoyens devaient le faire dès le début de la pandémie et jusqu'à la fin.

Bien sûr, parmi tous nos partenaires du G7, le Canada, dont le ratio dette-PIB est le plus bas, avait la meilleure capacité financière, et nous avons continué à aller de l'avant de manière à épauler les Canadiens à chaque étape du processus. Malheureusement, les députés d'en face, comme le député de Carleton, ont affirmé que nous en faisons trop et trop vite pour apporter cette aide aux Canadiens. Nous n'étions pas d'accord, et ce que nous avons démontré, c'est que notre économie a rebondi plus rapidement que celle des États-Unis, par exemple. Nous avons récupéré plus de 100 % des emplois perdus pendant la pandémie, alors que les États-Unis n'en ont récupéré qu'environ 81 %.

Comme il reste encore beaucoup à faire, nous avons un véritable plan pour continuer à bâtir une économie forte et résiliente, et efficace pour tout le monde. Au centre de notre travail, il y a la poursuite des mesures contre l'augmentation du coût de la vie. Nous savons que, pour les familles partout au pays, la hausse des coûts est une réelle inquiétude. Elles sont exposées à une forte inflation, qui est une réalité dans le monde entier. Toutefois, les Canadiens ont aussi les moyens nécessaires pour tenir bon.

L'Adresse

Nous sommes conscients que le coût des services de garde d'enfants représente une part importante des dépenses que doivent actuellement assumer les familles. C'est pourquoi nous sommes allés de l'avant pour mettre en place le tout premier système pancanadien de garde d'enfants qui, d'ici cinq ans, offrira aux familles des services de garde d'enfants à 10 \$ par jour. Nous savons également que les familles ont besoin d'aide dès maintenant, de sorte que l'argent que nous investissons dans les services de garde partout au pays se traduira, à de nombreux endroits, par une réduction immédiate des frais de garderie. En effet, l'Alberta a annoncé qu'à compter du 1^{er} janvier, grâce aux investissements du gouvernement fédéral et à l'entente conclue avec ce dernier, elle sera en mesure de réduire de moitié les frais de garde pour les familles de la province. Et elle n'est pas la seule puisque d'autres provinces font actuellement la même chose.

Alors, il convient vraiment de se poser la question: si les gouvernements de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et d'autres provinces conservatrices du pays se sont montrés si déterminés à aller de l'avant en ce qui a trait aux services de garde d'enfants et à la réduction des coûts pour les familles, pourquoi ici, à Ottawa, les conservateurs sont-ils si opposés à la signature d'ententes à cet égard? Durant la campagne électorale, ils ont fait la promesse de déchirer les ententes relatives aux services de garde conclus avec les provinces. S'ils sont réellement soucieux d'alléger le fardeau financier des familles, la diminution des frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour est justement l'un des meilleurs moyens d'y parvenir.

• (1525)

[Français]

Nous savons aussi que la crise du logement est une réalité pour les familles de la classe moyenne, et ce, partout au pays. En effet, le coût d'un logement abordable et celui d'une maison sont plus élevés que jamais. Les familles ont besoin d'aide.

Au Canada, le grand défi auquel nous faisons face est le suivant: pendant 10 ans, le gouvernement conservateur de Stephen Harper n'a cessé de dire que le gouvernement fédéral n'avait aucun rôle à jouer en matière de logement et qu'il n'avait pas la responsabilité d'aider à investir dans ce domaine. Dix ans de rien, sans leadership du gouvernement fédéral, cela a des effets qui peuvent durer longtemps.

C'est pourquoi, quand nous sommes arrivés au pouvoir en 2015, nous avons fait la promesse aux Canadiens de nous réengager dans le domaine du logement et de présenter des plans ambitieux.

En 2017, c'est exactement ce que nous avons fait en lançant la Stratégie nationale sur le logement, un plan qui a commencé à 40 milliards de dollars et qui est maintenant rendu à 80 milliards de dollars. Grâce à la Stratégie, des investissements ont permis à des centaines de milliers de familles d'avoir plus de logements, plus de places et la capacité de se trouver un logement abordable...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée d'interrompre le premier ministre, mais un député lui manque de respect.

Je vais demander au député de Carleton d'attendre. Il aura l'occasion plus tard de poser des questions ou de faire des commentaires. Je demande le respect de tous les orateurs.

L'honorable premier ministre a la parole.

Le très hon. Justin Trudeau: Madame la Présidente, nous avons mis sur pieds des mesures qui ont aidé concrètement les Ca-

nadiens à accéder à la propriété au fil des dernières années. Cependant, nous savons absolument que nous avons plus à faire.

[Traduction]

Pendant la campagne électorale, nous nous sommes engagés, entre autres choses, à créer un fonds de 4 milliards de dollars pour accélérer la construction de logements à l'intention des municipalités. Le fonds les aidera à accélérer l'obtention des matériaux de construction, à délivrer les permis plus rapidement et à favoriser la construction de logements pour les personnes à faible revenu et pour les gens de la classe moyenne, ce qui permettra de répondre à un besoin pressant des familles et des collectivités. Cette aide s'ajoute aux autres initiatives que nous avons prises, qu'il s'agisse de l'Allocation canadienne pour le logement ou de l'Initiative pour la création rapide de logements, qui a bien fonctionné avec les municipalités.

Toutefois, nous ferons plus encore. Nous aiderons les familles à acheter leur première maison plus tôt, avec un incitatif à l'achat d'une première propriété plus flexible et plus généreuse, un nouveau programme de location avec option d'achat et la réduction des frais de clôture pour les nouveaux acheteurs. Voilà toutes des solutions concrètes et tangibles qui aideront à faire évoluer les choses dans la bonne direction pour les Canadiens.

Même si les conservateurs se disent aujourd'hui scandalisés par la crise du logement, ils n'offrent aucune solution. En fait, la seule solution concrète qu'ils proposaient dans leur plateforme électorale en 2021 était, tenez-vous bien, d'accorder un allègement fiscal aux riches propriétaires pour les aider à vendre leurs immeubles. Cela prend vraiment un conservateur fédéral pour croire que nous aiderions de quelque façon les gens à louer ou à acheter des logements qu'ils ne peuvent pas se permettre en accordant des allègements fiscaux à de riches propriétaires. La mesure ne fonctionne tout simplement pas. De notre côté, nous avons un plan complet qui aidera véritablement les Canadiens à trouver ou à acquérir des logements abordables ou à faible coût. Nous nous employons à assurer l'accessibilité au logement.

Nous nous sommes toujours employés à venir en aide aux Canadiens, que ce soit en indexant l'Allocation canadienne pour enfants en fonction de l'inflation ou en élaborant un programme de garde d'enfants qui, en plus d'aider les familles à assumer les coûts à cet égard, permettra à plus de femmes d'entrer sur le marché du travail et donnera aux enfants des chances égales de réussite. Nous faisons des investissements à long terme pour notre avenir. Nous défendons les intérêts de la classe moyenne et nous continuerons de nous attaquer aux pénuries de main-d'œuvre en augmentant les seuils d'immigration économique et en investissant dans la formation professionnelle.

• (1530)

[Français]

Évidemment, les Canadiens sont préoccupés par l'économie et ils veulent savoir que nous sommes là pour les aider. Nous allons être là pour le faire et nous allons être là pour investir. Cependant, il y a d'autres dossiers sur lesquels les Canadiens s'attendent à ce que nous travaillions et c'est exactement ce que nous allons faire.

L'Adresse

Les Canadiens veulent des actions concrètes et c'est ce que nous allons faire. Ils veulent que nous agissions contre les changements climatiques, que nous innovions en matière de nouvelles technologies et d'énergies propres et que nous créions des emplois verts. Ils veulent que nous bâtissions un pays plus inclusif et que nous avançons plus rapidement sur le chemin de la réconciliation.

Pour ce qui est des changements climatiques, nous reconnaissons leur existence. De plus, nous reconnaissons depuis longtemps ce que les conservateurs refusent, encore aujourd'hui en 2021, de reconnaître: on ne peut pas avoir de plan pour l'économie si on n'a pas de plan pour l'environnement.

Les conservateurs refusent de s'attaquer aux changements climatiques. Ils refusent de bâtir un avenir économique pour les Canadiens qui assurera, pas juste pour notre pays, mais pour notre planète, l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050. Nous devons faire les investissements nécessaires pour transformer notre économie afin d'avoir moins d'émissions de carbone, plus d'innovation, plus d'emplois verts et, plus encore, des carrières vertes.

Ces dossiers sont malheureusement ceux que les conservateurs continuent de bloquer, qu'il s'agisse de mettre un prix sur la pollution ou de plafonner les émissions de gaz à effet de serre des secteurs gazier et pétrolier avant de les réduire pour atteindre la carboneutralité en 2050. Voilà comment nous préparerons notre économie, nos industries, nos travailleurs et nos besoins énergétiques à être prêts pour le XXI^e siècle.

Il s'agit là d'investissements que nous sommes en train de faire, pas seulement pour l'économie et les emplois, mais aussi pour protéger la nature.

En effet, quand nous sommes arrivés au pouvoir en 2015, à peine 1 % de nos côtes et nos océans avait été protégé par le gouvernement Harper. En quelques années seulement, nous avons augmenté ce pourcentage à 14 % et nous sommes en voie d'atteindre 25 % en 2025 et 30 % en 2030. Il en va de même pour nos terres à protéger, dont 30 % le seront d'ici 2030.

Nous savons que le fait de protéger la nature signifie plus que simplement en préserver la beauté et les ressources pour les générations futures. Cela signifie aussi lutter concrètement contre les changements climatiques dès aujourd'hui. C'est là notre vision. Il faut comprendre qu'en protégeant la nature, les aires humides, nos rivières, nos lacs et nos océans, nous pouvons assurer un meilleur avenir avec moins de changements climatiques, tout en faisant des investissements sans précédent pour, justement, transformer notre économie de la bonne façon.

Pour ce qui est de la réconciliation, nous savons qu'il faut établir des partenariats et qu'il faut trouver des solutions pour lutter contre les changements climatiques. D'ailleurs, nous n'aurions pas pu protéger autant de nos côtes et de nos océans si ce n'était du leadership des peuples autochtones et de nos partenariats avec eux. Je pense ici tout particulièrement aux Inuits, qui ont démontré une compréhension profonde des liens nécessaires entre la lutte contre les changements climatiques et la croissance économique dans leurs communautés et partout au pays.

• (1535)

[Traduction]

Je suis heureux que le chef de l'opposition ait parlé de la réconciliation dans son intervention au Parlement un peu plus tôt. Une chose concrète que nous pourrions tous faire à la Chambre est de

travailler à la mise en œuvre intégrale de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Malheureusement, le Parti conservateur a voté contre cette déclaration à la dernière législature. Le chef de l'opposition affirme que la réconciliation est importante; les conservateurs devraient donc, je l'espère, changer d'attitude vis-à-vis de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et se rendre compte en fait que cette déclaration est une question importante dont le Canada et le monde entier doivent s'occuper activement. Nous poursuivrons notre travail avec tous les partis à la Chambre sur ces questions.

Je veux réagir à certains points soulevés par le chef conservateur ce matin. Malheureusement, il n'a pas fait montre de beaucoup de leadership; il a plutôt tenté de se faire du capital politique à bon marché.

Nous savons tous que la meilleure chose que nous puissions faire pour l'économie est de tourner la page sur la pandémie. Pourtant, le Parti conservateur refuse même de confirmer le nombre de ses députés qui sont vaccinés. Il ne prêche tout simplement pas par l'exemple. Les députés d'en face nous disent qu'ils détestent quand les gens soulèvent cette question. Étant donné que nous savons que la vaccination est la solution pour sortir de la pandémie, ils ne peuvent pas être sans équivoque sur la nécessité de se faire vacciner et de donner l'exemple. C'est vraiment décevant. Si les conservateurs avaient remporté les dernières élections, les gens se déplaceraient actuellement par avion et par train sans avoir besoin d'être complètement vaccinés et mettraient les Canadiens en danger. C'est un engagement que les conservateurs avaient pris envers les Canadiens: ils n'auraient pas besoin d'être complètement vaccinés pour voyager en avion ou en train.

Ce n'est tout simplement pas le genre de leadership auquel les Canadiens s'attendaient. Ce n'est certainement pas le genre de leadership qu'ils ont choisi. Il s'agit également d'un engagement qui serait néfaste non seulement pour l'évolution de la pandémie au Canada, mais aussi pour l'économie. Les conservateurs continuent de montrer qu'ils ne comprennent pas que la meilleure chose que nous puissions faire pour stimuler l'économie est de mettre fin à la pandémie.

Aujourd'hui, les députés d'en face ont aussi beaucoup parlé de la relation entre le Canada et les États-Unis. Nous continuerons de défendre les intérêts des Canadiens. Nous continuerons de lutter pour éliminer les droits sur le bois d'œuvre, pour continuer à produire des véhicules électriques au Canada et pour faire en sorte que nos produits, comme les pommes de terre, puissent continuer d'être exportés aux États-Unis.

Quand le chef conservateur mentionne que nous n'intervenons pas suffisamment auprès des États-Unis, ça me rappelle ce qu'il a dit lorsque nous avons défendu les métallurgistes et les travailleurs de l'aluminium contre la dernière administration américaine. Il a dit que ces représailles tarifaires étaient stupides. C'est le mot qu'il a utilisé. Il a dit qu'il était stupide d'exercer des pressions sur les États-Unis quand ils imposaient des droits de douane aux métallurgistes et aux travailleurs de l'aluminium et menaçaient de vagues mesures de protectionnisme.

L'Adresse

Nous n'avons pas écouté le chef de l'opposition. Nous sommes allés de l'avant en défendant vigoureusement les intérêts canadiens, et l'administration américaine a fait marche arrière. Nous avons protégé nos métallurgistes et nos travailleurs de l'aluminium. Les députés comprendront donc que je n'ai pas de leçons à recevoir du chef de l'opposition officielle sur comment capituler devant les Américains. Nous allons plutôt prendre fermement position à chaque étape.

Notre gouvernement cherche avant tout des solutions concrètes qui donnent des résultats. Notre campagne de vaccination est l'une des plus réussies du monde. Cela nous rappelle, encore une fois, les plaintes et les attaques partisanes et personnelles de députés de l'opposition officielle, le Parti conservateur, qui disaient que nous ne recevions pas les vaccins assez rapidement, que notre campagne de vaccination ne se déroulait pas bien et que nous ne protégeions pas les Canadiens. Nous voilà aujourd'hui avec l'un des taux de vaccination les plus élevés du monde, et le parti qui n'a pas cessé de se plaindre que nous n'en faisons pas assez pour obtenir des vaccins est maintenant le seul parti à la Chambre dont les députés ne sont pas tous entièrement vaccinés. Malheureusement, il est typique du Parti conservateur du Canada de s'adonner à des jeux politiques et de faire de beaux discours sans vraiment donner suite à ce qui doit se passer pour assurer la sécurité des Canadiens.

Malgré toutes les critiques des conservateurs au sujet de l'économie canadienne et de notre approche pour soutenir les Canadiens pendant la pandémie, nous avons maintenant non seulement récupéré plus de 100 % des emplois perdus au plus fort de la pandémie, mais nous avons même créé de nouveaux emplois. Cette reprise est le fruit de nos investissements dans les Canadiens et du soutien que nous avons apporté aux petites entreprises partout au pays.

Au cours des derniers mois, chaque fois que j'entrais dans une petite entreprise ou un restaurant, des gens me remerciaient pour la subvention salariale ou pour l'aide que nous leur avons apportée pour qu'ils puissent s'en sortir. En retour, je les ai remerciés de leur résilience, d'être restés ouverts et, maintenant, de s'être remis en marche. Continuerons-nous de les appuyer dans la lutte contre la pénurie de main-d'œuvre? Ma réponse est oui.

Nos frontières ont été fermées pendant un an et nous n'avons pu accepter qu'un petit nombre d'immigrants. Nous savons maintenant que nous devons recommencer à accueillir des gens pour continuer à faire croître notre économie. Nous devons aussi offrir davantage de formation professionnelle. Il nous faut en plus donner des possibilités d'avenir à nos jeunes. Nous continuerons de voir à ce que non seulement les gens aient des emplois, mais à ce que les emplois trouvent preneurs. La croissance de l'économie exige d'un gouvernement qu'il fasse ce que nous disons depuis le début: à chaque étape, être là pour les Canadiens.

Nous continuerons donc de stimuler l'économie et de venir en aide aux petites entreprises. Nous continuerons d'être là pour les familles, avec l'Allocation canadienne pour enfants indexée à l'inflation et des garderies à 10 \$ par jour.

Nous fournirons une aide ciblée aux secteurs les plus durement touchés, comme le tourisme. Le chef de l'opposition officielle a parlé d'une aide pour l'industrie touristique. J'espère que son parti travaillera avec nous et que nous aurons son appui parce que nous nous penchons actuellement sur le projet de loi C-2, qui prévoit des mesures de soutien ciblées pour l'industrie touristique. Les gens de ce secteur sont très inquiets des conséquences que le variant Omicron peut avoir sur leurs activités.

Nous avons un projet de loi qui nous permettrait de venir en aide aux secteurs qui sont les plus durement touchés. Il nous permettrait d'appuyer des petites entreprises ou des entreprises qui font face à des difficultés, tout en prévoyant des mesures de soutien pour les provinces qui seraient obligées de confiner leurs populations.

Notre gouvernement sera là, comme il l'a été depuis les débuts, pour permettre aux Canadiens de traverser cette crise sanitaire en sachant que le gouvernement est derrière eux et que nous rebondirons et sortirons de cette crise plus forts que jamais. Voilà l'objet même du projet de loi C-2. J'espère sincèrement que les conservateurs et les autres partis à la Chambre sont bien conscients que les Canadiens méritent un Parlement qui s'occupe d'eux et qui est prêt à leur venir en aide en tout temps.

Nous sommes déterminés à mettre en place le Transfert canadien en matière de santé mentale pour élargir l'accès à des services de santé mentale de qualité et gratuits. Nous savons que les Canadiens, comme les autres partout ailleurs dans le monde, ont souffert de la pandémie. L'isolement, les pressions financières et autres, l'anxiété et les difficultés auxquelles ils ont été confrontés ont laissé des marques, et c'est pourquoi les sommes records que nous investirons dans les services de santé mentale seront très utiles pour les Canadiens.

● (1540)

Dès les premiers jours de cette législature, nous avons présenté un projet de loi pour accorder 10 jours de congé de maladie payés aux gens qui travaillent dans des entreprises du secteur privé assujetties à la réglementation fédérale et nous collaborerons avec les provinces pour qu'elles en fassent autant partout au pays.

Nous voulons protéger les travailleurs de la santé contre des actes d'intimidation inacceptables. Nous allons interdire les thérapies de conversion. Toutefois, il y a toujours plus à faire.

● (1545)

[Français]

Bien sûr, on sait qu'il y a toujours plus de travail à faire, mais les Canadiens s'attendent à ce qu'on travaille de façon collaborative et respectueuse à la Chambre des communes.

Ils comprennent très bien qu'il existe différents points de vue et qu'il y aura toujours des débats robustes sur la meilleure façon d'aider et de servir les Canadiens. J'ai d'ailleurs bien hâte de voir ces échanges.

Toutefois, les Canadiens s'attendent à voir des parlementaires qui sont là pour eux, qui pensent tous les jours à la façon de mieux les servir, de leur apporter le soutien et la croissance dont ils vont pouvoir bénéficier. C'est ce à quoi ils s'attendent et c'est ce que ce gouvernement est prêt à faire.

Je tends la main à tous les parlementaires avec ce discours du Trône qui souligne des préoccupations sur lesquelles nous sommes d'accord. Comme je l'ai dit, j'ai bien hâte aux débats sur la meilleure façon de répondre aux attentes des Canadiens.

La question centrale est de savoir si on va être là pour les Canadiens. Je peux assurer que, du côté du gouvernement, la réponse est oui.

[Traduction]

M. Daniel Blaikie: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je suis député depuis un peu plus de six ans maintenant et j'ai entendu de nombreuses allégations à la Chambre selon lesquelles le premier ministre n'a pas un grand respect pour le Parlement, et j'en ai parfois vu des preuves.

Aujourd'hui, je constate qu'il a dépassé largement les 20 minutes, ce qui est normalement le temps de parole accordé aux députés. Madame la Présidente, je vous renvoie à l'article 50(2) du Règlement, qui donne au premier ministre le droit de prolonger son intervention, et je suis heureux de voir le premier ministre s'adresser au Parlement aujourd'hui.

S'il est d'humeur, je demanderais le consentement unanime de la Chambre pour prolonger la période de questions et réponses de 10 minutes, pour un total de 20 minutes, afin qu'il puisse poursuivre.

Madame la Présidente, avant de demander le consentement unanime, il convient d'entendre le premier ministre sur ce rappel au Règlement. Par conséquent, je vous invite à lui demander de formuler des observations puis à solliciter le consentement unanime de la Chambre pour prolonger sa période de questions de 10 minutes.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député a-t-il le consentement unanime pour porter à 20 minutes la période de questions et observations?

Des députés: Non.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous passons aux questions et observations. Le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola a la parole.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je remercie le premier ministre d'être ici aujourd'hui pour nous faire part de sa réponse au chef de l'opposition.

Les Canadiens veulent entendre un peu plus le chef d'État lorsqu'il est question de grands enjeux. Je dois avouer, et c'est peut-être de l'étroitesse de ma part et ma personnalité, mais j'ai trouvé le discours du premier ministre très partisan aujourd'hui. En fait, c'est peut-être pour le mieux, car lorsque le chef de l'opposition touche une corde sensible du premier ministre, c'est probablement parce que les critiques sont légitimes.

Je demanderais au premier ministre de tenir compte de ces critiques, car il est rare de pouvoir accepter chez les autres ce qu'on n'aime pas chez soi-même. Peut-être sera-t-il amené à adopter une position un peu différente, à se montrer plus conciliant et à être un peu plus digne d'un premier ministre.

Je vais lui donner l'occasion de parler d'un sujet sur lequel — je l'espère — nous pouvons tous les deux nous entendre, et je crois que les Canadiens veulent entendre ce qu'il a à dire. Manifestement, ma province, la Colombie-Britannique, souffre énormément à l'heure actuelle, et j'apprécie vraiment l'aide apportée par le premier ministre et son Cabinet et leur esprit de conciliation alors qu'ils tentent d'être là pour les gens en cette période très difficile.

Le maire Spencer Coyne, de Princeton, en Colombie-Britannique, et la mairesse Linda Brown, de Merritt, en Colombie-Britannique, m'ont tous deux dit que le projet de loi qui permettra aux gens de retourner chez eux coûtera des dizaines de millions de dollars, une somme que ces collectivités n'ont pas. En vertu de l'aide

L'Adresse

financière en cas de catastrophe, le partage 80/20, où 20 % des coûts sont assumés par les municipalités, ne sera plus possible.

Le premier ministre est-il prêt à aider ces communautés? Il faudra des années pour tout recommencer et j'espère que nous obtiendrons une réponse positive.

Le très hon. Justin Trudeau: Madame la Présidente, je regrette le ton partisan de l'introduction à la question du député, mais je reconnais qu'il a été un porte-parole solide de sa collectivité qui a été durement touchée par ces événements météorologiques extrêmes.

Je tiens à souligner que je sais que nous devons non seulement être là pour les gens en ce moment, comme je l'ai dit à la mairesse Brown de Merritt, à qui j'ai parlé il y a quelques semaines, que nous serions là pour elle et sa communauté, comme nous le serons pour les gens de l'ensemble de la Colombie-Britannique, mais nous devons aussi en faire plus pour lutter contre les changements climatiques, en nous assurant de réduire les émissions de notre secteur pétrolier et gazier, d'aller de l'avant en investissant dans les énergies propres et renouvelables et de construire des infrastructures résistantes aux changements climatiques. Voilà ce qui importe.

En ce qui concerne le soutien en cas de catastrophe, j'ai simplement dit que le gouvernement fédéral sera là. Nous travaillerons de concert avec la Colombie-Britannique et nous appuierons les Canadiens qui ont besoin d'aide.

• (1550)

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, je veux remercier le premier ministre de son discours. Toutefois, je dois dire que les gens du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, que je représente, étaient un peu déçus de ce qui se retrouve dans le discours du Trône.

Il y a eu plusieurs omissions. On a oublié de parler des agriculteurs, des transferts en santé, ainsi que de la nécessité d'une réforme de l'assurance-emploi, notamment pour une région comme la nôtre. De plus, une frange de la population a été particulièrement oubliée, et ce sont les aînés de 65 ans et plus.

J'ai une grande région comprenant quatre bureaux de circonscription, et, chaque semaine, si ce n'est pas chaque jour, des aînés nous appellent pour nous demander de leur expliquer pourquoi ce gouvernement pense qu'ils ne méritent pas un soutien adéquat.

Un chèque de 500 \$ a été envoyé, par hasard, juste avant l'élection. Des aînés ont d'ailleurs été très contents de me dire qu'ils ont pris une partie de ces sous pour les reverser à mon parti, parce que c'est le seul à défendre les aînés adéquatement.

Il n'est cependant pas trop tard. L'augmentation du Supplément de revenu garanti pour les personnes de 75 ans et plus n'est pas encore en vigueur. Pourquoi ne pas le faire pour les aînés de 65 ans et plus?

Le très hon. Justin Trudeau: Madame la Présidente, lors de notre arrivée au pouvoir en 2015, l'une de nos premières initiatives a été l'augmentation du Supplément de revenu garanti de 10 % pour les aînés seuls les plus vulnérables.

L'Adresse

Cela a aidé concrètement des dizaines de milliers d'ainés à sortir de la pauvreté, et nous allons continuer d'aider les aînés, que ce soit pendant cette pandémie au cours de laquelle nous avons effectivement versé des sommes records aux Canadiens ou avec cette promesse que nous avons faite, il y a plusieurs années, d'augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les aînés de 75 ans et plus.

Nous reconnaissons tous que les aînés vivent de plus en plus longtemps, ce qui est une très bonne nouvelle, mais nous devons reconnaître que les coûts augmentent aussi. C'est pourquoi cibler ceux qui subissent une augmentation des coûts a été notre choix. C'était afin de les aider encore plus.

[Traduction]

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, les Canadiens s'attendent à ce que le premier ministre prenne des mesures de lutte contre les changements climatiques à la hauteur de l'ampleur et de l'urgence de la crise. Or, le gouvernement libéral a plutôt augmenté les subventions pour les combustibles fossiles versées aux grandes sociétés pétrolières et gazières, celles-là mêmes qui alimentent la crise climatique.

En 2015, le premier ministre a promis d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles, mais il les a augmentées. En 2019, il a promis d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles, mais il les a augmentées de 900 millions de dollars par année. En 2020, il a fait la même promesse, qu'il a encore brisée.

Quand le premier ministre cessera-t-il de briser les promesses qu'il fait aux Canadiens?

Le très hon. Justin Trudeau: Madame la Présidente, nous nous sommes engagés depuis longtemps à éliminer les subventions aux combustibles fossiles d'ici 2025 et nous avons maintenant devancé cet échéancier. Nous savons à quel point il est important de réduire nos émissions de carbone pour avancer dans la bonne direction.

Toutefois, je souligne que les Canadiens qui regardent les débats à la Chambre ont l'habitude de voir des gens lancer des accusations tous azimuts et faire des déclarations fracassantes au sujet du leadership ou des mesures de lutte contre les changements climatiques de leur parti. Il vaut mieux se tourner vers les experts.

La députée d'en face devrait savoir que tous les experts ont vivement critiqué le plan de lutte contre les changements climatiques de son parti. En effet, des dirigeants comme Andrew Weaver, ancien chef du Parti vert, ou Mark Jaccard, économiste du climat, ont donné au Parti libéral la meilleure note pour son plan ambitieux, concret et musclé de lutte contre les changements climatiques. Voilà ce que nous proposons.

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Madame la Présidente, il est de plus en plus difficile de trouver des logements abordables au Canada. Dans ma collectivité, par exemple, les prix ont bondi de 35 % uniquement au cours de la dernière année. Une maison devrait être un foyer, pas un actif destiné aux investisseurs.

Même si j'étais heureux de la mention du Fonds pour accélérer la construction de logements dans le discours du Trône, j'étais aussi préoccupé par les omissions. Il n'y a rien dans le discours sur des outils éprouvés comme des investissements dans le logement coopératif, y compris certains déjà promis par le gouvernement, comme la taxe sur les logements vacants.

Est-ce que le premier ministre peut nous dire si le gouvernement compte aller de l'avant en 2022 avec la taxe sur les logements va-

cants? Si oui, compte-t-il l'instaurer à un taux qui aura une véritable incidence sur la crise du logement?

• (1555)

Le très hon. Justin Trudeau: Madame la Présidente, le gouvernement est très préoccupé par la hausse du coût du logement partout au pays, et ce, depuis 2015. Nous avons mis sur pied la Stratégie nationale sur le logement en 2017, forte de 40 milliards de dollars, et bientôt de 80 milliards de dollars en investissements pour aider les Canadiens. Que ce soit les investissements dans le Fonds pour accélérer la construction de logements, les programmes de location avec option d'achat ou l'Initiative pour la création rapide de logements, voire la taxe imposée aux acheteurs étrangers, ce sont là des exemples concrets de nos décisions. Nous avons hâte d'obtenir l'appui du député et de tous les autres parlementaires dans notre volonté d'œuvrer pour les Canadiens et de les soutenir pendant cette crise du logement.

Mme Jean Yip (Scarborough—Agincourt, Lib.): Madame la Présidente, je représente une circonscription dans une province qui n'a pas adhéré à l'entente sur les services de garde d'enfants. Que pouvons-nous faire pour encourager les autres provinces à adhérer à cette entente?

Le très hon. Justin Trudeau: Madame la Présidente, nous avons vu des familles de tout le pays se réjouir des économies qu'elles réaliseront au cours des prochaines années. En effet, elles épargneront des milliers, voire des dizaines de milliers de dollars par année en frais de garde d'enfants, car nous avons enfin donné suite à l'initiative nationale pour des services de garde à 10 \$ par jour.

Les provinces dirigées par des conservateurs, comme l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba, vont de l'avant. Les intervenants, les familles et les organisations leur ont dit qu'aller de l'avant en matière de garde d'enfants n'est pas seulement bon pour les enfants, pour les familles et pour les mères, mais aussi pour notre main-d'œuvre et notre économie, car les gens ont plus de choix pour entrer sur le marché du travail.

Je suis convaincu que l'Ontario et le Nouveau-Brunswick seront en mesure de signer l'entente afin que leurs familles puissent économiser des milliers et des milliers de dollars et bâtir un avenir meilleur pour leurs enfants et leurs collectivités.

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prononcer ma toute première allocution à la Chambre. Je tiens d'abord à vous féliciter pour votre réélection, ainsi que les 336 autres députés de la Chambre. Ils ont tous une expérience qui les a amenés dans cette enceinte, une raison qui les a poussés à mettre leur nom sur un bulletin de vote et des motivations pour servir qui sont aussi distinctes que la diversité de notre pays.

Si je puis me permettre, j'aimerais prendre un moment pour remercier les personnes qui ont joué un rôle si important dans mon parcours vers ce siège à la Chambre, en commençant bien sûr par les électeurs de Thornhill, une collectivité remarquable, prospère et en pleine croissance de la région du Grand Toronto. Je remercie les électeurs qui m'ont choisie pour être leur députée conservatrice et qui m'ont fait confiance. J'ajouterais à l'intention de ceux qui ont voté pour l'un de mes adversaires que j'ai du travail à faire pour les rallier à ma cause.

L'Adresse

En attendant, j'ai l'intention d'être la meilleure représentante possible pour l'ensemble de la collectivité, car celle de Thornhill mérite qu'on la regarde comme étant, à bien des égards, l'avenir du Canada. C'est une collectivité incroyablement diversifiée composée de familles qui ont immigré au Canada de partout dans le monde, dont la mienne, la famille Lantsman. Je suis la petite-fille d'un homme qui est venu s'établir au Canada et qui a créé l'une des petites entreprises les plus emblématiques de la collectivité.

Mon grand-père a immigré au Canada, à Thornhill, pour faire en sorte que ses enfants et ses petits-enfants aient une meilleure vie que celle que lui et les siens avaient connue dans la Russie communiste, marquée par la répression et la pauvreté. Lorsque mes parents sont arrivés ici, ils ne parlaient pas anglais. Ils l'ont appris. Ils ont fait face au sectarisme tantôt direct, tantôt subtil de l'antisémitisme, une haine bien plus ancienne que notre pays, qui est malheureusement tolérée par beaucoup trop de personnes bien trop proches de cette assemblée. Ils ont persévéré et ont appris à leur fille à persévérer. Cette persévérance a été mise à l'épreuve au cours des 18 derniers mois.

J'ai perdu ma mère pendant ce parcours. Je sais qu'elle me regarde et, si quelqu'un aime ce que je dis à la Chambre, c'est presque totalement grâce à elle. Mon père était vraiment en avance sur son temps. Il ne m'a jamais répondu « Non, tu ne peux pas faire ça. » Lui et mon frère aîné sont des artisans de ma réussite et incarnent l'esprit de persévérance et d'empathie qui caractérisent ce pays.

J'ai une famille extraordinaire qui a contribué à ma réussite et, plus important encore, j'ai une conjointe d'une patience infinie, qui me soutient inconditionnellement et sans qui je ne serais rien.

Je tiens à rendre hommage à la remarquable équipe de bénévoles grâce à laquelle j'ai été élue. Tout le monde sait qu'il faut un village, mais en politique, un village de bénévoles est un lieu particulièrement remarquable. J'ai une pensée toute particulière pour Peter Kent, mon prédécesseur à ce siège, qui m'a tant appris sur la façon de servir notre communauté et sur la norme élevée que je dois m'efforcer de respecter à titre de députée.

Je souhaite aussi remercier chacun des membres de ma fantastique équipe de campagne. Si j'ai été élue, c'est grâce au temps et à la confiance qu'ils m'ont accordés. Bon nombre d'entre eux m'appuyaient déjà dans mon parcours avant même que je décide de me porter candidate. C'est le résumé du parcours qui m'a amenée ici, et j'aimerais utiliser le reste de mon temps pour parler du chemin qui nous attend.

Je sais, comme tous les députés, qu'être titulaire d'une charge publique est un honneur et un privilège, mais que ce n'est pas facile. Nous nous attaquons à ces défis parce que nous avons des causes qui nous tiennent à cœur et des communautés que nous tenons à servir. Je sais que la Chambre des communes est censée être un endroit où il est possible de reconnaître nos différences et de les concilier, car j'ai travaillé sur la Colline du Parlement bien avant de devenir députée.

La représentation et la démocratie devraient fonctionner ainsi mais je me demande, en venant ici, si elles fonctionnent vraiment. Au début de la Confédération, le Canada avait une structure démocratique, mais il avait aussi des faiblesses démocratiques puisque les femmes, les peuples autochtones, les immigrants, les minorités religieuses et d'autres personnes étaient souvent considérés comme des citoyens de deuxième classe, voire pire encore, et qu'ils étaient

privés des droits fondamentaux, politiques et sociaux qu'avaient les élites.

À l'époque, le Parlement était souvent un club oratoire, où les élites politiques passaient énormément de temps à discourir entre elles, parlaient très peu à la population, et écoutaient encore moins. Bien qu'il reste beaucoup de travail à faire, nous avons réussi à corriger une bonne partie de ces injustices. Le fait que j'intervienne actuellement à la Chambre en tant que femme juive et membre de la communauté LGBTQ montre que nous sommes sur la bonne voie, je l'espère.

Cela dit, l'inclusion en politique n'est pas un jeu qui viserait à collectionner un maximum de cartes de baseball représentant des identités différentes, bien que les politiciens élus et leurs cliques voient souvent leur travail ainsi. L'objectif, c'est plutôt de relever le défi fondamental que représente le Parlement du pays et son gouvernement, puisqu'ils se résument encore trop souvent à des groupes d'élites qui discutent ensemble.

Il manque beaucoup de choses aux discours qu'on entend ici. Il manquait aussi beaucoup de choses au discours du Trône. En ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, beaucoup de gens à la Chambre et autour de la Chambre cherchent seulement à obtenir un nombre maximal de gazouillis et d'appuis de la part de militants et d'ONG dévoués à un seul enjeu au lieu de faire des efforts vraiment inclusifs pour relever le défi auquel nous sommes confrontés.

• (1600)

Au sujet des familles qui doivent payer la note pour les promesses faites à plusieurs reprises et des travailleurs du secteur de l'énergie qui perdent leur emploi et dont les perspectives d'avenir et les moyens de subsistance sont mis en péril, les intellectuels de gauche restent cois.

Par ailleurs, quand est-il des millions de Canadiens qui sont motivés par leur confiance envers le service public? De nombreux élus ne font qu'adopter la cause la plus en vogue du moment et n'hésiteront pas à donner gaiement leur appui à ce qui selon moi constitue une attaque délibérée envers les croyances des Canadiens, y compris nombre de députés autour de moi, simplement en raison du crime qui consiste à avoir le courage d'exprimer ses valeurs dans la sphère publique.

Qu'en est-il de la cause qui me tient le plus à cœur pour réaliser mon rêve? Je parle de la place des Juifs dans ce pays. L'engagement de notre pays pour protéger les droits de la personne, la diversité et le respect s'évapore rapidement parce que des gens proches de cette enceinte ne considèrent pas que toutes les minorités méritent d'être également protégées et respectées. Si je demande combien de députés juifs ont été élus depuis les débuts de la Chambre des communes — je rappelle que 300 députés sont élus chaque fois et que nous en sommes à la 44^e législature —, que sera le chiffre à votre avis? La réponse est 38 députés. Je suis la 38^e personne juive élue. Cela représente moins d'une personne par législature, et on ne peut affirmer que la voix des Juifs est surreprésentée dans les coulisses du pouvoir.

L'Adresse

Si c'était le cas, il ne serait pas socialement acceptable pour plusieurs dans les milieux officiels d'Ottawa de dénigrer librement le peuple juif en prétextant critiquer leur patrie dans le cadre d'une performance théâtrale perverse sur la justice sociale. Nous l'avons vu. Si des choses semblables avaient été dites à propos des Autochtones, de la communauté LGBTQ, des Canadiens handicapés ou d'autres des nombreux groupes du genre, plusieurs se seraient rués sur un micro pour épater la galerie en condamnant une telle intolérance, mais, paraît-il, le Moyen-Orient s'avère compliqué. Pourtant, il ne l'est pas tant que cela.

On retrouve une marée montante d'antisémitisme au pays, dans ma communauté et dans toutes les communautés du pays, et elle n'émane pas seulement d'un site de clavardage d'extrême droite sur Internet. Elle émane de clubs de professeurs, d'organismes de justice sociale et d'un trop grand nombre de bureaux gouvernementaux.

Quand Paris ou Londres est attaquée, on s'en préoccupe. On se préoccupe d'établir des règles, de financer une certaine sécurité et de protéger les citoyens. Par contre, quand des terroristes lancent des missiles sur des civils à l'autre bout du monde, on peut compter sur deux choses: des politiciens qui tentent de jouer sur les deux tableaux et, comme à l'accoutumée dans le mouvement pour la justice sociale, les reproches adressés aux victimes.

Ce n'est pourtant pas compliqué. Il y a le bien et il y a le mal. L'autodéfense, c'est bien; le terrorisme, c'est mal. Il faut le dire. L'erreur que je ne ferais pas est de croire que la probité morale l'emportera, parce que, hélas, ce n'est pas le cas. Pourquoi un Canadien né à Jérusalem, comme c'est le cas dans ma famille, ne peut-il avoir son lieu de naissance marqué dans son passeport? Pourquoi le seul état juif du monde est-il le seul pays à ne pas pouvoir choisir sa propre capitale? Si ce point ne fait pas réfléchir les députés, alors je me demande ce qu'il faut de plus. Tout conservateur responsable sait bien que la capitale est Jérusalem, et ce pays devrait pouvoir le dire.

Quelques années avant ma naissance, Joe Clark a promis de déménager l'ambassade à Jérusalem. J'y suis allée, je sais où elle se trouve, et ce n'est pas à Jérusalem. Je l'affirme, il ne s'agit pas d'une position partisane. Les gouvernements conservateurs comme libéraux ont échoué à ce sujet. Qu'importe, je ne me tairai pas, car d'où je viens, il s'agit de trancher entre le bien et le mal, et ce n'est pas si compliqué. Je suis fière d'être canadienne, conservatrice et juive, et ma présence ici à la Chambre est l'aboutissement de beaucoup de travail et de combats.

Maintenant que je suis ici, je vais me battre et travailler sans relâche pour que le gouvernement rende des comptes chaque fois que, par opportunisme, il tolérera les gens qui alimentent les préjugés au lieu de défendre les gens de principe tout en excluant ceux qui ne cadrent pas avec son discours. Cependant, je suis tout aussi prête à travailler de façon constructive avec les députés d'en face qui seront prêts à changer leurs façons de faire. Je fais partie de ce caucus parce que je crois qu'un gouvernement conservateur saurait mieux protéger ma communauté, mais nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre les prochaines élections. Je prie donc ceux qui ont voix au chapitre de prendre les préoccupations de ma communauté au sérieux et de reconnaître qu'ils n'ont tout simplement pas fait suffisamment d'efforts pour y répondre.

S'ils décident de répondre à cet appel, ils pourront compter sur des alliés de ce côté-ci de la Chambre, dont la députée de Thornhill.

• (1605)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, le discours du Trône propose un plan très ambitieux qui comprend la mise en œuvre de projets de loi très importants pour l'ensemble des Canadiens. Je parle notamment de celui dont nous avons débattu hier, le projet de loi C-2. Les Canadiens sont conscients des sacrifices qui ont été faits dans les 18 derniers mois, et ils savent qu'il est important pour le gouvernement de soutenir les Canadiens et les petites entreprises du pays et de prêter main-forte aux travailleurs de la santé et à la population canadienne en général.

J'estime que c'est ce que les Canadiens attendent de nous. Ma collègue d'en face est-elle prête à reconnaître qu'il est nécessaire de faire avancer l'étude du projet de loi C-2? C'est un projet de loi fondé sur des principes qui continueraient d'offrir aux Canadiens le soutien dont ils ont besoin, et ce n'est qu'une partie de ce qui a été proposé dans le discours du Trône.

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, je veux que le projet de loi C-2 soit renvoyé au comité afin que nous puissions en discuter. J'encourage le député à reconstituer les comités.

Il y a tellement de choses qui manquent dans le discours du Trône. Il y a tant de voix qui n'ont pas été prises en considération: les voix des Canadiens des régions rurales, les voix des travailleurs du secteur de l'énergie et les voix des personnes touchées par les inondations en Colombie-Britannique. Le gouvernement peut faire plus. Le gouvernement peut toujours en faire plus.

J'implore le député d'inclure les voix de tout le monde dans le discours du Trône et pas seulement celles des quelques privilégiés du Parti libéral.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je félicite la députée de Thornhill de son premier discours. Nous nous sommes rendus ensemble à l'édifice du Sénat pour écouter le discours du Trône, qui était très décevant. D'ailleurs, il n'a pas fait mention des enjeux importants dont on avait déjà parlé et qui représentaient des dossiers majeurs du gouvernement, notamment l'Internet à large bande.

Ma question à la députée et à son parti porte sur la vente aux enchères du spectre 5G qui se prépare et leur position à l'égard de Huawei. Nous nous sommes opposés à la participation de Huawei. Leur position dans ce dossier est-elle la même que la nôtre? Plus important encore, quels éléments réglementaires le CRTC pourrait-il mettre en place pour réduire les prix pour les Canadiens? À l'heure actuelle, nous sommes parmi les consommateurs qui paient les prix et les frais les plus élevés pour l'accès aux réseaux Internet à large bande. Le parti de la députée convient-il qu'il faut un processus de réglementation pour contrôler les prix puisqu'ils sont trop élevés pour les Canadiens?

• (1610)

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, c'est un parti qui a proposé bon nombre d'idées et de nombreux plans pour étendre l'infrastructure Internet et les services Internet à large bande aux collectivités rurales. Nous accueillons favorablement tout travail que nous pouvons accomplir ensemble pour réduire le prix des services Internet. Je me rends compte qu'il n'en a pas du tout été question dans le discours du Trône. Aucune de ces mesures destinées aux Canadiens des régions rurales n'a été mentionnée dans le discours du Trône.

Je me réjouis à l'idée de collaborer avec les députés pour demander des comptes au gouvernement afin que le discours du Trône tienne compte de tous les Canadiens, sans exception.

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais saluer la députée de Thornhill et la féliciter de ses observations. J'ai remarqué qu'elle a parlé de l'importance de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. Je pense que c'est très important. Je la remercie de ses observations à ce sujet.

La députée pourrait-elle nous en dire plus sur l'importance de la relation historique entre le Canada et Israël et sur le potentiel futur de celle-ci?

J'ai aussi aimé ses observations concernant les personnes qui ont été exclues du discours et qui devraient être prises en considération, notamment celles qui vivent dans les régions rurales du Canada et qui travaillent dans le secteur des ressources.

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, je me réjouis à l'idée d'en dire plus à la Chambre aussi longtemps que les habitants de Thornhill me le permettront.

Il s'agit d'une relation importante pour le Canada. Elle est fondée essentiellement sur les valeurs communes des droits de la personne, de la démocratie et de la primauté du droit. C'est malheureux que certains députés ne voient pas l'importance de se ranger du côté des démocraties plutôt que de celui des dictatures, et d'éviter d'écouter les despotes des Nations unies, bien franchement, et qu'ils prennent des décisions en matière de politique étrangère en fonction de ce qui est pratique au lieu de ce qui est fondé sur des principes.

J'espère que nous aurons beaucoup de conversations sur cette question et sur l'importance de celle-ci pour les gens de Thornhill.

* * *

PRIVILÈGE

LA NON-CONFORMITÉ ALLÉGUÉE À UN ORDRE DE LA CHAMBRE

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole pour répondre à une question de privilège soulevée le 23 novembre 2021 concernant un ordre de la Chambre donné le 25 mars 2021 lors de la législature précédente.

La question soulevée concerne une affaire survenue dans le cadre de la 43^e législature, dissoute le 15 août 2021. À la dissolution de la Chambre, toutes les affaires dont cette dernière était saisie expirent. C'est d'ailleurs ce qu'indique *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, où on peut lire ce qui suit au sujet de la dissolution:

La dissolution met fin à tous les travaux à la Chambre.

L'ouvrage précise ensuite ceci:

Toutes les affaires inscrites au Feuilleton expirent, y compris les projets de loi émanant du gouvernement et des députés. À la dissolution, le gouvernement n'est plus tenu de répondre aux questions écrites et aux pétitions ni de produire les documents demandés par la Chambre.

Les députés d'en face invoquent un précédent vieux de 500 ans cité dans la 20^e édition de l'ouvrage d'Erskine May intitulé *Treatise on the Law, Privileges, Proceedings and Usage of Parliament* concernant le report des questions d'outrage d'une législature à l'autre. Il convient de noter que cette référence ne se trouve dans aucune autre édition de l'ouvrage d'Erskine May et, d'après moi, c'est simplement parce que le contexte du XVI^e et du XVII^e siècles ne s'applique plus aujourd'hui.

Privilège

Cette citation renvoie à une époque antérieure à celle du gouvernement représentatif et responsable et permettait d'emprisonner un conseiller privé pour des crimes commis au cours d'une législature. Les sanctions prévues à cette époque dépassaient généralement la durée d'une législature, qui était d'ailleurs beaucoup plus courte qu'aujourd'hui, et il fallait reconduire la peine au cours de la législature suivante pour s'assurer que la personne condamnée puisse être réincarcérée à la tour de Londres pour la durée de l'emprisonnement prévu initialement. Ce contexte ne s'applique plus, et il serait scandaleux d'appliquer un tel précédent à une situation qui ne ressemble en rien à celle de l'époque.

À mon avis, si des députés souhaitent rétablir une affaire restée en plan à la fin d'une législature dans une législature subséquente, il faudrait adopter une motion de fond pour laquelle un avis serait nécessaire, et les faits présentés au cours de la législature précédente devraient être reconfirmés. Nous ne vivons plus dans un monde où le souverain peut ordonner l'exécution d'un député ou d'un conseiller privé, qui n'est pas un parlementaire, sans aucune forme de procès devant une cour de justice. Même s'il est tentant de rechercher des précédents qui soutiennent une argumentation, le contexte du précédent en question est au moins aussi important, sinon plus, que le précédent lui-même.

Cela dit, je vais répondre sur le fond des arguments du député. D'entrée de jeu, je tiens à préciser que les ministres sont responsables, devant la Chambre des communes, des fonctions exercées au sein de leur ministère et des actions du personnel politique dans leur bureau politique.

À la page 30 de l'ouvrage *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, on retrouve, à l'égard du fait que les ministres doivent rendre des comptes au Parlement, l'énoncé suivant:

En termes de responsabilité ministérielle, les ministres ont des responsabilités à la fois individuelles et collectives devant le Parlement.

Un peu plus loin, on peut lire ceci:

Le principe de la responsabilité individuelle veut que les ministres soient responsables non seulement de leurs décisions comme chefs de ministère, mais également des actes de leurs subordonnés. C'est cette responsabilité individuelle qui est à la base de notre système de reddition de comptes. Virtuellement toutes les activités d'un ministère se font au nom du ministre, qui, de son côté, est responsable de ces activités devant le Parlement.

Ce n'est pas un concept nouveau. Pour renforcer cette affirmation, je me permets de citer l'ancien premier ministre qui, dans une publication de 2006 intitulée « Pour un gouvernement responsable: un guide à l'intention des ministres », a déclaré ceci: « Les ministres sont responsables devant le Parlement de l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés par la loi ou autrement. [...] Les ministres sont personnellement responsables de la bonne marche de leur cabinet [...] »

● (1615)

L'ancien leader parlementaire du Parti conservateur, Jay Hill, l'a amplement démontré au nom de l'ancien gouvernement conservateur le 25 mai 2010. Je le cite:

Dans notre régime de gouvernement, les pouvoirs de la Couronne sont exercés par les ministres qui doivent rendre des comptes au Parlement. Les ministres sont individuellement et collectivement responsables envers la Chambre des communes des politiques, programmes et activités du gouvernement. Ils sont secondés, dans l'exercice de leurs responsabilités, par les fonctionnaires et les membres du personnel de leur bureau.

Il incombe à chaque fonctionnaire et membre du personnel de conseiller et d'informer les ministres, d'exécuter fidèlement leurs instructions et, ce faisant, de servir la population du Canada.

L'Adresse

M. Hill a ajouté:

Notre mode de gouvernement est dit « responsable » parce que [...] ses ministres doivent rendre compte à la Chambre de tout ce qui se fait sous leur autorité. Les ministres sont comptables au Parlement et à ses comités. Ce sont les ministres qui arrêtent les politiques et ce sont eux qui doivent les défendre devant la Chambre et, en fin de compte, devant la population canadienne.

Je suis tout à fait d'accord avec l'ancien leader parlementaire du Parti conservateur. Les collaborateurs des ministres n'ont pas le pouvoir de prendre des décisions en leur nom. Comme je l'ai dit, ils doivent leur rendre des comptes, et les ministres sont responsables de leurs actions. Les collaborateurs des ministres n'ont pas leur nom sur le bulletin de vote. Ils ne sont pas élus. Ils n'ont pas les mêmes droits et privilèges que les députés.

L'opposition mentionnera sans doute les membres du personnel ministériel qui avaient été appelés à comparaître devant un comité en 2010. Or, la situation était très différente. À l'époque, des preuves démontraient clairement que des membres du personnel ministériel avaient enfreint la loi. La commissaire à la protection de la vie privée avait alors publié deux rapports concluant que des membres du personnel ministériel des conservateurs avaient entravé la diffusion de documents aux termes de la Loi sur l'accès à l'information.

Il est essentiel de souligner que la décision du gouvernement d'envoyer des ministres au comité au lieu des membres du personnel avait alors fait l'objet de tout un débat. Au bout du compte, les libéraux, qui formaient l'opposition officielle, avaient accepté la position du gouvernement. C'était la bonne chose à faire. Il était clair que le principe de la responsabilité ministérielle faisait l'unanimité.

À ce sujet, M. Hill a déclaré:

Il ne s'agit pas d'un substitut à la responsabilité ministérielle. Quand des ministres choisissent de témoigner devant un comité pour rendre compte de leur administration, ils représentent la meilleure option qui soit en matière de reddition de comptes et on doit les écouter. Les fonctionnaires et le personnel des ministres aident ces derniers à assumer leurs responsabilités. Ils ne les assument pas. Ils ne peuvent pas les assumer.

En se servant de son statut majoritaire au sein des comités, l'opposition a tenté de refiler la responsabilité du ministre à des membres du personnel ministériel. C'était inacceptable, et ce l'est toujours.

En terminant, je cite l'ancien leader du gouvernement conservateur à la Chambre, que j'ai cité abondamment aujourd'hui. Au sujet des membres du personnel, il a dit:

Ils nous font profiter de leurs nombreux talents, et je soupçonne qu'au moment d'entrer en fonction, un grand nombre d'entre eux étaient loin de s'attendre à ce que l'une des compétences nécessaires consistait à pouvoir subir un interrogatoire de la part d'un comité parlementaire farouchement partisan.

Le gouvernement continuera de défendre le principe constitutionnel voulant que ce soit les ministres qui sont tenus de rendre des comptes au Parlement. Personne d'autre ne peut rendre des comptes au Parlement à leur place pour les activités du ministère dont ils sont responsables ni pour les activités de leur personnel politique.

● (1620)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je remercie le député pour ces renseignements supplémentaires. Nous en tiendrons certainement compte en rendant notre décision.

Nous reprenons le débat. Le député de Mégantic—L'Érable a la parole.

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, après avoir entendu le discours du Trône préparé par le Cabinet du premier ministre et lu par la gouverneure générale, ma réplique va être aussi courte que son contenu. Valait-il vraiment la peine de plonger la population dans une élection ayant coûté 600 millions de dollars en pleine pandémie alors que l'inflation atteint des sommets, que les entreprises québécoises manquent désespérément de main-d'œuvre, pour cela? La réponse est évidemment non.

Le premier ministre a perdu son pari. Il a joué sur le dos des Canadiens en espérant que les sondages lui donneraient raison et qu'il obtiendrait la majorité à la Chambre. Le député de Papineau et premier ministre a joué et il a perdu.

Je proposerai donc aux citoyens de Mégantic—L'Érable mon propre discours d'ouverture afin de leur dire merci de m'avoir accordé leur confiance pour une troisième fois. Je compte bien utiliser tous les moyens à ma disposition pour défendre les citoyens, les entreprises et les organismes de ma circonscription.

J'utiliserai notamment les déclarations des députés, qui nous permettent de saisir la Chambre des sujets qui nous préoccupent. Voici un exemple:

« Madame la Présidente, la population de Thetford Mines et de sa région a vécu pendant plus de 100 ans grâce au dur labeur des mineurs qui ont cherché, creusé les sols et cassé les pierres pour en extraire ce qu'on a décrit pendant des années comme étant de l'or blanc. Au fil des ans, grâce aux connaissances scientifiques, cet or blanc est devenu l'ennemi public à éliminer à tout prix. L'or blanc qui a garni abondamment les coffres des gouvernements provincial et fédéral était de l'amiante. Malgré les propriétés physiques extraordinaires de cette fibre, il a été avéré que, mal utilisée, elle causait des cancers chez les mineurs et les travailleurs qui l'utilisaient.

Après plusieurs années de lutte pour que la fibre chrysotile puisse continuer à être utilisée de manière sécuritaire, les lobbys anti-amiante ont finalement eu gain de cause et l'amiante a été interdite d'exploitation au Canada. Après avoir crié victoire, les lobbys sont passés à autre chose, laissant la région de Thetford Mines sans emplois, avec des montagnes de résidus miniers amiantés partout sur le territoire, des puits miniers qui se remplissent lentement d'eau et des installations qui continuent de rouiller sur place, en plein cœur de la ville.

Je demande au nouveau ministre de l'Environnement et du Changement climatique, qui fut à l'époque l'un des activistes qui voulaient mettre fin à l'exploitation de l'amiante, de ne pas laisser tomber la population de Thetford Mines. »

C'était un exemple d'une déclaration des députés.

Je vais aussi utiliser la période des questions orales pour obtenir des réponses publiques aux questions qui demeurent sans réponse quand on écrit à certains ministres trop occupés à valoriser leur propre programme politique plutôt que de s'occuper des citoyens de chaque région du Canada, dont la mienne.

L'Adresse

Voici un exemple de question qui pourrait être posée à la période des questions orales.

« Madame la Présidente, les citoyens et les citoyennes de la région sont fiers de leur héritage minier, lequel a contribué au dynamisme économique pendant près d'un siècle. Cet héritage a toutefois laissé des traces indélébiles partout dans le paysage régional. Que doit-on faire de ces immenses montagnes de résidus amiantés, de ces terrains considérés comme étant contaminés, de ces entrepôts abandonnés qui tombent en ruine? »

Le gouvernement libéral a signé l'arrêt définitif de l'exploitation de l'amiante. Qu'entend faire le premier ministre pour soutenir la population de Thetford Mines? »

Comme la plupart du temps la réponse à la première question d'un député est un refrain politique, je vais me relever et poser une deuxième question au gouvernement. Voici à quoi elle ressemblerait.

« Madame la Présidente, les résidus amiantés présents dans la MRC des Appalaches représentent une valeur économique très importante. De nombreux projets pourraient être développés et ainsi permettre de poursuivre la diversification économique régionale. J'ai demandé par lettre au ministre de l'Environnement et du Changement climatique une rencontre et je n'ai toujours pas reçu de réponse. Est-ce que le ministre de l'Environnement et du Changement climatique va, oui ou non, rencontrer les intervenants de la MRC des Appalaches pour enfin nettoyer les dommages causés par 100 ans d'exploitation de l'amiante? »

Nous allons utiliser la période des questions orales pour obtenir des réponses pour les citoyens de Mégantic—L'Érable. Je n'hésiterai jamais à poser ce genre de questions et, si je n'ai pas de réponse, je poserai une question au débat d'ajournement pour faire entendre une fois de plus la voix des gens de chez nous.

À quoi peut ressembler un débat d'ajournement? Je vais donner un exemple d'un débat qu'on pourrait faire à la fin d'une séance. Quand tous les autres sujets sont épuisés, nous avons l'occasion d'échanger avec un ministre ou son représentant pour parler d'un projet de notre région ou d'une question que nous avons soulevée la journée même. Mettons-nous dans le contexte d'une fin de journée lorsque la période des débats d'ajournement commence.

« Madame la Présidente, aujourd'hui, lors de la période des questions orales, j'ai demandé au ministre des Transports plus de transparence dans le dossier de la voie de contournement de Lac-Mégantic. Six ans après la tragédie qui a coûté la vie à 47 personnes, aucun nouveau rail n'a encore été posé pour sortir la voie ferrée du centre-ville. Pire encore, aucune entente n'a été signée pour les propriétaires qui devront céder leur terrain pour le projet de contournement.

• (1625)

J'ai attiré l'attention du ministre des Transports dès sa nomination en janvier dernier. En mai, des inquiétudes ont été soulevées sur des retards probables et sur le non-respect de l'échéancier, qui avait été fixé par les gouvernements à 2023. Le ministre a maintenu publiquement cette échéance en indiquant que la voie de contournement serait en place pour 2023.

J'ai réitéré mon inquiétude après la dernière élection. Le ministre a répété au début du mois de novembre que l'échéance de 2023 serait respectée. Peu de temps après, le président du Canadien Paci-

fique lui-même a mis en doute l'échéancier compte tenu de l'avancement actuel des travaux. Je n'ai toujours pas eu de réponse à ma demande de rencontre.

Il est bien sûr important de faire vite, mais, plus encore, de bien faire les choses, dans le respect des populations des trois municipalités touchées, Lac-Mégantic, Nantes et Frontenac. La première est celle qui a été principalement touchée par la tragédie et les deux autres sont celles qui vont recevoir les rails de la voie de contournement pour éviter qu'une pareille tragédie ne se reproduise.

Au cours des dernières semaines, j'ai eu l'occasion de rencontrer des élus et des citoyens qui sont inquiets du manque d'information sur le projet. Je crois que nous devons travailler à fournir des réponses à leurs questions, notamment sur le tracé, les emprises, les coûts, les barèmes de compensation envisagés et les échéanciers.

Malheureusement, le gouvernement libéral a été muet sur ce projet dans le discours du Trône, ainsi que dans le dernier budget. Il est essentiel selon moi de rendre publique l'entente convenue entre le gouvernement et le Canadien Pacifique sur les étapes à franchir pour réaliser le projet de la voie de contournement.

Quand le ministre va-t-il enfin daigner accepter de rencontrer les élus de Lac-Mégantic, de Nantes et de Frontenac, en présence de leur député fédéral?

Sur Facebook, le maire de Nantes, qui vient tout juste d'être élu, a écrit que, comme il est difficile de parler ou de rencontrer le politique ou même un fonctionnaire, ce serait fait à trois lorsque ce sera possible. Il a aussi écrit qu'une convocation téléphonique avait été reçue pour une rencontre vendredi, avec 24 heures de préavis, que la convocation avait été refusée, que des dates de disponibilité avaient été transmises, mais qu'un retour se faisait toujours attendre. Le maire a indiqué souhaiter avoir l'heure juste dans ce dossier et des réponses aux multiples questions.

Une rencontre, du respect, de la transparence et surtout des faits, c'est tout ce que les élus de Lac-Mégantic, de Nantes et de Frontenac demandent au gouvernement dans le dossier de la voie de contournement de Lac-Mégantic. Est-ce trop demander au ministre des Transports de tenir cette rencontre au plus vite pour que ces élus puissent informer la population de ces trois municipalités? Le ministre des Transports va-t-il accepter ma demande de rencontre afin de donner l'heure juste aux citoyens? »

C'est à cela que cela ressemble, un débat d'ajournement en fin de séance. On a posé une question en mi-journée et, plus tard le soir, on peut élaborer, donner les détails et plus d'explications. C'est ce que je viens de faire dans le dossier de la voie de contournement.

On peut mettre en évidence des éléments dans ces débats que l'on ne peut pas aborder lors de la période des questions orales. Il y a donc les déclarations de députés, les questions orales, les débats de fin de séance et des discours comme celui que je viens de faire: voilà les outils dont disposent les députés de l'opposition pour faire connaître à la population les préoccupations de nos régions.

Le discours du Trône n'a pas fait mention de ces dossiers, qui préoccupent au plus haut point les gens de chez nous. Il a également été muet sur les compensations pour les producteurs sous gestion de l'offre découlant de l'accord désastreux signé par le gouvernement avec les États-Unis et le Mexique. Il n'a pas non plus annoncé de solutions à la pénurie de main-d'œuvre qui frappe de plein fouet les entreprises de Mégantic—L'Érable.

L'Adresse

Évidemment, il ne contient absolument rien sur la hausse faramineuse du coût de la vie en raison de l'inflation galopante. C'est un dossier qui peut paraître national, mais il faut dire que ce que les citoyens et les citoyennes de chacune des régions du Québec et du Canada paient chaque semaine paraît dans leur portefeuille. Ce qui leur manque pour faire d'autres choses, ils ne l'ont tout simplement pas, car c'est de l'argent qui n'existe plus.

C'est comme cela que je fais mon travail, comme je le fais depuis six ans. Je me lèverai souvent, encore et encore, pour demander des comptes à ce gouvernement libéral.

● (1630)

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté le discours de mon collègue d'en face et j'ai été particulièrement attentif lorsqu'il a parlé de l'amiante. En ce moment, même si nous savons qu'il est possible d'extraire l'amiante de façon sécuritaire, elle a été et est toujours utilisée dans des milliers de matériaux différents qui pourraient être extrêmement toxiques en cas d'inhalation accidentelle, que ce soit pendant des travaux de construction ou autres.

Je suis conscient que, dans sa région, l'extraction de l'amiante a été une activité extrêmement lucrative, mais est-ce que, selon le député et le Parti conservateur, on devrait lever l'interdiction visant l'amiante et remettre ce produit sur le marché?

[Français]

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, j'aimerais que mon collègue écoute comme il le faut. Ce qu'on demande, ce n'est pas de réintroduire l'amiante. On demande que le gouvernement, qui a profité des taxes et des impôts des mineurs de Thetford Mines, d'Asbestos et de toutes les municipalités qui ont travaillé dans des mines d'amiante pendant 100 ans, leur accorde une juste réparation. J'invite mon collègue à venir faire un tour à Thetford Mines.

Thetford Mines est une ville dans une mine. Les 100 ans d'exploitation ont laissé des montagnes de résidus. On demande juste de l'aide pour être capable de traiter ces résidus, et ce gouvernement ne veut pas répondre.

J'aimerais que mon collègue s'adapte et qu'il vienne faire un tour du côté de Thetford Mines et d'Asbestos. J'aimerais qu'il voie de quoi nos communautés ont l'air après 100 ans d'exploitation de l'amiante et après 100 ans de résidus qui ont été laissés sur place, parce que ces gouvernements-là n'acceptent pas de prendre leurs responsabilités.

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, je suis très sensible aux propos de mon collègue. J'aimerais toutefois qu'il me dise pourquoi on retrouve, dans le discours du Trône, autant d'intrusion dans les champs de compétence des provinces.

On n'a qu'à penser au logement, à la réforme des services policiers, à la santé mentale, à la gestion des ressources humaines et à la prévention de la violence, entre autres.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, c'est simple. Ce gouvernement pense qu'il doit et qu'il peut absolument tout faire au Canada. Il n'a aucun respect pour les compétences des provinces et pense être le meilleur en tout. Il pense que son argent va régler absolument tous les problèmes partout au Canada.

Malheureusement, ce n'est pas le cas. Je pense qu'il y a des experts au Québec qui sont capables, notamment dans le domaine de la santé, de gérer convenablement l'argent qu'Ottawa doit leur verser.

Le gouvernement devrait retenir que, s'il verse de l'argent à Québec, ce doit être fait de manière inconditionnelle, de façon à permettre au Québec de gérer ses propres affaires.

● (1635)

[Traduction]

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Madame la Présidente, je salue mon distingué collègue conservateur du Québec. Le député libéral d'en face qui l'a critiqué ne semble pas comprendre sa question, qui vise à savoir pourquoi le discours du Trône n'a pas parlé de notre secteur des ressources naturelles et de ses travailleurs. Ces gens cherchent un gouvernement qui les défendra, ainsi que leurs emplois, qui sont liés à l'exploitation des ressources naturelles.

J'aimerais que mon distingué collègue conservateur du Québec réponde à cette question.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, les libéraux aiment se dire plus que verts. Pendant 100 ans, des mineurs à Thetford Mines, dans ma région, ont travaillé fort pour extraire l'amiante du sous-sol. Pourtant, les résidus sont toujours là. Ils se sont opposés à nous. Ils ont interdit l'amiante, mais ils ont abandonné tous les résidus. Nous avons juste demandé de l'aide pour les remettre où il se doit, et pour redonner la nature, le sol et les terres aux habitants de cette région. C'est une tâche simple, mais elle doit être faite correctement et rapidement.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de Saanich—Gulf Islands, L'environnement.

Nous reprenons le débat. L'honorable député de Cloverdale—Langley City a la parole.

[Traduction]

M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.): Madame la Présidente, je suis fier de dire que je suis en visite sur le territoire non cédé des Algonquins anishinabes et que je viens des territoires ancestraux et non cédés des Salish du littoral, dont font partie les Premières Nations Katzie, Kwantlen, Matsqui et Semiahmoo. J'aimerais remercier Son Excellence Mary Simon, la nouvelle gouverneure générale, de ses déclarations sur la réconciliation que l'on retrouve dans le discours du Trône. Je partagerai mon temps de parole avec la députée de St. John's-Est.

Le discours du Trône reprend beaucoup des éléments dont j'ai entendu parler en faisant du porte-à-porte l'été dernier, comme la promotion de politiques positives, diversifiées et inclusives, la lutte contre la pandémie, l'accélération de la réconciliation, la lutte contre la perte de biodiversité en protégeant davantage les terres et les eaux, l'établissement et l'atteinte de cibles ambitieuses de lutte contre les changements climatiques, ainsi que la lutte contre l'inflation et l'augmentation du coût de la vie. On y retrouve aussi deux priorités, soit la création de services de garde d'enfants à 10 \$ par jour partout au Canada et la mise en œuvre d'un vaste plan pour le logement.

La question de l'abordabilité constitue une priorité absolue dans Cloverdale—Langley City, qui se situe au deuxième rang des circonscriptions dont la population est la plus jeune en Colombie-Britannique. Toute mesure concernant l'abordabilité du logement et les services de garde d'enfants à 10 \$ par jour aura donc d'énormes retombées positives dans cette communauté.

En tant que Britanno-Colombien, je sais à quel point ma province a été gravement touchée au cours de la dernière année par la chaleur extrême, les incendies et, aujourd'hui, les inondations causées par les rivières atmosphériques qui se succèdent. Je réalise qu'il n'a jamais été aussi urgent d'inclure des mesures d'adaptation et de résilience dans la lutte contre les changements climatiques. Parce que j'ai accumulé une vaste expérience au sein de Parcs Canada, je sais qu'il est plus urgent que jamais de trouver des solutions pour éviter la perte de la biodiversité. La destruction des habitats, les dômes de chaleur, les incendies de forêt et les inondations dévastatrices qui ont affligé la Colombie-Britannique prouvent qu'attendre n'est plus une option.

Cloverdale—Langley City est une circonscription riche de sa diversité, avec ses groupes confessionnels ainsi que ses communautés culturelles et linguistiques. Les gens qui y habitent proviennent de toutes les régions du pays et du monde. Au cours des dernières élections générales, les électeurs ont demandé que leurs prochains député et gouvernement regardent en avant en misant sur l'inclusion afin que la diversité devienne un symbole de force. Or, le nouveau Cabinet représente la plus grande diversité de toute l'histoire du Canada.

J'ai entendu haut et fort que le gouvernement doit être plus ambitieux dans la lutte contre les changements climatiques, ce qu'il a démontré lors de la COP26. Les Canadiens ont demandé des services de garde d'enfants plus abordables et plus accessibles, et le gouvernement est prêt à collaborer avec la Colombie-Britannique pour réduire les frais de moitié d'ici 2022 et créer 40 000 places additionnelles. Ces changements seront très bénéfiques et très importants pour la population de Cloverdale—Langley City.

En faisant du porte-à-porte, j'ai entendu bien des gens dire qu'il nous faut un vrai plan pour remédier à la pénurie de logements et rendre l'achat d'une maison plus abordable. Nous avons créé un ministère responsable du logement pour que notre plan sur le logement soit mis en œuvre rapidement. Nous allons veiller à ce que l'achat d'une maison soit de nouveau à la portée des Canadiens en assouplissant l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, en créant un programme de location avec option d'achat et en réduisant les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs.

Dans le discours du Trône, nous avons réaffirmé et renouvelé notre engagement à l'égard de la réconciliation en reconnaissant que:

L'Adresse

La réconciliation n'est pas un geste ponctuel assorti d'une échéance. La réconciliation est le cheminement de toute une vie vers la guérison, le respect et la compréhension. Nous devons embrasser la diversité du Canada et témoigner chaque jour de notre respect et de notre compréhension envers tous les peuples.

Voilà l'engagement que nous devons prendre.

Après mon élection à la 42^e législature, mon projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-374, a été adopté à l'unanimité à la Chambre. Il visait à mettre en œuvre l'appel à l'action n^o 79 de la Commission de vérité et réconciliation. Malheureusement, mon projet de loi est mort au Feuilleton au Sénat, mais je suis déterminé à poursuivre mes efforts et à participer à des initiatives pour promouvoir la réconciliation.

Le discours du Trône montre aussi qu'il est urgent de terminer la lutte contre la COVID. Nous avons procédé rapidement avec l'ordonnance fédérale concernant la vaccination et nous ferons de même pour appuyer ceux dont les finances sont encore touchées par la pandémie de COVID-19, tout en veillant à ce que les entreprises continuent d'impulser la relance économique du pays. Nous continuerons à soutenir les provinces dans la livraison de vaccins, y compris pour les enfants, afin que tous ceux qui souhaitent être vaccinés le soient dans les plus brefs délais.

L'immigration est un autre thème du discours du Trône qui est très important pour ma circonscription. L'augmentation des niveaux d'immigration pour répondre à la demande de main-d'œuvre, la réduction des temps d'attente afin de faciliter le processus pour les personnes dont la demande a été approuvée, la réunification des familles et un programme de réinstallation des réfugiés qui compte parmi les meilleurs au monde et qui vient en aide aux plus opprimés, ce sont toutes des questions importantes pour Cloverdale—Langley City.

Les propriétaires d'entreprises de ma circonscription m'ont dit qu'ils vivent une pénurie de main-d'œuvre, comme beaucoup d'autres partout au Canada. Nous avons discuté des manières d'utiliser le système d'immigration pour atténuer cette pénurie. La réunification des familles est toujours un dossier important pour les gens de ma circonscription. Il s'agit d'une politique que j'appuie pleinement.

● (1640)

La réduction du temps d'attente est aujourd'hui particulièrement importante. Le début de la pandémie de COVID a évidemment provoqué un ralentissement important, mais nous devons maintenant réduire ces temps d'attente. Il s'agit d'une condition essentielle pour la relance de notre économie et pour le regroupement des familles.

Les nouveaux Canadiens méritent de retrouver leur famille et leurs proches; ils nous apportent une force économique et améliorent la diversité et l'inclusion. J'en ai été directement témoin au sein de ma collectivité. Ces dernières années, elle s'est développée et est devenue culturellement diversifiée. Nous en avons tiré parti. En tant que député de la 42^e législature, j'ai organisé des réunions interconfessionnelles dans Cloverdale—Langley City, durant lesquelles nous avons appris les uns des autres et nous nous sommes rapprochés en tant que communauté. Je me suis engagé à organiser d'autres réunions interconfessionnelles au cours de cette législature.

L'Adresse

Ce discours du Trône reflète bon nombre des engagements que j'ai pris envers Cloverdale-Langley City dans mon programme local. Les investissements du gouvernement dans l'infrastructure permettront de prolonger le SkyTrain jusqu'à la ville de Langley, une voie de transport en commun indispensable qui raccourcira les temps de déplacement, réduira les émissions et permettra de mieux desservir la vallée du bas Fraser. Je travaillerai avec mes partenaires provinciaux et municipaux pour que le SkyTrain et les autres projets qui répondent aux besoins actuels et futurs de Cloverdale-Langley City soient traités en priorité et achevés.

Ce discours du Trône réaffirme la volonté du gouvernement d'aborder la politique de manière positive. Je prendrai immédiatement des mesures pour rendre la politique plus positive, plus progressive et plus inclusive dans la circonscription de Cloverdale—Langley City afin que chacun se sente en sécurité, respecté et intégré, quels que soient sa race, sa religion, son identité de genre, son orientation sexuelle, son âge, ses aptitudes physiques ou son revenu.

Je m'emploie à former un conseil juste, diversifié et inclusif qui trouvera des solutions visant à réduire les inégalités dans notre municipalité. Ce conseil me donnera ses impressions et ses conseils pour que je puisse lutter contre les inégalités rencontrées par les habitants de la circonscription de Cloverdale—Langley City.

Le discours du Trône a souligné combien il était urgent, grâce à des investissements, de passer à une économie verte. En m'appuyant sur ce message, je ferai en sorte d'inclure Cloverdale—Langley City pour qu'elle soit une cheffe de file dans la nouvelle économie verte. Je ferai la promotion de véritables solutions de lutte contre le changement climatique et je travaillerai avec le centre britanno-colombien pour l'innovation et l'énergie propre pour réaliser des investissements dans des technologies propres à zéro émission et pour créer des emplois durables dans ma circonscription. Cette année, plus que jamais, nous avons constaté combien il est nécessaire d'adopter des politiques d'adaptation et d'atténuation dans la circonscription de Cloverdale—Langley City, mais aussi en Colombie-Britannique, au Canada et dans le monde entier.

Le gouvernement tient résolument à la réconciliation avec les peuples autochtones. J'ai le même engagement envers les peuples autochtones dans la circonscription que je représente. En menant les consultations appropriées, je vais défendre la création d'un centre de service et espace culturel urbain dans Cloverdale—Langley City, qui sera dirigé par des Autochtones et qui sera fréquenté par des Autochtones, en particulier par ceux qui vivent dans nos quartiers en ville et en banlieue. Je vais travailler avec des dirigeants autochtones et des partenaires locaux pour créer un endroit où offrir des services aux Autochtones et célébrer la culture autochtone dans Cloverdale—Langley City. Je vais aussi réclamer une aide fédérale pour soutenir le rayonnement de l'histoire autochtone locale, les programmes d'éducation et les célébrations culturelles.

Nous nous sommes engagés à aider les collectivités à s'épanouir alors que l'économie canadienne se remet de la COVID-19. Dans ma région, la stratégie passera notamment par le soutien du développement des arts de la scène. J'obtiendrai des fonds fédéraux pour financer des espaces accessibles et durables où les résidents de la vallée du bas Fraser pourront célébrer et découvrir notre milieu dynamique des arts de la scène. Un centre culturel et artistique pour la grande région sera ainsi établi, ce qui comblera un besoin criant au sein de notre collectivité qui connaît un développement rapide.

La lutte pour répondre aux besoins du secteur agricole et des agriculteurs se poursuivra en cette nouvelle législature. Dans Cloverdale—Langley City, je me suis efforcé d'établir des liens avec un conseil consultatif d'agriculteurs et d'autres partenaires du secteur agricole pour favoriser les échanges de conseils et d'idées et ainsi faire en sorte qu'une agriculture forte et durable soit bien appuyée dans la circonscription.

Dans le discours du Trône, le gouvernement réaffirme son soutien pour la santé mentale et les problèmes de toxicomanie. Un tel soutien, surtout la mise en place de solutions pour lutter contre la toxicomanie, est d'une importance cruciale pour ma province et bon nombre de mes concitoyens. Nous devons travailler rapidement et énergiquement pour mettre fin à la crise des opioïdes qui a déjà tué trop de gens.

Le discours du Trône est notre plan ambitieux pour rendre la vie plus abordable, réduire nos émissions tout en bâtissant l'économie de l'avenir, et favoriser la réconciliation. Alors que nous reprenons nos travaux parlementaires, je serai à l'écoute de mes concitoyens et je défendrai leurs intérêts. Je m'assurerai que les habitants de Cloverdale—Langley City profitent de tous les progrès que nous accomplissons dans cette enceinte.

D'abord et avant tout, je veux profiter de l'occasion pour défendre la diversité et l'inclusion. Quand j'ai entendu l'ancienne députée de Cloverdale—Langley City se servir des Écritures pour dénigrer les membres de la communauté 2ELGBTQQIA+ et les activités lesbiennes ici même, j'ai su que mon travail n'était pas terminé. Je suis fier du soutien que j'ai reçu dans mon combat pour l'inclusion.

• (1645)

En conclusion, voilà pourquoi je suis fier d'être de retour à la Chambre, et ce sont là toutes les raisons pour lesquelles je crois que le discours du Trône aidera les habitants de Cloverdale—Langley City.

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Madame la Présidente, le député a brièvement parlé de logement. Le discours du Trône n'a mentionné qu'un seul programme de logement, l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Déjà, en 2019, lorsque ce programme a été présenté un peu avant les élections, j'ai dit qu'il s'agissait d'une manœuvre électorale. J'espère que le député reconnaît que ce programme est un lamentable échec.

Ce sera bientôt la troisième refonte des critères du programme. L'année dernière, en 2020, 550 000 propriétés ont changé de mains au Canada; on parle de maisons vendues. Plus de 9 000 Canadiens ont eu recours à l'incitatif. C'est 1,6 % de toutes les maisons vendues en 2020. Depuis le début, ce programme n'est qu'une manœuvre électorale. Il a été conçu dans le but d'aider 100 000 Canadiens. Le gouvernement n'a pas réussi à atteindre ce nombre et lui reste un an pour tenter d'arriver à 100 000.

Le député reconnaît-il que ce programme est un échec? Les libéraux vont-ils mettre fin à ce programme afin d'adopter les propositions faites par les conservateurs lors de la dernière campagne électorale?

M. John Aldag: Madame la Présidente, le logement est un enjeu fort important dans ma circonscription, mais aussi dans de nombreuses autres circonscriptions au pays. J'étais très fier de me présenter une fois de plus pour les libéraux et de défendre un programme qui comprenait une stratégie nationale sur le logement à plusieurs volets visant à répondre aux problèmes d'abordabilité. Même si je pense que nous voudrions tous que les choses bougent plus vite, nous avons un plan. Nous formons le premier gouvernement fédéral depuis les années 1970 à s'être attaqué aux enjeux liés au logement. La création d'un poste de ministre du Logement nous permettra de remplir les promesses que nous avons faites aux Canadiens.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, je vous félicite pour votre nomination à nouveau. Je félicite aussi le député d'en face pour sa réélection.

Lorsque je l'entendais parler de la pénurie de main-d'œuvre, je pensais que c'était un député conservateur qui faisait de l'ironie en disant qu'il y avait de belles mesures dans le discours du Trône concernant la pénurie de la main-d'œuvre. Erreur, c'est un député libéral du gouvernement. Je suis donc vraiment intrigué. Quelles sont les bonnes mesures concernant la pénurie de la main-d'œuvre?

Depuis l'élection, une mesure intéressante a été l'abolition de la Prestation canadienne de la relance économique, ou PCRE. Des entreprises m'ont dit que depuis que la PCRE a été abolie, elles ont reçu cinq CV, chose inédite depuis des mois. Une autre en a reçu 15. Cela a un impact sur la pénurie de la main d'œuvre.

Quelles sont les mesures concrètes? Je veux des réponses concernant les travailleurs étrangers, les aînés, les jeunes retraités qui veulent retourner sur le marché du travail sans être pénalisés et les jeunes également.

• (1650)

[Traduction]

M. John Aldag: Madame la Présidente, le gouvernement a un plan très solide. Je n'étais pas ici pendant la dernière législature lors de la mise en place d'un certain nombre de mesures liées à la COVID pour aider les Canadiens, y compris les entreprises, à traverser une période très difficile. Nous discutons maintenant du discours du Trône et des mesures législatives qui en découlent, comme le projet de loi C-2 qui a été présenté au début de la semaine, afin d'aider les Canadiens à continuer de s'épanouir et de survivre, de s'attaquer à des problèmes comme la pénurie de main-d'œuvre et de ramener les gens sur le marché du travail. Voilà pourquoi je suis si fier de contribuer aux progrès réalisés par le gouvernement grâce aux mesures liées à la COVID et de faire le travail qui s'impose au Canada.

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NDP): Madame la Présidente, il n'est pas question de la crise des opioïdes dans le discours du Trône. De trop nombreux habitants de la circonscription de Nanaimo—Ladysmith, ainsi que des parents, amis et voisins, ont tragiquement perdu la vie à cause de cette crise. Pourtant, le gouvernement ne fait rien pour y remédier et sauver des vies. La pandémie n'a fait qu'aggraver la situation. Les problèmes de santé mentale sont en hausse, les gens sont isolés et il manque de logements abordables, et j'en passe.

Quand le gouvernement prendra-t-il cette crise au sérieux, l'appellera-t-il par son nom, c'est-à-dire une urgence de santé publique, et accordera-t-il la priorité aux mesures de soutien dont les gens ont besoin? Des vies en dépendent.

L'Adresse

M. John Aldag: Madame la Présidente, en tant qu'autre Britannico-Colombien, je ressens avec beaucoup d'acuité les effets dévastateurs que la crise des opioïdes continue d'avoir en Colombie-Britannique. Nous avons perdu trop de personnes à cause de cela, et c'est pour cette raison que je suis résolu à travailler avec le gouvernement, mes collègues de la Colombie-Britannique et mes collègues d'en face afin de mettre fin à cette crise. Je suis de tout cœur avec tous ces gens qui ont perdu un membre de leur famille. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de personnes en Colombie-Britannique qui ne soient pas touchées par cette tragédie.

Il est si important que nous travaillions ensemble, et le gouvernement est résolu à s'attaquer aux problèmes qu'occasionne la crise des opioïdes et à tenter d'y mettre fin le plus rapidement possible.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à rappeler aux députés qu'ils doivent se lever pour être reconnus, faute de quoi je donnerai la parole à celui ou celle qui sera debout. Pour pouvoir prendre la parole à la Chambre, les députés doivent se lever, car je n'ai aucun autre moyen de savoir qui souhaite intervenir.

Nous reprenons le débat. La députée de St. John's-Est a la parole.

Mme Joanne Thompson (St. John's-Est, Lib.): Madame la Présidente, c'est avec énormément de fierté que je prends la parole pour la toute première fois à la Chambre en tant que nouvelle députée de St. John's-Est. J'aimerais d'abord vous féliciter pour votre élection et profiter de l'occasion pour féliciter tous mes collègues. Un travail primordial nous attend, soit servir la population de nos circonscriptions respectives partout dans ce fabuleux pays, et c'est en toute modestie que je collabore avec un groupe de représentants si dévoués.

Je suis redevable aux bonnes gens de St. John's-Est pour leur confiance à mon égard. Je suis touchée par leur soutien et m'engage à obtenir des résultats dans ma représentation de leurs demandes, de leurs priorités et de leurs préoccupations.

Je remercie mon équipe de campagne et les nombreux bénévoles qui ont travaillé sans relâche à ma victoire. Je remercie également ma famille, et tout particulièrement mon mari, Pat, mes trois enfants, Paddy, Conor et Mara, ainsi que leurs proches, qui ont toute mon affection et toute ma gratitude.

St. John's-Est surplombe l'océan Atlantique. C'est un amalgame varié de ce qui fait l'unicité de Terre-Neuve-et-Labrador. Carrefour urbain et commercial vigoureux situé à seulement 10 minutes de collectivités rurales dynamiques, la ville se caractérise par ses maisons en rangée colorées à l'ombre de tours de bureaux, une industrie technologique florissante et de vastes ressources naturelles.

Néanmoins, je dois aussi souligner que, aux côtés de ceux qui vivent dans des conditions socioéconomiques favorables, se trouvent des gens qui ont du mal à se procurer des produits de première nécessité. Je suis entrepreneure et infirmière autorisée, et j'ai travaillé aux premières lignes de la pandémie, où j'ai dirigé une équipe chargée de fournir des services de santé, des services sociaux et du soutien au logement dans un centre de santé communautaire. Je dis avec urgence et conviction à mes collègues que j'aimais auparavant la capacité du Parlement à fournir des résultats pour tous les Canadiens n'a été aussi cruciale.

L'Adresse

Le discours du Trône de la première session de la 44^e législature reflète les piliers qui étaient clairement soulignés dans notre plateforme. C'est avec beaucoup de fierté et d'humilité que je présente ma réponse au discours du Trône. J'ai travaillé en première ligne lors des trois premières vagues de la pandémie de COVID-19 et, avec mon équipe, j'ai été témoin du courage, de la compassion et de la sollicitude dont les gens ont fait preuve dans une volonté commune d'améliorer les choses. Nous avons offert de l'aide aux gens qui n'arrivaient pas à se loger ou à se procurer de la nourriture, des vêtements ou d'autres produits essentiels.

Pour bâtir un présent et un avenir plus sains, nous devons d'abord terminer la lutte contre la COVID-19. Maintenant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré qu'Omicron est un variant pré-occupant, nous devons tous continuer à suivre les consignes de la santé publique. Dans ma province, Terre-Neuve-et-Labrador, plus de 84 % des adultes sont doublement vaccinés et, le 25 novembre, des enfants de la province ont reçu leur première dose, ce qui a été une source de profond soulagement pour de nombreux parents. Cette vaccination et l'uniformisation du passeport vaccinal ont contribué à contenir les éclosions et à maintenir le nombre de cas positifs à un niveau relativement faible.

Nous savons que personne ne sera à l'abri tant que tout le monde ne sera pas protégé. C'est pourquoi le Canada continuera de collaborer avec tous ses partenaires provinciaux et mondiaux pour assurer un accès juste et équitable aux vaccins. Tandis que nous tentons d'éradiquer la COVID-19, d'assurer une économie plus résiliente et de lutter contre l'augmentation du coût de la vie, nous avons prévu d'offrir des services de garderie à 10 \$ par jour, de faire la transition vers une économie carboneutre et de mettre en place une solide stratégie sur le logement. Lorsque je faisais du porte-à-porte ou que je parlais au téléphone aux habitants de St. John's-Est, ce sont tous des enjeux qui figuraient parmi leurs principales priorités.

Aucune famille ne devrait avoir à choisir entre inscrire ses enfants dans des garderies de qualité, se nourrir ou se loger, problème qui continue d'affliger les femmes de manière disproportionnée. En tant que mère de trois enfants, lors du démarrage de notre entreprise familiale, j'ai constaté personnellement les répercussions que les frais de garde élevés ont sur une famille et sur l'équilibre entre la vie personnelle et la vie professionnelle.

Sur un autre sujet, nous ne pouvons plus nier les effets des changements climatiques, et le gouvernement est allé au-delà des paroles en prenant des mesures concrètes et audacieuses pour s'attaquer au problème. L'un de mes fils vit en Colombie-Britannique et, comme de nombreux parents canadiens, j'observe avec tristesse la dévastation, la douleur et le sentiment de perte ressentis par tant de familles.

● (1655)

La semaine dernière, une tempête catastrophique a frappé les côtes ouest et sud-ouest de ma province. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont devenus beaucoup trop fréquents. Cela met en évidence l'urgence de la transition vers la carboneutralité. Nous pouvons et devons faire cette transition tout en soutenant les travailleurs.

La solide stratégie du gouvernement libéral du Canada en matière de logement répond à toute une série de besoins en matière de logement. De l'itinérance à titre de catégorie de base aux logements de transition et aux logements supervisés, en passant par la disponibilité des logements et le soutien aux acheteurs d'une première mai-

son, nous veillons à ce que davantage de Canadiens, en particulier les jeunes, aient une véritable occasion de devenir propriétaires.

Vendredi dernier, en compagnie de mon collègue de St. John's-Sud—Mount Pearl, le ministre Seamus O'Regan, j'ai assisté avec fierté à l'inauguration du bâtiment principal des sciences de l'Université Memorial de Terre-Neuve...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois interrompre la députée. Je tiens à lui rappeler qu'il est interdit d'utiliser le prénom ou le nom des députés. Elle peut parler des ministres des différents ministères, mais elle ne doit pas citer leur nom.

La députée de St. John's-Est a la parole.

Mme Joanne Thompson: Madame la Présidente, j'ai assisté avec fierté à l'inauguration du bâtiment principal des sciences de l'Université Memorial de Terre-Neuve, lieu de recherche et espace d'enseignement en laboratoire qui réunit les facultés des sciences, du génie et des sciences appliquées dans une installation qui privilégie la collaboration et la coproduction. Le gouvernement actuel soutient l'innovation, l'éducation et les partenariats qui permettent de créer et de mettre en œuvre des solutions écologiques.

J'ai à cœur qu'on renforce et facilite l'accès aux soins de santé. J'ai travaillé à la mise en place d'une équipe multidisciplinaire de soins de santé primaires, et des paramètres de résultats définis sont essentiels à l'évaluation de notre système. Je suis fière des mesures de soutien à la santé publique destinées aux personnes âgées, aux vétérans, aux personnes handicapées, aux personnes vulnérables et à celles qui ont été et sont toujours victimes de discrimination. Le gouvernement s'est engagé à favoriser l'accès aux traitements pour la santé mentale et la toxicomanie et à les soutenir. Les soins aux personnes âgées et les soins de longue durée sont des priorités. Le soutien aux systèmes d'information sur la santé qui permettent l'utilisation de données pour des gains de qualité, de sécurité et de rendement est une priorité afin d'améliorer la « collecte de données dans les systèmes de santé pour faciliter les décisions et favoriser les meilleurs résultats possible ».

Les demandes que reçoit mon bureau portent surtout sur l'immigration. Il se fait de l'excellent travail dans ce domaine. Le 28 octobre, grâce à l'appui du gouvernement fédéral, plus de 100 réfugiés afghans sont arrivés à St. John's. Le gouvernement actuel continue de hausser les niveaux d'immigration, de réduire les délais, d'encourager la réunification des familles et d'offrir un programme de calibre mondial pour la réinstallation des réfugiés.

Le gouvernement comprend qu'il faut agir afin de resserrer le contrôle des armes à feu pour assurer la sécurité des collectivités. En termes simples, les armes d'assaut n'ont pas leur place dans nos rues et dans nos villes.

Nous devons aussi continuer d'investir pour renforcer l'autonomie des Canadiens noirs et racisés et des peuples autochtones. Tous les Canadiens doivent être en sécurité. Il faut interdire les thérapies de conversion; il faut aussi respecter et célébrer la diversité et les cultures particulières du pays. La réconciliation nécessitera une approche pangouvernementale. Comme mon collègue vient de le dire, « la réconciliation n'est pas un geste ponctuel assorti d'une échéance. La réconciliation est le cheminement de toute une vie vers la guérison, le respect et la compréhension ».

Pour terminer, je fais écho au gouvernement, qui appelle à l'unité et à la collaboration afin de renforcer le pays, de le rebâtir et de le faire progresser avec compassion, courage et détermination.

L'Adresse

• (1700)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Madame la Présidente, la députée d'en face a parlé brièvement de la réconciliation, un enjeu très important pour moi, pour les gens de la circonscription de Kenora et ceux du Nord de l'Ontario. L'un des éléments essentiels de cette réconciliation, c'est évidemment de voir à ce que toutes les Premières Nations aient accès à de l'eau potable. Bien que le gouvernement libéral ait fait des progrès considérables et accompli de l'excellent travail dans ce domaine, il n'a pas respecté la promesse qu'il avait faite en 2015.

La députée sait-elle si le gouvernement a fixé un nouvel échéancier ou une nouvelle date d'échéance à laquelle toutes les Premières Nations du pays auront accès à de l'eau potable?

Mme Joanne Thompson: Madame la Présidente, voilà une question extrêmement importante. À l'évidence, nous avons tous une responsabilité pour garantir le respect des droits de tous les Canadiens, et tout particulièrement des peuples autochtones, et nous devons veiller à ce que tous aient accès à de l'eau potable, à un logement et à un milieu de vie sûr.

C'est certainement une question urgente, et je vais assurément continuer à travailler pour nous faire avancer dans la voie de la réconciliation, un processus mené clairement sous la gouverne des Autochtones.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP): Madame la Présidente, je désire féliciter la députée de St. John's-Est pour son allocation. J'ai habité dans cette circonscription il y a longtemps et je la connais donc très bien. Je connais bien également Terre-Neuve-et-Labrador et suis au fait des transitions qu'on a dû faire là-bas au cours des dernières décennies, passant de la pêche à la morue à l'exploitation pétrolière extracôtière.

Nous sommes confrontés à une autre transition aujourd'hui, alors que nous devons délaissier les combustibles fossiles, mais il n'y a rien dans le discours du Trône sur la façon de relever ce défi. Or, cela aurait dû être la grande priorité du discours. Voilà ce à quoi notre pays est confronté, et je me demande si elle pourrait nous dire pourquoi on n'en a pas parlé.

• (1705)

Mme Joanne Thompson: Madame la Présidente, je n'en ai pas parlé dans mon allocation et je ne m'en fais aucunement qu'il n'en ait pas été question dans le discours du Trône. Pendant la campagne électorale, la transition vers une économie verte occupait une place importante dans la plateforme de notre parti et les discussions que j'ai eues avec le premier ministre m'ont appris que la question était au centre des relations de travail entre le gouvernement provincial de Terre-Neuve-et-Labrador et le gouvernement fédéral.

L'avancement rapide de projets formidables dans la collectivité témoigne de cette réalité. Tel est le cas également du travail fait en partenariat avec l'industrie pétrolière et gazière pour commencer à tendre vers la carboneutralité et des mesures réelles prises pour bâtir maintenant des industries qui nous permettront de respecter les délais impartis et de créer des technologies vertes.

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Madame la Présidente, la députée a parlé de l'immigration dans son allocation. Avant d'en venir à ma question, je signale que nous éprouvons des retards sans précédent qui causent des torts aux familles et qui les empêchent de réunir leurs membres. Beaucoup d'agriculteurs souffrent de la situation, tout comme des petites entreprises. Le gouvernement libéral est responsable de ces retards. Il

n'en a pas hérité du gouvernement précédent, qui ne peut donc pas être blâmé pour cela. Le gouvernement libéral a détruit nos industries à cause des retards qu'il a créés.

La députée admettra-t-elle que les retards imputables au gouvernement libéral causent du tort aux familles, à nos agriculteurs et à nos entreprises?

Mme Joanne Thompson: Madame la Présidente, la COVID-19 a changé la façon de faire des affaires et la façon dont les dossiers sont acheminés dans les bureaux du gouvernement. Nous en voyons les résultats aujourd'hui. Nous constatons également des changements au niveau des frontières, de la circulation des biens matériels et de la capacité des gens à répondre aux besoins de main-d'œuvre au Canada. C'est un problème complexe, mais ce n'est pas un problème créé par les libéraux.

M. Jake Stewart (Miramichi—Grand Lake, PCC): Madame la Présidente, je suis reconnaissant de l'occasion qui m'est donnée de prendre place entre les murs sacrés de cette auguste enceinte pour prononcer mon premier discours.

Les habitants de Miramichi—Grand Lake m'ont vraiment motivé à me battre en leur nom. Je les remercie de m'avoir accordé leur confiance. Je travaillerai toujours pour eux. Ils recevront le meilleur, le meilleur de Miramichi, de ce que j'ai dans l'esprit, dans l'âme et dans le cœur. J'ai à cœur le succès de notre région et de ses habitants, de notre province et de notre pays, et je leur souhaite à tout un chacun de réaliser le rêve canadien.

Je remercie ma famille, proche et élargie, de m'avoir soutenu dans cette entreprise. Je remercie Shannon, River, Roman, Leia, Meadow Rose et Sky de m'avoir enduré toutes ces années et de m'avoir apporté leur soutien, une fois de plus. Chacun d'entre eux a fait des sacrifices qui m'ont permis d'entreprendre ce parcours.

J'ai les meilleurs amis du monde. Peu importe leurs convictions politiques, ils m'ont toujours soutenu avec ardeur et enthousiasme à tous les instants. J'en tire de la confiance, de l'humilité, du bien-être et, tout de même, une grande fierté. Mon équipe est formée de personnes dévouées qui m'épaulent depuis de nombreuses années, environ 12 ans. Je suis conscient que je ne les remercierai jamais assez, mais la vérité, c'est que leur bonté, leur esprit d'entraide et les efforts inégalés qu'ils déploient pour moi et pour le Parti conservateur du Canada ne passent pas inaperçus et sont appréciés à leur juste valeur.

J'éprouve une profonde gratitude et j'en parle avec tout mon cœur. Souvent, je reste éveillé la nuit en me demandant comment je pourrais remercier la plupart d'entre eux, tout en sachant qu'ils n'ont pas l'ambition de recevoir, mais simplement de m'aider à occuper ce fauteuil vert pour représenter les habitants de Miramichi—Grand Lake. Je leur offrirai toujours mon honnêteté, mon intégrité, mon énergie et ma volonté profonde de faire toujours mieux pour la population de la circonscription.

J'ai entrepris mon parcours politique en 2008 comme conseiller municipal de Blackville, ma ville d'origine où ma famille et moi habitons toujours. J'ai ensuite siégé pendant 11 ans à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Maintenant député fédéral, j'en suis au troisième chapitre de ma vie politique. Quelles qu'aient été les fonctions que j'ai occupées, j'ai toujours été animé par les mêmes principes: défendre les gens en qui je crois, être le porte-parole des personnes dans le besoin et protéger notre mode de vie.

L'Adresse

Les analystes et les spécialistes parlent souvent des questions économiques en termes abstraits. Qu'il s'agisse d'inflation, de récession, du coût du logement ou même du prix du panier d'épicerie, les commentaires sont souvent généraux, mais nous, les représentants élus, nous constatons tous les jours les effets de ces problèmes dans nos interactions avec notre collectivité. À l'heure actuelle, le Canada se trouve dans une situation très précaire.

À mesure que les coûts continuent d'augmenter, la qualité de vie des Canadiens est de plus en plus menacée. Nos concitoyens subissent une pression énorme en ce moment. Un article du *Globe and Mail* de cette semaine nous apprenait qu'en un an, le prix des loyers au Nouveau-Brunswick a augmenté de 30 %. Les Canadiens doivent choisir entre se chauffer et faire leur épicerie. Pourtant, au Canada, nous sommes riches en ressources naturelles et nous avons une main-d'œuvre motivée et laborieuse. Comme l'a fait remarquer le chef de notre parti cette semaine, « d'autres pays lancent des plans ambitieux pour stimuler l'innovation, réduire les impôts et diminuer les formalités administratives afin de raviver leur économie, mais nous ne voyons rien de cela de la part [du gouvernement] ».

Les petites entreprises attendent des libéraux qu'ils présentent un plan pour résoudre les graves problèmes de la chaîne d'approvisionnement auxquels elles doivent faire face à l'approche des achats des Fêtes. Malheureusement, le discours du Trône des libéraux a été une déception complète pour ces petites entreprises. Au lieu de présenter un plan économique à leur intention, on les a tout simplement laissées pour compte, alors qu'elles sont l'épine dorsale de chacune de nos circonscriptions.

L'approche du premier ministre signifie des déficits de plus en plus importants qui se traduisent par des augmentations d'impôts. À un moment où les Canadiens arrivent à peine à joindre les deux bouts, les voilà confrontés à une hausse des impôts et de l'inflation. C'est un gouvernement libéral « classique » qui impose et dépense, et le milieu des affaires de Miramichi—Grand Lake en ressent quotidiennement les effets. Comme prévu, les petites entreprises ne sont pas prises en compte par le gouvernement. C'est à peine si le discours du Trône en fait mention.

• (1710)

Le dangereux programme libéral de lutte contre les changements climatiques est en train de détruire l'économie qui a donné au Canada des décennies de richesse et de possibilités. Ainsi, des centaines de milliers d'emplois sont en danger et les revenus tirés des ressources naturelles — notre pain et notre beurre pendant des décennies — sont réduits. L'inflation est en hausse, ce qui fait du Canada un endroit où il coûte beaucoup plus cher vivre, et donc moins attrayant pour de possibles nouveaux arrivants. Tous les Canadiens jugent qu'il faut protéger l'environnement aujourd'hui et demain, mais nous sommes un leader mondial dans le développement des industries liées aux ressources naturelles et n'en tirons plus aucune fierté. Nous avons développé nos industries de manière sûre et responsable, ce qui a été au cœur de notre économie pendant des décennies.

Tout le monde sait que des centaines à des milliers d'électeurs dans ma circonscription sont des travailleurs en rotation. Ces personnes font l'aller-retour entre l'Ouest canadien et d'autres provinces pour travailler dans les industries des ressources naturelles, comme l'exploitation pétrolière, gazière et minière. Tout ce qui a vraiment une valeur économique dans la circonscription de Miramichi—Grand Lake et qui pourrait se traduire par des emplois directs et indirects, de la richesse et des possibilités, a été mis de côté ou

annulé par l'appareil bureaucratique, a traîné en longueur ou n'a simplement pas été appuyé. Les preuves qui confirment cette affirmation sont légion et le gouvernement libéral et ses députés du Nouveau-Brunswick sont maintenant dûment prévenus. Chaque détail de ce que j'avance sera déposé à la Chambre et ils devront répondre de chacun d'entre eux. La population de Miramichi—Grand Lake va se faire entendre. Je n'en démords pas.

Le gouvernement fédéral a aussi pour rôle de cultiver l'unité nationale. Chaque région du pays estime que son identité est comprise et appréciée, ce qui permet de créer un climat de solidarité entre Canadiens. L'ancien premier ministre Brian Mulroney a dit un jour: « On accumule du capital politique et on s'en sert pour faire avancer de nobles causes au Canada. Si vous avez peur de dépenser votre capital, vous ne devriez pas être là. » Je suis d'accord avec lui. Toute initiative visant à célébrer le Canada devrait donc être acceptable, voire encouragée. Nous avons tellement de raisons d'être reconnaissants. Notre pays est une source d'inspiration dans le monde de la démocratie et des libertés. Les forces armées qui se battent pour cette liberté méritent d'être célébrées. Or, nous avons un premier ministre qui les condamne au grand complet.

De 2018 à 2020, j'ai été ministre des Affaires autochtones du Nouveau-Brunswick et, franchement, ce fut l'une des plus belles expériences de ma carrière. J'ai été témoin de la détermination des membres des Premières Nations, souvent face à l'adversité, et c'était extraordinaire. Chaque jour était une occasion d'apprendre.

Quel genre de message a-t-on envoyé aux peuples autochtones lorsque le premier ministre n'a pas jugé assez important d'assister à la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation? Quel genre de message a-t-on envoyé à tous les Canadiens lorsque la fête du Canada a été annulée? Essentiellement, aucune de ces deux journées n'avait d'importance pour le premier ministre ou le gouvernement libéral, ce qui ne fait que renforcer l'hypocrisie des propos tenus pour convaincre tout le pays des vastes efforts humanitaires déployés par les libéraux. C'est une honte, et ce, pour tous les Canadiens. Nous sommes un pays de valeurs, issues de nos origines et des générations qui se sont succédé au cours des décennies, et nous ressentirons toujours de la compassion pour ceux qui ont subi des torts tout au long de notre histoire. Si le gouvernement veut vraiment aider les peuples autochtones, il doit lever les avis de faire bouillir l'eau, fournir de l'eau potable en quantité suffisante, installer des systèmes d'égouts adéquats, aider les nations à progresser sur la voie de l'autonomie gouvernementale et de l'autodétermination et bâtir des économies pour les Premières Nations et les peuples autochtones afin qu'ils participent, à titre de partenaires motivés, à l'édification de notre pays.

La fête du Canada va au-delà de la Confédération, des décisions prises et du bien-fondé de celles-ci quand elles sont examinées des années plus tard. C'est un moment déterminant de notre histoire collective, j'en suis certain. Mieux encore, c'est une célébration des valeurs canadiennes et des gens qui les défendent. Annuler la fête du Canada équivaut à rejeter et à insulter nos valeurs canadiennes. Le premier ministre du Canada n'en a que faire de l'histoire, il s'en moque complètement. Or, l'histoire ne peut pas être annulée parce qu'elle a déjà eu lieu. Les Canadiens doivent en tirer des leçons. Nous devons viser à être meilleurs ensemble.

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation était nécessaire, et j'ose dire qu'elle était attendue depuis très longtemps. Toutefois, refuser une invitation personnelle à participer à une cérémonie de commémoration organisée ce jour-là pour prendre plutôt des vacances personnelles est un échec lamentable. Un pays ne peut pas s'infliger une plus grande honte qu'en manquant de respect à son propre drapeau et aux personnes qui se sont battues pour le défendre et pour défendre le pays qui l'aime. Les conservateurs du Canada sont prêts à...

• (1715)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous passons aux questions et observations. Le député de Kingston et les Îles à la parole.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue à mon collègue à la Chambre. Son prédécesseur a voté en faveur d'interdire les thérapies de conversion. Nous savons que, lors de la dernière législature, quand nous avons voté sur cette question, 62 conservateurs ont voté contre le fait d'interdire les thérapies de conversion, et 52 d'entre eux siègent encore à la Chambre aujourd'hui.

Je me demande si le député peut nous dire s'il prévoit voter en faveur d'interdire les thérapies de conversion comme l'a fait son prédécesseur.

M. Jake Stewart: Madame la Présidente, n'importe quel député de la Chambre s'opposerait à des pratiques barbares et archaïques qui seraient préjudiciables à des êtres humains. Toutefois, comme n'importe quel autre député de la Chambre, j'examinerai attentivement le projet de loi et je vais probablement voter pour son renvoi au comité. Je suis favorable à ce qu'il soit renvoyé au comité à cette étape-ci.

Toutefois, en ce qui concerne le mot « conversion », c'est une bien grande conversion par rapport à la réalité quand on constate que les libéraux sont en train d'anéantir notre secteur énergétique. Le coût moyen des maisons au Canada est passé de 450 000 \$ à 750 000 \$ en seulement six ans de gouvernement libéral, voilà la conversation dont nous voulons parler ici.

[Français]

Mme Caroline Desbiens (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, BQ): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de Miramichi—Grand Lake. Je l'ai entendu évoquer que le Canada était un phare en plusieurs matières. Or il ne l'est certainement pas en matière de protection de l'environnement.

Au Bloc québécois, nous avons fait le tour de la question depuis longtemps déjà. Nous demandons depuis plusieurs mois, voire quelques années, une transition énergétique profonde, nécessaire et urgente. On vit une crise climatique sans nom et sans précédent.

Qu'est-ce que son parti ferait s'il était au gouvernement avec l'énergie pétrolière? Que veut-il faire pour que l'environnement s'améliore alors qu'on investit dans l'exploitation pétrolière?

• (1720)

[Traduction]

M. Jake Stewart: Madame la Présidente, parfois on oublie combien de choses que nous utilisons sont fabriquées avec du pétrole et du gaz. Je ne nierai pas à la Chambre qu'à un moment donné, nous pourrions emmagasiner suffisamment d'énergie pour nos besoins, mais je ne crois pas voir cela de mon vivant.

L'Adresse

Je suis un pêcheur de saumons. À 14 ans, je plongeais d'un bateau de 14 pieds et demi pour tirer des bouteilles de bière du fond de la rivière Miramichi parce que j'aimais cela à ce point-là. Je me soucie de l'environnement et j'y pense tous les jours. Toutefois, notre pays s'est construit sur les ressources naturelles, et nous sommes un leader reconnu mondialement dans l'exploitation des ressources. Nous devons opérer un virage, c'est vrai, mais ce sera beaucoup plus lent que ce que disent les gens d'en face et ceux du Bloc.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, le député affirme qu'il faut appuyer les petites entreprises. Les entreprises en démarrage comptent au nombre des petites entreprises qui ont été oubliées dans le discours du Trône et dans les mesures de soutien en temps de pandémie mises en place au cours des deux dernières années. Or, ces personnes ont mis les économies de leur vie dans leur entreprise qu'ils ont lancée au moment même où une pandémie mondiale frappait.

Le député pourrait-il parler de la nécessité de sauver de toute urgence les entreprises en démarrage et de venir en aide à ces entrepreneurs qui travaillent si fort?

M. Jake Stewart: Madame la Présidente, le Parti conservateur du Canada demandait que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes soit réorganisé de façon à comprendre des mesures d'aide pour les entreprises en démarrage, qui constituent souvent la pierre angulaire de nos économies. Dans Miramichi—Grand-Lake, les entreprises en démarrage sont l'un des principaux moteurs économiques de la ville de Miramichi, dont l'activité se prolonge dans les collectivités rurales de Blackville, Boiestown, Rogersville et les secteurs environnants.

Le Parti conservateur du Canada est d'accord avec le député. Nous demandons de telles mesures et nous espérons que le gouvernement du Canada pourra s'ouvrir les yeux et agir en conséquence.

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Madame la Présidente, mes sincères félicitations pour votre nomination.

Weykt.

C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois à la Chambre et d'être entouré de collègues. J'ai hâte de voir ce que nous pouvons tous faire. Même si, en fin de compte, nous sommes d'accord pour ne pas être d'accord sur certains points, je suis impatient de travailler avec tous les députés pour le bien de l'ensemble des Canadiens.

Mes parents sont arrivés au Canada respectivement en 1952 et en 1957, et pourtant leur fils se présente devant la Chambre pour la première fois. Ce n'est pas un moment que j'oublierai de sitôt.

Sur ce, je tiens à dire à mes collègues de la Chambre:

[Le député s'exprime en italien.]

[Traduction]

C'est à peu près tout l'italien que je connais.

L'Adresse

D'abord, je tiens à remercier ma femme, associée et meilleure amie qui, je l'espère, nous regarde sur CPAC: Odette Dempsey. Je remercie mes enfants qui ont tant sacrifié. Aux électeurs de Kamloops—Thompson—Cariboo, je ferai de mon mieux pour gagner et conserver votre confiance. Merci à mes parents, Alba et Joe Caputo, et à mes sœurs, Ellie Bradley et Rosie Caputo. Merci également à mon personnel qui, en m'aidant, aide les Canadiens: Stephanie Rennick, Michael Friesen, Anita Price, Brenda Thomson et Tracy Gilchrist.

Dans ce discours, j'espère m'adresser aux merveilleux habitants de Kamloops—Thompson—Cariboo, comme Savona, Clearwater, Barriere, Forest Grove, 100 Mile House, 108 Mile Ranch, 70 Mile House, Blue River, Vavenby, Clinton et Kamloops.

Je m'en voudrais de ne pas commencer mon premier discours en parlant de réconciliation, étant donné que les discussions actuelles ont vraiment commencé dans ma circonscription en mai dernier. J'ai été stupéfait d'apprendre que 215 tombes anonymes ont été découvertes. Je peux dire à la Chambre que je me suis rendu au monument et que j'ai pleuré plus que jamais dans ma vie. C'est dans cet esprit que, après les élections, j'ai téléphoné pour la première fois au bureau de Kukpi7 Casimir des Tk'emlúps te Secwépemc pour savoir ce qui avait été découvert.

J'ai à cœur la réconciliation, tant personnellement qu'à titre de député. C'est dans cet esprit qu'une de mes premières lettres était une invitation au pape François de visiter Kamloops—Thompson—Cariboo.

Je vais maintenant reconnaître monsieur le Président, félicitations également pour votre nomination.

La réconciliation a été abordée dans le discours du Trône et comporte deux éléments.

En ce qui concerne la réconciliation, il s'agit de remédier aux torts du passé, mais, comme le chef de l'opposition l'a indiqué aujourd'hui, il s'agit aussi de créer de la prospérité économique pour aller de l'avant. Voilà pourquoi j'étais ravi que la politique conservatrice de la dernière élection contienne une composante « par les Autochtones et pour les Autochtones ».

Selon mes calculs, le mot « vétérans » ne se retrouve qu'une fois dans le discours du Trône. Les anciens combattants sont très importants pour moi. La liberté n'est pas gratuite. C'est le travail des anciens combattants, dont certains se trouvent ici derrière moi, qui me permet de m'adresser librement à la Chambre, de vivre en toute liberté, de pratiquer librement ma religion et de penser librement. Alors, je les en remercie. Grâce à leurs sacrifices, nous pouvons accepter de ne pas être d'accord. Mon amour et ma compassion pour les anciens combattants de même que mon désir d'obtenir ce qu'il y a de mieux pour eux se sont cristallisés lorsque l'on m'a nommé ministre du cabinet fantôme pour les anciens combattants. Voilà pourquoi ce fut tout un honneur de passer à ce titre une journée avec des représentants de la légion locale et des anciens combattants de l'armée, de la marine et des forces aériennes. Je me réjouis de travailler avec le ministre des Anciens Combattants pour réduire les temps d'attente et pour aborder les enjeux liés à ce dossier.

● (1725)

Avant mon élection à la Chambre, j'étais procureur de la Couronne et j'ai enseigné à la faculté de droit locale. C'est dans cette optique que j'ai analysé le discours du Trône. À ma lecture, je n'y ai pas vu le mot « victimes ». Les victimes d'actes criminels sont par-

tout au pays, et en ma qualité de procureur, je me suis concentré sur le domaine particulier de l'Internet et des infractions sexuelles contre les enfants. Ce n'était pas un travail que j'aimais, mais je le trouvais valorisant. C'est un travail que quelqu'un doit faire.

J'ai eu le privilège de travailler avec des gens de toute ma circonscription dans ce dossier, et j'espère déposer un projet de loi d'initiative parlementaire pour parler des victimes et reconnaître le tort causé aux victimes d'infractions sexuelles. J'implore la Chambre, le moment venu, de remplacer le nom de pornographie juvénile par celui de matériel d'exploitation sexuelle des enfants. La pornographie suppose que des adultes consentants choisissent de se livrer à des actes. Ce n'est pas le cas des enfants. Les enfants ne peuvent pas donner leur consentement. Nous devons appeler ce matériel par son nom, à savoir du matériel d'exploitation sexuelle des enfants. J'espère avoir le consentement unanime de la Chambre lorsque je le ferai.

En ce qui concerne ces victimes, j'espère que nous, en tant que Parlement et société, pourrions commencer à penser différemment à ces types de délits. Par exemple, la peine maximale pour une entrée par effraction, un vol qualifié ou le vol de biens par la force est la prison à vie, alors que la peine maximale pour une agression sexuelle est de 10 ans lorsque la victime est un adulte et de 14 ans lorsqu'il s'agit d'un enfant. Le vol de biens par la force est passible d'une peine maximale plus sévère que le fait de dérober l'inviolabilité sexuelle d'une personne sans son consentement. Je vais demander à la Chambre de changer cela.

Des habitants de ma circonscription m'ont contacté à plusieurs reprises au sujet de la criminalité. Le centre-ville de Kamloops s'est transformé considérablement depuis la décision Zora concernant la mise en liberté provisoire. La Chambre n'a pas réagi à cette décision. Les gens de ma circonscription me parlent de cela, surtout ceux de la rue Victoria. J'ai rencontré des membres d'associations de gens d'affaires et d'autres personnes qui vivent dans ce secteur. Ils veulent que nous fassions quelque chose pour remédier au fait que, selon eux, nos dispositions concernant la mise en liberté provisoire ne protègent tout simplement pas les Canadiens.

Dans l'exposé sur l'article 31 du Règlement que j'ai fait tout à l'heure, j'ai parlé du bois d'œuvre, et je demande au gouvernement libéral de négocier énergiquement. Je me serais attendu à ce qu'une solution proactive, plutôt que réactive, soit adoptée afin de protéger cette ressource, qui est l'une de nos ressources vitales et l'un de nos plus importants atouts sur le plan commercial.

Sur ce, je tiens à remercier les étudiants de l'Université Thompson Rivers où je donnais un cours sur la détermination de la peine avec le vénérable juge Koturbash. Je suis désolé de ne pas pouvoir être avec eux. En lieu et place, j'ai été appelé à siéger à la Chambre, ce qui est l'un des plus grands honneurs que la vie m'ait faits.

● (1730)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le député a conclu son discours en parlant d'un dossier très important: le commerce.

Le commerce et l'activité économique qu'il génère sont extrêmement bénéfiques pour notre pays. Le gouvernement le reconnaît depuis 2015. Les députés n'ont qu'à vérifier: aucun autre gouvernement n'a signé plus d'accords commerciaux que le gouvernement actuel. Je suis très fier de ce bilan, car cela prouve que nous travaillons ailleurs dans le monde pour veiller à ce qu'il existe des débouchés pour les produits faits au Canada. Cela aide à soutenir la classe moyenne au Canada et favorise une économie saine et forte.

Que pense le député du commerce en général et comment croit-il pouvoir intégrer cela dans les années à venir.

M. Frank Caputo: Monsieur le Président, personnellement, je vérifie la provenance de pratiquement tous les produits que je consomme avant de les acheter. Je me suis donné beaucoup de mal pour trouver des bottes fabriquées au Canada.

Au sujet du commerce, je rappelle au député que c'est le gouvernement conservateur qui a conclu, si je ne m'abuse, une quarantaine d'accords commerciaux. Le problème, c'est que notre principal partenaire commercial ne nous écoute pas. Un partenaire commercial avec qui nous entretenons des rapports amicaux, un allié, ne doublerait pas les droits de douane sur nos produits six jours après nous avoir rencontrés. Je ne peux imaginer parler à mon meilleur ami, puis recevoir une telle nouvelle ayant l'effet d'une bombe six jours plus tard.

[Français]

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais rebondir sur la réponse de mon collègue conservateur. Que faut-il faire dans les circonstances? Ce qui se passe aux États-Unis est scandaleux et très préoccupant. Quelles sont les pistes de solutions que le Parti conservateur propose? Après une campagne électorale et un discours du Trône aussi vide que les discours de campagne des libéraux, que proposent les conservateurs?

• (1735)

[Traduction]

M. Frank Caputo: Monsieur le Président, avant tout, il faut améliorer notre relation avec les États-Unis, relation que nous avons malheureusement laissée se détériorer.

En tant que conservateur, j'implore le premier ministre de rectifier immédiatement la situation et d'informer le président Biden qu'il faut supprimer les droits de douane. Le libre-échange est la meilleure solution.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député pour sa première intervention.

Il s'est exprimé avec passion sur les crimes sexuels. Malheureusement, ici, au Canada, la situation des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées ne s'améliore pas. Je me souviens encore de l'époque où le gouvernement Harper a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'un problème canadien, mais bien d'un problème autochtone. Aujourd'hui, il y a la commission d'enquête. Les libéraux ont déclaré qu'ils allaient concrétiser les appels à l'action, mais très peu a été fait.

Est-ce que les conservateurs appuieraient la mise en œuvre des 231 appels à l'action pour que justice soit rendue aux femmes et aux filles autochtones disparues et assassinées?

M. Frank Caputo: Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion d'initier des poursuites dans une affaire récente liée à une disparition, une femme qui n'a pas été vue depuis 19 ans, donc c'est une ques-

L'Adresse

tion qui me tient particulièrement à cœur. J'estime qu'il faut tenter d'obtenir justice dans toutes les circonstances quand il est question de femmes autochtones disparues et assassinées, mais aussi de toute femme disparue, point final.

J'aimerais faire remarquer à la Chambre que c'est le gouvernement conservateur qui a créé la Commission de vérité et réconciliation. C'est dans cet esprit que, en tant que député, j'espère travailler avec mes collègues pour que justice soit rendue à tous les Canadiens.

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Mississauga—Malton.

C'est un grand honneur et un plaisir pour moi de prendre la parole pour la première fois en cette 44^e législature afin de répondre au discours du Trône au nom des habitants de ma circonscription, Davenport, qui est située dans le centre-ville de Toronto. J'ai l'immense honneur et le privilège de servir Davenport pour la troisième fois, et je remercie les gens de ma circonscription, qui m'ont à nouveau accordé leur confiance.

Avant d'aller plus loin, je tiens à reconnaître que nous sommes rassemblés sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe.

La lecture du discours du Trône par la gouverneure générale m'a beaucoup émue. Ce discours reflète la période sans précédent que nous avons traversée depuis près de deux ans. Il souligne les défis et les occasions qui se présentent à nous en ce moment et il exprime une vision d'avenir remplie d'espoir.

Le gouvernement fédéral a présenté les domaines prioritaires: bâtir une société plus saine, établir une économie plus résiliente, prendre des mesures plus audacieuses pour lutter contre les changements climatiques, créer des collectivités plus sécuritaires et plus inclusives, avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation et lutter pour un monde sûr, juste et équitable. Je vais parler de chacun de ces principaux domaines, en me concentrant sur les priorités pour les habitants de Davenport.

Comme les élections ont eu lieu il y a deux mois seulement, les préoccupations des résidents de ma circonscription sont encore fraîches à ma mémoire. Les députés l'ignorent peut-être, mais 43 % des résidents de Davenport sont des Canadiens de première génération qui sont nés dans un autre pays. Les résidents de Davenport savent à quel point nous sommes chanceux de vivre au Canada, où nous avons accès gratuitement à des vaccins sûrs et efficaces ainsi qu'à des doses de rappel pour lutter contre la COVID-19. En effet, plus de 86 % des Canadiens admissibles âgés de plus de 12 ans sont entièrement vaccinés, et je ne peux pas dire aux députés à quel point les parents de Davenport sont rassurés que des vaccins soient maintenant offerts aux enfants de 5 à 11 ans. Ils sont favorables à la preuve de vaccination canadienne normalisée pour les voyages au Canada et à l'étranger. Ils sont aussi favorables à l'obligation de se faire vacciner pour les fonctionnaires fédéraux et les travailleurs assujettis à la réglementation fédérale, ainsi que pour tous ceux qui voyagent au Canada par avion, par train et par bateau.

L'Adresse

Évidemment, nous sommes tous préoccupés par le plus récent variant, soit le variant Omicron. Je suis heureuse que le gouvernement ait pris immédiatement un certain nombre de mesures pour tenter de ralentir sa propagation. Ces mesures sont nécessaires d'ici à ce que nous puissions obtenir plus de renseignements sur ce variant afin de mieux cibler notre approche. Nous ne savons pas encore à quel rythme ce variant se propage, mais nous savons que les vaccins feront une grande différence.

Même si notre priorité est de terminer le combat contre la COVID-19, le discours du Trône a aussi souligné l'engagement du gouvernement à améliorer le système de santé canadien dans son ensemble. Pour les gens de Davenport, cela veut dire plus d'efforts et beaucoup plus de ressources pour la santé mentale et le traitement des dépendances, l'élimination de l'arriéré des interventions et des tests reportés et beaucoup plus de financement et de contrôle dans les établissements de soins de longue durée. Il est impératif que nous réalisions tous ces engagements vitaux.

Il est impossible de parler de dépenses en santé et de nos nombreux programmes et nombreuses priorités sans mentionner l'importance d'une économie forte qui soutient tous les Canadiens. L'économie canadienne montre de nombreux signes encourageants, alors que nous nous efforçons de passer au monde de l'après-COVID. Aujourd'hui, Statistique Canada nous apprenait que la croissance du PIB au troisième trimestre au Canada était de 5,4 %, ce qui est une excellente nouvelle. Nous savons également que nous avons récupéré plus de 1 million d'emplois depuis le début de la pandémie et que les petites et les grandes entreprises, qui ont pu s'adapter grâce aux fondations solides offertes par les mesures d'urgence que nous avons mises en place, travaillent fort pour s'ajuster et s'adapter à la nouvelle réalité économique mondiale et être compétitives.

Pour assurer la résilience de son économie, Davenport a absolument besoin de deux choses. Premièrement, il faut que l'Ontario adhère au programme national de garderies. Nous avons besoin que les parents puissent retourner au travail en donnant le meilleur d'eux-mêmes. Cela sera impossible si les services de garderie sont inabordable et que les parents s'inquiètent parce qu'ils ne savent pas qui s'occupera de leurs enfants. Nous savons qu'un réseau de garderies de qualité, bon marché et accessibles fera augmenter la participation des femmes au marché du travail et stimulera la croissance et la performance économiques globales du Canada.

Deuxièmement, il faut s'attaquer à la crise du logement abordable, ce qui est indispensable au succès économique futur de notre pays. Le discours du Trône souligne le ferme engagement du gouvernement fédéral envers le logement, notamment son engagement à augmenter le nombre de logements abordables, à mettre fin à l'itinérance chronique et à donner aux Canadiens l'espoir d'avoir les moyens d'habiter dans une grande ville et de pouvoir un jour s'acheter un appartement, une copropriété ou une maison.

D'abord et avant tout, les habitants de Davenport sont fermement et clairement en faveur de mesures plus rapides et ambitieuses pour combattre les changements climatiques. Je dirais que c'était le principal enjeu dont j'ai entendu parler lorsque j'ai fait du porte-à-porte durant la dernière campagne électorale. L'adoption de mesures de lutte contre les changements climatiques urgentes et énergiques constitue la priorité absolue des habitants de Davenport. À Toronto, nous observons avec inquiétude les effets dévastateurs des changements climatiques sur les côtes Ouest et Est du pays. Les changements climatiques se produisent plus rapidement que prévu, et nous

craignons pour notre vie, pour notre avenir ainsi que pour l'avenir de nos enfants et petits-enfants.

• (1740)

Le gouvernement fédéral s'est engagé à consacrer 100 milliards de dollars à la mise en œuvre d'un vigoureux plan d'action sur les changements climatiques comprenant plus d'une centaine de mesures. En six ans, nous avons pris des mesures énergiques, mais nous devons agir encore plus énergiquement et rapidement. Il faudra tous les efforts et le travail acharné de tous les ordres de gouvernement, du secteur privé et de l'ensemble des Canadiens pour parvenir à un avenir et à une économie à faibles émissions de carbone. Nous connaissons des moments difficiles, mais comme je suis une éternelle optimiste et que je crois qu'il est possible d'encourager, d'éduquer et d'inspirer l'ensemble de la société canadienne à agir et à fournir sa part d'efforts, je pense que notre nation ressortira de ce défi générationnel plus forte et plus prospère.

Les habitants de Davenport sont fiers du vigoureux plan d'action du Canada sur les changements climatiques, mais ils souhaiteraient voir encore plus d'action dans certains domaines clés. Je songe notamment à l'élimination plus rapide des subventions aux combustibles fossiles et à l'élaboration rapide d'une loi sur la transition équitable des travailleurs afin qu'aucune région ne soit laissée pour compte. Nous devons aider les secteurs à fortes émissions à faire la transition si nous souhaitons vraiment atteindre notre objectif de carboneutralité et que notre plan d'action sur les changements climatiques soit couronné de succès.

Les résidents de Davenport veulent aussi des collectivités plus sécuritaires et une société plus diversifiée et équitable. Pour ce qui est de la sécurité, trois priorités sont en tête de liste à Davenport. Heureusement, les trois sont mentionnées et soulignées dans le discours du Trône.

La première concerne la lutte contre la violence liée aux armes à feu, qu'il s'agisse de s'attaquer aux causes profondes de la violence armée, d'interdire les armes de poing ou d'assurer que les services frontaliers disposent des ressources nécessaires pour empêcher l'entrée des armes à feu au pays.

La lutte contre la violence faite aux femmes est le deuxième dossier prioritaire. Dans le discours du Trône, le gouvernement fédéral s'est engagé à élaborer un plan d'action national sur 10 ans pour contrer la violence fondée sur le sexe, tout en continuant d'aider les organismes offrant des services essentiels dans ce domaine. Nous avons prévu un montant de 600 millions de dollars sur cinq ans pour réaliser ce plan et, depuis 2015, nous nous sommes engagés à consacrer plus de 1 milliard de dollars pour prévenir la violence, créer des refuges pour les femmes et les familles, appuyer les lignes téléphoniques de crise, entre autres mesures.

La troisième priorité consiste à poursuivre la lutte contre la haine, le racisme et la discrimination. Davenport compte des habitants de diverses cultures et religions. On y trouve une communauté musulmane dynamique, une communauté juive en croissance, une communauté antillaise établie depuis plus de 40 ans et de multiples communautés asiatiques. Nous sommes très choyés. La diversité est véritablement notre force et c'est une des nombreuses raisons pour lesquelles Davenport est une circonscription si spéciale. L'engagement de continuer à combattre la haine et le racisme avec une stratégie de lutte contre le racisme est important, et il figure lui aussi dans le discours du Trône.

En dernier lieu, mentionnons l'importance de défendre la communauté LGBTQ2S+. Je suis fière qu'hier, le ministre de la Justice ait présenté de nouveau le projet de loi C-4, un projet de loi renforcé visant à interdire la pratique nuisible que constituent les thérapies de conversion. Au Canada, toutes les personnes devraient se sentir en sécurité et être valorisées équitablement, peu importe leur origine, leur race ou leur religion.

Mon temps de parole touche à sa fin, mais je tiens à parler de l'importance de la réconciliation pour Davenport. Mes électeurs me posent des questions sur le travail de notre gouvernement, et ils insistent pour que je m'assure que nous faisons tout ce que nous pouvons et que nous progressons aussi rapidement que possible. Ils souhaitent que nous agissions rapidement pour concrétiser les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation. Ils veulent que nous nous hâtons de mettre en œuvre les recommandations des appels à la justice pour les femmes autochtones portées disparues ou assassinées. Ils veulent que nous éliminions tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les communautés autochtones et ils veulent que les peuples autochtones contrôlent leurs services d'aide à l'enfance et de protection sociale.

Je conclurai en parlant de la dernière partie de notre discours du Trône, qui porte sur le rôle que joue notre pays sur la scène mondiale. Comme l'indique notre discours du Trône, « Devant la montée de l'autoritarisme et la lutte entre les grandes puissances, le Canada doit renforcer la paix et la sécurité à l'international, l'État de droit, la démocratie et le respect des droits de la personne. » Notre réussite en tant que nation et notre prospérité future dépendent de l'ouverture des frontières, de l'absence d'entraves aux chaînes d'approvisionnement, de l'établissement de partenariats solides et d'un engagement dans le monde qui favorise la paix, la sécurité et la prospérité pour tous.

Les Canadiens nous ont renvoyés à la Chambre des communes avec un message clair pour tous les parlementaires: Nous devons travailler ensemble. Ce discours du Trône propose un excellent plan et une façon de progresser vers un Canada plus équitable, plus humain et plus prospère.

● (1745)

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, je félicite la députée de Davenport de sa réélection.

Les libéraux ont dépensé des dizaines de milliards de dollars pour les infrastructures au cours des dernières années. Ils obtiennent une excellente note au chapitre des promesses, mais ils échouent pour la mise en exécution de celles-ci. Selon le directeur parlementaire du budget, très peu de choses indiquent que des projets d'infrastructure sont en cours.

C'est un dossier particulièrement important pour la Colombie-Britannique, d'où je viens. Les besoins en la matière sont immédiats à cause des inondations. Je sais qu'il est très important de lutter contre les changements climatiques, mais il faut aussi tenir compte de ces besoins actuels. La députée peut-elle parler du peu de projets d'infrastructure réalisés, en Colombie-Britannique et aussi peut-être à Toronto?

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, moi aussi je m'inquiète devant la lenteur des projets d'infrastructure au pays. Nous travaillons de très près avec différents ordres de gouvernement, les provinces et les municipalités, et les projets sont souvent pris dans

L'Adresse

la bureaucratie et les lourdeurs administratives. C'est quelque chose qui nous préoccupe tous. La volonté de faire de grands investissements dans les infrastructures est bien concrète et réelle. Nous voulons mettre en œuvre ces importants projets d'infrastructure, non seulement en Colombie-Britannique, mais dans tout le pays. Le député a raison de dire qu'il faut améliorer les choses afin de mettre les projets en branle beaucoup plus rapidement.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Même si le discours du Trône était très court, il y avait tout de même une petite partie sur la sécurité, et une mention selon laquelle le gouvernement allait rendre obligatoire le programme de rachat des armes d'assaut, ce que je salue.

Sans faire de mauvais jeu de mots, le Parti libéral a changé son fusil d'épaule. Au début, il ne voulait pas faire cela dans le projet de loi qu'il avait déposé à la dernière législature. Cependant, un autre problème existe qui est celui du trafic des armes à feu, c'est-à-dire de poing. Il y a eu des tueries à Montréal.

J'aimerais savoir ce que ma collègue pense de notre proposition de créer une escouade mixte pour la lutte contre les armes aux frontières.

[Traduction]

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, la violence armée nous touche tous, et nous devons prendre un certain nombre de mesures pour lutter énergiquement contre ce phénomène dans notre pays. Il ne s'agit pas seulement d'interdire les armes de poing, mais aussi de s'assurer que les ressources sont suffisantes et de s'attaquer aux causes profondes de la violence armée dans notre société. Il s'agit également de s'assurer que nos agents frontaliers disposent des ressources et des technologies nécessaires pour empêcher les armes à feu d'entrer dans notre pays. Nous devons prendre toute une série de mesures pour lutter contre la violence armée et la réduire chez nous.

● (1750)

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, la députée a parlé de l'importance qu'accordent les résidents de sa communauté à la réconciliation et à la nécessité de donner suite aux recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation et aux appels à la justice lancés par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Dans le discours du Trône, il n'est nullement question des recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation ni des appels à la justice lancés par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. En outre, il n'y a aucune mention de la nécessité urgente de déployer une stratégie nationale du logement « pour les Autochtones, par les Autochtones » dans les zones urbaines, rurales et du Nord.

Quelles mesures la députée compte-t-elle prendre pour que son gouvernement et le premier ministre fassent ce que ses électeurs attendent d'elle, c'est-à-dire donner suite aux recommandations de la Commission de vérité et de réconciliation, aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et veiller à ce qu'on déploie une stratégie nationale du logement « pour les Autochtones, par les Autochtones »?

L'Adresse

Mme Julie Dzerowicz: Monsieur le Président, que nous l'ayons mentionné une fois ou dix fois dans le discours du Trône, je peux assurer à la députée, ainsi qu'à tous les autres députés, que la mise en œuvre de chacune des 94 recommandations de la Commission de vérité et réconciliation est une priorité absolue pour le gouvernement, de même que la mise en œuvre de tous les appels à la justice contenus dans le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Nous avons débloqué une somme considérable pour nous assurer que ces recommandations seront concrétisées. C'est une question dont nous sommes tous saisis, et nous sommes déterminés à faire de grands progrès dans ce dossier au cours de la présente législature.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultation entre les partis, et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose:

Qu'un débat exploratoire sur le conflit du bois d'œuvre avec les États-Unis ait lieu le mercredi 1^{er} décembre 2021, conformément à l'article 53.1 du Règlement et que, notwithstanding tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre: a) tout député qui se lève pour prendre la parole pendant le débat puisse indiquer au Président qu'il partagera son temps avec un autre député; b) la présidence ne reçoive ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime.

Le vice-président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député de Kingston et les Îles propose la motion veuillent bien dire non.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

N'entendant aucune opposition, je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée.)

* * *

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

M. Iqwinder Gaheer (Mississauga—Malton, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole à la Chambre en réponse au discours du Trône.

Je tiens tout d'abord à remercier les bonnes gens de Mississauga—Malton qui m'ont choisi pour les représenter. Je remercie sincèrement mes concitoyens, mes partisans et les bénévoles qui ont travaillé du lever au coucher du soleil et au-delà pour me faire élire. Je remercie tout particulièrement ma famille, sans laquelle je ne pourrais pas siéger à la Chambre aujourd'hui. Enfin, je m'en voudrais de ne pas prendre un instant pour souligner le bon travail du député précédent, l'honorable Navdeep Bains, et le remercier de ses années de service.

Une confiance en des rêves simples, une assurance tranquille, un profond optimisme en des jours meilleurs à venir et la conviction que nous pouvons travailler en ce sens sans sacrifier notre moralité d'aujourd'hui, voilà le Canada.

Si nous sortons de cette vénérable enceinte et nous marchons dans les rues que d'autres personnes ne visiteront pas, voyons les visages que d'autres personnes ignoreront et parlons aux gens sou-

vent laissés pour compte, nous pourrions découvrir ce dont notre pays a besoin et comment il peut aller de l'avant.

Si nous prêtons l'oreille, nous pourrions entendre la voix d'Abdoul, qui cherche simplement à faire honneur à sa famille. Il m'a dit que son père a été persécuté parce qu'il faisait partie d'une minorité religieuse dans son ancien pays et qu'il s'est échappé de justesse pour venir s'installer dans notre pays, un symbole d'espoir. Le père d'Abdoul travaille dans une usine d'assemblage et, après une longue journée de travail, il revient à la maison et souhaite voir l'espoir et un avenir prometteur dans les yeux de son fils. Le père d'Abdoul souhaite seulement que son fils reçoive une bonne éducation et mène une bonne vie.

Abdoul est un bon fils, il est bien élevé et il est vraiment l'idéal recherché chez un jeune homme. C'est avec une honte évidente, mais bouleversante qu'Abdoul m'a entraîné à l'écart lors de la campagne électorale pour me parler de ses pensées les plus sombres. Il m'a indiqué qu'il était hanté par ces pensées depuis des années, que personne n'était au courant et que s'il en parlait à sa famille et que le secret s'ébruitait, il déshonorerait le nom de son père.

Une crise silencieuse touchant la santé mentale sévit au sein des communautés ethniques et sud-asiatiques. La santé mentale est profondément stigmatisée dans ces communautés. Les enfants d'immigrants sont confrontés aux défis qui découlent du fait qu'ils appartiennent à deux mondes différents. Tout en essayant de s'intégrer dans une société qui valorise l'expression individuelle, ils naviguent chez eux dans une culture où l'estime de soi est déterminée par l'approbation de la famille et de la communauté. Lorsqu'ils recourent à des services psychologiques, ils sont rarement compris, et les nuances culturelles sont ignorées.

Je suis rassuré que le premier ministre soit conscient de cette crise imminente. C'est la première fois dans l'histoire du Canada que le premier ministre a établi le rôle de ministre de la Santé mentale et des Dépendances. Nous créerons un nouveau transfert fédéral aux provinces et aux territoires, soit le transfert canadien en matière de santé mentale, pour aider les provinces et les territoires à élargir la prestation de services de santé mentale équitables, accessibles et gratuits. Nous investirons initialement 4,5 milliards de dollars sur cinq ans dans cette initiative. Cet investissement améliorera l'accès aux psychologues, aux thérapeutes, aux travailleurs sociaux, aux conseillers et à d'autres soutiens communautaires. Il se traduira par de meilleurs soins pour les jeunes, comme Abdoul, afin qu'ils puissent obtenir tout ce qu'ils espèrent pour eux-mêmes.

Si nous écoutons bien, nous entendrons aussi la voix de Ghias, qui a récemment immigré au Canada. Lorsque j'ai commencé à faire campagne, je craignais que les immigrants ne s'intéressent pas au sort des peuples autochtones, qu'ils soient trop préoccupés par leur nouvelle vie ici, l'achat d'une maison, l'apprentissage d'une nouvelle langue et l'avenir de leurs enfants. C'est assurément ce qui préoccupait ma famille à son arrivée au Canada. Mon père avait laissé derrière lui une vie de pauvreté et de grandes souffrances. Serions-nous en mesure de relever ce nouveau défi? À quoi pouvais-je m'attendre d'autrui alors que ma famille elle-même se posait ces questions?

Ghias m'a dit que là d'où il venait, sa langue et ses coutumes étaient brimées par la majorité, qu'il était puni parce qu'il parlait un dialecte différent et que les danses et les vêtements traditionnels de son peuple étaient interdits.

Ghias m'a ensuite dit quelque chose de remarquable. J'avais peut-être sous-estimé la volonté des immigrants à en prendre davantage. Ghias m'a dit qu'il éprouvait de la sympathie pour les peuples autochtones et qu'il comprenait leur douleur. Il a ajouté que, s'il pouvait bénéficier des richesses que notre pays avait à offrir, il était prêt à accepter les pans plus sombres de son histoire et à travailler à bâtir un avenir meilleur.

• (1755)

Dans le discours du Trône, la gouverneure générale a déclaré ce qui suit:

La réconciliation n'est pas un geste ponctuel assorti d'une échéance. La réconciliation est le cheminement de toute une vie vers la guérison, le respect et la compréhension.

Les Canadiens ont un passé et un destin communs. Peu importe que l'on soit arrivé au Canada il y a un mois ou que nos ancêtres s'y soient établis il y a quelques centaines d'années, nous devons tous porter le poids de l'histoire du pays. Nous devons tous avoir la volonté de tracer la voie vers la réconciliation et nous ne devons pas nous méprendre, car les gens comme Ghias aspirent à jouer un rôle dans la réconciliation et ils souhaitent s'engager sur cette voie afin de transformer en action le sentiment de culpabilité qu'éprouve le pays.

Si on écoute ce que les Canadiens ont à dire, on entend une autre voix, celle de Sukhraj. Il est né au Canada de parents immigrants qui travaillent tous les deux dans une usine de fabrication de plastiques et qui arrivent à l'âge de la retraite. Ils ont toujours été locataires et, après une vie de dur labeur, ils voulaient acheter une maison où ils pourraient vieillir et voir leurs petits-enfants grandir. Comme c'est le cas dans bien des familles élargies originaires de l'Asie du Sud, Sukhraj voulait mettre ses économies en commun avec celles de ses parents pour pouvoir acheter la maison et y vivre avec eux. Cependant, le revenu de ses parents combiné à ses économies suffisait à peine pour acheter une maison modeste en banlieue de Toronto. Sukhraj me racontait qu'il devenait de plus en plus désespéré à mesure que le temps passait et qu'il était disposé à faire des offres dépassant largement le prix initial demandé. Chaque fois, quelqu'un offrait plus que lui. Quand il a finalement réussi à faire une offre qui lui a permis d'acquérir une maison, il est venu me voir. Ému et à peine capable de parler, il m'a demandé d'aller dans un coin de mon bureau de campagne avant de fondre en larmes sur mon épaule.

Tous les Canadiens devraient avoir la possibilité de travailler en vue de se procurer une maison. Avoir un chez-soi ne devrait jamais être hors de la portée des Canadiens de la classe moyenne ou ceux qui travaillent fort pour en faire partie. C'est pourquoi le gouvernement a un plan pour le logement. Le gouvernement est déterminé à travailler pour les Canadiens, que ce soit en augmentant le nombre de logements construits chaque année ou le nombre d'habitations ou encore en mettant fin à l'itinérance chronique. Nous avons l'intention d'interdire la vente de propriétés résidentielles à des étrangers, de mettre en place la taxe proposée sur les propriétés non résidentielles vacantes achetées par des étrangers et d'unir nos forces avec nos partenaires pour veiller à ce qu'ils mettent à profit les investissements à venir pour augmenter l'offre dans le secteur du logement tout en réparant les habitations existantes. Le Fonds pour accélérer la construction de logements aidera les municipalités à bâtir plus, à bâtir mieux, et à bâtir plus rapidement.

Le gouvernement aidera aussi les familles à acheter leur première maison plus tôt dans leur vie en mettant en place l'Incitatif à

L'Adresse

l'achat d'une première propriété, un programme de location avec option d'achat et en réduisant les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs. Ces politiques aideront les Canadiens comme Sukhraj à devenir propriétaires pour la première fois afin que ce soit un moment de joie et non seulement de soulagement.

Les histoires que j'ai racontées et les visages que j'ai vus ne correspondent pas seulement à trois Canadiens, mais ils font référence aux enjeux qui touchent tous les Canadiens. Il est temps de réaliser des progrès. Il faut réaliser des progrès. Les personnes présentes dans cette enceinte peuvent parfois être en désaccord sur la voie à suivre pour y arriver. Comme cela a été fait pendant plus de 150 ans, les progrès se feront un pas à la fois. Cependant, nous y arriverons en mettant de côté la rancœur partisane.

Voilà ce qu'est le Canada.

• (1800)

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Monsieur le Président, comme le député est nouveau à la Chambre, je lui donnerai le bénéfice du doute. Je ne sais pas s'il a entendu la question que j'ai posée à un autre député libéral à propos de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété.

L'Incitatif à l'achat d'une première propriété est un stratagème électoral qui a été présenté pendant la campagne de 2019. La Société canadienne d'hypothèques et de logement et le gouvernement fédéral affirmaient alors qu'il aiderait 100 000 Canadiens. D'après les chiffres fournis par le gouvernement en février 2021, le programme a aidé un peu plus de 9 000 personnes. Cela correspond à 1,6 % de toutes les résidences vendues et achetées par des Canadiens en 2020. Le député reconnaît-il que ce programme, l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, n'est qu'un stratagème électoral et une perte de temps, que c'est un échec, et que le gouvernement fédéral devrait passer à autre chose et adopter les mesures sur le logement proposées par le Parti conservateur pendant la dernière campagne électorale?

M. Iqwinder Gaheer: Monsieur le Président, le gouvernement a un plan en matière de logement. Qu'il s'agisse de construire plus de logements chaque année, d'augmenter le parc de logements ou de mettre fin à l'itinérance chronique, le gouvernement libéral est résolu à travailler pour les Canadiens.

L'Incitatif à l'achat d'une propriété n'est pas un stratagème électoral. Nous avons un ministre du Logement qui verra à ce que ce programme soit mené à bien. Voilà notre engagement. Grâce à des mesures comme l'Incitatif à l'achat d'une propriété, le programme de location avec option d'achat et la réduction des coûts à l'achat d'une première propriété, nous aiderons les gens à acheter leur première propriété et à devenir propriétaires.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. J'aimerais l'entendre au sujet des travailleurs, et plus précisément sur le sort de ceux qui ont perdu leur emploi.

J'avais une demande d'entrevue, ce matin, dans ma circonscription. Il y a des demandes d'assurance-emploi qui restent sur les bureaux, au ministère, et qui ne sont pas traitées. Ces gens-là appellent les députés pour essayer d'avoir un suivi, parce qu'ils sont sans source de revenus depuis des mois. Ils nous disent que les fonctionnaires, quand ils leur répondent, leur demandent s'ils ont fait tout ce qu'il est possible de faire pour trouver un emploi. C'est assez effrayant de constater ce genre de chose.

L'Adresse

J'aimerais savoir si mon collègue est en accord avec ce que disent les fonctionnaires de son gouvernement.

[Traduction]

M. Iqwinder Gaheer: Monsieur le Président, dès le début de la pandémie, le gouvernement s'est employé à soutenir les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. C'est pourquoi nous avons créé la Prestation canadienne d'urgence, la Subvention salariale d'urgence du Canada et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer, qui ont aidé tant de personnes dans ma circonscription, Mississauga—Malton. Ces prestations ont permis à de nombreuses petites entreprises de rester ouvertes et ont aidé les vaillants habitants de Mississauga—Malton à mettre de la nourriture sur la table, à garder un toit au-dessus de leur tête et à payer des produits de première nécessité. Le gouvernement était là pour les Canadiens au début de la pandémie et il continuera à les appuyer aussi longtemps qu'il le faudra, tout au long de la relance.

• (1805)

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député. Le centre d'amitié autochtone Tillicum Lelum, dans ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, fournit des services essentiels aux Autochtones en milieu urbain depuis plus de 50 ans. Avec l'avènement de la pandémie de COVID, le personnel de Tillicum Lelum a observé un changement quant au type de soutien nécessaire pour répondre aux besoins des membres de la communauté. Par exemple, le refuge pour jeunes a connu une augmentation du nombre de ses clients, dont les besoins sont de plus en plus complexes. C'est le même constat dans le programme pour jeunes mamans. Jour après jour, le personnel de Tillicum Lelum voit des familles à faible revenu qui ont besoin d'un logement abordable, sûr et accessible et qui le méritent.

Le député peut-il préciser aux habitants de Nanaimo—Ladysmith, y compris à ceux qui ont recours aux services essentiels de Tillicum Lelum, quand le gouvernement fera le nécessaire pour que tout le monde ait un chez-soi?

M. Iqwinder Gaheer: Monsieur le Président, le logement est une priorité pour notre gouvernement. C'est pourquoi nous mettons en place un programme de location avec option d'achat et l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. En fait, nous allons interdire l'accès à la propriété aux étrangers pendant des années afin que les maisons soient plus abordables pour les Canadiens. Le fait d'avoir une maison est un droit dont tous les Canadiens devraient pouvoir se prévaloir, et c'est une chose que nous devrions chercher à concrétiser. Nous allons veiller à ce que ce soit le cas.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je sais que le député de Mississauga—Malton et moi allons bien travailler ensemble, étant donné l'approche qu'il a adoptée à l'égard des gens de sa circonscription en tenant compte de leurs idéaux. Pourrait-il nous dire quelque chose sur le portrait que le discours du Trône brosse de la santé mentale, sur l'importance que revêt la santé mentale pour ses concitoyens et sur l'attention que nous devons accorder à cette question?

M. Iqwinder Gaheer: Monsieur le Président, la santé mentale est très importante, surtout dans les collectivités diversifiées sur le plan ethnique, qui ont semblé avoir souffert davantage pendant la pandémie parce qu'il n'y avait pas de soutien ciblé pour elles. C'est une conversation que j'ai eue avec des amis, et c'est malheureusement un triste sujet à aborder. Je remercie très sincèrement le premier ministre d'avoir nommé une ministre de la Santé mentale et

des Dépendances, et j'ai hâte de travailler avec elle et d'être ainsi en mesure de mieux servir les citoyens de Mississauga—Malton.

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, tout d'abord, j'aimerais vous dire que je vais partager mon temps de parole avec l'honorable députée de Repentigny.

Si j'avais un titre à donner à mon intervention, ce serait « autopsie d'un échec ». Retournons en arrière, avant de parler du discours du Trône. Retournons à la situation du printemps dernier. Je rappelle qu'au printemps dernier, on était en pandémie. De l'autre côté, il y avait un député. Je le dis souvent, parce que je n'en reviens pas. Il y avait le député de Kingston et les Îles. Tous les autres députés du Parti libéral étaient dans le sous-sol ou à peu près. Ils avaient peur de la pandémie. Ils tremblaient au-dessous du bureau. Une fois, de temps en temps, le premier ministre venait faire un tour. Je me rappelle que, quand on le voyait arriver, on faisait le saut. On s'étonnait de voir qu'il y avait d'autres libéraux dans ce parti-là. Il arrivait de temps en temps et il répondait aux questions.

Puis, la situation s'améliore. Au Québec, on commence à se déconfiner. On se dit qu'à un moment donné ils finiraient par comprendre le bon sens. On en parle à leur leader et à leur whip. Ils disent qu'ils ne peuvent pas venir à la Chambre, que c'est épouvantable, que c'est encore la pandémie, qu'ils sont encore cachés sous leurs bureaux dans les sous-sols. Ils disent qu'ils ne peuvent pas faire cela, qu'en plus la lumière est dangereuse pour les yeux, qu'il faut qu'ils s'adaptent.

Cela n'avait pas de sens. C'était la situation des libéraux. Ils avaient peur de la pandémie.

On dit bien des choses, mais le premier ministre est un homme très bon pour convaincre les gens. Il a convaincu ces gens qu'il était temps de déclencher des élections. Même si on était dans une quatrième vague de la pandémie, il les a convaincus que l'heure était arrivée. Même si c'était à peine deux ans après les élections précédentes, l'heure était à la rencontre des citoyens. Il fallait déclencher des élections, l'heure était grave, il y avait urgence dans la demeure.

Au bout du compte, tour à tour, les députés du Parti libéral ont été appâtés par les élections. Ils se disaient qu'ils allaient se promener, rencontrer les gens, serrer des mains. Un peu plus, ils faisaient des pyramides humaines. Ils étaient contents, ils étaient enfin sortis.

Ils disent alors aux gens qu'ils déclenchent des élections et qu'il faudra aller faire la ligne pour aller voter. On est dans la quatrième vague de la pandémie, mais que ce n'est pas grave. Ils disent qu'ils ne peuvent pas faire rouler le Parlement à cause de leur situation minoritaire, que ça ne va pas bien et que l'opposition n'a pas de bon sens. Ils ont tous dit cela.

Je suis leader du Bloc québécois à la Chambre depuis 2019 et je me rappelle que tout allait bien. L'opposition apportait sa contribution. Il y avait des discussions, et c'est tant mieux. Les projets de loi étaient améliorés parce nous travaillions tous ensemble. Moi, je dirais que le principal problème durant cette période était plus le manque d'organisation du gouvernement libéral dans l'élaboration de sa stratégie parlementaire et de son calendrier législatif que l'opposition des partis de l'opposition.

Il y avait des projets de loi sur la table et le travail avançait bien. Le projet de loi C-10 s'est rendu jusqu'au Sénat. Au Québec, on attendait depuis des années que les géants du Web contribuent au secteur de la culture. Le projet de loi est mort au Sénat à cause de l'élection. Le projet de loi C-216 faisait en sorte que la gestion de l'offre soit protégée contre les futures ententes commerciales. C'était en chemin, tout allait bien. Le projet de loi C-6 sur les thérapies de conversion était presque réglé. Les libéraux reviennent sur cela maintenant avec un autre projet de loi.

Le projet de loi qui prévoyait que les retraités soient les premiers créanciers quand une compagnie fait faillite avançait bien aussi. Celui qui faisait en sorte qu'une personne souffrant d'une maladie grave ait droit à l'assurance-emploi pendant 50 semaines avançait. C'est quelque chose d'évident, c'est normal, mais ils ont décidé de détruire tout cela et de déclencher des élections, car l'heure était grave.

Le premier ministre a regardé les gens dans les yeux et leur a dit que c'était urgent, que le gouvernement avait besoin de leur opinion parce que la suite des choses serait épouvantable. Les gens ont voté, et les mêmes députés sont presque tous revenus, excepté quelques changements.

La population a dit d'arrêter les niaiseries, d'arrêter les élections et de retourner au travail. Elle a dit de retourner au travail, puis qu'on est en pandémie. C'est cela qu'elle leur a dit. La population leur a dit d'arrêter les niaiseries et de retourner au Parlement.

Là, ils reviennent au Parlement. Ils voulaient un gouvernement majoritaire, mais finalement cela a fait patate. Ensuite, ils disent qu'il faut prendre le taureau par les cornes, que c'est extrêmement important, que c'est urgent.

Nous avons niaisé deux mois. Nous avons attendu qu'on rappelle le Parlement pendant deux mois. Nos vêtements n'étaient plus à la mode quand nous sommes revenus ici.

Ils sont revenus en disant que le discours du Trône serait aussi spectaculaire qu'un kangourou sur un trampoline et qu'il fallait attendre de voir cela. Les gens se disaient que cela allait être extraordinaire, que ce serait le moment de la décennie.

• (1810)

Pourtant, on lit le texte et il n'y a rien là-dedans. Les gens du gouvernement devraient être gênés d'avoir accouché d'une souris. Ce n'est même pas une souris, c'est une puce, et il faut prendre un microscope pour voir ce qu'il y a dedans. On lit et on lit, mais il ne se passe rien.

Nous avons cependant fini par trouver quelque chose. Nous avons découvert que ce gouvernement n'aime pas ses champs de compétence, mais qu'il aime tripoter ceux des provinces. Le gouvernement s'est demandé ce qu'il pourrait bien faire pour mettre les pieds dans les champs de compétence des provinces et du Québec. Quelqu'un de plus intelligent que les autres a dit que si le gouvernement se mettait les pieds dans la santé, les provinces et le Québec feraient le saut.

Le gouvernement parle de la santé, mais ce n'est pas pour dire que ça fait plus de 20 ans que les provinces sont sous-financées dans le domaine de la santé parce que ça fait plus de 20 ans que le gouvernement fédéral les asphyxie. Le gouvernement fédéral dit qu'il va arrêter de donner de l'argent aux provinces comme elles le méritent et qu'il va les asphyxier bien tranquillement. À un moment

L'Adresse

donné, par contre, ça va péter de partout. C'est ce moment-là que le gouvernement fédéral choisira pour dire que les provinces ne savent pas gérer la santé et qu'il y a plein de problèmes dans ce domaine.

Pourtant, ça fait 20 ans que le gouvernement fédéral asphyxie les provinces et le Québec dans le domaine de la santé. Ce n'est pas compliqué, il faudra lui dire d'augmenter les paiements comme il devrait le faire, de faire passer les transferts à 35 % des coûts pour tout le monde au Canada et au Québec. Ce pourcentage est unanime, sauf pour le gouvernement fédéral, qui ne le comprend pas. Le gouvernement fédéral se dit donc qu'il va déclarer que les provinces ne font pas leur travail comme il faut, ce qui lui permettra de s'ingérer dans leurs champs de compétence.

Le gouvernement fédéral est solide et il n'aime pas ses champs de compétence. La crise ferroviaire relevait de sa compétence, mais il a laissé les provinces s'arranger avec ce dossier. Pour les armes à feu, il dit qu'il laisse la Ville de Montréal et le Québec gérer cette question. Quand quelque chose relève de sa compétence, il n'en veut pas, mais il ira tripoter les champs de compétence du Québec et des provinces. Si le premier ministre avait voulu diriger le gouvernement d'une province, il n'avait qu'à se présenter en Colombie-Britannique. Cependant, il est premier ministre du Canada.

Le gouvernement fédéral s'est dit qu'il allait en faire une bonne en annonçant qu'il a besoin d'un ministre délégué à la santé mentale, un domaine qui relève pourtant du Québec et des provinces. Cependant, le gouvernement fédéral s'est dit que ce n'était pas grave et que ce serait drôle. Il l'a fait.

Ce matin, malgré que j'étais bien assis, je suis tombé en bas de ma chaise quand le chef de l'opposition officielle a dit que c'était une bonne idée d'avoir un ministre délégué à la santé mentale. Depuis des années, en effet, les conservateurs disent de ne pas vouloir toucher aux champs de compétence des provinces et du Québec. Pourtant, ce matin, le chef de l'opposition officielle s'est dit déçu et a voulu la chicane. Or, on ne peut pas à la fois respecter les champs de compétence des provinces en laissant ces dernières tranquilles et être en faveur d'un ministre délégué à la santé mentale. Cela ne fonctionne pas, mais c'est ce que les conservateurs ont fait et ils trouvent cela amusant. Ensuite, ils reviennent en disant que c'est parce que le gouvernement n'est pas bon. Je dis que l'origine du problème n'est pas que le gouvernement n'est pas bon, c'est qu'il ne fait pas son travail fondamental.

Les Québécois envoient la moitié de leurs impôts à Ottawa dans le but de se faire soigner, en pleine pandémie qui exacerbe le problème. Ce que le Québec et les Québécois veulent, c'est que l'argent qu'ils envoient à Ottawa retourne là où ils en ont besoin: en santé. Étant donné que le gouvernement fédéral n'a pas la compétence pour gérer la santé, qu'il ne l'a jamais fait, qu'il n'a jamais payé un médecin ou une infirmière et qu'il n'a à peu de choses près jamais géré un hôpital, il faut qu'il envoie cet argent à ceux qui connaissent ce domaine, mon gouvernement, le gouvernement du Québec. Au Bloc québécois, voilà ce que nous demandons.

Nous pensons aussi aux aînés, qui ont été frappés d'isolement, qui ont été les plus touchés par la pandémie en matière de santé, qui ont un revenu fixe et qui sont maintenant asphyxiés économiquement par l'inflation. La seule chose que le gouvernement fédéral a faite a été de les diviser en deux classes. Il s'est dit qu'il allait aider les aînés âgés de 75 ans et plus, mais que les aînés âgés de 65 à 75 ans devraient attendre.

L'Adresse

À la Chambre, trois ministres ont dit que si les aînés âgés de 65 à 75 ans n'avaient pas les moyens de vivre confortablement, il fallait qu'ils retournent travailler. Bonjour, mon colonel! Le gouvernement fédéral libéral veut envoyer travailler des gens âgés de 65 à 75 ans. Ce gouvernement est déjà usé et il n'a que deux mois d'existence. Une chance qu'il a passé deux mois à se reposer, sinon il serait mort.

Étant donné un tel discours du Trône, je pense que l'opposition va avoir beaucoup de travail à faire.

• (1815)

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, ce n'est pas souvent que j'entends quelqu'un s'exprimer avec autant de fougue à la Chambre et je félicite mon collègue pour ce qu'il vient de faire. Je suis persuadé qu'il témoigne autant de passion sur divers sujets.

Je suis toutefois préoccupé par quelque chose qu'il a dit vers le début de son intervention. Le député parlait de la très bonne collaboration dans cette enceinte. Il a plus particulièrement fait référence aux thérapies de conversion et à la façon dont le projet de loi a été adopté. Le député était présent à la Chambre et a été témoin des tactiques dilatoires employées par les conservateurs.

À la dernière minute, juste avant l'ajournement, les conservateurs ont finalement décidé de concéder l'adoption de ce projet de loi. Il s'est rendu au Sénat, où le leader des conservateurs a entrepris lui aussi des tactiques dilatoires. Cela s'est produit pour diverses mesures législatives, pas uniquement celle sur les thérapies de conversion.

Est-ce que le député peut m'expliquer comment, selon lui, la Chambre a été le théâtre d'une belle collaboration quand, dans les faits, les conservateurs ont constamment fait obstacle à la progression des travaux?

[Français]

M. Alain Therrien: Monsieur le Président, on peut commencer à regarder tous les projets de loi et en faire l'historique. Je n'ai pas de problème avec cela.

On peut parler du projet de loi C-7, qui portait sur l'aide médicale à mourir. Le Parti conservateur avait bloqué ce projet de loi, comme mon collègue le dit. Le Bloc québécois avait, quant à lui, décidé de donner son aval au projet de loi et de le faire cheminer.

Non, les conservateurs n'ont pas été exemplaires au sujet du projet de loi C-6. Toutefois, on ne déclenche pas des élections parce qu'un ou deux projets de loi accrochent, alors que beaucoup de projets de loi fonctionnent bien. Je le sais, j'étais présent.

Oui, les conservateurs peuvent se regarder dans le miroir en ce qui concerne ce projet de loi. Ils n'ont pas été soi-disant efficaces, mais il demeure que nous sommes en démocratie. Les conservateurs étaient contre ce projet de loi et ils l'ont manifesté.

Ce que j'essaie de dire, c'est que, lorsqu'il y a un menu législatif solide, costaud, intelligent et efficace, les choses vont mieux. C'était cela, le problème, lors de la dernière législature. Le gouvernement n'a pas fait le travail.

• (1820)

[Traduction]

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, j'ai bien aimé le discours de mon collègue. L'inflation et le coût de la vie étaient parmi les choses qu'il a mentionnées. C'est une question très importante dans le Nord de l'Ontario et partout ailleurs au pays.

Est-ce que le député est d'accord pour dire qu'il est temps que le gouvernement arrête la planche à billets, maîtrise les dépenses et veille à faire tout en son pouvoir pour endiguer l'inflation?

[Français]

M. Alain Therrien: Monsieur le Président, en ce qui concerne l'inflation, la Banque du Canada a, depuis 1991, un objectif unique.

Elle est la deuxième banque de l'histoire du monde à avoir un objectif aussi précis, la première étant celle de la Nouvelle-Zélande. En 1991, la Banque du Canada écrivait qu'elle voulait, comme seul et unique but dans la politique monétaire, avoir un taux d'inflation oscillant entre 1 % et 3 %, idéalement 2 %.

C'est l'objectif unique de la Banque du Canada. J'espère que cette dernière va continuer à faire le travail qu'elle réussit bien depuis 1991. J'espère aussi que le gouvernement va respecter, justement, le fait que la Banque du Canada est la responsable de la lutte contre l'inflation.

Évidemment, cela ne veut pas dire que le gouvernement doit dépenser comme il le veut. Cela veut dire qu'il doit vérifier ses dépenses et être rigoureux.

La Banque du Canada a un rôle à jouer, et j'espère qu'elle le jouera.

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais faire un parallèle entre la gouvernance du Canada et celle du Canadien de Montréal.

L'été est normalement fait pour se reposer, mais, dans les deux cas, on a décidé de jouer la *game* et, dans les deux cas, on s'est retrouvé très proche du but ultime sans finalement l'atteindre.

La gouvernance du Canadien de Montréal a décidé d'agir, hier, et de faire finalement le grand ménage.

Y a-t-il encore un parallèle à faire? J'aimerais entendre mon collègue à ce sujet.

M. Alain Therrien: Monsieur le Président, c'est tout de même une question impressionnante. Je dois remercier mon collègue, qui me met dans une drôle de situation.

Il est évident que les joueurs du Canadien ne patinent pas aussi bien que les libéraux. C'est un fait. Nous espérons toutefois que le premier ministre sera un peu meilleur que Marc Bergevin comme directeur général.

Au-delà de cela, le Canada et le Québec ont décidé que nous aurions un Parlement minoritaire. Le rôle que l'opposition doit jouer, et celui que le Bloc québécois va jouer, c'est de surveiller le gouvernement, d'être une opposition constructive, de donner des conseils et d'agir de façon à que ce gouvernement ait des politiques qui serviront vraiment les Québécois et les Canadiens. Nous avons beaucoup de travail à faire sur ce plan.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je vais commencer mon propos aujourd'hui en remerciant les électeurs et les électrices de Repentigny qui m'ont fait confiance pour une troisième fois. Je remercie également tous les bénévoles qui m'ont soutenue et portée vers une victoire, qui n'est jamais tenue pour acquise. Je pense particulièrement à Christiane et à Assia. Je ne peux pas nommer toutes les personnes, faute de temps aujourd'hui.

Représenter et défendre les intérêts de ma circonscription, Repentigny, est très important. Ce l'est tout autant d'être une voix à la Chambre pour le Québec tout entier lorsqu'il s'agira de parler d'environnement et plus particulièrement de ce que le gouvernement du Canada ne fait pas, mais qu'il est de son devoir de faire pour assurer un avenir à ma nation, à mon peuple, toutes générations confondues.

Abordons maintenant le discours du Trône. Étions-nous en droit d'attendre un discours du Trône riche en contenu alors que le déclenchement des élections était injustifiable et dont personne ne voulait, un discours ayant de la substance et des précisions quant aux programmes du gouvernement? Il me semble que oui.

Je ne suis pas la seule à constater que, malheureusement, ce premier discours du Trône de la gouverneure générale Simon ne comble aucune attente. On a eu droit à quelques déclarations telles que: « Le gouvernement lutte de façon concrète contre les changements climatiques. » Ah bon. « Le temps est venu d'aller plus loin, plus vite. » Eh oui. « C'est le moment de mener une action climatique audacieuse. » On verra.

La promesse électorale de plafonner les émissions du secteur pétrolier et gazier semblait vraiment prometteuse, mais le problème est le suivant: les comportements du gouvernement quant à ses engagements passés et l'absence de transparence dont le commissaire DeMarco a fait état donnent à croire qu'il y aurait peut-être anguille sous roche. Ce qu'il faut faire, c'est plafonner la production du gaz et du pétrole et en planifier la réduction graduelle pour se donner la chance d'obtenir de réels résultats. Rappelons encore une fois que le pétrole et le charbon propres et éthiques n'existent pas.

Le discours du Trône ne contenait que trois lignes sur l'électrification des transports. C'est le Bloc québécois qui avait proposé une loi carboneutre pour obliger les constructeurs automobiles à rendre disponible dans des délais normaux une flotte variée de véhicules électriques aux Québécoises, aux Québécois et aux Canadiens et aux Canadiennes.

Bien que le Comité permanent de l'environnement et du développement durable a été unanime à recommander l'adoption d'une telle politique, le gouvernement s'est traîné les pieds avant d'y répondre et a finalement déclenché les élections.

Que dire de l'absence totale d'une quelconque référence à la responsabilité des secteurs bancaire et financier à l'égard de la crise climatique? Mon confrère de Mirabel a souligné à grands traits cet état de fait la semaine dernière.

Nous attendons toujours les lettres de mandat des différents ministres, particulièrement celle du ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Mes collègues et moi l'attendons avec impatience. Des citoyens et des organisations continuent à être inquiets de l'inaction fédérale en matière de climat. Avec un discours du Trône aussi pauvre en contenu, cette lettre de mandat nous don-

Motion d'ajournement

nerait au moins de réelles indications sur les intentions du gouvernement sur ce dossier qui urgent, on en conviendra.

Le premier Conseil des ministres suivant l'élection s'est tenu le 26 octobre dernier. Cinq semaines se sont écoulées et le premier ministre nous fait toujours attendre. Pour un gouvernement qui s'acharnait à dire vouloir se mettre au travail, on me permettra d'avoir des réserves sur l'ardeur qui a été déployée à ce jour.

Ce qu'on voit actuellement en Colombie-Britannique ou dans les Maritimes, on l'a vu également au Québec en 2018. Que ce soit des inondations, des canicules, des feux de forêt ou des sécheresses, les catastrophes naturelles sont partout et nulle région ne sera épargnée. Quiconque a des doutes sur les effets de la crise climatique devrait aller en parler aux communautés qui sont sur le qui-vive actuellement.

L'impact jumelé des changements climatiques conjugués à la pandémie, c'est grave. La santé globale des populations est affectée, de nouvelles pathologies émergent, certaines s'aggravent et d'autres prennent une ampleur inégalée.

● (1825)

En novembre, des chercheurs de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke publiaient les résultats d'une recherche menée auprès de 10 000 personnes dans le contexte pandémique des deux dernières années. Je me permets de la résumer et j'invite mes collègues à en lire les détails. La recherche révèle que « plus les gouvernements tardent à agir sur les changements climatiques, plus les impacts psychosociaux sont grands ».

De plus, j'invite le gouvernement à lire la publication de son Agence, l'Agence de la santé publique du Canada, qui a un numéro spécial entièrement consacré aux changements climatiques et à la santé. Dans les premières pages, on peut lire ceci:

Bien que le secteur de la santé doit déjà composer avec les conséquences des changements climatiques sur la santé et sur les besoins, les priorités, les consultations, les interventions et les coûts connexes, l'adaptation du secteur de la santé est généralement sous-représentée dans les politiques, la planification et les programmes.

Il est important de dire que les répercussions de la crise climatique sur la santé des populations vulnérables — notamment les aînés, les personnes vivant en région rurale, les agriculteurs et les peuples autochtones —, en ce qui concerne les maladies infectieuses, la sécurité alimentaire, l'eau, la morbidité, la mortalité, de même que le spectre entier de la santé mentale, sont désormais des menaces pour tout le monde.

● (1830)

Le vice-président: Comme il est 18 h 30, l'honorable députée disposera d'un temps de parole de trois minutes et demie lorsque nous reprendrons le débat.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je crois qu'il s'agit du premier débat d'ajournement de la 44^e législature.

Motion d'ajournement

Je suis honorée de prendre la parole à la Chambre pour tenter d'obtenir réponse à une question que j'ai posée à la période des questions du 25 novembre, soit le jour où le commissaire à l'environnement et au développement durable a publié un rapport que l'on pourrait qualifier de cinglant à l'égard du bilan du gouvernement en matière de réduction des gaz à effet de serre et d'un programme en particulier. Pour les intéressés, je précise que je parle du rapport 5 du commissaire à l'environnement et au développement durable, ainsi que du rapport 4.

Le rapport 5 donne un aperçu historique des mesures prises ou non par le gouvernement du Canada pour réduire les gaz à effet de serre. De toute évidence, le bilan des 30 dernières années est un échec total. Je dois dire que cet échec m'attriste énormément, d'autant plus qu'il s'est déroulé directement sous mes yeux. J'étais assise aux premières loges. Je travaillais au bureau du ministre de l'Environnement lorsqu'ont été rédigées les lignes que le rapport 5 reprend. C'était à la conclusion de la première grande conférence scientifique internationale sur la crise climatique, qui s'est déroulée à Toronto, en 1988. À cette occasion, les scientifiques assemblés ont dit, et le rapport 5 publié la semaine dernière les cite: « L'humanité se livre sans frein à une expérience inconsciente qui touche l'ensemble du globe et dont les conséquences définitives ne le céderaient en rien sinon à une guerre nucléaire mondiale [...] »

C'était la conclusion des scientifiques en 1988, et nous avons la chance de faire quelque chose à cet égard sur le plan mondial, en tant qu'espèce et dans le cadre de nos économies respectives. Non seulement nous avons échoué, mais nous sommes allés dans la direction opposée à l'engagement que nous avons pris en 1992 à l'échelle mondiale, et au Canada en particulier, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de nous adapter à la crise climatique anticipée. En 1992, ces deux éléments constituaient un engagement. Nous n'avons fait ni l'un ni l'autre, et, selon les derniers relevés, les émissions de gaz à effet de serre — en particulier au Canada, qui a le pire bilan du G7 — avaient augmenté de 21 % par rapport à leur niveau de 1990.

J'ai été aux premières loges pour voir les gouvernements s'engager les uns après les autres à offrir à nos enfants un monde invivable, et il nous reste très peu de temps pour stopper cette tendance. C'est pourquoi j'ai posé la question au ministre le 25 novembre dernier. Les engagements de la COP26 nous donnent une chance infime de nous en tirer avec une augmentation de 1,5 degré Celsius, et c'est ce qu'il faut que nous fassions. Or, ce rapport indique qu'en ce qui concerne un programme particulier — un programme récent qui n'a pas encore été complètement déployé, le soi-disant Programme côtier et infracôtier du Fonds de réduction des émissions —, le commissaire à l'environnement du Bureau du vérificateur général et Ressources naturelles Canada, qui a administré le programme, n'ont pas été en mesure de comptabiliser une réduction d'une seule tonne de GES, et ce, malgré les quelque 70 millions de dollars de l'argent des Canadiens qui ont été dépensés.

Je ne citerai que ce paragraphe: « Dans l'ensemble, Ressources naturelles Canada n'a pas conçu le Programme côtier et infracôtier du Fonds de réduction des émissions de manière à permettre des réductions crédibles et durables des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et gazier ou à assurer l'optimisation des ressources engagées. » Le ministre a répondu qu'il ne fallait pas s'inquiéter, car ce programme était destiné à aider le secteur pétrolier et gazier pendant la pandémie. Il a dit qu'il s'agissait d'un problème économique.

Le secteur pétrolier et gazier a reçu les mêmes remboursements pour les salaires que les autres secteurs. Avait-il besoin de se prévaloir aussi de cette aide? Comme il l'a fait, ne devrions-nous pas être en mesure de constater une certaine réduction des émissions?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon estimée collègue pour ses décennies d'activisme dans ce dossier.

Je fais ce discours à partir de mon véhicule de service, entièrement électrique, en route pour Ottawa, ce qui ne veut pas dire que j'ai de la crédibilité sur les questions environnementales, mais je tiens simplement à le souligner.

Le gouvernement souhaite remercier le commissaire à l'environnement et au développement durable pour son travail et son rapport.

Comme ma collègue de Saanich-Gulf Islands le sait très bien, nous avons réalisé d'énormes progrès en matière de changement climatique. Revenons à nos premières années d'activisme, à la COP1 en 1995, alors que très peu de gens y prêtaient attention. Nous n'avions qu'un seul rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat qui commençait à montrer que les humains étaient à l'origine du réchauffement de la planète, et la seule chose sur laquelle les pays ont pu s'entendre à Berlin en 1995 était que les engagements que nous avons pris à Rio en 1992 étaient inadéquats.

• (1835)

[Français]

Il y a 25 ans, à Berlin, la seule chose sur laquelle les pays ont pu s'entendre était le fait que les engagements pris à Rio pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 1990 d'ici l'an 2000 étaient inadéquats.

Ces engagements ne prévoyaient aucun objectif de réduction des émissions, aucun mécanisme international de lutte contre les changements climatiques, ni aucun mécanisme de financement consacré par les pays industrialisés aux pays en voie de développement pour les aider à s'adapter aux changements climatiques.

Je me suis présenté comme le nouveau ministre de l'Environnement et du Changement climatique à Glasgow, il y a quelques semaines. Or, ce sont plus de 50 000 personnes qui participent désormais à ces conférences et ce ne sont plus seulement des négociateurs des gouvernements, des représentants d'ONG et des scientifiques.

[Traduction]

À ces conférences, il y a maintenant des représentants de la société civile, d'organisations autochtones, de syndicats, de municipalités, d'entreprises et du secteur financier, de même que des innovateurs et des investisseurs. Tous nous disent qu'ils veulent être de la partie et participer à la solution, ce qui est du jamais vu. Affirmer que rien ne bouge quand on voit toutes les initiatives mises en œuvre au fil des ans à l'échelon municipal, dans nos collectivités, dans beaucoup de provinces et, bien franchement, partout dans le monde, c'est nier le fait que le monde a commencé à lutter contre les changements climatiques.

Cela dit, il est manifeste, comme le souligne le rapport du commissaire, qu'il faut faire plus. À l'international, on s'entend sur le fait qu'il faut faire plus, ce qui a été reconnu à Glasgow, ce qui a été admis dans bien des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et qui est tout à fait souligné dans le rapport du commissaire.

Je suis persuadé que ma collègue a lu le rapport du commissaire et qu'elle sait donc qu'il ne se penche pas sur le Cadre pancanadien sur les changements climatiques soumis par le gouvernement en 2016 ni sur le plan amélioré de lutte contre les changements climatiques soumis en 2020. Le commissaire ne s'est pas penché sur les quelque 100 mesures prises par le gouvernement depuis 2016 ni sur les 100 milliards de dollars qui sont actuellement investis au Canada.

Je vais conclure là-dessus: comme le montrent les derniers inventaires, nous avons réussi à aplanir la courbe jusqu'en 2030. Nous avons soustrait plus de 30 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre qui, autrement, auraient été rejetées dans l'atmosphère. C'est presque l'équivalent de la moitié des émissions totales du Québec. Donc, notre plan fonctionne, mais nous devons accélérer la cadence.

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, si on pouvait m'accorder le même temps de parole qui a été accordé au ministre, je dirais d'abord que nous ne mesurons pas le succès selon la qualité des programmes sur papier, mais selon les réductions des émissions observées dans la vraie vie. L'atmosphère n'a rien à faire des négociations avec l'humanité ni du fait que le Parti libéral s'en tire mieux que le Parti conservateur. Tout ce qui importe, c'est que nous respectons nos budgets carbone, et nous ne le faisons pas.

Le fait de ne pas limiter la hausse à 1,5 degré Celsius équivaut à une peine de mort pour les pays en développement et les États insulaires formés de terres basses, comme ils le disent eux-mêmes. Après l'été que nous avons connu en Colombie-Britannique — où le dôme de chaleur a entraîné la mort de près de 600 de mes concitoyens et où les feux de forêt ont fait rage — et les inondations en ce moment, combien de condamnations à mort permettrons-nous si nous acceptons qu'une hausse de 1,5 degré Celsius soit le mieux que nous puissions faire et que nous n'y parvenons même pas?

Nous ne respectons pas nos engagements, et le ministre le sait. Le vélo accroché à son mur et la voiture électrique qu'il utilise ne sont pas de simples accessoires. Ce qui relève du théâtre, c'est d'affirmer que nous faisons ce qu'il faut alors que nous construisons des pipelines et subventionnons les combustibles fossiles.

Motion d'ajournement

• (1840)

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault: Monsieur le Président, je suis d'accord avec ma collègue. Elle a raison, l'objectif de tout ce que nous faisons doit être une réduction des émissions de gaz à effet de serre et des concentrations que nous voyons dans l'atmosphère. Comme elle le sait très bien, nos derniers relevés démontrent très bien que nous avons commencé à faire cela.

Cependant, je suis d'accord avec elle. Il faut accélérer le pas et en faire plus. C'est le message que les Canadiens et les Canadiennes nous ont laissé lors de la dernière campagne électorale.

[Traduction]

Les Canadiens nous ont dit qu'ils voulaient que nous prenions des mesures plus énergiques en matière de changement climatique et que nous le fassions plus rapidement. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à présenter des mesures supplémentaires dans la lutte contre le changement climatique au Canada. Nous ne nous arrêterons pas tant que nous n'aurons pas atteint cet objectif. Je suis d'avis que le dernier inventaire que nous avons vu montre que c'est la dernière fois que les émissions augmentent au Canada. À partir de maintenant, nous verrons les émissions diminuer progressivement dans notre pays, tant que notre gouvernement et les gouvernements subséquents continueront à faire ce qui doit être fait pour s'assurer que nous atteignons les cibles.

Le vice-président: Je sais que nous avons eu quelques soucis d'interprétation ce soir en raison du casque d'écoute non autorisé. Je sais que le ministre a fait de son mieux pour participer, mais je tiens à m'excuser auprès de ceux qui essayaient de suivre les interventions dans l'autre langue.

[Français]

Je suis vraiment déçu qu'on n'ait pas pu avoir accès à l'interprétation vers le français.

[Traduction]

La motion d'ajournement étant adoptée d'office, la Chambre s'ajourne à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 42.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 30 novembre 2021

AFFAIRES COURANTES

Loi sur le Mois du patrimoine ukrainien

M. Baker	347
Projet de loi C-204. Présentation et première lecture	347
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	347

Pétitions

La pandémie de la COVID-19

Mme May (Saanich—Gulf Islands)	347
--------------------------------------	-----

Les changements climatiques

Mme Bendayan	347
--------------------	-----

Questions au Feuilleton

Mme Fortier	348
-------------------	-----

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

M. O'Toole	348
Amendement	357
Mme Bendayan	357
M. Blaikie	357
Mme Pauzé	358
M. O'Toole	358
M. Blois	358
Mme Atwin	359
M. Melillo	360
M. Perron	361
Mme McPherson	361
M. Erskine-Smith	361
M. Melillo	363
M. Garon	363
M. Johns	364
M. Blanchet	364
M. Blois	366
M. Julian	366
Mme Falk (Battlefords—Lloydminster)	367
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	367
M. Singh	367
M. Gerretsen	370
M. Ruff	370
M. Perron	371
Mme Zarrillo	371
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	371
M. Julian	372
Mme Martinez Ferrada	372
M. Melillo	374
Mme Vignola	374
M. Garrison	374
M. Coteau	375
M. Melillo	376
Mme Vignola	376
M. Coteau	376
Mme Idlout	376

M. Chambers	377
M. Lamoureux	378
Mme Kwan	378
M. Albas	379
M. Poilievre	379
M. Naqvi	380

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Les aînés

Mme Yip	380
---------------	-----

Le député de Niagara Falls

M. Baldinelli	381
---------------------	-----

Frederick B. Rowe

M. Rogers	381
-----------------	-----

L'entraide dans Mirabel

M. Garon	381
----------------	-----

La députée de Saint-Laurent

Mme Lambropoulos	381
------------------------	-----

L'Agribition de l'Ouest canadien

M. Steinley	381
-------------------	-----

Mardi je donne

M. Fisher	382
-----------------	-----

Le député de Richmond-Centre

M. Miao	382
---------------	-----

Hanouka

M. Morantz	382
------------------	-----

Josée Forest-Niesing

M. Serré	382
----------------	-----

L'industrie forestière

M. Caputo	382
-----------------	-----

Les inondations en Colombie-Britannique

M. Vis	383
--------------	-----

Austin Hunt et Gordon Waindubence

Mme Hughes	383
------------------	-----

La bataille de la côte 355

M. Desilets	383
-------------------	-----

Le logement

M. Williams	383
-------------------	-----

L'Opération Nez rouge

M. Schiefke	384
-------------------	-----

QUESTIONS ORALES

L'économie

M. Deltell	384
M. Trudeau	384
M. Deltell	384

M. Morrice	400	M. Lemire	415
Mme Yip	400	Mme Kwan	415
Mme Lantsman	400	Mme Dzerowicz	415
M. Lamoureux	402	M. Dalton	417
M. Masse	402	Mme Michaud	417
M. Bragdon	403	Mme Kwan	417
Privilège		Les travaux de la Chambre	
La non-conformité alléguée à un ordre de la Chambre		M. Gerretsen	418
M. Lamoureux	403	Motion	418
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse		Adoption de la motion	418
M. Berthold	404	Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
M. Gerretsen	406	M. Gaheer	418
M. Desilets	406	M. Kmiec	419
M. Zimmer	406	Mme Michaud	419
M. Aldag	406	Mme Barron	420
M. Kmiec	408	M. Longfield	420
M. Lemire	409	M. Therrien	420
Mme Barron	409	M. Gerretsen	422
Mme Thompson	409	M. Melillo	422
M. Melillo	411	M. Lemire	422
M. Cannings	411	Mme Pauzé	423
M. Hallan	411	MOTION D'AJOURNEMENT	
M. Stewart	411	L'environnement	
M. Gerretsen	413	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	423
Mme Desbiens	413	M. Guilbeault	424
Mme Collins (Victoria)	413		
M. Caputo	413		
M. Lamoureux	414		

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>